

M E R I D I E S

Revista de Antropologia e de Sociologia Rural da Europa do Sul
Revue d'Anthropologie et de Sociologie Rurale de l'Europe du Sud

9/10 JANEIRO/DEZEMBRO 1989

SUMÁRIO / SOMMAIRE

APRESENTAÇÃO / AVANT-PROPOS

Collectivités rurales et capitalisme en méditerranée 3

ARTIGOS/ARTICLES

PRIMEIRA PARTE / PREMIERE PARTIE

Gestion de l'espace, structures foncières

Gilles BAZIN (INRA, Paris)

Crise de l'activité agricole et régression

de la mise en valcur dans les Alpes du Sud (France) 11

Rudi BUHAGIAR (Paris)

Les locations foncières dans l'agriculture grecque:

évolution générale et remarques sur une enquête locale 37

Pierre COULOMB (INRA, Paris)

Quel espace agricole pour demain? 67

Bertrand HERVIEU (CNRS, Paris)

Le désert du capital: interrogations sur l'intégration

capitaliste des zones désertifiées méridionales françaises 77

Marcel JOLLIVET (CNRS, Univ. de Paris X)

Sociétés nationales, sociétés locales

et utilisation de l'espace 89

SEGUNDA PARTE / DEUXIEME PARTIE

Travail agricole, exploitation familiale, pluriactivité

Guy BURGEL (Université de Paris X)

Vingt ans de modernisations en Messara Crétoise 103

Lucia CARLE (IUE, Florence)

**L'ouvrier paysan: nouveauté et continuité dans le modèle
social des Langhe, XVIIe - XXe siècles. 113**

Dolors COMAS d'ARGEMIR (Université de Barcelona)

**Les exploitations agro-pastorales familiales dans le processus
d'intégration capitaliste: le cas des Pyrénées centrales espagnoles. . . . 123**

Jesus CONTRERAS (Universidad de Barcelona)

**Del mito del desarrollo a la crisis del mito: visiones
del cambio social en la sociedad rural española 151**

Stathis DAMIANAKOS (CNRS, Univ. de Paris X)

**Réflexions sur le travail agricole en Grèce: catégories
statistiques et observation sociologique 169**

Fernando MEDEIROS (Univ. de Paris X)

**La stagnation agricole comme processus d'adaptation
et de transformation des systèmes de production.
L'effondrement de l'économie paysanne au Portugal. 185**

Michel SIVIGNON (Univ. de Paris X Nanterre)

**Pierre-Yves PECHOUX (Univ. de Toulouse le Mirail)
L'exploitation agricole en Grèce: un exemple en Epire 203**

Claude SERVOLIN (INRA-PARIS)

**Le modèle agricole de l'Europe
du Nord-ouest et les agricultures
méridionales, contrastes et convergences 221**

RESUMOS DOS ARTIGOS/RESUMES DES ARTICLES 229

APRESENTAÇÃO / AVANT-PROPOS

COLLECTIVITES RURALES ET CAPITALISME EN MEDITERRANEE

Ce volume contient une partie des communications qui ont été prononcées devant le Séminaire International de Recherche organisé du 13 au 15 novembre 1987 à Agrinion (Grèce) par la Fondation d'Etudes Méditerranéennes (Athènes) avec la collaboration du Groupe de Recherches Sociologiques du CNRS (Université de Paris X, Nanterre) et du Département des Sciences Economiques de l'Université de Patras sur le thème "Collectivités rurales et intégration capitaliste en Méditerranée".

Il s'agit des textes dont le manuscrit original fut rédigé en français (à l'exception d'un seul, celui de J. Contreras, qui, pour des raisons techniques, est publié ici en version espagnole). L'ensemble des communications présentées lors de ce séminaire feront l'objet d'une publication en grec par la Fondation d'Etudes Méditerranéennes, publication qui verra le jour vers la fin de l'année 1989. Cependant, avec l'assentiment de la direction de la F.E.M. ainsi que des auteurs concernés, il a été jugé utile d'entreprendre cette première présentation adressée, en priorité, aux lecteurs francophones. Elle trouve sa justification dans le fait que la diffusion restreinte de la langue grecque rendra la parution globale des Actes plus ou moins inaccessible au public international, par ailleurs, on peut dire que les textes ici réunis fournissent une image assez représentative des thèmes abordés et de idées exprimées au cours de ce séminaire.

L'objet de la rencontre d'Agrinon était de faire le point des travaux menés actuellement dans les pays ou les régions du Sud-européen (et notamment en Grèce, Italie, France, Espagne et Portugal) sur les composantes socio-économiques, politiques, culturelles et idéologiques du processus d'intégration des collectivités rurales dans la société capitaliste contemporaine.

Du fait des particularités historiques marquant la transition au capitalisme de l'ensemble de l'économie de certains pays ou régions de l'Europe méridionale, le processus en question présente des écarts, des déséquilibres ou des antinomies considérables par rapport au modèle nord-européen. Aujourd'hui, surtout après l'intégration méditerranéenne de la C.E.E. qui semble réactualiser nombre d'anciens problèmes de la recherche rurale ou elle fait naître de nouveaux, la nécessité d'une réflexion globale (permettant une approche synthétique et comparative et incluant la dimension historique sur les rapports entre "sociétés" rurales et capitalisme), devient de plus en plus pressante.

Sous quelles formes et selon quelles modalités se manifeste, à l'heure actuelle, la pénétration capitaliste dans les "sociétés" villageoises méditerranéennes, en quoi se différencie-t-elle de celle observée dans les campagnes du nord de l'Europe, s'agirait-il d'un simple décalage de "rythmes" (auquel cas il suffirait de suivre le cheminement au cours des trente, vingt ou dix dernières années de ces dernières pour pouvoir prédire, grosso-modo, l'avenir proche des premières), ou sommes-nous, au contraire, en présence d'un autre modèle et lequel? Comment agissent, à l'intérieur de la collectivité rurale, les rapports de marché, quelle dynamique dégagent-ils pour la localité, dans quels conflits sociaux aboutit l'opposition, au niveau local, des forces de pénétration et de résistance? Quel est le processus de dissolution-conservation des formes traditionnelles de sociabilité rurale (société d'interconnaissance, groupe domestique, relations parentales, dépendances interpersonnelles, jura fundi), et quel est le rôle dans ce processus des nouveaux rapports de travail agricole ou extra-agricole (exploitation familiale, pluriactivité), des nouveaux modes d'insertion politique (des relations de clientèle, ou, ailleurs, du populisme paysan à l'antagonisme de classes, du paysan-administré à l'agriculteur-citoyen), du nouvel environnement idéologique et culturel (généralisation de la scolarisation, extension des mass-média, diffusion des nouveaux modèles de consommation)? Quels sont, enfin, les types d'évolution différen-

ciée des collectivités rurales face à une pénétration inégale et, souvent, contradictoire, types qui, en réalité, témoignent de l'existence de logiques multiples et différenciées selon lesquelles la collectivité rurale répond aux impératifs extérieurs conformément à sa cohérence socioculturelle interne, son histoire particulière, sa situation vis-à-vis du marché, son dynamisme démographique etc...?

Les occasions pour une confrontation des travaux et des expériences entre ruralistes méditerranéens sont plutôt rares et il serait souhaitable que ce numéro spécial contribue à créer les conditions d'un débat susceptible de dégager des problématiques et des méthodologies communes.

Les textes qui suivent essaient d'apporter quelques éléments de réponse aux questions formulées ci-dessus sur la base de recherches (aussi bien monographiques que de synthèse, empiriques ou théoriques) menées actuellement dans les cinq pays de l'Europe méridionale et à partir de situations qui, pour être très diverses, et parfois même contrastées, n'en témoignent pas moins de la présence de certaines tendances dominantes. Nous les avons regroupés en deux axes thématiques majeurs. Dans une première partie sont réunis des travaux dont l'intérêt porte en priorité sur la gestion de l'espace et les structures foncières. Pendant longtemps dénoncé comme le principal obstacle à l'expansion du capital en agriculture, le rapport du paysan à la terre devient de nos jours l'objet de politiques et de stratégies diverses (communautaires, nationales, régionales, locales ou syndicales), qui ne sont pas toujours concordantes entr'elles. Ceci est particulièrement vrai pour les régions méditerranéennes dans lesquelles aux problèmes, déjà vieux, de désertification démographique et de marginalisation économique et sociale, viennent s'ajouter ceux de la dégradation du milieu naturel pour poser en de termes nouveaux la question de l'intégration capitaliste des collectivités rurales.

Dans ce cadre, G. Bazin se demande si l'activité agricole pourra bien se maintenir encore pour longtemps dans une région en pleine crise de la France méridionale (Alpes du Sud,). B. Hervieu cherche les voies propres à la pénétration capitaliste en "zones fragiles" dans le diptyque maintien d'un cadre "naturel" / dissolution d'une société et R. Buhagiar examine l'évolution inégale du fermage dans une commune de la Chalcidique (Grèce) en tant que révélateur de l'apparition des antagonismes inédits dans la société rurale. A partir d'une problématique plus générale M. Jollivet étudie les nouveaux rap-

ports qui émergent entre sociétés locales et milieu naturel anthropisé tel qu'il est hérité par l'histoire et sous les pressions économiques et politiques actuelles, tandis que P. Coulomb s'interroge sur les usages de l'espace agricole de demain dans la situation de double crise que traversent aujourd'hui les sociétés rurales, crise démographique et crise économique agricole.

Le second axe thématique englobe des textes qui se réfèrent plus ou moins directement au travail agricole, à l'exploitation familiale et à la pluriactivité dans le milieu rural. Dans ce domaine aussi les écarts marqués du processus d'intégration capitaliste n'égalent que l'extrême diversité des situations socio-économiques locales et nationales qui conditionnent ce processus pour rappeler, encore une fois, la nécessité d'une approche différenciée.

Un quart de siècle après leurs premières investigations en Messara crétoise et en Epire (Grèce), G. Burgel et M. Sivignon reviennent sur leurs terrains d'étude pour tenter une évaluation des changements accomplis. La Messara est un cas exemplaire de cette "ambiguïté de la modernité" qui caractérise actuellement les sociétés rurales méditerranéennes où "tout semble partagé entre forces de continuité et de rupture". Quant à l'Epire, Margariti fournit un bon exemple aussi pour l'analyse d'une forme, parmi les plus répandues, de la modernisation agricole, à savoir le développement (consécutif à l'émigration massive des années 1960) des locations foncières ainsi que des travaux agricoles données à façon à des entrepreneurs. Un autre aspect majeur des bouleversements actuels, la généralisation de la pluriactivité, est examiné par L. Carle à propos de la figure de l'ouvrier-paysan dans les Langhe (Italie). Ici, la réflexion de l'historien complète et prolonge celle du géographe en démontrant que sous des nouveautés apparemment radicales ce sont toujours les mêmes modèles sociaux qui sont en oeuvre. La question de la pluriactivité est aussi évoquée par Dolores Comas d'Argemir au sujet de la crise de reproduction que traversent depuis quelque temps les exploitations familiales dans les Pyrénées centrales espagnoles, tandis que, dans l'Espagne toujours, mais à un niveau plus général, ces mêmes phénomènes de crise sont analysés par J. Contreras en tant que symptômes de la mise en question d'un vieux mythe, celui du développement. Dans le Portugal voisin, F. Medeiros observe des situations similaires: l'agriculture familiale se réduit de plus en plus à une activité complémentaire soumise au processus de "dépay-sannisation/déruralisation" des campagnes. A l'autre bout de la Méditerranée

née, en Grèce, St. Damianakos pose le problème de l'inadéquation des catégories statistiques face aux réalités observables sur le terrain à propos du travail agricole, problème qui renvoie aux rapports toujours difficiles entre deux types d'analyse différents. Enfin, Cl. Servolin se penche sur les contrastes et les convergences entre les agricultures méridionales et le modèle de la petite production "nordique" et s'interroge sur les possibilités de développement dans les pays méditerranéens d'un syndicalisme agricole cogestionnaire.

Stathis DAMIANAKOS
CNRS - Université de Paris X,
Nanterre

PREMIERE PARTIE
GESTION DE L'ESPACE, STRUCTURES FONCIERES

CRISE DE L'ACTIVITE AGRICOLE ET REGRESSION DE LA MISE EN VALEUR DANS LES ALPES DU SUD (FRANCE)

Gilles BAZIN (I.N.R.A., Paris)

Cette communication porte sur un processus en voie de généralisation dans l'ensemble de l'Europe du Sud: la marginalisation de l'activité agricole et la régression de l'utilisation des territoires des régions de montagnes méditerranéennes. Or ces zones rurales représentent une étendue considérable et leur poids écologique, démographique et économique reste important. Au sens de la directive communautaire 75/268, plus de 30 millions d'hectares de surface agricole sont classés, en zones de montagne et défavorisées dans les cinq pays méridionaux de la CEE¹. Ils représentent de 40 à 75% des territoires des pays concernés et près de la moitié de la population active agricole de l'Europe du Sud (soit plus de 2 millions de personnes) y travaille en 1980. Ces régions se caractérisent généralement par des difficultés économiques, un fort exode agricole, une régression de la mise en valeur, des taux de chômage élevés qui les classent parmi les régions les plus défavorisées de la CEE. Au fil des ans l'écart se creuse entre les résultats économiques des agricultures intensives de l'Europe du Nord et les agricultures des régions méditerranéennes en difficulté. Ainsi la valeur ajoutée brute agricole par travailleur en 1981 était huit fois plus élevée dans la région de la CEE la plus productive (aux Pays Bas) que dans la région italienne de Calabre². L'intégration européenne de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal ouvre des perspectives de développement aux productions agricoles de plaine, rapidement intensifia-

bles sur la base de l'irrigation, ce qui est le cas des fruits et légumes. Mais qu'advient-il des productions montagnardes traditionnelles (ovin lait et viande, caprin, bovin, oliviers, céréales...) alors que les concurrences internes à la CEE se renforcent sur ces productions et que les marchés sont dépressifs? L'accentuation des problèmes qui pèsent sur ces productions dans l'espace méditerranéen, risque de menacer la survie à terme d'un ensemble de sociétés rurales riches de culture et d'expérience, sans que des solutions alternatives soient toujours possible.

En France, l'analyse de l'intégration des économies rurales montagnardes méditerranéennes à la société capitaliste est riche d'enseignements, à plusieurs titres. L'ancienneté du processus, qui débute dans la première moitié du 19^{ème} siècle alors que le phénomène est généralement beaucoup plus récent, voire contemporain ailleurs, permet d'en mesurer les effets économiques et écologiques à long terme. Effets sur les transformations de l'économie paysanne locale: passage d'une large autosubsistance à la production pour la vente, concurrence accrue des régions plus productives qui entraîne l'abandon de certaines productions et la modification des pratiques productives, difficultés dans la reproduction des exploitations agricoles qui se traduisent par la régression démographique et l'abandon de certains terroirs. Ces processus aboutissent dans certains massifs français à une déprise quasi totale, à la déshérence, aux incendies sans cesse renouvelés, sans que l'on puisse dégager actuellement des perspectives de remise en valeur (le cas du maquis corse est exemplaire).

Dans d'autres massifs (Alpes du Sud, Cévennes) les politiques d'aides à l'installation et au développement des exploitations, les actions en matière d'hydraulique, l'organisation des producteurs et des filières ont permis le maintien d'une agriculture et le développement de certaines productions (ovine et caprine notamment). Les difficultés sont nombreuses pour viabiliser les exploitations agricoles de ces régions et les baisses de prix que nous connaissons sur la viande ovine depuis plusieurs années remettent en cause ce fragile développement.

Cette analyse des processus socio-économique de transformation de l'activité agricole dans le massif provençal des Alpes du Sud est fondée sur un ensemble de travaux monographiques qui étudient le fonctionnement et l'évolution des systèmes agraires régionaux depuis le début du XIX^{ème} siècle³.

Ces travaux cherchent à saisir la dynamique de l'économie paysanne régionale dans le cadre du développement du système économique et social dominant. Il s'agit d'étudier comment une société paysanne qui reproduit l'essentiel de ses conditions de production au niveau local au 19^{ème} siècle s'insère progressivement dans les rapports d'échange globaux. Et d'évaluer les conséquences de cette intégration marchande progressive des produits agricoles et de la force de travail au marché national, sur la société locale. Ce travail cherche donc à mieux comprendre les logiques socio-économiques de transformations des systèmes agraires montagnards et à repérer la permanence de processus sociaux tels que l'intégration marchande, la concurrence interrégionale et internationale des économies agroalimentaires, l'accumulation différentielle de capital entre les producteurs agricoles, à l'oeuvre dans ces évolutions. Ces processus socio-économiques expliquent pour une large part les évolutions régressives de l'activité agricole rencontrées dans la plupart des zones de montagnes de l'Europe du Sud.

I. Le fonctionnement du système agraire au 19^{ème} siècle et les crises de subsistance

La bordure alpine qui englobe les régions d'altitude des départements des Alpes Maritimes, Var, Alpes de Haute Provence, Hautes Alpes, Vaucluse et Drôme, se caractérise par des écosystèmes fragiles et diversifiés, résultats du relief montagneux et des contrastes du climat méditerranéen⁴. La variabilité interannuelle des précipitations (qui peuvent aller de 500 à 1 500 mm par an à 1 000 m d'altitude) entraîne de grandes fluctuations de production: les rendements fourragers peuvent varier du simple au double. Les pluies sont concentrées de l'automne au printemps, pendant 70 à 100 jours/an et la sécheresse estivale n'est interrompue que par quelques orages, aussi violents qu'irréguliers. Des précipitations estivales inférieures à 100 mm, qui caractérisent une sécheresse marquée, sont très fréquentes. Les sols de pentes calcaires ou marneux sont généralement peu profonds et fragiles, de faible pouvoir de rétention et ravinés dès que le couvert végétal est dégradé.

Dans ces conditions difficiles, les écosystèmes ont dû être aménagés par le travail des hommes au cours des siècles. Epierrement des champs, lutte contre le ravinement et les crues, construction et entretien de terrasses, constitution de réseaux d'irrigation à l'échelle du hameau ou de la vallée, représentent un travail considérable et permettent d'étendre la culture céréalière partout où elle est susceptible de rapporter plus que la semence. Mais le système bloque entre 1830 et 1860 comme nous le montre la crise de subsistance que nos travaux mettent en évidence dans plusieurs petites régions des Préalpes de Digne⁵.

La paysannerie préalpine au début du 19^{ème} siècle est constituée en majorité de petits propriétaires exploitants. De Reparaz (1978) indique que la moitié d'entre eux possèdent moins de 5 ha en 1850. Il s'agit des "brassiers" (qui ne travaillent que de leurs bras) par opposition aux "laboureurs" possédant un attelage et qui représentent le tiers des exploitants. Dans les petites régions étudiées, les superficies moyennes labourées par exploitations vont de 6 à 11 ha. La grande propriété est absente dans les hautes vallées (sinon quelques alpages appartenant à des transhumants) et moins de 10% des exploitations sont supérieures à 25 ha.

Le fonctionnement de l'ancien système agraire est fondé sur une main d'oeuvre relativement abondante (les densités sont alors 5 à 10 fois plus élevées que celles d'aujourd'hui qui vont de 3 à 5 hab/km²). Le système de culture repose sur un assolement biennal jachère-blé qui occupe, au plus fort de la croissance démographique, jusqu'au quart du territoire, alors qu'actuellement la superficie labourée est dix fois moins importante. En 1830, fourrages et pommes de terre représentent moins de 10% des terres labourables et les techniques de la première révolution agricole (association de l'agriculture et de l'élevage, suppression des jachères, développement des fourrages et des plantes sarclées) n'ont que peu pénétré ces régions. Les trois quarts de la superficie, constituée de forêts, de parcours, de landes et d'alpages sont pâturés par les troupeaux ovins conduits individuellement par un membre de la famille ou confiés à un berger salarié de plusieurs éleveurs. Dans les villages ne disposant pas d'alpages suffisamment étendus, une partie du troupeau est

mise en pension chez des transhumants pendant l'été ou, plus rarement, pendant l'hivernage (transhumance inverse vers le littoral). Les troupeaux de petite dimension (une vingtaine de bêtes en moyenne) sont constitués majoritairement de moutons à laine préalpes et mérinos ainsi que de quelques chèvres. L'élevage bovin laitier reste limité aux hautes vallées (Verdon, Ubaye) et aux abords des villes (Castellane, Digne).

Les ovins, et surtout la laine, constituent l'essentiel du produit marchand, viennent ensuite les surplus céréaliers, les fruits (prunes séchées, amandes, noix, poires, pommes) et les produits de cueillette (lavande...). Des revenus annexes sont obtenus par la sériciculture ou l'artisanat textile. Ils permettent, avec les salaires des migrants saisonniers qui vont faire les vendanges, la moisson ou la récolte des olives en Basse Provence, d'accéder au numéraire. R. Blanchard (1949, p. 87) estime que 15 000 personnes migrent pendant l'été depuis 500 communes bas-alpines et 30 000 pendant les 3 à 6 mois d'hiver, migrations qui se poursuivent en s'atténuant jusqu'au début du 20ème siècle.

La croissance démographique du début du 19ème siècle de l'ordre de 20% entre 1800 et 1840), très inégale selon les communes, va provoquer dans certaines d'entre elles une crise due à la saturation des capacités productives du système agraire. C'est le cas dans la vallée de Jabron et dans la région de Barrême-Castellane qui atteignent leur maximum démographique entre 1830 et 1850.

A cette époque, les rendements en blé relevés dans les statistiques communales oscillent, bon an mal an, entre 3 et 5 qx/ha nets (en déduisant un quintal de semence). Compte tenu que les superficies céréalères vont de 0,4 ha par personne à Tartonne à 0,8 ha à Barrême et Comps, la quantité récoltée varie de 150 à 250 kilos par habitant, ce qui semble à la limite de l'auto-subsistance (200 kg de blé par personne et par an). Même si, globalement, les quantités sont suffisantes, l'inégalité foncière limite la récolte des plus pauvres. Il faut en effet cultiver environ 8 ha de jachère-blé pour assurer le pain d'une famille de 8 personnes en année normale, superficie qui n'est pas atteinte par la majorité des minifundistes.

Schéma 1 - Utilisation du territoire au début du XIX^{ème} siècle dans une vallée des Alpes du Sud

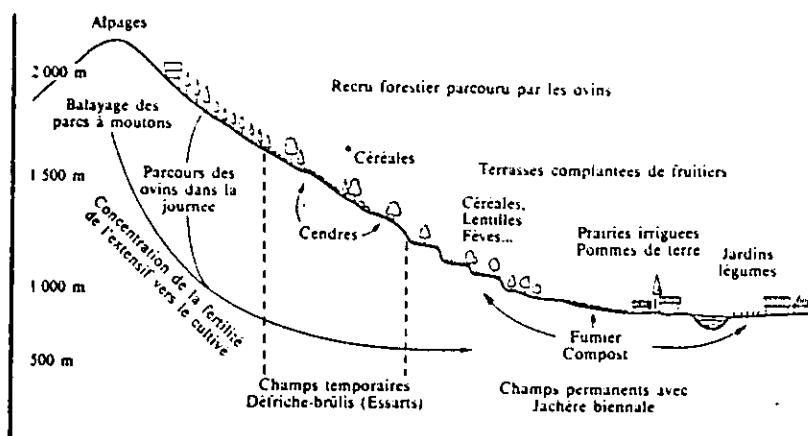
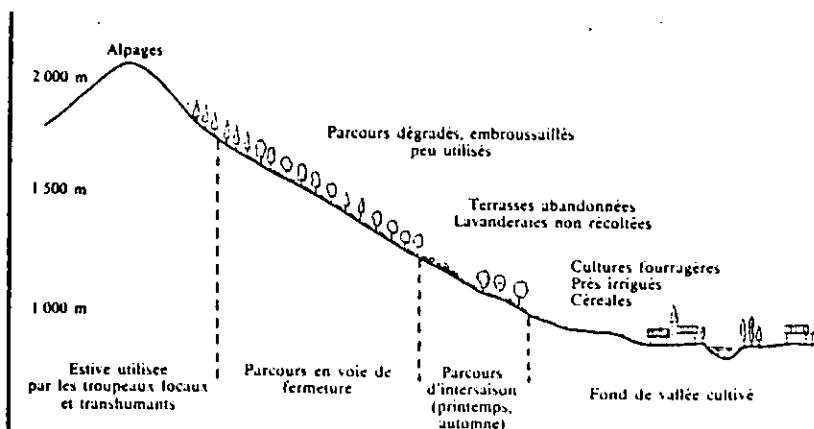


Schéma 2 - La même vallée en 1980.



Cette crise est attestée par les doléances des maires et les remarques émaillant les enquêtes agricoles concernant les difficultés d'assurer la subsistance de la population communale⁶. A Tartonne, dans la vallée de l'Asse, comme dans la vallée du Verdon, il faut acheter du grain car les "périodes de disette sont fréquentes" (1837).

Ainsi, la pression démographique entraîne une demande alimentaire supérieure aux capacités de production du milieu, compte tenu du niveau des techniques agro-pastorales. Pour survivre la population développe une pratique (fort ancienne): l'essartage. Il s'agit de l'écobuage des landes et des parcours communaux sur lesquels on fait deux ou trois céréales avant de les abandonner au recru pendant une quarantaine d'années. Les essarts "montent à l'assaut des montagnes" pendant le 18^{ème} siècle et la première moitié du 19^{ème} siècle (N. Thepot, 1981). Après 1815, nous dit R. Blanchard (1949, p. 162), "l'essartage était plus vivace que jamais, aiguillonné par la poussée de population qui se manifeste après les guerres de l'Empire et qui se poursuit jusque sous la Monarchie de Juillet". La jachère est raccourcie à moins de 10 ans sur certains parcours, ce qui ne permet de réaliser que deux maigres récoltes: deux fois la semence signalent certains enquêteurs, soit 3 qx/ha.

Les schémas 1 et 2 montrent le degré d'exploitation des ressources susceptibles de participer à la production céréalière. Le système à jachère biennale et élevage associé qui s'étend sur les fonds et les terrasses est complété par un système d'écobuage des landes (défriche-brulis) qui cherche à satisfaire les besoins d'une population en croissance, quitte à surexploiter le saltus. Le système céréalière dominant ne peut s'étendre car les ressources pastorales dont il dépend pour la reproduction de sa fertilité sont entièrement mobilisées. Le ferait-il que les rendements déjà faibles, décroîtraient au même rythme que la baisse inévitable de la fertilité. Globalement le système est en crise⁷.

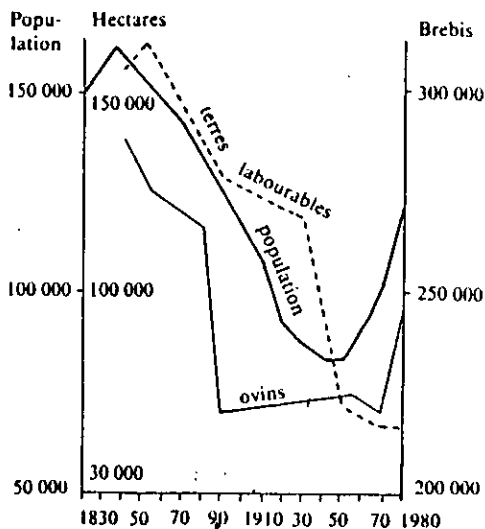
On atteint, à cette époque, un niveau de mobilisation des ressources globalement plus élevé que le croît de la biomasse: prélèvement de bois supérieur au recru forestier, surpâturage de certains parcours, non reproduction de la fertilité des terrasses céréalières, et surtout défrichements de terres en pente sans infrastructure de protection. Ces pratiques entraînent des dégradations écologiques: ravinements, inondations, érosions, glissements de terrain, dénoncées par l'administration forestière qui profitera des lois de 1860

et 1880 sur le reboisement pour imposer la mise en défens et l'enrésinement de vastes espaces au titre de la restauration des terrains de montagne.

La précarité de la situation alimentaire va d'abord être résolue par l'exode massif des plus pauvres qui débute dès 1840. Le développement des arsenaux sur le littoral, l'essor économique des grandes vallées méditerranéennes permettent aux migrants saisonniers de s'implanter définitivement dans le bas pays. Ce mouvement d'émigration prend très vite l'allure d'un effondrement démographique. La plupart des vallées préalpines étudiées perdent près de la moitié de leur population entre 1830 et 1900. La chute est de 28% dans le département des Basses Alpes.

Dans les vallées surpeuplées, cultivées jusqu'aux situations limites de pente et d'altitude, la paysannerie restante concentre peu à peu la production sur les meilleures terres. Les terrasses exiguës, inaccessibles aux animaux de trait, les pentes essartées, travaillées à la pioche, sont abandonnées aux parcours et à l'enrésinement. La courbe de régression des terres labourables suit de près celle de la population, comme le montre l'exemple du département des Alpes de Haute Provence où la SAU diminue de moitié en un siècle.

Evolution de la population, des terres labourables et du nombre de brebis de 1830 à 1980 dans les Alpes de Haute Provence.



Quelques changements techniques apparaissent mais restent très inégalement adoptés selon les vallées, les terroirs et les catégories sociales paysannes. Dès le début du 19^{ème} siècle, la paysannerie cherchera à pallier l'insuffisance céréalière en développant la pomme de terre et les légumes secs (haricot, lentilles, fèves et pois) dans les fonds de vallée irrigués. L'abandon des plus mauvaises terres et l'intensification des fonds permettent d'accroître les rendements céréaliers d'un tiers et de passer de 5-6 qx/ha en 1830 à 8-9 qx/ha à la fin du siècle. Sachant que le rendement moyen national est de 12 qx/ha à cette époque et dépasse 15 qx/ha au Nord de la Seine, on mesure les difficultés qui attendent la céréaliculture préalpine face à la concurrence.

Si les cheptels de trait s'accroissent de 10 à 20 % (chevaux surtout), on constate par contre un effondrement général des troupeaux ovins. Cette régression s'explique en partie par la réduction des bases d'hivernage des troupeaux ovins. Le Var, les Bouches du Rhône tendent à supprimer leurs prés et leurs jachères pour les remplacer par des cultures céréalères, par la vigne, l'arboriculture, l'horticulture et le maraîchage. Bref, ils réalisent une première révolution agricole qui laisse de moins en moins de place à cette forme de transhumance. Obligés de conserver les troupeaux pendant les six mois d'hiver, les éleveurs sont contraints de les réduire par manque de fourrage. Parallèlement, l'intérêt économique décroissant de la laine accélère la chute des effectifs (cf. 2^{ème} partie).

Dans les Alpes du Sud, les limites du système agro-pastoral sont atteintes dès le début du 19^{ème} siècle et provoquent une crise endogène qui oblige les paysans à changer de système agraire, à adopter de nouvelles productions et de nouvelles techniques productives ou à émigrer. Après avoir tenté la première possibilité et développé la pomme de terre pour parer aux disettes, c'est en définitive la seconde qui prévaut dès que le marché du travail est capable d'absorber les populations en surnombre. Cela ne signifie pas que les techniques de la première révolution agricole sont inadaptées au développement de la production dans les conditions des écosystèmes méditerranéens d'altitude, mais que les nouvelles conditions économiques et sociales qui prévalent à partir de la seconde moitié du 19^{ème} siècle en limitent le champ d'application. En effet le développement des nouvelles pratiques productives ne répond plus uniquement aux préoccupations d'autosubsistance, car les exploitants sont de plus en plus insérés au marché national. On ne les

met donc en oeuvre que là où on est assuré d'en tirer bénéfice, lors de la vente du produit. En permettant d'accroître les rendements sur les meilleures terres, elles ouvrent la possibilité d'abandonner les plus mauvaises et notamment celles qu'on ne peut travailler qu'à la main. La généralisation de la culture attelée, comme un siècle plus tard de la motorisation, accentue l'abandon de l'utilisation du territoire dans les zones les plus escarpées.

C'est d'abord le contexte économique et social national, caractérisé par le développement des échanges marchands des produits agricoles et de la force de travail, qui limite l'adoption de la première révolution agricole dans les Préalpes. L'intégration marchande des économies paysannes change d'échelle pendant la seconde moitié du 19^{ème} siècle. Le développement rapide des échanges (et du libre échange) entraîne une concurrence interrégionale (et internationale) des économies paysannes qui va profondément bouleverser la logique de fonctionnement des exploitations montagnardes.

II. L'insertion marchande croissante des Alpes du Sud: production de viande ovine et lavande

2.1. Le développement de la concurrence interrégionale et internationale dans la France du XIX^{ème} siècle

Protégée de la concurrence par les barrières douanières jusqu'en 1861 et profitant d'un marché intérieur en rapide extension, l'agriculture française connaît un fort développement jusqu'à la crise de la fin du 19^{ème} siècle. La production et la commercialisation des surplus agricoles sont encouragées à partir de 1850 par une hausse continue des prix qui dure jusqu'à la décennie 1870. Les prix des céréales augmentent de 35%, les pommes de terre de 50% et les produits de l'élevage de 60 à 80%. La production finale s'accroît de 25% en volume et de 80% en valeur entre 1850 et 1880 (Histoire de la France Rurale, T. III, p. 228).

Cette augmentation du produit ne profite pas entièrement aux exploitants puisque les salaires agricoles s'accroissent des deux tiers et les impôts fonciers de 40%. Elle permet cependant une forte accumulation paysanne -

en cheptel notamment - car le total des charges de l'agriculture ne représente que 14% du produit à la fin du siècle. Cette prospérité est variable selon les régions et de fortes inégalités subsistent entre le Nord où le revenu imposable atteint 120 F/ha, la France médiane (50 F/ha) et les zones montagnardes du Massif Central (40 F/ha) et des Alpes du Sud (15 F/ha) (Statistiques Agricoles, 1882).

Grâce à l'amélioration des transports intérieurs, voies ferrées, routes et canaux, qui permettent aux zones déficitaires d'être facilement ravitaillées, un marché national agro-alimentaire se constitue. De ce fait, les disparités de prix interrégionales s'atténuent et passent de 70% pour le blé en 1850 à 27% en 1870 pour pratiquement disparaître à la fin du siècle⁸. Cette tendance à l'uniformisation des prix sur l'ensemble du territoire national va avoir des répercussions directes sur les agricultures montagnardes jusqu'alors protégées de la concurrence par les difficultés de communication. La mise en concurrence d'économies agricoles dont les niveaux de productivité sont différents, que ce soit à l'échelle régionale ou nationale, tend à aligner les conditions de production et d'échange (les techniques et les prix notamment) sur les économies les plus compétitives et les mieux organisées. Les céréales en premier, puis les produits animaux montagnards, vont se trouver concurrencés par des productions issues de régions ou de nations plus compétitives.

Si on compare, à la fin du 19^{ème} siècle, le niveau de productivité du travail céréalier des régions de plaine les plus productives (dans le Nord, un travailleur cultive 6 ha de céréales avec un rendement moyen de 18qx, soit 108 qx par travailleur) avec les régions de montagne: 4 ha par travailleur dans le Massif Central à raison de 12 qx soit 48 qx par travailleur et 3 ha dans les Préalpes à raison de 9 qx par travailleur, on constate que les écarts de productivité entre plaine et montagne vont de 1 à 2 dans le Massif Central et de 1 à 4 dans les vallées alpines. Compte tenu de la faiblesse des inputs, même en culture attelée lourde, les écarts de valeur ajoutée et de revenu agricole sont du même ordre, à prix égal des céréales.

Le prix moyen des céréales va s'établir à un niveau qui assure un bénéfice aux exploitants de plaine mais ne permet plus de rentabiliser le travail des agriculteurs préalpins. Ces disparités dans le niveau de productivité du travail céréalier entraînent un accroissement des inégalités interrégionales lorsque les prix sont à la hausse et l'abandon de la production dans les régions les

moins compétitives lorsque l'ouverture des frontières aux céréales d'importation précipite la chute des prix⁹.

A partir de 1870, en effet, la concurrence interrégionale se double d'une concurrence internationale qui aboutit à la grande crise agricole de la fin du siècle et à l'écroulement des prix entre 1880 et 1910. Tous les produits et toutes les régions la subissent, à des degrés divers. Le Midi méditerranéen est touché très tôt et souffre particulièrement de cette crise. La viticulture, gravement atteinte par le phylloxéra, voit les importations d'Algérie concurrencer la production française et provoquer une chute de 60% des prix qui durera jusqu'en 1908. La production d'huile d'olive passe de 160 000 tonnes dans les années 1870 à 65 000 tonnes en 1910 sous l'effet des importations d'huile d'arachide en provenance des colonies africaines. Une production comme la garance assurée à 90% par le Vaucluse, le Gard et la Drôme, s'effondre en 10 années, après la découverte de l'alizine de synthèse. La sériculture, véritable monopole de cette région avec près de 200 000 producteurs, est atteinte par une série de maladies à partir de 1850 puis condamnée par les importations de soies orientales et les textiles synthétiques.

Les productions marchandes des moyennes montagnes sont également touchées. Les céréales concurrencées par les importations rurales et américaines voient leur prix baisser du tiers. Les laines australes provoquent une chute de prix de l'ordre de 40%. Les pommes de terre baissent de 35%. Les produits bovins résistent mieux (- 10 à - 20%), ce qui accélère le processus de spécialisation vers la production de viande et de lait dans de nombreuses régions, accompagné d'un fort reflux des productions végétales de vente. Les cultures céréalières perdent 1,2 millions d'hectares (- 10%). Cette diminution est accentuée dans les départements méridionaux où elle dépasse 15% entre 1880 et 1910. Le cheptel ovin s'effondre passant de 32 millions de têtes en 1840 à 20 millions en 1890 et 10 millions, seuil le plus bas, en 1923.

Cette crise, qui dure une trentaine d'années (1880-1910), accentue les difficultés des régions les plus défavorisées, les montagnes méditerranéennes notamment. Elle accélère le processus de spécialisation en sélectionnant, au niveau régional, les producteurs et les productions les plus compétitifs sur le marché agro-alimentaire national.

2.2 Les Alpes du Sud à la recherche de productions viables

Dans les Alpes du Sud, les faibles capacités productives des écosystèmes cultivés (relativement au niveau des forces productives) entraînent des difficultés d'accumulation de capital, d'intensification des productions et d'augmentation de la productivité du travail pour toutes les activités du système agropastoral. La céréaliculture, la vente de laine, les pommes de terre subissent les baisses de prix déjà évoquées. Les fruitiers qui pouvaient "certaines années rapporter jusqu'à la valeur du sol dans l'Asse et la Bléone" indiquent les statistiques de 1866, déclinent à partir de 1900, concurrencés par les vergers spécialisés, constitués dans les vallées du Rhône et de la Durance. Dans ces conditions, ce sont tous les secteurs de production qui entrent en crise, les uns après les autres, sans qu'apparaisse une combinaison productive apte à viabiliser des exploitations dont la majorité n'atteint pas une dizaine d'hectares.

A partir de 1900, la production ovine s'oriente vers l'agneau "coureur". Il s'agit d'un broutard né au printemps et vendu à 6 mois avant l'hiver à une vingtaine de kilos. Il est abattu ou vendu en maigre selon l'état¹⁰. Cette production qui maximise l'utilisation des parcours et limite les besoins en stockage de foin au seul entretien des brebis, présente cependant l'inconvénient de mobiliser un berger dans chaque famille à un moment où les travaux des champs, la récolte du foin, des céréales, des pommes de terre et de la lavande, demandent toute la force de travail disponible. Tant que les collectifs familiaux sont suffisants on conserve le berger, mais avec l'accélération de l'exode, on cherchera de plus en plus à placer les bêtes en estive hors de la commune de Juin à Septembre.

On assiste donc, pendant la période 1900-1940, à une spécialisation ovine fondée sur une utilisation extensive du territoire pastoral et le maintien des terres labourables sur les seuls fonds de vallée. Ce système pratiqué avec des troupeaux d'une cinquantaine de têtes en moyenne ne permet pas la reproduction de la majorité des exploitations dont le rythme de disparition reste élevé (26 000 exploitations en 1892, 9 060 en 1955 dans les Alpes de Haute Provence).

Dans ce contexte régressif, une production nouvelle, la lavande, va permettre d'éviter la liquidation de l'économie paysanne préalpine en assurant un revenu "annexe" essentiel en fait pour assurer la reproduction des exploitations jusqu'aux années 1970.

D'abord cueillie sauvage entre 600 et 1 400 m d'altitude, la lavande fine est cultivée à partir de 1900 et s'étend rapidement dans les Préalpes de Digne qui produisent des crûs réputés. Cette culture hautement spéculative, destinée à une industrie très spécialisée "fait entrer le paysan préalpin dans un circuit contrôlé totalement par quelques grandes firmes grassoises" note De Reparaz (1978, p. 574). Cette nouvelle culture pouvait être fortement rémunératrice les bonnes années alors qu'elle exigeait peu d'investissement et un travail d'entretien restreint¹¹. Le prix sont extrêmement fluctuants: de 10 F à 30 F/kg entre 1900 et 1914, 190 F/kg en 1919, 50 F en 1920, 120 à 325 F de 1922 à 1929, âge d'or des lavandiculteurs. La première grave crise est due à la récession des années 1930 qui limite les débouchés de ce produit de luxe. A cette époque, on compte 8 400 ha de lavande dans les Alpes de haute Provence, soit 7% des terres labourables et près de 2 000 producteurs. Cette superficie aura diminué de moitié en 1950.

L'après-guerre marque un second essor mais c'est surtout le lavandin de plaine qui progresse car ses rendements sont nettement plus élevées¹². Depuis une vingtaine d'années, les crises se rapprochent. Actuellement les cours sont au plus bas sous l'effet de la concurrence des essences importées et des lavandes de synthèse qui représentent une quantité supérieure à la production nationale de lavande fine. Les bas prix de ces essences (80 F le kilo de lavande importée et 35 F le kilo d'essence de synthèse) entraînent une baisse des cours qui restent inférieurs à 150 F/kg depuis une dizaine d'années. Or, en dessous de 200 F/kg, le producteur ne couvre pas ses charges. Dans ces conditions, la plupart des lavanderaies montagnardes sont abandonnées à la friche et au parcours à mouton. Les superficies diminuent des deux tiers depuis dix ans et ne concernent plus que 500 exploitants dans l'ensemble du Sud-Est. Au rythme actuel, la lavande fine risque de disparaître dans une dizaine d'années.

La lavande fine a présenté, pendant une cinquantaine d'années, un revenu monétaire déterminant pour assurer la survie des exploitations petites et moyennes des hautes vallées les plus difficiles. Elle a permis la motorisa-

tion des exploitations dans les années 1950/60 et favorisé le maintien d'une activité agricole plus forte dans les Alpes du Sud que dans les Cévennes et la Corse où la déprise agricole est davantage accentuée. L'effondrement actuel des cours a des graves répercussions sur l'économie rurale régionale. Peu d'alternatives s'offrent aux exploitants qui abandonnent la lavande. La spécialisation ovine, dont les principaux résultats sont exposés dans la troisième partie, ne permettra pas de viabiliser la majorité des exploitations qui vivaient auparavant en grande partie de la lavande.

III. Les producteurs ovins en difficulté

Pour compenser le manque de rentabilité des lavanderaies, les agriculteurs accentuent leur spécialisation ovine. L'accroissement des troupeaux (+ 29% en 10 ans) bénéficie d'une conjoncture de prix favorable jusqu'à la fin des années 1970. Les exploitants ne développent que marginalement d'autres productions, à part les caprins dont les effectifs croissent de 30% en dix ans. En 1980, l'élevage ovin domine dans les trois quarts des exploitations d'élevage de la bordure sèche des Alpes du Sud.

Evolution des surfaces et des effectifs ovins dans les Alpes du Sud, 1970-79

	SAU(ha)	Céréales Cult. fourr.	STH	Brebis mères	Brebis/ exploitation	Nombre d'élevages
1970	360 835	95 947	213 513	36 6245	65	5 627
1979	359 255	91 679	222 733	47 2249	108	4 385
Evolution	-0,4%	-4,5%	+4,3%	+28,9%	+66%	-22%

L'augmentation du cheptel est essentiellement due à l'intensification fourragère des quelques terres plates et irrigables des fonds de vallée et à l'achat croissant d'aliments concentrés. L'intensification porte sur l'amélioration des rendements des céréales fourragères (blé, orge, avoine) qui varient de 20 à 45 quintaux/ha dans les exploitations enquêtées. L'irrigation et la fertilisation des prés et des luzernières permettent généralement de doubler les rendements (qui passent de 4 à 8 T/ha et plus pour la luzerne). L'achat d'unités fourragères porte sur le foin (négocié entre 0,75 et 1 F/kg en 1983), les concentrés (2 F/kg) et les locations d'estive (35 F/brebis). On assiste donc à une concentration de l'utilisation du territoire, là où les itinéraires techniques de plaine peuvent rentablement s'appliquer, soit 10% de la superficie du territoire et à un abandon croissant de l'utilisation pastorale des pentes. Le renversement de la conjoncture ovine - les prix baissent de 25% de 1977 à 1984 - remet en cause le modèle de croissance fondé sur l'augmentation des consommations intermédiaires et des investissements en bâtiment et matériel. Il ne pourra être adopté par la majorité des exploitants qui ne disposent pas de suffisamment de capitaux, comme le montre l'analyse économique des élevages ovins des hautes vallées préalpines.

Les enquêtes réalisées dans les Alpes du Sud permettent de caractériser trois couches de producteurs ovins selon les systèmes pratiqués, les moyens dont ils disposent, les résultats économiques de l'élevage et les possibilités de développement qui en résultent¹³:

- Une couche d'éleveurs sans successeur, en voie de cessation d'activité qui représente *le tiers des éleveurs et 10% du cheptel*. Ils disposent d'une dizaine d'hectares et d'une cinquantaine de brebis en moyenne.

- Une couche intermédiaire (100-200 brebis) caractérisée par une certaine précarité économique et dont l'évolution vers la couche en régression ou en croissance est fortement liée à la conjoncture économique et à la politique de développement menée dans cette région. Elle représente *le tiers des éleveurs et le quart du troupeau*.

- Une couche qui accroît sa dimension économique, afin d'assurer sa pérennité (plus de 200 brebis). Elle représente *le tiers des éleveurs et les deux tiers du troupeau.*

Sans détailler dans cet article les résultats économiques de chacune de ces couches de producteurs, signalons que les exploitations de 100 à 200 brebis obtiennent une rémunération faible de leur travail, équivalente à la moitié du SMIC, qui les rattache à la couche sociale des producteurs en stagnation ou en voie de paupérisation. Ces résultats n'autorisent aucun financement d'équipements ou de bâtiments, ni d'achats fonciers, sur les ressources propres de l'exploitation. Le tiers dispose cependant du salaire d'appoint d'un membre de la famille, susceptible d'être investi dans l'élevage. Sur les 16 exploitations appartenant à cette catégorie, les deux tiers voyaient leurs effectifs stagner ou baisser alors que cinq jeunes agriculteurs pensaient accroître leurs troupeaux. Dans les conditions actuelles de dégradation des termes de l'échange, la stagnation est synonyme de paupérisation. Elle accroît donc les risques d'abandon à terme.

La couche des producteurs en croissance dessine le profil actuel de l'exploitation ovine préalpine permettant d'obtenir un revenu proche du SMIC par travailleur (est-ce un critère de viabilité?). Il s'agit d'une exploitation d'une trentaine d'hectares de surface fourragère principale avec un troupeau de l'ordre de 300 brebis. La productivité du cheptel est au moins égale à 1 et celle du travail proche de 200 agneaux par unité de main d'oeuvre. Elle dégage un revenu d'exploitation de 50 à 70 000 F en 1982 et rémunère chaque travailleur entre 30 000 et 40 000 F, à condition que l'endettement soit limité. Dans ces conditions, le niveau de revenu dégagé, s'il assure la pérennité de l'exploitation, n'autorise pas un niveau d'accumulation élevé. Or, les deux tiers des éleveurs de plus de 200 brebis sont confrontés à un problème d'investissement à moyen terme. Les bergeries dispersées sont saturées et occasionnent un sur-travail. Le choix du bâtiment (tunnel plastique à 100 000 F ou béton à 300 000 F) et les conséquences financières qui en résultent, engagent l'avenir économique de ces exploitations.

Cette analyse permet de préciser le poids et l'évolution des différentes catégories de producteurs ovins dans les Préalpes de Digne.

Evolution des différentes catégories de producteurs ovins dans les Préalpes de Digne

	% du nombre d'éleveurs	% du cheptel	Evolution prévisible
Groupe - 100 brebis	31%	10%	Cessation 52% des éleveurs
Groupe 100 à 200 b	31%	26%	2/3 en cessation 1/3
Groupe + 200 b	38%	64%	croissance 48% des éleveurs

Globalement, la moitié des éleveurs s'engage dans un processus de croissance, alors que l'autre moitié tend à stagner et prend le chemin de la cessation de l'activité agricole à terme.

Si le modèle technique classique d'intensification de la production ovine qui se développe dans les Alpes du sud permet d'assurer la viabilité d'un petit nombre d'éleveurs (15% atteignent 300 brebis), il devient de plus en plus difficilement accessible aux exploitations moyennes. Celles-ci, handicapées par la faiblesse des moyens de production dont elles disposent, doivent faire appel à des investissements coûteux en bâtiment, matériel et irrigation, qui dépassent 500 000 F ... pour un revenu compris entre 50 000 et 100 000F. A moins de concentrer les subventions sur un petit nombre d'éleveurs, (ce qui est le cas des installations avec la dotation aux jeunes agriculteurs et les plans de développement), on voit mal comment ce modèle pourrait assurer le dé-

veloppement des exploitations de 100 à 200 brebis qui semblent les plus menacées à terme dans cette région.

IV. Quelles perspectives pour l'agriculture des Alpes du Sud?

L'approfondissement actuel de la crise du marché ovin a des répercussions néfastes sur les possibilités de développement de l'activité agricole dans les Alpes du Sud et également dans l'ensemble des zones de montagnes sèches françaises (soit plus de 3 millions d'hectares). Les éleveurs ont répondu à la hausse des cours de 1965 à 1978 en augmentant leur cheptel d'un tiers. Ils réagissent aujourd'hui à la baisse des cours en diminuant leur effectif de brebis de 10% en 5 ans dans les Alpes du Sud.

La politique agricole spécifique des régions de montagnes cherche à prendre en compte la situation économique difficile des éleveurs ovins des zones sèches. Une indemnité de 100 F par brebis et par an leur apporte un complément de revenu de l'ordre de 15 000 F par an en moyenne dans les Alpes du Sud qui, sans être négligeable, ne compense cependant pas la baisse des cours.

Face à la crise du système ovin-lavande, la paysannerie ne dispose quasiment pas d'alternatives productives pour assurer la viabilité économique. La production caprine valorisant bien le travail s'est fortement développée, mais le marché régional du fromage de chèvre fermier semble en voie de saturation (A. Piacere, 1986).

Les exploitants - ils sont encore 12 675 dont 36% à plein temps dans le massif - cherchent à diversifier leurs systèmes en développant de nombreuses petites productions (plantes aromatiques et médicinales, miel, légumes, fruits, semences...). Mais la plupart de ces marchés sont trop aléatoires et sans protection contre la concurrence. L'activité agricole du massif des Alpes du Sud qui représente 15 000 emplois sur 98 700 risque de se réduire de plus de 20% selon les projections effectuées à l'horizon 1994¹⁴. Il ne semble pas que la rétraction de l'espace cultivé se poursuive puisque seules les terres plates sont labourées aujourd'hui. Par contre l'abandon de l'utilisation pastorale des

flancs de montagne, qui pose le problème des incendies, risque de se poursuivre¹⁵.

Les médiocres performances économiques du système ovin dominant et l'abandon écologique qui en résulte, remettent en cause les itinéraires techniques classiques d'intensification des productions ovines et induisent la recherche de systèmes adaptés assurant une meilleure viabilité des exploitations et la mobilisation des ressources pastorales abandonnées. Fondées sur la recherche de la réduction des coûts en intrant et en capital, le développement de la petite irrigation, le parage des parcours et des forêts embroussaillées, la sélection des espèces animales et végétales sur des bases nouvelles de rusticité et d'adaptation, les nouvelles techniques sont à l'étude depuis quelques années¹⁶. Le développement des bâtiments légers, du parage des parcours, de la petite irrigation, l'amélioration génétique et sanitaire font partie des priorités affichées par les organisations agricoles dans les Alpes du Sud. Il est cependant trop tôt pour affirmer que les nouveaux systèmes sont capables d'assurer le développement de la production ovine préalpine. Ils doivent faire preuve de leur suprématie économique et nécessitent, pour être mis en oeuvre largement par les éleveurs, une aide massive en capital.

La question des prix agricoles reste déterminante pour l'avenir agricole des régions de montagnes sèches. Sans un soutien des prix agricoles à la production permettant de compenser la faiblesse de la productivité, sans une politique résolue de recherche et de développement de systèmes mieux adaptés aux écosystèmes régionaux, sans un investissement massif en infrastructures individuelles et collectives (bâtiment, irrigation, ...) la majorité des exploitations des zones sèches en difficulté risque d'être condamnée à terme.

NOTES

1. La SAU méditerranéenne classée en zones de montagne et défavorisées représente 7 millions d'ha en Italie, 3 en France, 7 en Grèce, 13 en Espagne et 3 au Portugal.
2. "Les régions de l'Europe". Commission des Communautés Européennes, 1984.
3. Par système agraire, nous entendons l'ensemble des relations de production et d'échange que la société locale entretient avec le territoire qu'elle met en valeur et avec le système social dont elle dépend. L'étude d'un système agraire implique différents niveaux d'analyse:
 - *l'écosystème cultivé et/ou aménagé* qui dépend des transformations historiques du milieu et des techniques disponibles.
 - *les forces productives* qui se caractérisent par les moyens de production (outillage, matériels génétiques, équipements lourds, consommations intermédiaires...) et la force de travail qui les met en oeuvre.
 - *les relations de production et d'échange*: rapports de propriété, relations marchandes, répartition du produit du travail entre groupes sociaux.
 - *les institutions, idéologies, politiques* qui assurent la reproduction sociale du système agraire.
4. Le massif des Alpes du Sud couvre 1 768 000 ha et compte 269 000 habitants en 1981, soit une densité moyenne de 15 habitants au km².
5. Il s'agit de la vallée du Jabron, des régions de Barrême, Castellane et Haut Verdon dans les Alpes de Haute Provence ainsi que le Canton de Comps sur Artuby dans le haut Var.
6. Ainsi à Valbelle, où le maire note en 1836: "Il y a eu le gel et les inondations qui ont détruit les récoltes. Vingt familles ont quitté le pays. Si

cet état de chose continue, la plupart seront obligées d'en faire autant".
Archives Communales, Enquête Annuelle Agricole, 1836.

7. Le problème de la reproduction de la fertilité du territoire cultivé est particulièrement difficile à résoudre en période de croissance démographique dans les écosystèmes méditerranéens au 19^e siècle. R. Blanchard note qu'à cette période "le fumier fourni par les bêtes était, de fort loin, insuffisant à procurer aux terres les restitutions nécessaires. Les paysans fabriquent du fumier avec tout ce qui leur tombe sous la main: fiente de pigeon, compost de feuille de chêne, de buis, genêts et sauge qu'ils mettent à pourrir sur les chemins" (1949, p. 320).
8. Histoire de la France Rurale, T. III, p. 146.
9. La France importe 3% de sa consommation de blé en 1850 et 19% en 1880.
10. Cette production, encore pratiquée par 20 à 25% des éleveurs préalpains, est supplantée depuis l'après-guerre par l'élevage des agneaux d'hiver en bergerie.
11. Il n'est pas rare, les bonnes années, que le prix du kilogramme d'essence dépasse celui du quintal de blé alors que le rendement en lavande atteint une quinzaine de kilos à l'hectare contre une douzaine de quintaux pour le blé dont les charges en travail sont nettement plus élevées. La lavande se substitue logiquement à la production céréalière marchande.
12. Le lavandin est un hybride de la lavande fine et de l'aspic du bas pays. Il produit 50 à 100kg d'extrait à l'hectare alors que les rendements de la lavande sont de 15 à 25 kg. Son essence, de moindre qualité, vaut deux à trois fois moins cher, mais sa culture assure une rentabilité supérieure.

13. Cette typologie est fondée sur l'enquête de 52 éleveurs ovins spécialisés dont la moitié a pu faire l'objet d'un calcul des résultats économiques (Bazin, Chassany - 1986).
14. Perspectives d'évolution de la zone de montagne française (1981-1994). - CEMAGREF-INERM, Grenoble, 1986.
15. Les incendies détruisent entre 20 000 et 40 000 ha de forêts, maquis et garrigues méditerranéennes chaque année et leur coût est évalué à 1 Milliard de francs par an.
16. Ces recherches se justifient au niveau du maintien de l'entretien des espaces méditerranéens menacés d'une part, mais également pour des raisons économiques, puisque le déficit de l'approvisionnement français en viande ovine atteint 1,5 Milliards de francs en 1984.

BIBLIOGRAPHIE

- AGULHON M., *La vie sociale en Provence intérieure au lendemain de la Révolution*, Plon, 1970.
La République au village, Plon, 1970.
- BARATIER E., (sous la direction): *Histoire de la Provence*, Privat, 1969.
- BAZIN G., *Quelles perspectives pour les agricultures montagnardes*, INRA Grignon, 1986.
- BLANCHART R., "Les Alpes occidentales", Tome 4, *Les Préalpes françaises du Sud*, Artaud, 1945.

- BLANCHEMAIN A., *Identification et fonctionnement des systèmes de production ovine dans les Alpes du Sud*, 1982, 18 p.
- BLANCHEMAIN A., MARTINAND P., "Présentation des parcours méditerranéens" in *Utilisation par les ruminants des pâturages d'altitude et des parcours méditerranéens*, INRA-Theix, 1979.
- BROUSSARD P., et VINCON Ph., *Quel avenir pour l'agneau des Alpes?*, INAPG, 1985.
- CRDP, *Campagnes méditerranéennes, permanences et mutations*, Université de Provence, 1977.
- DATAR, *Schéma d'orientation et d'aménagement du massif des Alpes du Sud*, 1978.
- LARRIERU G., de GUIRAN E., *Problèmes de développement agricole, Alpes de Haute Provence*, ISARA Lyon, 1981.
- PIACERE A., *Situation et perspectives de l'économie caprine dans le Sud-Est de la France*, Thèse de Docteur-Ingénieur INAPG, 1987.
- PLUVINAGE J., BOURLIAUD J., *L'espace agricole de haute montagne des Alpes du Sud, un enjeu pour l'ensemble des éleveurs du Sud-Est*, INRA-INAPG, 1983.
- De REPARAZ A., *Lavande et lavandin, leur culture et leur économie en France*, Aix, Faculté des Lettres, 1965.
La vie rurale dans les Préalpes de Digne, Thèse de Doctorat d'Etat, 1977.
- SCLAFFERT Th., *Cultures en Haute Provence. Déboisements et pâturages au Moyen-Age*, SEVPEN, 1959.

THEPOT N., *Influence des processus sociodémographiques sur le système agraire dans la région des Préalpes*, CTGREF, Montpellier, 1977.

VIGIER Ph., *La seconde République dans la région alpine*, 2 tomes, PUF, 1963.

LES LOCATIONS FONCIERES DANS L'AGRICULTURE GRECQUE

Rudi BUHAGLAR (Paris)

Les locations de terres agricoles constituent un phénomène d'une grande importance pour qui s'intéresse aux rapports sociaux dans l'agriculture et à leurs transformations. Longtemps ignorée par la recherche rurale¹, l'évolution de ce phénomène en Grèce mérite d'être analysée comme l'une des formes sous lesquelles se manifeste l'emprise du mode de production capitaliste sur l'agriculture. Détrompez-vous cependant de mes intentions; je ne compte pas vous présenter *a priori* les rapports sociaux qui sous-tendent les locations de terres comme rapports capitalistes.

Mon intention première est de vous présenter à gros traits l'évolution récente des locations en Grèce au niveau des régions géographiques, et de souligner les oppositions que dessine cette évolution dans l'espace. A la différenciation des régions d'après les modes de faire-valoir correspond une différenciation des rapports sociaux de productions dans l'espace, et lorsque nous parlons d'évolutions régionales, nous entendons également transformation et apparition de nouveaux rapports sociaux au niveau local. Je ne tenterai pas d'interpréter les causes de ces évolutions différenciées; leurs déterminants sont trop nombreux pour pouvoir être traités ici de manière générale et rigoureuse à la fois. Une telle entreprise serait d'ailleurs d'utilité douteuse à l'échelle des grandes unités géographiques que sont les régions².

Je me limiterai donc à ce premier objectif, et dans un deuxième temps je vous ferai part des remarques que suggèrent les résultats d'une enquête lo-

cale menée dans une commune de Chalcidique où le fermage a connu un développement important, au point qu'il représente aujourd'hui le mode principal d'accès au sol agricole pour une catégorie d'agriculteurs.

L'évolution régionale des locations

L'analyse de l'évolution des modes de faire-valoir en Grèce est rendue difficile par la nature des données statistiques disponibles. Nous disposons de cinq moments d'observation pour l'étude des locations de terres depuis l'après-guerre³. Le premier nous est fourni par le Recensement de l'agriculture de 1950 et le deuxième par celui de 1961. Les recensements ultérieurs ne publient pas de données sur les modes de faire-valoir, mais nous disposons des résultats des "Enquêtes sur la structure des exploitations agricoles" pour les années 1966, 1977 et 1983. Les résultats de la première enquête n'ont pas été rendus publics et sont considérés comme très peu fiables; je n'en tiendrai donc pas compte ici. L'"Enquête structures 1977-78" est à présent bien connue. Pour 1983 les résultats définitifs ne sont toujours pas publiés, mais nous avons eu accès aux données provisoires par régions géographiques.

Les statistiques sont difficilement comparables du fait de la méthode utilisée pour la collecte des données, et de leurs unités spatiales de présentation⁴. Chacun des points d'observation offre en effet une unité spatiale différente et on doit retenir la région si l'on veut y inclure les données récentes de 1983. Le découpage par régions peut par conséquent être une source d'erreur si l'on considère la région comme espace homogène et cohérent. L'espace-ment des observations constitue un facteur d'erreur supplémentaire.

Ces réserves en vue, il va être question ici de l'évolution des superficies en location entre 1950 et 1983 dans les neuf régions géographiques du pays. Par superficie louée nous entendons la superficie en fermage ou en métayage.

L'évolution de la superficie louée dans l'ensemble du pays est sans ambiguïté: entre 1950 et 1983, elle augmente de plus de trois fois en termes absolus (+ 227%), alors que la superficie totale des exploitations ne progresse que de + 17%.

Cet accroissement des locations n'est pas uniforme dans le temps; l'augmentation la plus forte concerne la première période (1950-1961) avec une moyenne annuelle de 6%; la période suivante (1961-1977) voit un ralentissement du taux d'accroissement annuel de la superficie louée, lequel passe à 3,2 %; la troisième période enfin, qui est aussi la plus brève (1977-1983), connaît une reprise de la hausse des locations (5,1 %).

Cette hausse en termes absolus correspond également à une montée de l'importance relative des terres louées dans la superficie agricole du pays, d'autant plus forte que l'augmentation de la superficie louée est plus rapide que celle de la superficie totale. La part des locations passe de 7,5% de la superficie agricole en 1950, à 12% en 1961, 19% en 1977 et 21% en 1983.

Derrière cette hausse de la superficie louée dans l'ensemble du pays on peut en fait distinguer des rythmes d'évolution différents selon les régions (Graphiques 1 et 2). Au début de notre période d'observation, seule la région des îles de l'Egée présente une proportion de terres en location (18%) nettement supérieure à la moyenne nationale, les îles Ioniennes, l'Epire et la Grèce continentale (Sterea) ayant toutes trois des pourcentages légèrement supérieurs à la moyenne et se situant autour de 9%.

Entre 1950 et 1961, la superficie louée augmente dans toutes les régions sauf l'Epire où elle diminue cependant moins vite que la superficie agricole totale. Les taux d'accroissement annuels les plus forts concernent les régions où les locations étaient le moins développées: le Péloponnèse et la Crète connaissent une hausse de la superficie louée de 11,3% et 8,3% en moyenne annuelle. La Macédoine et la Thrace voient leur superficie louée augmenter de 11,2% et 6,4% respectivement.

En 1961, les îles de l'Egée, avec 24% de la superficie agricole en modes indirects, continuent à occuper la première place par l'importance des locations, mais la Macédoine tient maintenant le deuxième rang avec 16% des terres en location. Les îles Ioniennes où les locations conservent une part importante de la superficie (12%) n'occupent plus que la troisième place.

Les changements les plus profonds ont lieu dans la période de 1961-1977, pendant laquelle la carte des modes de faire-valoir est entièrement redessinée. La superficie louée baisse en termes absolus dans toutes les régions insulaires, alors qu'elle monte dans le reste du pays, notamment dans sa partie orientale. Les taux d'accroissement les plus forts se situent en Thessalie

(9,3% par an) qui est suivie par la Thrace, la Macédoine et à présent par l'Épire (5,1% par an).

Au terme de cette période, la part des locations a doublé en Macédoine où elles occupent maintenant 31% des terres de la région: elle a plus que doublé en Thrace qui est arrivée en deuxième position avec 23%. Le pourcentage des locations dans la région de l'Égée a baissé et elle ne tient à présent que la troisième place avec 22%; suivent la Thessalie et l'Épire avec un peu moins de 20%. Les îles Ioniennes, région traditionnelle des modes de faire-valoir indirect, se retrouvent alors au septième rang par l'importance des locations dans la superficie.

Dans la troisième période (1977-1983), les variations de la superficie louée sont à nouveau positives dans la quasi-totalité des régions, à l'exception des îles Ioniennes qui continuent à connaître un mouvement de hausse du faire-valoir direct. Les écarts entre les taux d'accroissement se font plus forts et, tandis que la tendance à la hausse des modes de faire-valoir indirect se ralentit dans les régions qui avaient vu un développement rapide des locations dans la période précédente, des régions nouvelles subissent à présent les hausses les plus importantes.

La superficie en location en Crète quadruple presque en six ans tandis que la superficie agricole de cette région n'augmente que de 72% sur l'ensemble de la période. Dans le Péloponnèse, la superficie louée augmente de 12,5% par an, de 9,5% dans les îles de l'Égée et de 7,8% en Grèce continentale.

En 1983, l'Épire, les îles Ioniennes et l'Égée ont des proportions de terres en location réduites par rapport à 1977. En Thessalie, en Macédoine et en Thrace cette part reste stable ou augmente légèrement. Par contre, la part des locations en Crète passe de 7% à 15%; elle passe de 9% à 15% dans le Péloponnèse et de 15% à 19% en Grèce continentale.

Pour résumer cette présentation de l'évolution des locations en Grèce, on peut distinguer plusieurs profils d'évolution. Un premier type comprend les régions qui de 1950 à 1983 ont vu une hausse continue de leur superficie louée et de la part des terres en location dans la superficie totale. Nous avons d'une part la Thessalie, la Macédoine et la Thrace où la période 1961-1977 a été celle du développement le plus rapide des modes de faire-valoir indirect, suivie d'une période de fléchissement ou même de stagnation de la tendance,

et d'autre part la Grèce continentale qui après une montée plus lente entre 1950 et 1977 voit le mouvement s'accélérer dans la période suivante. Aujourd'hui, les terres en location représentent plus de 19% de la superficie agricole dans ces quatre régions (Graphique 3a).

Le profil de l'Épire est proche du précédent à la différence que la part des locations baisse sensiblement dans la dernière période et tombe au-dessous de 14%, ce qui la fait passer de la cinquième à la huitième place par l'importance des locations (Graphique 3b).

Un troisième type d'évolution est particulier à la Crète et au Péloponnèse. La part des terres louées monte rapidement dans les années 1950 pour diminuer ou rester stable dans la période suivante et augmenter sensiblement dans la dernière période (Graphique 3c).

Le dernier profil d'évolution concerne les îles Ioniennes et celles de l'Égée malgré des niveaux des locations très différents. La part des locations augmente comme partout ailleurs dans la première période pour diminuer ensuite, la tendance d'accentuant entre 1977 et 1983 (Graphique 3d).

L'examen des courbes d'évolution de chaque région permet de constater que la fourchette de variation de la part de la superficie en modes de faire-valoir indirect s'élargit avec le temps, même s'il est également possible d'observer la convergence de certaines régions dans la dernière période. Alors que le pourcentage minimum de terres en location reste stable entre 1950 et 1983 avec des valeurs se situant autour de 5%, le maximum passe de 18% en 1950 à 34% en 1983.

La différenciation des régions selon les modes de faire-valoir ressort également de l'examen des cartes de la part des terres en location: les taux les plus élevés se situaient dans les régions insulaires et à l'ouest du pays en 1950, mais les écarts par rapport à la moyenne nationale étaient généralement faibles; en 1983, un déplacement progressif des modes indirects est visible vers le nord et l'est, et malgré leur hausse quasi-générale, les écarts sont devenus plus importants. Ce déplacement correspond aussi au recul du métayage dans les régions traditionnelles de modes de faire-valoir indirect et à l'essor du fermage dans celles où les locations étaient rares.

Comme il a déjà dit plus haut, il est vain de tenter d'interpréter ici ces évolutions et de rechercher leurs causes dans la mesure où une telle analyse n'est possible qu'à l'échelle de plus petites unités spatiales. Parmi les multi-

ples facteurs qui seraient à analyser, notons seulement quelques uns des plus pertinents: la morphologie du terrain, l'utilisation du sol et le type de cultures pratiquées, le degré de développement des forces productives, la taille de la propriété foncière des agriculteurs, l'importance de l'offre sur le marché de la propriété foncière et la demande extra-agricole (usage résidentiel, touristique, etc.), le niveau du revenu agricole, l'existence de possibilités d'emploi extra-agricole favorables au développement de la pluriactivité des agriculteurs, l'importance de l'émigration, les pratiques de l'héritage et de la succession. Bref, une multitude de facteurs souvent reliés entre-eux qu'il nous est impossible d'étudier.

On peut cependant entrevoir les effets variés du développement des locations et de leur forme la plus courante, le fermage, sur la transformation des rapports sociaux. Cette évolution correspond à une aliénation progressive des agriculteurs de l'élément le plus important pour leur reproduction sociale. Chaque année, une part de plus en plus grande de la base productive des exploitations agricole se trouve entre les mains de propriétaires fonciers non exploitants; non que les exploitants soient effectivement privés de leur patrimoine, mais du fait qu'une fraction croissante de la propriété du sol nécessaire à leur reproduction ne leur appartient pas. Car l'extension du fermage en Grèce va de pair avec l'agrandissement des exploitations qu'exigent les nécessités de la production, et l'on peut généralement constater que la proportion des terres en location croît à mesure qu'augmente la taille des exploitations. Le fermage constitue ainsi le principal mode de concentration foncière des exploitations.

Il est d'ailleurs significatif que la montée du fermage n'implique pas une baisse de l'importance relative des exploitants qui sont propriétaires d'une partie au moins de leurs terres (ils représentaient 79,5% des exploitants en 1929 mais 96,3% en 1961, 98,6% en 1977 et 98,8% en 1983), mais une augmentation du nombre d'exploitants propriétaires qui complètent le patrimoine familial en prenant des terres en location afin d'agrandir l'exploitation et d'atteindre si possible une taille jugée optimale. L'importance de ces exploitations en mode de faire-valoir mixte a augmenté de manière continue pour passer de 0,5% des exploitations en 1929 à 11,2% en 1950 et 20,8% en 1977 et 1983⁵.

Peut-on conclure de ces constatations que la montée du fermage en

Grèce constitue l'effet de l'apparition d'une agriculture capitaliste?

Nous devons nous garder de voir un développement capitaliste de l'agriculture partout où il y a progression du fermage, sous prétexte que le modèle (marxiste) classique d'une agriculture capitaliste présuppose le fermage. Les locations peuvent prendre des formes et des significations différentes selon leur contexte socio-économique et le mode de production sous lequel fonctionne le secteur agricole. De même qu'on peut très bien trouver des "résidus" de modes de faire-valoir indirect qui appartiennent à une époque pré-capitaliste, on peut également rencontrer des phénomènes locatifs récents issus de l'intégration de l'agriculture dans le marché capitaliste qui sont tout aussi non capitalistes que les précédents. C'est pourquoi on ne peut conclure à l'existence d'une certaine voie d'évolution uniquement du fait qu'on relève un trait qui semble devoir lui appartenir.

Si l'on veut tenter d'appréhender la véritable nature des rapports sociaux que recouvre le phénomène des locations, il est donc nécessaire d'étudier empiriquement les pratiques foncières des agriculteurs qui pratiquent la location en un lieu donné. C'est la raison pour laquelle j'ai choisi de vous présenter un cas concret d'évolution du fermage dans une commune de Chalcidique. Cet exemple ne prétend en rien être représentatif de la Grèce en général ou d'une région particulière; il illustre simplement certaines pratiques qui sont les réponses propres d'une collectivité rurale face aux nécessités sociales du développement de l'agriculture.

L'exemple de Gomati (Chalcidique)

Gomati est une petite commune d'environ 560 habitants se situant sur le golfe du Mont Athos et dont le territoire s'étend sur quelque 76.000 stremmata. Son relief accidenté et la part importante du territoire occupée par les parcours et les forêts ne laissent que près de 13% du territoire communal aux terres agricoles.

Avec les deux tiers de la superficie agricole dédiés aux terres labourables et l'absence presque totale d'irrigation, l'orientation des cultures est essentiellement céréalière; le tiers restant des terres cultivées est presque entiè-

rement consacré à l'oléiculture. Gomati offre ainsi l'exemple d'une agriculture méditerranéenne classique.

La population active villageoise est assez diversifiée: un peu plus du quart des chefs de ménages actifs déclaraient avoir l'agriculture comme principale occupation en 1980, et les ouvriers représentaient la catégorie socio-professionnelle la plus importante avec près de quatre chefs de ménage sur dix. La pluriactivité des agriculteurs est très développée, et les trois quarts des chefs de ménages agricoles exercent parallèlement une activité non agricole⁶.

Le nombre des exploitations agricoles a subi une baisse importante au cours des années 1960 (- 8,5% entre 1961 et 1971 d'après les chiffres des recensements de l'agriculture), mais sans commune mesure avec la baisse de la population agricole active qui diminue de plus de moitié dans la même période, soit à un rythme trois fois plus rapide que la population villageoise totale. Cette période est marquée par l'essor de la mécanisation et par la différenciation des exploitations, avec l'apparition d'un petit groupe d'exploitations "professionnelles" mécanisées et en mode de faire-valoir mixte, tandis que la majorité des exploitations se sont trouvées en position marginalisée, conservant seulement une activité agricole secondaire orientée en grande partie vers l'autoconsommation. Ces dernières représentent la masse des exploitants pluriactifs et ont recours pour l'essentiel des travaux agricoles aux services des exploitants du premier groupe.

La majeure partie de la propriété foncière à Gomati est d'origine ancienne et les terres distribuées aux paysans sans terre et à quelques réfugiés grâce à l'expropriation de trois métoques par la réforme agraire, ainsi que celles attribuées par le Service des forêts jusqu'en 1978, représentent un peu plus du cinquième de la propriété des terres agricoles sur le territoire de la commune.

La taille moyenne de cette propriété agricole est de 52 str (dont 44 str pour les champs) et, quoique supérieure à la moyenne nationale, elle ne peut suffire à elle seule à la reproduction des exploitations. L'insuffisance du patrimoine foncier par rapport au système cultural et aux conditions techniques de production est la principale raison du développement du fermage dans le village. D'après mon estimation, la superficie en fermage représente plus du tiers des terres agricoles et la moitié des terres labourables de la commune, et les preneurs de terres près de 15% des exploitants.

Le fermage est un phénomène récent à Gomati, où il apparaît avec la mécanisation de l'agriculture au début des années 1960. Au rythme du développement de la mécanisation progresse aussi le fermage qui seul permet de rentabiliser la machine sur l'exploitation. Quand les machines étaient peu nombreuses, les terres à louer étaient abondantes et les fermages relativement bas. La location de terres pouvait facilement se substituer à la culture à façon et vice-versa. Avec les progrès de la mécanisation la pression foncière devient plus forte et les terres à louer se font rares. Sous l'effet de la concurrence, les fermages montent rapidement et les pratiques foncières se modifient.

Onze exploitations pratiquement le fermage et détenant une superficie totale de quelque 370 ha, ont fait l'objet d'entretiens. La taille de leurs exploitations varie entre 150 et 600 stremmata, et cinq d'entre-eux possèdent leur propre moissonneuse-batteuse.

Le fermage représente 73% de cette superficie, le faire-valoir direct 26% et le métayage 1%.

Plus de la moitié de la superficie exploitée en faire-valoir direct provient de la part d'héritage ou d'indivision des exploitants, et près du tiers a été acheté depuis la succession ou l'installation à la tête de l'exploitation. Aujourd'hui tous les agriculteurs affirment qu'il est quasiment impossible d'acheter des terres pour l'agriculture aux prix actuels.

L'origine des terres acquises par héritage reflète le système local de dévolution des biens: héritage égalitaire pour les fils (en indivis ou non) et quasi-exclusion des filles du patrimoine immobilier. Les terres héritées sont la propriété exclusive des chefs d'exploitation ou de leurs frères avec lesquels ils exploitent éventuellement en commun.

Les terres provenant de la dot de l'épouse du chef d'exploitation sont par contre assez fréquentes mais, avec 5% de la superficie en faire-valoir direct, leur importance pour l'exploitation est négligeable. Ces terres sont d'ailleurs souvent éloignées et laissées en friche.

Une dernière forme d'acquisition des terres en faire-valoir direct est celle de la mise à disposition gratuite par un membre de la famille du chef d'exploitation. Elle ne concerne qu'une faible part de la superficie en faire-valoir-direct, bien que la moitié des cas interrogés se soient installés avec des terres mises à leur disposition par leurs pères et dont ils ont depuis hérité.

Les trois formes (non marchandes) d'acquisition des terres exploitées

par notre échantillon représentent ensemble un peu moins de 17% de la superficie totale. Les formes marchandes (achat, location) sont par conséquent les formes d'accès au sol agricole les plus importantes pour les exploitants "professionnels" que nous étudions.

Parmi ces dernières, le fermage est de loin la principale forme d'accès au foncier étant donné un blocage du marché de la propriété, essentiellement dû à l'attente d'un développement résidentiel et touristique de la commune. Il est par nécessité parcellaire puisque la propriété l'est aussi et que les superficies louées sont grandes.

Les dix exploitants qui ont accepté de nous communiquer les détails de leurs accords de location prennent des terres en fermage appartenant à 108 bailleurs différents. La plupart des preneurs ont entre dix et vingt propriétaires. Les "gros" fermiers ont le plus de bailleurs, mais cet agrandissement de la taille de l'exploitation se fait au moyen de lots de plus petite taille.

Chaque propriétaire bailleur ne loue en général qu'à un seul fermier et, bien que le plus souvent constitués de plusieurs parcelles, les lots sont petits; le tiers des lots en fermage ont moins de 10 str et plus des deux tiers sont inférieurs à 30 str.

Qui sont donc ces nombreux petits propriétaires bailleurs qui fournissent près des trois quarts de la superficie exploitée par le groupe des exploitants "professionnels"? Contrairement à une hypothèse selon laquelle le fermage serait un simple épiphénomène de l'exode rural⁷ et de la mise en location de terres par les propriétaires absents du village, la majorité des bailleurs, propriétaires de la moitié des terres affermées, résident à Gomati. Ils sont suivis en importance par les propriétaires qui habitent des communes proches. Ensemble, les propriétaires ruraux habitant Gomati et les villages voisins représentent 71% des bailleurs. Les bailleurs "urbains" représentent le cinquième de la superficie et des propriétaires et résident presque tous à Thessalonique.

On peut tenter d'approximer l'appartenance sociale des propriétaires bailleurs par le biais de leur profession. Les plus nombreux sont les retraités de l'agriculture (29%), suivis des autres retraités (19%) et des ouvriers (16%). Les retraités agricoles forment la masse des bailleurs résidant au village. En l'absence de successeurs qui puissent mettre ces terres en valeur, l'affermage de leur patrimoine est une source de revenu complémentaire qui compense

l'insuffisance des pensions agricoles. Si la majorité des bailleurs sont d'anciens paysans ou leurs héritiers, certains d'entre eux continuent à avoir une activité agricole parallèle à leur principale occupation et louent une fraction seulement de leur patrimoine.

Comme nous l'avons déjà mentionné, le fondement du fermage est la petite propriété et on ne peut affirmer que ces bailleurs constituent une classe de "rentiers". L'affermage de leur patrimoine n'est jamais leur unique source de revenu et leur position dans la structure sociale est déterminée avant tout par la nature de leur profession et non par leur statut de propriétaire fonciers.

Le rapport social du fermage qui met face à face cette multitude de petits propriétaires bailleurs et les quelques preneurs de terres, propriétaires eux aussi, n'a pas la même teneur pour les deux parties. Pour les fermiers, il est bien un rapport de production, puisqu'en tant que producteurs directs ils sont quasiment séparés de ce moyen de production essentiel qu'est la terre et qu'ils doivent acheter le droit d'usage du sol devenu marchandise afin d'assurer leur reproduction sociale. Pour les bailleurs, le prélèvement du fermage n'est pas une condition de leur reproduction en tant que propriétaires.

Le rapport de force entre propriétaires et fermiers peut être abordé grâce aux formes et à la durée des accords de location, et aux diverses pratiques qui apparaissent avec la concurrence pour l'usage du sol.

Un peu plus de la moitié des baux de fermage sont l'objet de contrats écrits. Il s'agit de simples accords privés de location. La moitié des baux sont faits pour une seule année et 40% le sont pour deux ans. Les baux d'une durée supérieure sont rares et ne dépassent pas les cinq ans. 95% des baux de fermage sont ainsi contraires à l'article 634 du Code civil qui prescrit une durée minima de quatre ans.

Les contrats pour un an sont oraux dans les deux tiers des cas, alors que les baux de deux ans sont écrits dans près des trois quarts des cas. Les baux de plus longue durée sont eux aussi le plus souvent écrits. Plus la durée du bail est longue ou lorsque les lots sont affermés par écrit, on constate que leur taille est en moyenne plus grande.

La brièveté des baux et l'importance des accords de location passés oralement, illustrent le rapport de force qui agit en faveur des propriétaires bailleurs dans la mesure où aucun preneur ne veut recourir à la loi pour faire valoir son droit de peur de perdre sa réputation de "bon" fermier au profit de

ses concurrents sur le marché locatif.

La plupart des fermages sont fixés et payables en argent. Mais il est fréquent pour les baux de plus d'un an que le fermage soit fixé en nature (une quantité de blé tendre au str) et payé en argent, afin d'indexer le fermage sur l'augmentation du prix des céréales. Dans ce cas, quelle que soit la culture, le propriétaire touche le fermage suivant le prix du blé tendre. Seuls 8% des baux stipulaient un paiement du fermage partiellement ou totalement en nature. La quantité et le type de produit à fournir au bailleur sont alors spécifiés dans l'accord et le preneur est libre de cultiver le champ comme il le souhaite. Les modalités de paiement du fermage expriment bien le degré de monétarisation des rapports contractuels et la liberté des bailleurs à imposer leurs termes, puisque même dans les cas de baux de plus d'un an le montant du fermage suit au moins le cours du blé.

Devant la concurrence acharnée des preneurs, les propriétaires imposent des baux de plus en plus courts dans l'attente d'un fermage plus avantageux. Cette pratique encourage la surrenchère de la part des preneurs qui craignent de perdre leurs terres ou espèrent accroître leur superficie.

La surenchère entraîne sans aucun doute une concentration des superficies louées entre les mains de ceux qui peuvent suivre, et notamment les possesseurs de moissonneuses-batteuses qui diminuent leur charge foncière en prélevant 10 à 12% de la récolte moissonnée pour d'autres exploitants. Déjà certains agriculteurs mécanisés qui prenaient des terres en fermage pendant quelques années ont abandonné les locations et se sont repliés sur leur patrimoine.

Une autre voie de concentration foncière induite par la hausse des fermages est celle de l'abandon de la culture des céréales par les petits exploitants non mécanisés en mode de faire-valoir direct, qui préfèrent donner leurs champs en fermage et s'assurer un revenu fixe et parfois supérieur au revenu net que laisse l'exploitation directe après le paiement des entrepreneurs de travaux agricoles et des autres frais.

Au milieu des années 1960, les fermages se situaient entre 25 et 35 kg de blé tendre au stremma, avec des rendements moyens de 150 à 180 kg/str. A partir de la fin des années 1970 les fermages commencent à atteindre 50 kg/str, avec des rendements moyens de 250 kg/str, et leur hausse se fait plus rapide que celle des rendements. Le taux du fermage qui semble être resté as-

sez stable pendant la période de mécanisation rapide, augmente dans les cinq dernières années, alors que les rendements ne suivent plus.

La moyenne des fermages payés lors de la campagne 1984-85 par les agriculteurs interrogés s'élevait à près de 78 kg/str, soit 26% du rendement moyen attendu de 300 kg/str; en réalité, la récolte ayant été très mauvaise cette année-là et les rendements moyens bien plus bas, le taux du fermage a représenté près de 70% du rendement de chaque stremma loué!

Toutes les années ne sont mauvaises, mais cette constatation attire l'attention sur l'inadéquation de la céréaliculture sèche, soumise entièrement aux aléas climatiques, au système de fermage existant. Chaque bonne année fait monter les fermages, mais ils ne sont jamais réduits en cas de mauvaise récolte. Cette possibilité, pourtant prévue à l'article 627 du Code civil, est inconnue à Gomati.

Le système du fermage parcellaire dominant, avec ses baux de courte durée et l'incertitude des tenures qu'il implique, a des conséquences sur l'évolution des techniques de production et le développement des forces productives. S'il permet un "remembrement" indirect des exploitations par le biais des locations de terres voisines, il présente une barrière insurmontable aux améliorations foncières. Enfin, un des phénomènes qui a certainement le plus de conséquences négatives à long terme sur le sol est la disparition de la jachère, qui n'a pas été remplacée par un assolement adéquat. En vingt ans, la consommation d'engrais et de semences a doublé mais les rendements n'ont fait que doubler eux aussi.

Remarques finales

Cette présentation des pratiques locatives d'un certain groupe d'agriculture à Gomati montre comme il est difficile de qualifier la montée du fermage en Grèce de phénomène de nature "capitaliste".

Le développement du fermage est sans aucun doute une conséquence de la monétarisation de l'économie agricole et de l'intégration des exploitations au marché. Le fermage est lui même un rapport social éminemment

marchand, puisque fondé sur la petite propriété foncière et la libre négociation du droit d'usage de la terre, telle que celle-ci est garantie par le principe du droit absolu de propriété privée. On a pu voir notamment comment les formes non marchandes d'accès au sol, qui reposent sur des rapports sociaux traditionnels tels que la parenté, ont reculé devant l'essor du fermage. Le fait que le fermage soit un rapport marchand donnant lieu à l'apparition et au prélèvement d'une rente foncière, et le droit d'usage de la terre une marchandise, ne signifie pas toutefois qu'il puisse être considéré comme rapport capitaliste.

Les exploitants agricoles dont nous avons étudié les pratiques foncières sont des petits producteurs marchands qui exploitent leur propre force de travail, rarement celle des membres de leur famille et jamais celle d'ouvriers salariés. Malgré la taille de leurs exploitations, qui fait que certains en Grèce n'hésitent pas à les désigner encore aujourd'hui de *tsiflikouchi*, elles fonctionnent sur la base de la reproduction simple qui vise à reproduire leur force de travail et leurs moyens de production.

La plupart de ces moyens de productions sont produits sur la base du mode de production dominant et, en tant que marchandises, ils doivent être achetés par les exploitations afin de se reproduire. Les conditions techniques socialement nécessaires à la production exigent aussi que les exploitations disposent de suffisamment de terre pour les mettre en valeur. Ils sont de ce fait contraints à louer des terres et/ou à se transformer en entrepreneurs de travaux en louant leurs services à d'autres exploitants.

L'activité d'entrepreneur est peut-être une clé qui permettrait de comprendre la place qu'occupent les fermiers dans la structure sociale. Les plus gros des fermiers, qui possèdent leur propre moissonneuse-batteuse, n'hésitent pas à parcourir plusieurs centaines de kilomètres afin de moissonner dans les départements de Cozane et de Castoria, après avoir fait les moissons dans le village et aux alentours. Ces exploitants sont contraints soit d'étendre leur superficie en ayant recours aux terres louées, soit de travailler chez les autres contre une part de la production de ces derniers, s'ils veulent posséder leur outil de travail. Ces deux conditions deviennent de plus en plus difficilement réalisables dans la commune même étant donné la concurrence pour les terres à louer et le grand nombre de machines présentes.

Dans notre exemple, le fermage est donc le moyen pour les exploitants mécanisés d'optimiser les conditions de leur reproduction sociale dans le ca-

dre de la petite production marchande et non un rapport capitaliste. Cette étude de cas montre qu'il est erroné de voir dans la progression du fermage en Grèce un indice absolu du développement capitaliste de l'agriculture⁸.

Les prélèvements sur la production agricole dus au fermage sont très élevés et pèsent lourdement dans les charges des exploitations. En 1985, la masse des fermages pour les dix exploitants interrogés s'élevait à 3,8 millions de drachmes, ce qui représente près de 20% du produit brut total de ces exploitations avec des rendements "normaux". Comme on l'a vu, plus de la moitié de ces fermages circulent au sein même du village, ce qui nous donne un aperçu de l'intensité des échanges marchands internes à la collectivité.

Le fermage est aujourd'hui le principal mécanisme de différenciation sociale des exploitants agricoles. Dans la course à l'agrandissement, et du fait de la hausse du taux du fermage, seuls les fermiers qui peuvent diminuer leurs coûts de production parviennent à se reproduire sans avoir recours à un emploi extérieur à l'exploitation. Souvent, comme c'est le cas lors d'une mauvaise récolte, c'est le revenu extérieur ou l'endettement qui permet le paiement des fermages.

Cette contribution constitue une invitation à tous les ruralistes ici présents à multiplier les études localisées du fermage en Grèce, afin de mieux comprendre la signification réelle des évolutions que j'ai décrites grossièrement et illustrées par un exemple concret. La question du foncier a trop longtemps été traitée uniquement du point de vue de l'accession des paysans à la propriété, et le problème du fermage ignoré ou tenu pour insignifiant. Le vide juridique en matière de locations de terres en est une marque. Il est temps que son importance soit reconnue aussi bien par la recherche que par la politique agricole.

NOTES

1. La plupart des études globales récentes sur l'agriculture grecque passent le phénomène du fermage et de son évolution en Grèce sous silence (cf. Lambos, 1983; Christodoulou, 1986), ou bien mentionnent le fermage pour nier ou minimiser son importance pour les rapports sociaux (Kamarinou, 1977: 54; Vergopoulos, 1977: 170-173). Il revient à Moissidis (1986: 102-124) d'avoir insisté pour la première fois sur la "fonction sociale de la location de terre", sur son rôle primordial dans les structures de production et dans les processus de concentration foncière et de différenciation sociale des agriculteurs. Auparavant, seules quelques études locales avaient reconnu l'importance du fermage dans la structure des exploitations et la transformation des rapports fonciers (Damianakos et al, 1978: 453; Daoutopoulos, 1985: 102-110). Ici même, le travail de D. Ghoussios et V. Nikolaidis, "Evolution de la propriété foncière des exploitations familiales: l'exemple de quatre communes de la plaine de Farsala", constitue un excellent exemple de ce que peut apporter à la recherche l'étude sociologique et anthropologique du foncier en général et des locations en particulier.
2. Nous avons entrepris ailleurs, sur le plan synchronique, l'étude plus fine des déterminants de la différenciation spatiale et sociale des exploitations en fonction du fermage au niveau des départements du pays. Cf. Buhagiar, 1983.
3. Les données statistiques proviennent des publications suivantes de l'Ethnikê Statistikê Ypêresia tês Helladhos, *Résultats du recensement de l'agriculture de la Grèce - Année 1950*. Athènes, 1958. *Résultats du recensement de l'agriculture-élevage effectué de 19 mars 1961*. Vol. 1. Athènes, 1966. "Enquête sur la structure des exploitations agricoles, 1966-67" (Résultats non diffusés). "Enquête sur la structure des exploitations agricoles, 1977-78" (Résultats par département non publiés). "Enquête sur la structure des exploitations agricoles, 1983" (Résultats provisoires par région non publiés).

4. Insistons sur le fait que les deux premiers moments d'observation concernent des recensements, les deux autres étant ceux d'enquêtes par échantillon. La méthode d'échantillonnage et le champ d'observation ont eux aussi pu varier entre les deux enquêtes. La documentation est peu loquace à ce sujet.
5. Estimation faite sur la base du nombre d'exploitations pratiquant chaque mode de faire-valoir, avec l'hypothèse que les exploitants ne pratiquent pas le fermage et le métayage à la fois.
6. Cf. Buhagiar, 1986.
7. Vergopoulos, 1977: 173. Cf. Moissidis, 1986: 117.
8. Pour répondre à la question posée par A. Moissidis lors du colloque, je ne nie pas la soumission du développement de l'agriculture au mode de production capitaliste, mais j'entends qu'il n'y a pas développement d'une agriculture capitaliste en Grèce, c'est à dire d'exploitations agricoles capitalistes uniquement du fait de leur échelle et du recours systématique au fermage.

BIBLIOGRAPHIE

- BUHAGIAR, R., (1983) "L'articulation des modes de production dans la formation sociale grecque contemporaine. Agriculture familiale et domination capitaliste". Mémoire de maîtrise, Université de Paris X, Nanterre.
- BUHAGIAR, R., (1986) "Ena chôrio tês Chalkidhikês: polydhrastêriotêta kai scheseis paragôgês". Eisêgêseis kai symperasmata apo tên epistêmonikê synantêsê: *Polydhrastêriotêta kai agrotikê anaptyxê*. Ministère de l'agriculture, Athènes: pp. 80-85.

- CHRISTODOULOU, D., (1986) *Agrotikê kai synetairistikê anaptyxê*, Paratêrêtês. Thessalonikê.
- DAMIANAKOS, S., E., NIKOLAKOPOULOS, D., PSYCHOIOS (1978) "Vergina: Geôrgikos eksynchronismos kai koinônikos metaschêmatismos s'ena chôrio tês kentrikês Makedhonias". *Epitheôrêsê Koinônikôn Erevnôn*, n° 33-34: pp. 432-478.
- DAOUTOPOULOS, G., (1985) "Burley tobacco and the changing structure of agriculture in a greek village". Ph. D. dissertation, Michigan State University.
- KAMARINOU, L., (1977) *Geôrgia kai anaptyxiakê dhiadhikasia stên Elladha. E sysôreysê tou geôrgikou pleonasmatos*. Nea Synora, Athènes.
- LAMBOS, K., (1983) *Exartêsê, prochôrêmênê ypanaptyxê kai agrotikê oikonomia tês Elladhas*. Aichmê, Athènes.
- MOISSIDIS, A., (1984) "E koinônikê dhiastrômatôsê stê metapolemikê ellênikê geôrgia - oi eggeies scheseis kai o rolos tou enoikiou", Dhiethnes synedhrio: *Koinônikes taxeis, koinônikê allagê kai oikonomikê anaptyxê stê Mesogeio*. Tome 2. Idhryma Mesogeiakôn Meletôn, Athènes, 1986: pp. 104-127.
- MOISSIDIS, A., (1986) *E agrotikê koinônia stê synchronê Elladha. Paragôgikê kai koinônikê dhiarthrôsê stên ellênikê geôrgia (1950-1980)*. Idhryma Mesogeiakôn Meletôn, Athènes.
- TSOUMAS, Th., TASIOULAS D., (1986) *Idhioktêsiako kathestôs kai axiopoîêsê tês agrotikês gês stên Elladha*. A.T.E., Athènes.

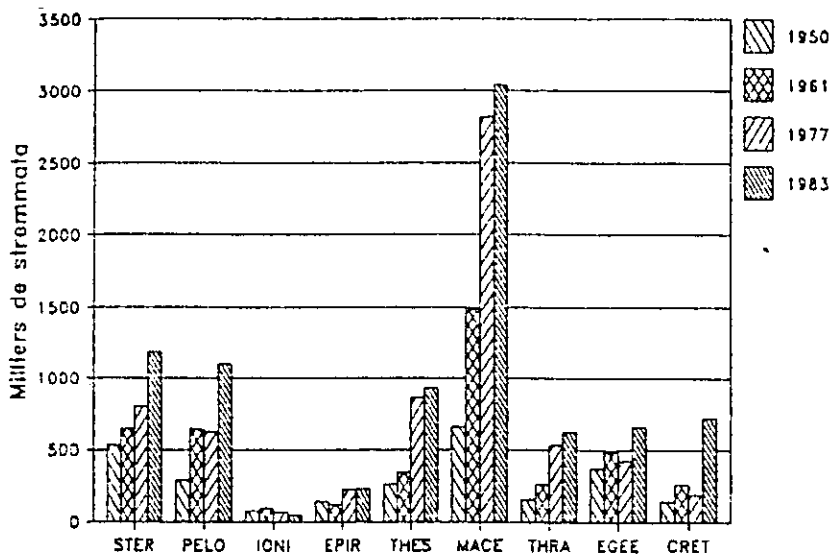
tableau 1

Part de la Superficie en Fermage ou Métayage

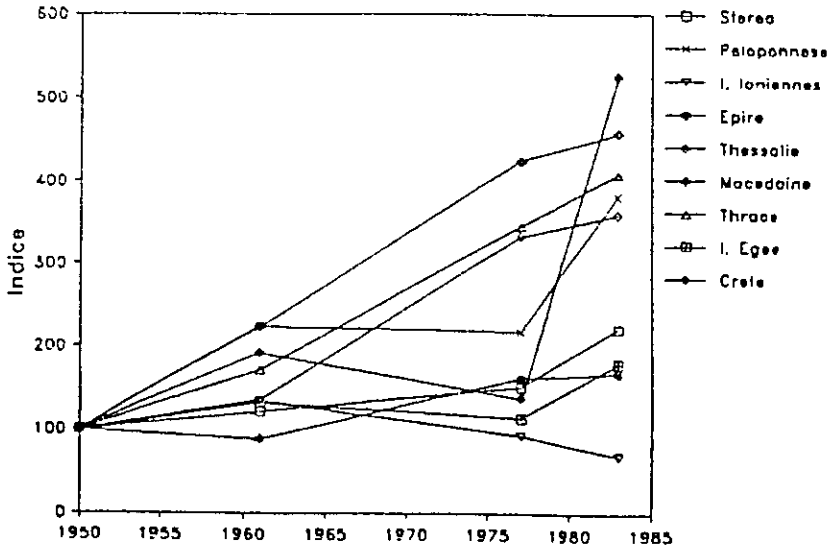
REGIONS	1950	1961	1977	1983
Sterea	8,87	10,30	14,63	19,50
Peloponnèse	4,88	9,49	9,40	14,66
I. Ioniennes	9,09	12,27	8,38	5,53
Epire	9,07	9,48	19,40	13,61
Thessalie	5,06	7,43	19,64	20,24
Macédoine	7,51	15,74	31,26	33,68
Thrace	7,00	10,49	23,33	23,01
I. de l'Egée	18,15	24,04	22,41	19,00
Crète	5,58	8,71	6,56	14,63
Grèce entière	7,50	11,83	18,94	20,89

SOURCE: recensement de l'agriculture, 1950, 1961. Enquêtes sur la structure des exploitations agricoles 1977, 1983.

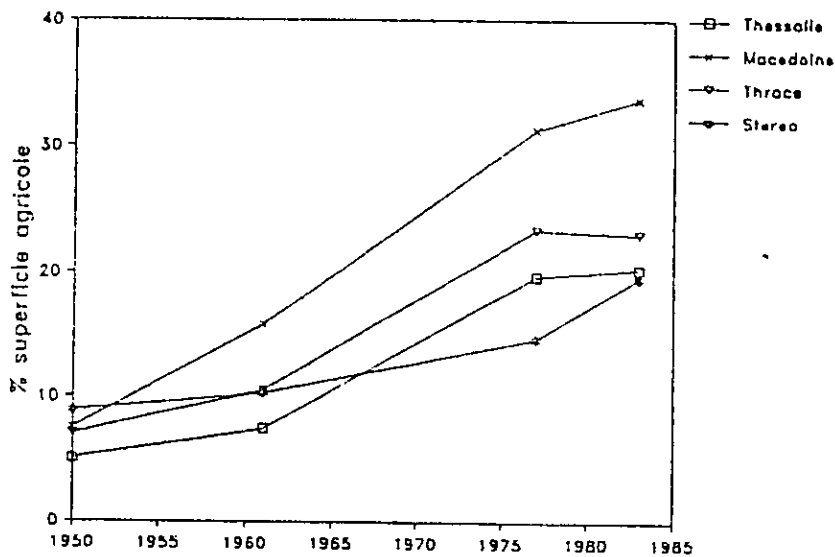
1. Superficie en fermage ou métayage Milliers de stremmata



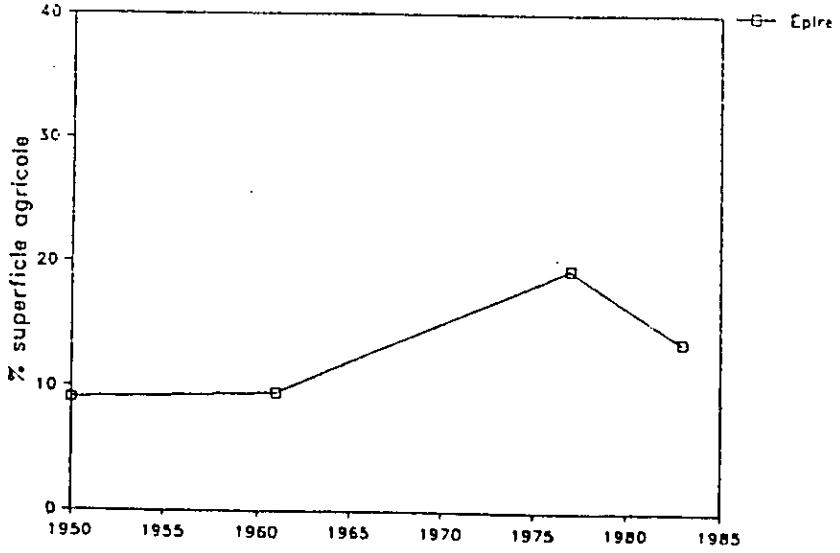
2. Variation de la superficie louée
Base 100 = 1950



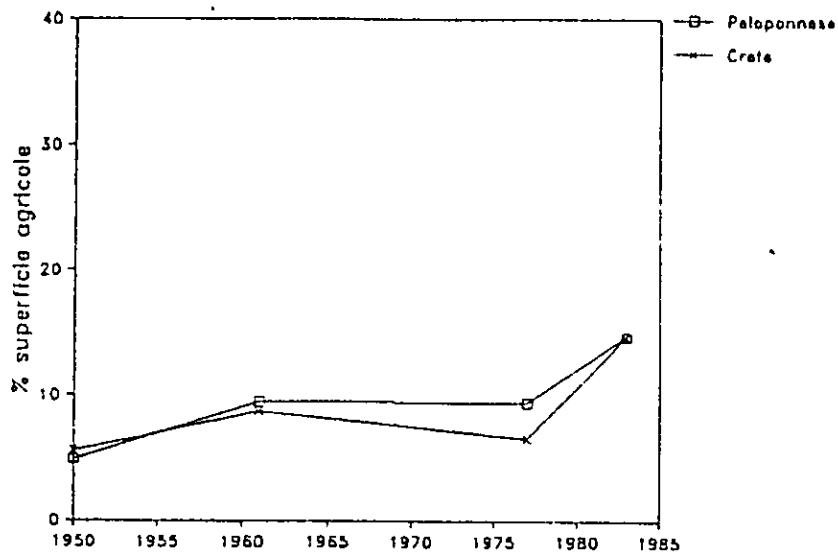
3a. Evolution des locations
superficie en fermage ou métayage - %



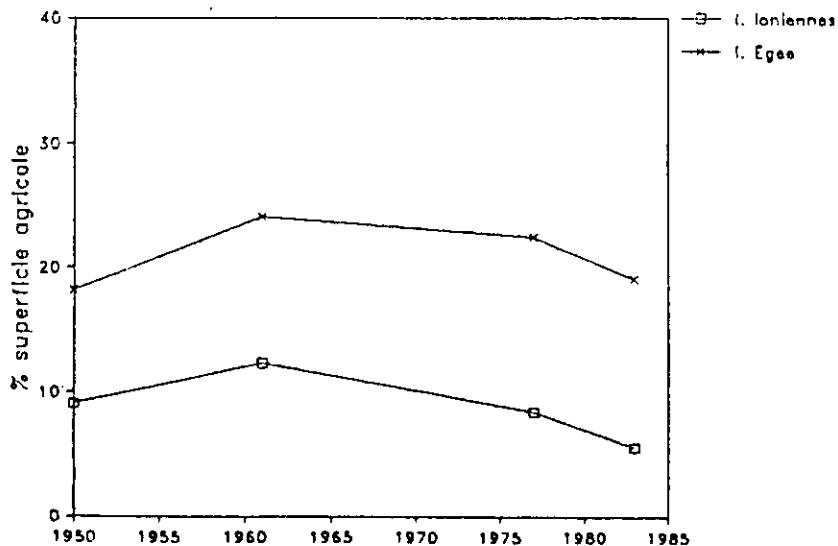
3b. Evolution des locations
superficie en fermage ou métayage - %



3c. Evolution des locations superficie en fermage ou métayage - %



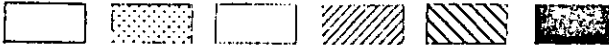
3d. Evolution des locations
superficie en fermage ou métayage - %



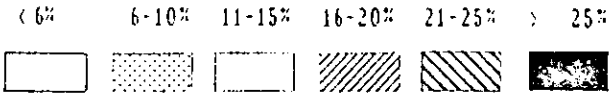
Part des locations - 1950
superficie en fermage ou en métayage - %



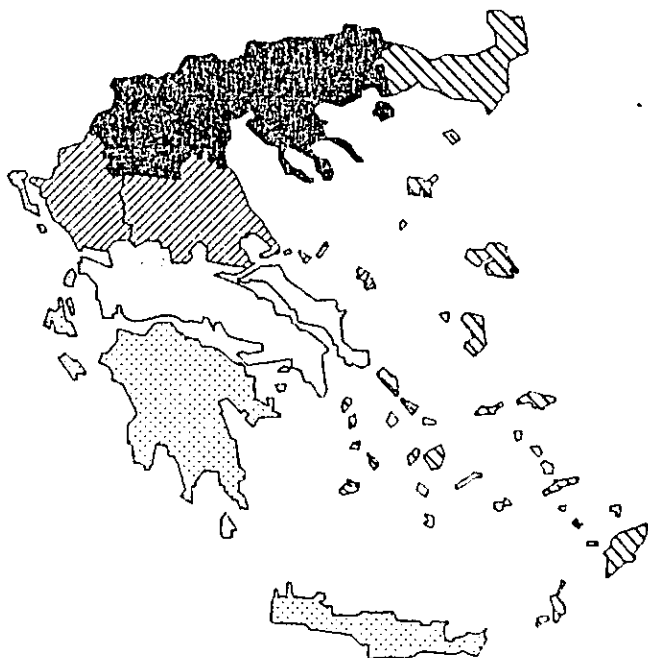
< 6% 6-10% 11-15% 16-20% 21-25% > 25%



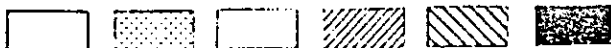
Part des locations - 1961
superficie en fermage ou en métayage - %



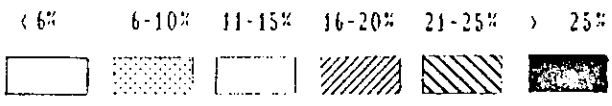
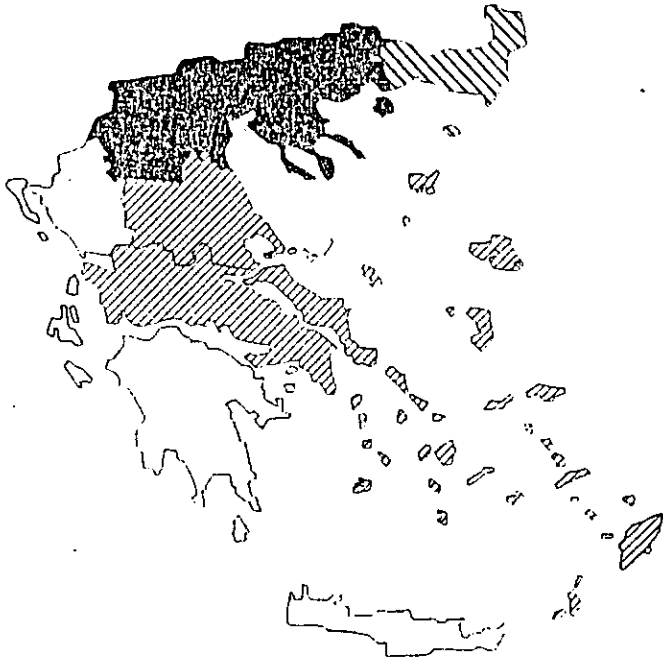
Part des locations - 1977
superficie en fermage ou en métayage - %



< 6% 6-10% 11-15% 16-20% 21-25% > 25%



Part des Locations - 1983
Superficie en fermage ou en metayage - %





QUEL ESPACE AGRICOLE POUR DEMAIN?

Pierre COULOMB (I.N.R.A., Paris)

Plus de vingt pour cent des terres agricoles - un hectare sur cinq - pourraient être d'ici l'an 2000 abandonnées par l'agriculture. L'exode agricole depuis quarante ans avait vidé des villages et bouleversé la société rurale désormais plus ouvrière ou même "urbaine" que paysanne. Mais dans le même temps on se disputait la terre, on aménageait les friches de l'Est ou celles des collines de l'Adour, on se battait pour le Larzac. Le paysage pouvait être modifié par la modernisation agricole et le remembrement: mais partout ou presque, il était cultivé. Aujourd'hui entre-t-on dans une nouvelle phase où cette fois-ci c'est le paysage cultivé et non plus seulement les villages qui sera abandonné, retournant ainsi à la friche?

Rien n'est bien sûr inéluctable. Ni forcément dramatique: *d'autres* usages de l'espace sont concevables y compris pour d'autres formes de développement agricole. Mais il faut d'abord comprendre *pourquoi* l'agriculture d'aujourd'hui semble ne plus avoir besoin de ces terres. Ces raisons s'organisent dans les effets conjugués d'une double crise: une crise démographique d'abord, une crise économique agricole ensuite.

La crise démographique: une restructuration achevée

Près de 40% des chefs d'exploitations auront pris leur retraite de 1983 à 1993. Il s'agit de la classe d'âge très nombreuse qui s'est installée ou est restée dans l'agriculture dans les dix années de la grande crise et de la seconde guerre mondiale. Plus de 520 000 exploitants vont ainsi libérer près de 12 millions d'hectares soit plus du tiers (35%) de la superficie agricole utile française. Sur ces 12 millions d'hectares, 5,5 millions selon le SCEES (Service Centrale des Etudes Economiques et Statistiques du Ministère de l'Agriculture) seraient repris par des installations d'agriculteurs et 2,7 millions permettraient l'agrandissement des exploitations agricoles existantes.

Resteraient dès lors 3,8 millions d'hectares "abandonnés" par la production agricole - ou si l'on est plus optimiste sur un plus fort agrandissement des exploitations agricoles, un peu moins de 3,3 millions d'hectares. Mais l'abaissement de l'âge possible de la retraite, les actions volontaristes d'incitation à l'abandon de la production laitière (près de 100.000 exploitants devraient cesser de produire du lait de 1985 à 1990) pourraient ajouter 2,7 millions d'hectares. Dès lors ce seraient près de 6 millions d'hectares (près de 20% de la superficie agricole utile) qui risqueraient d'être abandonnés. Les causes de cet abandon possible sont d'abord démographiques: un grand nombre d'agriculteurs qui prennent leur retraite ont soit pour environ 75 000 d'entre eux une succession incertaine, soit pour 265 000 aucun successeur... On peut, du reste, considérer que c'est là un fait social normal dans l'évolution qu'a connue l'agriculture depuis trente ans: il s'agit pour une large part de la fin de l'exode agricole qui a permis la modernisation des structures de production. Ces vieux agriculteurs sont en effet les derniers "petits paysans" qui se sont refusés pour une raison ou pour une autre à quitter la production agricole dans les années 60, souvent parce qu'ils étaient propriétaires d'un "domaine", certes petit, mais transmis de génération en génération (le plus souvent dans le Midi occitan) ou parce qu'ils ne voulaient ou ne pouvaient (en raison de l'industrialisation insuffisante de la région) changer d'activité. Mais bien sûr leurs enfants sont partis et leurs petits-fils sont nés en ville.

D'autre part la relève démographique par les jeunes est faible. D'abord parce que la natalité a diminué dans les familles agricoles comme en

ville. Si l'on ne prend en compte que les naissances masculines (par un abus quelque peu machiste et de plus irréaliste car on observe une augmentation du nombre des jeunes chefs d'exploitation femmes) on est passé de 67 000 naissances en 1950 à 30 000 en 1970, et 12 000 en 1985. Certes ce sont les naissances de 1965-70 qui comptent aujourd'hui pour la reprise des exploitations et le réservoir des jeunes est encore important avec 45 000 jeunes. Mais en l'an 2 000 ce ne sera guère que de 10 à 15 000 jeunes...

La faiblesse de la relève n'est pas forcément grave. Il faut d'abord considérer qu'elle est due aussi à la diminution du nombre des familles agricoles. Mais elle peut aussi, paradoxalement, faciliter la transmission d'une génération à l'autre des exploitations familiales en diminuant le nombre des co-héritiers et donc le coût de la reprise... Enfin, rien n'interdit dans la société moderne l'installation de jeunes issus d'autres milieux.

La crise économique et l'évolution du marché foncier

Hériter

Mais c'est là que l'on se heurte à une première difficulté. L'agriculture moderne est devenue une "industrie lourde" qui nécessite d'immobiliser des capitaux importants et de disposer, compte tenu des achats en amont, d'une forte trésorerie. Une exploitation modernisée de taille moyenne (30 ha par exemple) vaut aujourd'hui, clé en main, environ 600 000 francs pour les seules terres (et dans certaines régions beaucoup plus) et de 600 à 800 000 francs pour le capital d'exploitation: soit au total plus de 1 200 000 francs. Cette exploitation donnera un revenu du travail satisfaisant et correspondant au niveau technique des agriculteurs modernes. Mais comment faire si l'on ne dispose pas du capital nécessaire? Il faut bien sûr emprunter et prélever sur le revenu du travail pour rembourser les traites au Crédit Agricole... Le "revenu disponible", selon l'expression utilisée par les agriculteurs, peut alors être très réduit ou même si faible qu'un jeune disposant pourtant d'une bonne exploitation et d'une bonne technicité puisse être "en difficulté".

Cette question si elle prend aujourd'hui un tour plus aigu est ancienne: l'héritage est depuis longtemps la forme la plus normale, ne serait-ce que pour des raisons économiques, de l'installation dans la agriculture. Depuis des siècles en France des stratégies familiales et matrimoniales permettent la reproduction des exploitations agricoles. Ces stratégies sont du reste diverses. On peut (au Pays Basque par exemple ou en Alsace) "faire un aîné" en excluant ses cohéritiers de l'héritage agricole; on peut essayer de ne faire qu'un enfant (La Vallée de la Garonne, le Berry etc...); dans les régions où le partage entre les héritiers est égalitaire, on s'en sort en "mariant des terres" (la Normandie par exemple). En France, comme du reste dans les autres pays industriels, la législation a évolué elle aussi constamment pour faciliter la reprise des exploitations au profit d'un héritier et au détriment des autres.

C'est en ce sens que la reprise des exploitations dont le chef se retrouve sans héritier pose problème... Certes, une partie de ces terres seront achetées par les exploitants voisins pour s'agrandir. La baisse des valeurs foncières que l'on observe depuis 10 ans ne pourrait - elle pas faciliter ces achats en abaissant le coût? Et d'autre part ces terres ne pourraient-elles pas être louées?

Acheter

On observe depuis 10 ans en effet une forte baisse (40%) des valeurs des terres dont le prix diminue depuis 1978 en francs constants et depuis 1983 en francs courants, alors que dans les années 60 et 70 le prix de la terre augmentait souvent plus vite que le taux de l'inflation.

La pléthore de terre pourrait expliquer en partie, dans le jeu de l'offre et de la demande, cette forte diminution. Mais s'il en était vraiment ainsi, on devrait logiquement observer une augmentation des volumes des échanges. Or, on assiste à tout le contraire: les échanges se sont réduits fortement depuis 1974 puis encore plus à partir de 1978 en passant de 5 à 600 000 ha par an dans le début des années 70 à environ 300 000 aujourd'hui.

Du côté de l'offre, qui théoriquement devrait être abondante, on peut observer des comportement de rétention des propriétaire. Ces comporte-

ments sont d'autant plus forts si le vieux propriétaire exploitant appartient à ces "civilisations agraires" où l'on conserve et transmet depuis des générations la propriété familiale. C'est souvent le cas dans le Midi de la France. Cet agriculteur cèdera volontiers les terres qu'il a achetées récemment, plus difficilement le vieux noyau ancestral de son exploitation (et de la même façon il se refusera souvent à le louer). Mais les propriétaires peuvent aussi hésiter à vendre à bas prix une terre qui il n'y a pas si longtemps valait moitié plus et que peut-être ils ont achetée cher et en supportant de lourds sacrifices.

Mais surtout pour qu'il y ait une offre, il faut qu'il y ait une demande... C'est plutôt de ce côté là que le bât blesse. La crise économique retentit sur le revenu des producteurs agricoles. Mais il y a plus grave. Lorsque les prix agricoles baissent ou du moins augmentent moins que le coût de la vie, les agriculteurs manifestent un comportement *productiviste*, c'est-à-dire compensent leur diminution de revenu en produisant plus. Ce comportement explique l'extraordinaire augmentation de la production dans les pays industrialisés, des Etats-Unis à l'Europe, et il est bien sûr à l'origine de la surproduction actuelle. Or les mesures de contrôle de la croissance de la production agricole, et plus particulièrement les quotas laitiers brisent la logique du comportement productiviste de ces agriculteurs "condamnés" à la croissance (selon l'expression que le Ministre Michel Rocard utilisait lors de l'établissement des quotas). A la logique dynamique du productivisme succède une logique statique où l'on ne peut attendre d'amélioration du revenu que des augmentations de prix. Or chacun sait que ceux ci, dans l'évolution actuelle de la Politique Agricole Commune (PAC) diminuent...

Mais même dans la période de croissance de 1960 à 1974, les agriculteurs ne pouvaient acheter des terres que s'ils étaient aidés. La seconde raison de la faiblesse de la demande foncière est clairement la politique du crédit, et en ce sens, ses causes ne sont pas qu'agricoles: elles relèvent aussi des politiques économiques mises en oeuvre pour contrôler l'inflation et la masse monétaire. Les gouvernements ont été amenés d'abord en 1974 à réduire le volume des crédits bonifiés (subventionnés) pour les achats de terres, en 1978 à réduire encore ce volume, à restreindre la durée des prêts aidés à 10 ans, et à accroître le taux pour mieux tenir compte des taux courants du marché, en 1983 d'augmenter encore ces taux. On est passé ainsi effectivement d'une pé-

riode (avant 78) où les taux bonifiés étaient en réalité des "taux négatifs" (par exemple 4% alors que l'inflation était "à deux chiffres") à une période où le taux était encore faible (par exemple 6% avec une inflation à 8%), pour arriver à une situation inverse aujourd'hui: le taux des prêts bonifiés a légèrement baissé, mais celui de l'inflation a fortement diminué.

L'effet sur le marché foncier agricole a été direct: dès 1974 le volume des achats baisse (suivant la baisse du volume des prêts bonifiés), en 78 volumes et prix baissent, en 83 le prix diminue en francs courants...

Louer

Le développement du marché locatif pourrait dès lors être une solution: une solution qui en tout cas plairait aux agriculteurs qui revendiquent depuis longtemps un développement de la propriété sociétaire du sol agricole (GFA). Leurs organisations syndicales, majoritaires ou minoritaires, considèrent que le mode idéal d'installation est le fermage. Les difficultés sont de trois ordres: institutionnel, social et culturel.

Institutionnel: le statut du fermage limite les possibilités de reprise des terres louées à un fermier par le propriétaire et d'autre part le loyer est indexé à l'évolution des prix agricoles. Ce statut promulgué à la Libération avait pour but de protéger les fermiers louant des exploitations du pouvoir des propriétaires. Tous les pays industriels ont du reste des législations analogues, la France étant sur ce point plutôt en retard par rapport aux pays d'Europe du Nord. Cette limitation de leurs pouvoirs gênait bien sûr les grands propriétaires, mais ils pouvaient s'en satisfaire tant que leurs revenus suivaient le coût de la vie: ce qui n'est plus le cas aujourd'hui ne serait ce qu'à cause de la baisse des prix agricoles. Mais ce niveau des loyers rendait impossibles des achats en fin de location: il était suffisant si la propriété était en quelque sorte amortie depuis longtemps mais très insuffisant si on le mettait au regard du prix des terres. On comprend que la grande propriété ne se soit pas accrue, même sous les formes incitatives de la propriété sociétaire, et qu'elle se soit tout au contraire effritée par le jeu des héritages et des ventes de fermes.

Mais surtout *la structure sociale* de la propriété bailleuse a changée. Si apparemment la moitié de la surface agricole utile de la France est louée aux

exploitants, l'exploitation moyenne française appartient au *deux tiers* à l'exploitant et à ses parents immédiats: une bonne part de la location est familiale. Une autre part est le fait de petits paysans qui louent des parcelles à leurs voisins.

Or ces propriétaires familiaux ou ces petits propriétaires peuvent dans certaines régions, et encore une fois souvent dans le Midi, hésiter à louer à des "étrangers" pour des raisons du reste moins économiques que *culturelles*. Ils peuvent même préférer "prêter" (à bas prix) leurs terres, mais sans bail.

Dès lors faut-il modifier le statut du fermage? C'est oublier deux choses, la première est le besoin accru de stabilité du fermier du fait de la lourdeur des investissements auxquels il doit faire face dans l'agriculture moderne. La seconde est que, dans la période actuelle de baisse des revenus, il semble difficile d'accroître les loyers. Du reste pour attirer des capitaux dans l'achat de terre à louer, compte tenu des redements des autres placements (actions,, logements urbains etc...) il faudrait multiplier par au moins *trois* le niveau des loyers...

Vers une nouvelle agriculture et de nouveaux espaces agricoles?

A-t-on en fait besoin de ces terres agricoles aujourd'hui? Cette question se pose de deux façons: l'une tient aux progrès techniques, la seconde à la politique agricole et aux conflits qui l'organisent.

On sait les augmentations considérables de rendement par hectare ou par animal que l'on obtient aujourd'hui. Tout indique qu'ils peuvent, avec le génie génétique appliqué aux plantes (hybrides etc...) ou aux animaux, s'accroître encore plus vite dans les prochaines années. L'hormone laitière pourrait doubler la production laitière par vache: s'il en était ainsi compte tenu de la surproduction, on aurait besoin de la moitié du troupeau actuel.

On sait aussi que la production animale intensifiée ou certaines productions végétales (légumes ou fruits de serre) réclament de moins en moins de terres ou des terres situées ailleurs - au Brésil, en Thaïlande - produisant à bas prix le soja ou le manioc de l'alimentation animale.

Autrement dit: la concentration de la production peut aujourd'hui se faire sans concentration foncière. Ces deux sortes de faits expliquent déjà que les terres les moins fertiles, les moins mécanisables, ou les moins bien situées par rapport aux marchés puissent être abandonnées par l'agriculture la plus "moderne".

Mais cette raison n'est pas suffisante: on peut parfaitement concevoir que de nouvelles formes de productions agricoles, très extensives par exemple, puissent permettre la mise en valeur de ces terres.

La question primordiale est en réalité celle-ci: de combien d'agriculteurs a-t-on besoin, avec quel système de production et d'exploitation? Cette question relève cette fois-ci, plus des conflits économiques et politiques que du raisonnement traditionnel sur les formes possibles d'usage de la terre par l'agriculture.

350 000 agriculteurs seulement assurent aujourd'hui 75% du chiffre d'affaire marchand (production commercialisée) de l'agriculture française et 120 000 d'entre eux 50% ... Si l'on enlève les productions spécialisées du Midi (vin, vergers...) l'essentiel d'entre eux se trouvent dans le tiers Nord de la France.

Cette agriculture est considérée comme l'agriculture "rentable", même si l'on peut, à juste raison, considérer que cette "rentabilité" est très artificielle en ce sens que ce sont aussi ceux qui perçoivent le plus d'aides économiques. Elle est en tout cas la plus moderne, la plus insérée dans les échanges entre l'agriculture et l'industrie d'amont (achats de produits industriels) et celle d'aval (industrie agro-alimentaire). Enfin elle assure les meilleurs revenus même si ceux-ci se dégradent.

La crise de surproduction mais aussi la crise de la Politique Agricole Commune affectent très directement les agriculteurs "modernes": avec la diminution des débouchés, mais aussi avec la restriction des aides disponibles à Bruxelles pour soutenir leurs prix, leurs revenus, leurs exportations ou leurs investissements. On peut comprendre dès lors qu'ils puissent considérer qu'eux seuls constituent l'agriculture économiquement réelle; qu'ils puissent souhaiter l'accroissement des débouchés qui permettrait (à court terme) le déclin de l'"autre agriculture"; qu'enfin dans le cadre de la contrainte budgétaire, ils puissent penser qu'il ne faille pas gaspiller trop de fonds à soutenir une agriculture désormais condamnée par les progrès techniques.

Mais s'agit-il là des seules lignes de forces dessinant le futur paysage agricole de la France? Si ces positions s'expriment sinon très explicitement du moins implicitement, dans les syndicats "verticaux" (c'est à dire par produit), elles n'en sont pas moins récusées par le syndicalisme général et en particulier par la FNSEA qui lors de son dernier congrès a dénoncé le "malthusianisme malsain" de ceux qui espèrent qu'une très forte concentration de la production permettra un redressement de leurs revenus.

L'évolution du progrès des techniques peut tout aussi bien permettre la mise en valeur des terres agricoles que seules certaines formes de progrès marginalisent. De l'élevage extensif dans des grands ranchs, à la mini-production de plantes médicinales, de la pluriactivité des ménages agricoles à la multiactivité possible alliant la production agricole à d'autres activités mettant en valeur l'espace des exploitations, on peut réinventer de nouvelles - et modernes! - agricultures sur ces terres. C'est affaire bien sûr de politique agricole et de politique d'aménagement du territoire. Mais c'est surtout affaire de débat social Européen (la PAC), national mais aussi local pour que puissent être levés les obstacles à de nouvelles formes de développement.

*LE DESERT DU CAPITAL: INTERROGATIONS SUR
L'INTEGRATION CAPITALISTE DES ZONES
DESERTIFIEES MERIDIONALES FRANÇAISES*

Bertrand HERVIEU (C.N.R.S., Paris)

Le "désert français" est un thème récurrent du discours technocratique et politique français depuis plusieurs décennies. Le terme recouvre des acceptions différentes. Chez J. F. Gravier à qui l'on peut attribuer, sinon la paternité du terme, au moins sa diffusion, le désert veut désigner l'ensemble des provinces, mieux, "La province", que Paris, la capitale, vide, écrase et occulte. (J. F. Gravier 1947). On peut dire que c'est autour de ce thème qu'a été construite après la seconde guerre mondiale la politique dite d'Aménagement du Territoire. Claudius Petit, ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme de septembre 1948 à Janvier 1953 et artisan, au niveau gouvernemental, de la politique de décentralisation publie en 1950 une courte brochure intitulée: "Pour un plan national d'Aménagement du Territoire" où il expose de la façon qui suit les objectifs de ce plan: "endiguer le courant qui porte toutes les forces vives du pays vers les grands centres, recréer des sources de vie dans les régions dont les ressources sont insuffisamment utilisées et qui, malgré les riches possibilités, tendent à devenir *désertes*".

Au fil des années, alors que se mettront en place les opérations lourdes de décentralisation industrielle (57 entre 1950 et 1954), que se développeront les "métropoles d'équilibre", que seront attribuées primes et exonérations fiscales pour encourager l'industrialisation d'une trentaine de "zones critiques",

le thème du désert s'efface un peu au profit des notions de "zones désertifiées", zones difficiles, "zones fragiles" ou encore "zones de sous-densité".

Du "désert" au "zones fragiles".

L'évolution des termes désigne un tournant de la politique d'Aménagement du Territoire: c'est le moment où les zones rurales et non plus simplement de vastes ensembles régionaux sont pris en considération dans l'analyse des équilibres démographiques et économiques. Du recensement de 1962 à celui de 1982 les chiffres font apparaître le dépeuplement accéléré et le vieillissement de très nombreuses communes rurales. Il apparaît nettement que la politique d'Aménagement du territoire ne permet pas de maîtriser le développement de l'exode rural ni de faire obéir à une logique d'aménagement équilibré les vagues de créations nouvelles d'entreprises. On a confondu Aménagement du Territoire et Urbanisation, constate Ph. Lamour. De nouvelles stratégies d'Aménagement du Territoire vont tenter à partir des années 1970 d'enrayer le processus: "Usines aux champs", "zones de rénovation rurale", "contrats de pays", "Plan d'aménagement rural", "schémas de massif" seront les nouvelles méthodes proposées.

Pourtant le thème de la désertification du territoire rural français continue d'être repris notamment par les organisations syndicales et professionnelles agricoles qui revendiquent des mesures spécifiques pour ces régions. Malgré la publication et les commentaires sur le recensement général de la population de 1982 faisant apparaître une reprise démographique dans la plupart des cantons ruraux, hommes politiques et syndicalistes agricoles s'alarment, avec émotion, de la désertification. On sait que pour un élu voir la population de son département, de son canton, ou de sa commune diminuer, est vécu comme un échec; l'exode reste une maladie honteuse et donc inavouable.¹ Mais en même temps, être l'élu d'une zone classée "difficile" peut signifier accéder à certaines aides financières nationales ou européennes: devant un tel dilemme le recours à l'arbitrage de la science s'impose à tous!...

Pour tenter d'asseoir sa philosophie en la matière, l'Etat commande études et rapports sur la question. C'est ainsi que vient d'être remis au printemps 1987 à la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale un *Rapport sur l'Identification des zones rurales fragiles*. Ce rapport, établi par la Société d'Etudes Géographiques Economiques et Sociologiques Appliquées (SEGESA), n'est pas rendu public à ce jour pour les raisons passionnelles indiquées plus haut; il peut néanmoins être consulté chez les préfets.

Pour tenter de cerner la fragilité des cantons ruraux la SEGESA ne s'est pas arrêtée aux critères les plus couramment admis (handicaps naturels et développement de l'agriculture); elle en a dégagé 18.

Ces critères représentent:

- l'état du peuplement et les tendances de la démographie: densité, population dispersée, indice de fécondité, personnes âgées, ménages d'une seule personne, résidences secondaires, évolution récente de la population;
- les activités et l'emploi: taux d'actifs agricoles et d'actifs tertiaires, taux d'activité, chômage, agriculture à temps partiel, exploitations marginales;
- les revenus et les conditions de vie: équipements automobiles, dynamique de la construction, commerce de base, accessibilité au collège, à l'hôpital;

Cette étude fait apparaître très nettement la localisation au sud d'un axe La Rochelle-Strasbourg des cantons ruraux définis comme les plus fragiles. Ce sont donc, non pas exclusivement, certes, mais très majoritairement les *zones montagneuses méridionales* qui sont ainsi qualifiées de *zones rurales fragiles*.

Les cantons ruraux de ces régions connaissent:

- une faible densité (d (82) < 22,6 hab/km²)
- une forte dépopulation (variation (75-82) < 3,3 %)
- une population très dispersée (82) > 53 %)
- une faible fécondité (indice (82) < 13,3 %)
- une population vieillie (+ 65 ans (82) > 21,5% de la population)
- une forte population d'isolés (% de ménages d'une seule personne (82) > 23,8 %)

- une agriculture à forte pluriactivité (% d'exploitants à temps partiel > 37,8%)
- une faiblesse des structures agricoles (% d'expl. à temps complet ayant une MBS < 4000UCE (80)
- un faible taux d'activité (actifs ayant un emploi/population totale (82) < 35,6 %).

Ces cartes traçant les contours des zones rurales fragiles ne seraient elles pas l'illustration des différences rencontrées dans les processus d'intégration capitaliste des zones rurales méridionales et des zones rurales septentrionales?

L'intérêt du "désert".

Ces "déserts", encore délaissés pendant toute la période de l'après-guerre ont connu ces vingt dernières années un double investissement, utopique et étatique.

Utopique d'abord: c'est dans ces régions que s'est déployé au lendemain des événements de Mai 1968 le phénomène dit du retour à la nature. Ce phénomène s'est manifesté en ses débuts comme un "retour au désert".

Pour les immigrés de l'utopie la désertification des régions méridionales et leur marginalité économique dessinaient un lieu de refuge possible pour des expériences se voulant elles-mêmes marginales. Dans la perspective des acteurs, ces régions échappaient à la société dominante, constituaient une espèce de no man's land où auraient disparu les contraintes et les tabous qui sont le propre de la vie sociale. Cette image a fasciné un certain nombre de contestataires de 68, ceux pour qui l'exigence de non contact avec une société "pourrie" était au centre de leurs expérimentations communautaires. Ce fut le cas de ces collectifs vivant essentiellement de ressources extérieures (allocations de chômage, bourses d'études, aides diverses venant des familles...) sans travailler, ou bien en limitant leur activité productive à l'entretien d'un potager ou d'une basse-cour, centrés sur l'expérience communautaire en tant que telle, sur la dynamique des relations collectives, et sur l'exploitation des

ressorts individuels et collectifs de ces relations. Ces expériences furent généralement de brève durée; elles associaient autour d'un noyau plus stable une population mouvante qui passait un certain temps, puis repartait, relayée par d'autre arrivants.

95% d'abandons: c'est un chiffre qui rend compte assez correctement de l'extraordinaire fluidité du phénomène à ses débuts, mais qui ne dit rien de ses transformations ni de son impact sur les sociétés locales. Au fil des ans l'inspiration utopique s'est déplacée: les marginaux ont tenté de s'installer c'est-à-dire de rester en devenant agriculteurs ou artisans, ayant recours pour y parvenir aux mécanismes habituels d'aide et de soutien, émanant de l'administration.

Dans le même temps s'annonçait une très sensible modification des politiques étatiques sur ces espaces: longtemps considérés comme étant sans avenir, ces zones, en raison même de la dévitalisation économique et démographique dont elles ont fait l'objet, sont devenues un enjeu d'un nouveau type pour le capitalisme.

Dans les années 1960 les rapports officiels condamnaient purement et simplement ces régions méridionales de montagne. Quelques années plus tard des sommes considérables ont été dégagées pour conduire dans ces espaces "désertifiées" des études, ou y dresser des plans d'aménagement. Leur misère d'hier est devenue leur richesse d'aujourd'hui: l'espace désert, les hameaux en ruine, la montagne aride, le silence, l'eau et l'air purs sont devenus des biens à vendre. Le capitalisme récupère ainsi le fruit de ses propres contradictions - qui ont produit la désertification relative de ces régions - au bénéfice de sa propre reproduction, par le biais du tourisme et de la consommation organisée de culture régionale.

Cette situation nouvelle, en même temps qu'elle restitue un intérêt économique à ces régions, accentue leur dépendance administrative, politique et culturelle par rapport à l'Etat. La politique d'assistance et de promotion dont elles font l'objet, et qui est décidée et mise en place au niveau central, a raison de ce qui pouvait leur rester, fût-ce sur le mode de la marginalité économique, d'autonomie propre.

Une bonne illustration de cette politique est fournie par la localisation des Parcs Nationaux: Les six Parcs Nationaux existants se situent au sud de la

ligne La Rochelle-Strasbourg évoquée plus haut, les Parcs Naturels Régionaux se répartissent, eux, de façon égale de part et d'autre de cette ligne.

L'intérêt nouveau pour la culture rurale traditionnelle, et pour les paysages où elle s'inscrit, ne signifie pas la reconnaissance, face à la société dominante, industrielle et technocratique de "sociétés locales" ayant une cohérence propre et une autonomie, au moins partielle, par rapport à l'emprise généralisée du capitalisme. Il est le répondant - au plan idéologique - de l'intégration de ces régions dans un système économique que sa propre crise conduit à redéfinir les rapports entre son "centre" et sa "périphérie", tels qu'ils s'étaient progressivement constitués dans les phases antérieures de son développement. L'une des conséquences les plus visibles de ce processus est de déstabiliser les rapports de pouvoir à l'échelle locale qui déterminaient, au moins partiellement, le "retard" économique de ces régions et leur situation d'extériorité relative par rapport au champ social.

Les notables locaux - maires, conseillers généraux - tiraient leur pouvoir des relations de dépendance personnalisées, préservées sous le mode de production petit-marchand, caractéristique de ces régions à dominante agricole. Inséparable à l'origine de la possession de la terre, ce pouvoir se constituait à travers des rapports de clientèle, des relations de parentèle typique de sociétés d'interconnaissance, repliées par la force de choses sur elles-mêmes: pouvoir "à usage interne", car impuissant à s'imposer à l'extérieur, compte tenu de la marginalité économique et sociale de ces régions; pouvoir à la fois réel, si l'on prend en compte l'autorité morale localement attachée au fait d'occuper ces positions institutionnelles, et fictif, si l'on considère l'étroitesse du champ d'action de ces notables locaux.

L'exclusion économique des régions les plus profondément touchées par l'exode rural et par la destruction capitaliste de l'agriculture de montagne peut expliquer que depuis longtemps déjà l'accès aux fonctions notabilliaires ait été disjoint de la possession de la terre et de plus en plus nettement lié à la possession d'un capital symbolique, garantissant à ses détenteurs un statut social à la fois "intérieur" et "extérieur".

Or ces notables traditionnels sont placés aujourd'hui en porte à faux, dans leurs fiefs les mieux assurés, par la recomposition des stratégies étatiques par rapport aux régions dites de "sous-densité". Le rôle des notables consistait essentiellement à défendre les intérêts de leur circonscription. En

négoциant efficacement avec les administrations concernées, ils développaient par ce biais leur emprise locale. Les transformations récentes de la politique de l'espace n'ont pas annulé un rôle traditionnel, mais en ont considérablement compliqué les données. Non seulement les procédures ont changé mais les orientations mêmes de la politique d'aménagement appellent les notables à jouer un rôle d'animateur auquel ils sont mal préparés. "L'animation" est devenue le maître mot de l'aménagement rural aujourd'hui. Le type de collaboration à laquelle elle invite les notables n'a que peu de chose à voir avec les marchandages liés à des considérations électorales, dont ils ont une longue pratique. Il est clair par contre qu'un certain nombre de nouveaux arrivants sont aujourd'hui bien placés pour jouer un rôle décisif dans ces processus d'animation des régions désertifiées. La situation sociale et leur formation scolaire et culturelle créent des liens privilégiées entre eux et une petite bourgeoisie locale directement concernée par ces projets d'aménagement. Les instances d'aménagement recherchent en effet l'alliance des éléments jeunes et des élites intellectuelles locales, préoccupées par la revitalisation de leur région et qui sont déjà, à la mesure de leurs moyens individuels et de leur personnalité, des "animateurs".

Les jeunes du pays qui ne veulent plus partir, les "installés" ou "néo-ruraux" qui sont décidés à vivre là: ce sont les deux ancrages sur lesquels repose - implicitement ou explicitement - toute la politique nouvelle de revitalisation économique et d'animation des zones désertifiées. L'alliance des "éducateurs" locaux qui forment et rassemblent les jeunes, et de ces ex-éducateurs en rupture qui misent sur la possibilité de "vivre en montagne" est, en ce sens, essentielle à sa réalisation. Les aménageurs le savent bien qui cherchent parfois à contourner les problèmes que leur pose la résistance des notables traditionnels en s'alliant aux éléments considérés par eux comme les plus "dynamiques".

Zones marginales

La création des Parcs Naturels Régionaux et des Parcs Nationaux, la mise en place des programmes de développement de tourisme diffus (sentiers de grandes randonnées, gîtes ruraux, tourisme vert...) la relance de l'artisanat,

le développement d'une agriculture capitaliste extensive ont souvent pour caractéristiques de délocaliser les centres de décision propres à ces régions et de s'appuyer sur des couches sociales nouvellement installées. Si pendant plus d'un siècle "le capitalisme a modelé ces régions comme la mer a fait les continents, en s'en retirant", c'est à une intégration beaucoup plus directe de ces espaces à laquelle nous assistons aujourd'hui. Cette intégration se fait au prix d'une disqualification, voire d'une exclusion, d'une couche sociale autochtone; le maintien d'un cadre dit naturel s'opère en consommant la dissolution d'une société traditionnelle. Même en complétant cette rapide présentation par le rappel de la mise en place d'exploitations agricoles extensives de type capitaliste s'appuyant sur ou faisant émerger une nouvelle couche de notables agricoles,² on peut avancer que le processus d'intégration capitaliste de ces espaces méridionaux désertifiés s'est déroulé selon des modalités propres, différentes de celles observées dans les régions septentrionales où l'agriculture intensive intégrée, d'une part, et la proximité de pôles industriels ou "d'usines aux champs", d'autre part, ont généré d'autres dynamiques spatiales et sociales. Quant à l'intégration capitaliste de la bordure du littoral méditerranéen, largement due à la spéculation foncière et immobilière aux facettes multiples et à la mise en place d'équipements touristiques lourds, elle représente encore un autre cas de figure. Ainsi pourrait-on avancer l'hypothèse de voies spécifiques de pénétration du capitalisme dans les espaces méridionaux désertifiés.

NOTES

1. Déjà il y a plus de 20 ans, Henri Mendras notait qu'il était impossible de défendre voire d'évoquer le passage par une réduction de la population active agricole devant des spécialistes de l'agriculture ou a fortiori des agriculteurs. "Seule une bouche impie pouvait exprimer une

opinion aussi sacrilège. Pour l'avoir fait, M. Augé-Laribé, René Dumont et quelques autres subirent l'ostracisme..." notait-il. Mendras (Henri) *L'exode rural en France* Etats des Travaux. Thèse complémentaire pour le Doctorat ès-lettres présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, Ronéo, 215 p. Sans date, p. 11.

2. Ce qui reste un phénomène de faible amplitude. Comme le remarque Pierre Coulomb, "a-t-on en fait besoin de ces terres agricoles aujourd'hui?... La concentration de la production peut aujourd'hui se faire sans concentration foncière... Les terres les moins fertiles, les moins mécanisables, ou les moins bien situées par rapport aux marchés (peuvent) être abandonnées par l'agriculture la plus "moderne".

BIBLIOGRAPHIE

AITCHISON J. W., BONTRON J. C., "L'avenir des zones à faible densité" in *La France Rurale* Paris, La Documentation Française, 1981, pp. 81-160 (TRP n° 81).

Association des Etudes Foncières - (A.D.E.F.), *Le Tourisme contre l'Agriculture?* Paris, 1986, Préface de Pierre Coulomb, - 359 p.

Autrement."Avec nos sabots... La campagne rêvée et convoitée", n° 14, 1978.

CHAPUIS R. et BROSSARD T., *Les Ruraux Français*, Paris-Masson, 1986, 222 p.

COULOMB P., *Quel Espace Agricole pour Demain?*, Ronéo. 6 p. s. d.

- C.N.R.S./Université Paris I, *140 Cartes sur la France Rurale*, 1984.
- EIZNER N., HERVIEU B., *Anciens Paysans, Nouveaux Ouvriers* Paris, L'Harmattan, 1979, 246 p.
- GRAVIER J.-F., *Paris et le Désert Français*, Paris, le Portulan 315 p; 2ème édition, Paris, Flammarion 317 p; 3ème Edition, Paris, Flammarion, 1972, 318 p.
- Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (I.N.S.E.E.) *Statistiques et Indicateurs des Régions Françaises*. Annexe au projet de loi de Finances pour 1987, N° 61-62, série R. Nov., 1986.
- JOLLIVET M., "Sociétés Rurales et Capitalisme" in *Les Collectivités rurales françaises II. Sociétés Paysannes ou Luittes de Classe au village*. Paris, Colin, 1974, 266 p.
- JUNG J., *L'aménagement de l'Espace Rural Une illusion économique*, Paris, Calmann Levy, (Perspectives de l'Economie), 1971, 406 p.
- LANGUMIER J. F., LABORIE J. P., ROO (P. de), *La politique d'Aménagement du Territoire de 1950 à 1985*, Paris, La Documentation Française, Agence de Coopération et d'Aménagement, 1986, 176 p.
- LAMOUR Ph., *60 millions de Français*, Paris Buchet/Chastel, 1967, 305 p.
- LEGER D., HERVIEU B., *Le retour à la nature. Au fond de la forêt... l'Etat*, Paris, Le Seuil, 1979, 234 p.
- LEGER D., HERVIEU B., *Des communautés pour les temps difficiles. Néoruraux ou nouveaux moines*, Paris, Le Centurion, 1983, 216 p.
- LIPIETZ A., *Le Capital et son espace*, Paris, François Maspéro, 1977, 165 p.

MATHIEU N., DUBOSCO P. (Ed.), *Voyage en France par les pays de faible densité*, Paris, Ed. du C.N.R.S., 1985, 179 p.

MENDRAS H., (Sous la direction de). *L'Agriculture dans le monde rural de demain: à nouveaux enjeux, droit nouveau*, Bordeaux, Ecole Nationale de la Magistrature, Documentation Française, 1986, 160 p.

Protection de la Nature. Histoire et Idéologie de la nature à l'Environnement. A. Cadoret Ed., Paris, L'Harmattan, 1985, 245 p., Coll. Alternatives Paysannes.

ROCHAS J. E., *Des changements géographiques et démographiques qui n'ont pas eu lieu ou pour de nouvelles orientations de l'aménagement du territoire*, Ronéo 11. p, Colloque de Poitiers 21-22-23 Nov. 1985, Changements Géographiques et Démographiques de la Population de la France.

SEGESA. *Rapport sur l'identification des zones fragiles*, non publié, Paris, Ronéo, 1987, 13 p., 18 planches, 1 carte.

SERVOLIN C., "L'absorption de l'Agriculture dans le monde de production capitaliste", in *l'Univers politique des Paysans dans la France contemporaine*. Sous la dir. de Y. Tavernier, M. Gervais et C. Servolin, Paris, A. Colin, 1972, 653 p. (Cahiers de la F.N.S.P. 184)

STRATES 1. *Mélanges 1986*. Publications du Laboratoire Stratégies Territoriales et Dynamique des Espaces, CNRS, Université de Paris I, cf. Mathieu N., "Éléments pour une bibliographie autour des termes: Pays, Petite Région, Développement Local, Développement Micro-Régional", pp. 141-146. et Luginbuhl Y., "Tableau Chronologique des créations de procédures, organismes et institutions concernées par l'aménagement rural en France depuis les années 1950 environ", pp. 125-140.



SOCIETES NATIONALES, SOCIETES LOCALES ET UTILISATION DE L'ESPACE

Marcel JOLLIVET (C.N.R.S., Univ. de Paris X)

Les sociétés rurales européennes - comme celles du reste du monde d'ailleurs - ont établi leurs rapports avec leur environnement naturel dans des conditions historiques bien précises, à travers l'utilisation qu'elles en ont fait et les modalités d'utilisation qu'elles ont adoptées. On peut distinguer dans ce processus trois grandes étapes:

- a) celle de la "colonisation" initiale
- b) celle de l'"autarcie" locale"
- c) celle de l'"intégration" aux échanges marchands et aux formations sociales "nationales".

A chacune de ces trois étapes, des facteurs externes aux sociétés locales, variables selon les époques, ont joué un rôle déterminant: des remaniements constants des sociétés locales et de leurs rapports avec leur environnement naturel en ont résulté. Chaque période hérite les résultats des remaniements antérieurs et parvient plus ou moins à les adapter au nouveau contexte; les sociétés rurales ont leur inertie, mais aussi leurs logiques d'évolution propres, et diverses. Leur situation actuelle est le produit d'une phase historique dominée depuis un siècle ou deux, selon les pays, par le processus d'intégration aux formations sociales nationales. Or aujourd'hui elles subis-

sent une double pression: économique (avec l'internationalisation des échanges marchands agricoles), politique (avec l'intégration européenne). La question qui se pose est celle de savoir dans quelle mesure et à travers quelles modalités elles vont être amenées à changer et à remanier une nouvelle fois leurs rapports avec le milieu naturel anthropisé tel qu'elles l'héritent de leur histoire. On essaiera de formuler quelques premiers éléments d'une problématique concernant cette question en examinant à la fois les facteurs externes et les facteurs internes aux sociétés rurales, qu'il convient de prendre en compte pour analyser les évolutions en cours ou possibles.

La vie sociale dans les campagnes repose sur une relation établie à un moment donné entre une population et les ressources qu'offrent le milieu "naturel" et l'environnement économique et social. La notion de ressources doit être précisée pour ne pas tomber dans l'écueil du déterminisme naturel.

Le premier niveau de la relation porte sur la satisfaction des besoins fondamentaux: alimentation, protection, santé. Le milieu doit permettre à la population qui y vit de se reproduire dans des conditions minimales, d'autant plus que, les échanges étant très limités, cette population ne dispose pour cela que des "ressources" locales. Il se produit donc un ajustement entre un "mode de vie", une culture matérielle (c'est à dire un assemblage de procédures alimentaires, vestimentaires, d'habitat etc...) et les ressources qu'offre le milieu (matériaux pour bâtir, se vêtir, se nourrir...). Des techniques sont mises au point, qui visent à tirer le meilleur parti possible de ces ressources (c'est-à-dire des caractéristiques du milieu), pour répondre aux exigences et aux normes qui résultent de ce "mode de vie" et qui le régissent. Il en résulte une artificialisation des milieux qui sont mis, dans toute la mesure du possible et compte-tenu des techniques disponibles, en forme pour répondre à ces exigences et normes. Tout ceci s'accompagne d'un ensemble de pratiques symboliques (la culture "idéelle") qui règlent les rapports entre les hommes et les milieux, l'appropriation des ressources créées, les rapports entre les hommes eux-mêmes dans ces processus de production, d'appropriation et de consommation etc...

Ces pratiques s'incrivent dans des représentations religieuses, cosmogoniques etc... et se traduisent en rapports de pouvoir eux-mêmes très liés à la fois à ces conceptions "religieuses" et aux structures de parenté qui organisent les règles de la reproduction biologique et qui jouent également un rôle

organisateur d'ensemble pour tout ce qui concerne la production, l'appropriation et la consommation des ressources et des biens matériels. On considère généralement qu'avec le temps, le système social et les rapports entre lui et les milieux physiques anthropisés tendent vers une sorte d'équilibre, une sorte d'homéostasie qui est parfois donnée en exemple d'une "bonne gestion" des milieux biophysiques, puisque par nécessité l'utilisation qui est faite de ceux-ci doit veiller à les préserver suffisamment pour que la survie du groupe qui dépend d'eux soit assurée à long terme. Les choses sont en fait beaucoup plus compliquées que cela, car dynamiques; le régime démographique cyclique qui est caractéristique de la période pré-industrielle se traduit notamment par des phases alternées de sous-peuplement et de surpeuplement, qui se répercutent sur les espaces et les ressources utilisés.

Par ailleurs, les populations, même dans les périodes très anciennes, sont beaucoup plus mobiles et soumises à des pressions externes qu'on ne le pense généralement; ces mobilités et conquêtes se traduisent par la constitution d'entités territoriales plus ou moins vastes et fluctuantes avec des interférences de toutes sortes, entités dans lesquelles les unités territoriales de base (les "villages") sont intégrées.

Ce qui nous intéresse le plus pour notre propos d'aujourd'hui, c'est ce qui s'est passé dans les rapports entre les sociétés rurales et leur environnement "naturel" durant la période où se met en place l'Etat moderne avec, au terme de ce processus, la constitution des nations, et où le capitalisme se développe, en s'appuyant d'ailleurs plus ou moins, mais plutôt plus que moins en ce qui concerne l'Europe, sur l'Etat en plein développement lui-même (avec, singuliers avatars d'un capitalisme affirmé "sans frontières", les nationalismes économiques qui en résultent).

Durant cette période, cinq phénomènes peuvent être notés, en raison de leurs incidences particulièrement marquantes sur l'évolution des sociétés rurales dans leurs rapports avec leur environnement naturel.

En premier lieu, les sociétés rurales sont incorporées, sous la forme des collectivités territoriales de base (les communes) dans la structure administrative de l'Etat et, en même temps, dans l'organisation territoriale du système politique (de la municipalité au Sénat en passant par les circonscriptions législatives). Ce double statut qui est donné ainsi aux sociétés rurales légitime un double dualisme (qui commence dès la féodalité, d'ailleurs) au sein du

pouvoir; le pouvoir d'Etat (du gouvernement aux maires) et le pouvoir représentatif des élus (des élus municipaux aux élus nationaux) d'une part, le pouvoir local (c'est-à-dire la régulation interne aux sociétés rurales) avec un emboîtement éventuel de pouvoirs locaux se situant à différentes échelles (la commune, le canton, le département) et le pouvoir national (c'est-à-dire à la fois l'ouverture et l'intégration à des choix généraux concernant les fondements de "l'ordre social" choisi et de l'appartenance à la nation) d'autre part. Cette organisation territoriale du politique s'accompagne d'une politique d'intégration symbolique qui passe par la généralisation de l'enseignement d'une part, la conscription militaire d'autre part, puis par les médias. Tantôt l'espace politique ainsi ouvert renforce les structures et les rapports de pouvoir locaux qui expriment les structures sociales en place, héritées de l'histoire. Tantôt au contraire, il contribue à leur remaniement en permettant qu'émergent des solidarités horizontales (c'est à dire en termes de couches ou de classes sociales) qui se trouvent ainsi dotées d'une capacité politique que la fragmentation verticale et locale des espaces de pouvoir interdit. Ceci aboutit à une grande diversité de situations: c'est ainsi par exemple que dans certaines régions rurales françaises, le pouvoir des grands propriétaires fonciers s'est trouvé, au moins un temps, renforcé, tandis que dans d'autres au contraire une nouvelle couche de notables, les "républicains de progrès" (notaires, médecins, vétérinaires, etc...) émergeait ou qu'ailleurs de véritables formes de lutte de classes pouvaient s'exprimer. Selon la couche ou la classe sociale au pouvoir, le devenir de la société locale n'est pas le même. Mais ceci ne peut pas être apprécié indépendamment des transformations socio-économiques et sociopolitiques qui se produisent au niveau plus global de la société nationale dans lesquelles les couches ou classes sociales localement dominantes s'inscrivent. C'est ainsi qu'une partie au moins de la classe des grandes propriétaires fonciers a pu, tout au long du XIX^{ème} siècle, dans une France en convulsion où se joue la question du régime politique, jouer un rôle très actif dans le sens d'une modernisation - pour l'époque - de l'agriculture.

Quelles sont ces grandes transformations socio-économiques et sociopolitiques de la société globale qui contribuent à modifier les rapports entre les sociétés rurales et leur environnement naturel? On peut mentionner:

1) L'industrialisation qui s'accompagne de l'urbanisation, et donc de l'exode agricole et rural: les couches les plus pauvres de la population rurale se prolétarisent, la fonction d'autosubsistance de l'agriculture régresse, tandis que le développement de la population urbaine et l'élévation du niveau de vie consécutive au développement du capitalisme appellent le développement d'une agriculture marchande.

2) L'ouverture des voies de communication (routes, voies ferrées) qui a lieu sous l'impulsion de l'Etat, pour des raisons au moins autant politiques qu'économiques; il s'agit de favoriser l'intégration spatiale de la nation, de permettre aux agents de l'Etat d'être présents partout, avant de permettre - ce qui deviendra le souci premier dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle en France - la plus grande mobilité possible des hommes (et notamment de la force de travail ouvrière) et des marchandises, afin d'élargir et d'unifier au maximum les marchés et de favoriser la concurrence, pour la production de masse.

La plus grande fluidité des déplacements et des échanges qui est ainsi rendue possible renforce les conséquences de l'industrialisation et de l'urbanisation qui l'accompagne en favorisant l'exode agricole et rural et accélère le développement de l'agriculture marchande. Une spécialisation des espaces régionaux agricoles se met progressivement en place, qui résulte à la fois des héritages historiques en matière de productions agricoles (eux-mêmes liés aux habitudes de consommation locales), des structures agraires en place, des couches et classes sociales agraires en présence et des rapports qui existent entre elles, de l'environnement régional dans lequel se situent les zones rurales, de la politique agricole suivie au niveau national, et des caractéristiques des milieux naturels. Des situations très diverses sont ainsi créées qui s'accompagnent de grandes différenciations sur le plan économique et de grandes inégalités sur le plan social.

3) Les différentes évolutions qui ont déjà été évoquées (l'exode agricole et rural, le développement d'une demande marchande et solvable en produits alimentaires, l'ouverture croissante des marchés agricoles avec le développement d'abord d'une concurrence interrégionale au sein de l'ensemble national, puis d'une concurrence internationale), mais aussi bien d'autres fac-

teurs, comme l'évolution des techniques de production liée aux découvertes scientifiques et au développement d'un secteur industriel fournisseur de produits et de matériels de culture et d'élevage de plus en plus élaborés, la diffusion à l'ensemble de la société de modèles techniques participant d'une idéologie du "progrès" et de la "modernité" et se situant dans le cadre général de l'idéologie du capitalisme en plein développement, les aspirations des populations agricoles à bénéficier des avantages sociaux acquis par la classe ouvrière (allocations familiales, sécurité sociale, retraite) et à partager le mode de vie de la société globale, notamment à travers un même niveau et de mêmes modèles de consommation, provoquent des transformations radicales dans l'agriculture qui doit s'adapter en permanence non seulement quant aux productions qu'elle met sur le marché mais encore quant à ses coûts de production et donc dans ses structures productives, les techniques qu'elle met en oeuvre, la force de travail qu'elle mobilise etc... Ces transformations sont la contrepartie, l'actualisation au niveau local, dans des conditions à chaque fois particulières, des grands mouvements d'ensemble que l'on a évoqués dans le point précédent. Elles participent des mêmes logiques socio-économiques et socio-politiques, mais elles prennent une forme et se développent selon des modalités qui sont la résultante des évolutions générales de la société nationale et des particularités locales. La configuration locale particulière que prennent les rapports de pouvoir dans l'espace de pouvoir mentionné dans le premier point ci-dessus joue un rôle déterminant dans la façon dont s'articulent les particularismes locaux avec les tendances d'ensemble. Les contraintes économiques très fortes qui pèsent sur les systèmes productifs agricoles provoquent des modifications profondes dans les rapports entre l'activité agricole et les milieux bio-physiques... Le développement des productions hors sol en ateliers va jusqu'à la déconnecter de ceux-ci. Au contraire des formes poussées d'intensification sont à l'origine de perturbations sensibles des milieux, comme la pollution des eaux de surface et de la nappe phréatique, la diminution de la fertilité des sols ou l'érosion. Des zones entières peuvent aussi être délaissées par l'agriculture et l'élevage et soit retourner à un état "sauvage" (c'est-à-dire non domestiqué), avec les risques qui en découlent (incendies, avalanches, glissements de terrains, inondations), soit être reboisées. Tout ceci pose des problèmes nouveaux de gestion des milieux et des ressources naturelles, soit que les activités agricoles et d'élevage n'assurent plus

cette gestion par elles-mêmes, soit qu'elles créent elles-mêmes des problèmes d'environnement du fait de leurs évolutions.

4) L'urbanisation finit, en raison des conséquences qu'elle a sur les modes de vie des citadins, par entraîner un regain d'intérêt pour la nature et pour les campagnes. La rapidité des changements sociaux et les crises d'identité et d'incertitudes qu'elle provoque, agissent dans le même sens en redonnant intérêt aux dernières traces particulièrement visibles et répandues dans les campagnes, d'un passé dont on craint de perdre le fil conducteur et recettes de vie. La crainte également de voir disparaître toute une richesse génétique, de moins en moins utilisée par une agriculture et un élevage de plus en plus sélectifs, conduit à se soucier de la sauvegarde des races et variétés locales, tant végétales qu'animales et donc à s'interroger sur des systèmes de culture ou d'élevage adaptés à cette sauvegarde, c'est-à-dire en rupture avec le modèle technique et économique dominant qui les condamne; d'une façon plus générale, la sensibilité écologique qui se développe autour de toutes ces évolutions et des inquiétudes qu'elles suscitent change le statut social de l'environnement naturel, qui devient une question sociale et politique. Les facilités de déplacements, le développement des congés payés, l'amélioration du cadre de vie en milieu rural (avec la desserte en eau et en électricité, l'équipement en téléphone etc...), l'existence d'un patrimoine bâti disponible du fait de l'exode rural antérieur, l'existence d'un foncier non bâti disponible pour la construction du fait de la contraction de l'espace agricole facilitent les migrations temporaires des citadins vers la campagne, durant les périodes des loisirs, le développement des résidences secondaires, voire même le développement d'une population rurale permanente d'origine citadine et non agricole. Les sociétés rurales sont de plus en plus composées d'individus pour qui l'espace rural n'est pas un espace de production, mais le moyen d'accéder à une micropropriété foncière et à la propriété de sa maison ou un cadre de vie temporaire ou permanent, un paysage naturel et bâti apprécié pour son esthétique et ses qualités environnementales (la pureté de l'air, le silence, la flore, la faune etc...) ou un moyen de satisfaire des plaisirs naturalistes à finalité domestique secondaire (les cueillettes, la chasse, la pêche), ou encore le conservatoire d'un patrimoine naturel ou ethnologique, qu'ils s'emploient à sauvegarder.

Au total, on peut dire que l'on assiste à deux transformations fondamentales de la société capitaliste:

1) l'apparition d'une nouvelle contradiction entre l'appropriation privée de ressources naturelles et une gestion de ces ressources qui échappe à la logique de l'intérêt privé, fût-il dans la logique du capitalisme. Du fait de la nature des ressources concernées, cette contradiction a une dimension spatiale qui est primordiale et autant que de gestion de ressources, c'est de gestion de l'espace (en l'occurrence de l'espace rural) qu'il s'agit. Ceci ne découle pas seulement, et peut-être même pas prioritairement, du fait que ces ressources sont situées dans l'étendue et localisées, mais encore, et peut-être surtout, du fait des interdépendances qui existent entre elles et au sein des écosystèmes, et des répercussions en chaîne et pour le coup totalement délocalisées qui en résultent: l'eau ou l'air pollués ne se laissent pas emprisonner et traversent même les frontières, la déforestation massive modifie le climat à l'échelle planétaire. Mais sans doute s'agit-il d'abord pour les Etats de conserver la maîtrise de l'espace naturel organisé, maîtrisé, domestiqué, qui a été conquis progressivement depuis la première colonisation et, plus près de nous, depuis la grande entreprise de défrichement et d'humanisation du Moyen Age. On découvre peu à peu, au gré des catastrophes que cette perte de maîtrise peut entraîner, les coûts humains et financiers qu'elle occasionne. On est dès lors renvoyé à l'organisation territoriale de l'Etat évoquée au début, puis à plusieurs reprises dans le courant de ce texte. Il s'agit de s'interroger sur la façon dont les collectivités territoriales et l'Etat vont assurer cette gestion de l'espace et des ressources naturelles que non seulement l'initiative privée n'assure plus, mais compromet dans et par sa soumission à la logique capitaliste. Il s'agit tout particulièrement de se demander comment les collectivités territoriales de base que sont les communes rurales peuvent être en mesure de prendre en compte cette gestion alors que tous les mécanismes communautaires à travers lesquels elles la réalisaient ont soit cédé devant la montée de la propriété privée, soit disparu en raison de la disparition des habitants et des activités qui les justifiaient ou sur lesquelles elles étaient fondées. Cette question est d'une actualité toute particulière avec le passage d'une agriculture en plein développement à une agriculture soumise à des restrictions de production à cause des surproductions onéreuses auxquelles a

conduit une intensification rapide et efficace. On est sans doute à la veille du moment où les politiques d'aménagement et de développement rural vont prendre le relais des politiques de développement agricole, moment où, inversion de ce qui se passe actuellement, le développement agricole - ou plus exactement ce qui en restera - se situera dans le cadre d'une politique d'aménagement et de développement rural.

2) L'opposition villes-campagnes, qui précède le capitalisme, mais sur laquelle celui-ci s'est appuyé pour son développement (il est question ici de l'Europe, et plus particulièrement de l'Europe latine et anglo-saxonne) et qu'il a poussée à son extrême, est en voie de disparition, voire même a déjà, à quelques exceptions et nuances près, disparu.

Alors que, pendant plus d'un siècle, l'industrialisation s'est confondue avec l'urbanisation et que l'espace rural et la population rurale se sont de plus en plus confondus avec l'espace et la population agricoles, on assiste depuis un bon quart de siècle au moins (en France en tout cas) à un renversement total, au point qu'aujourd'hui, selon les conventions statistiques françaises, la proportion d'ouvriers est supérieure à celle des agriculteurs dans la population rurale. Les rapports sociaux et les rapports de pouvoir au sein des sociétés rurales ne sont plus exclusivement des rapports entre catégories, couches ou classes sociales agricoles ou dépendantes de l'agriculture. Les sociétés rurales ne sont plus des sociétés agraires, par opposition aux sociétés urbaines ouvrières ou bourgeoises. Il n'y a plus confusion dans les fondements du pouvoir local et dans le pouvoir de représentation nationale qui en dérive, entre une appartenance territoriale et une appartenance à un secteur socio-économique dans lequel les rapports sociaux et les rapports de production étaient largement hérités de la période précapitaliste et auxquelles le capitalisme conservait une spécificité qui ne permettait pas l'apparition de rapports de classes clairs et généralisés. On ne peut donc plus opposer les "villes" et les "campagnes" en termes de "civilisation bourgeoise" opposée à la "civilisation paysanne": l'ère des agrariens est terminée, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de combats d'arrière-garde. La corporatisme agricole en effet continue de se manifester et de s'imposer en matière de politique agricole: l'actuel ministre de l'agriculture français en est une illustration particulièrement claire,

mais il conviendrait sans doute mieux de parler de "lobby agricole", pour réserver l'appellation de "corporatisme" à l'idéologie, d'inspiration agrarienne précisément, qui a connu ses grandes heures dans l'entre-deux-guerres et dans le régime de Vichy, pendant la seconde guerre mondiale. Il ne s'agit aujourd'hui que de consolider, grâce à la maîtrise de la politique agricole et aux privilèges qu'on peut obtenir de l'Etat, la base économique et le pouvoir, en un mot l'"hégémonie", que la crise économique actuelle met durement à l'épreuve, des couches sociales dominantes depuis un quart de siècle, dans l'agriculture française. Certes, comme dans le corporatisme, l'invocation de l'"unité paysanne" et le recours aux réflexes unitaires des agriculteurs sont pratiqués surtout contre le "socialisme". Mais l'idéologie anti-capitaliste, trait très caractéristique du corporatisme agrarien a disparu. Et, phénomène véritablement nouveau et de plus en plus net, même s'il n'est pas sans soulever des contradictions, le Ministère de l'Agriculture cesse d'être le ministère des campagnes et de l'espace rural pour n'être que le ministère de la production agricole et agro-alimentaire stricto sensu; il en va de même des organisations professionnelles agricoles, dans lesquelles s'incarne l'expression de la conception collective de la place de l'agriculture dans la société globale, même si, là aussi, des nuances et des discordances peuvent s'entendre dans les discours. Il se peut que l'ampleur des problèmes d'occupation de l'espace rural que risque de poser la crise actuelle et les conséquences que ces problèmes pourraient avoir sur l'activité agricole obligent le Ministère de l'Agriculture à se préoccuper davantage d'aménagement rural, et de développement rural. Mais il ne s'agira là que d'une intervention technique, sans fondement ni objectif politique propre et dans laquelle d'ailleurs le Ministère de l'Agriculture ne pourra agir qu'en concertation avec d'autres administrations concurrentes qui ont pris un poids croissant, et en tenant compte de toutes sortes de forces sociales nouvelles, qui composent le milieu rural actuel. Tout au plus pourrait-il défendre au mieux la place des agriculteurs... et de ses propres fonctionnaires dans ce combat ouvert.

Cette analyse, non seulement par les faits sur lesquels elle s'appuie, mais également par les cadres conceptuels qu'elle utilise, se réfère très précisément à l'expérience française, même s'il est évident qu'elle peut prétendre à une portée plus générale. Il s'agit précisément au cours de ces journées de s'interroger sur sa pertinence hors du cadre français et plus particulièrement pour les pays du sud de l'Europe. L'histoire politique des pays, prise dans son cadre national, joue, on l'a vu, un rôle tout à fait décisif dans les transformations des sociétés rurales et de leurs rapports avec leur environnement naturel. Or les histoires des différents pays européens sont très différentes les unes des autres. Dans cet ensemble, les pays du nord de la Méditerranée forment sans doute un sous-ensemble à la fois très singulier et relativement homogène. Le sud de la France emprunte un certain nombre de ses traits à cet ensemble méditerranéen. Or il se distingue très nettement de la France septentrionale: ceci est vrai à la fois sur les plans socio-culturels et socio-politiques, héritages de l'histoire, et sur les plans pédo-climatiques et écologiques. Pour faire vite, on pourrait dire que:

1) la contradiction entre les évolutions des activités productives agricoles et pastorales et la gestion des milieux y est particulièrement forte, en raison à la fois des difficultés de ces régions à pratiquer des systèmes productifs "compétitifs" et de la fragilité particulière des milieux concernés. Le problème du devenir de ces régions se pose donc avec une acuité particulière et nécessite tout à la fois des techniques et des systèmes de production adaptés, une politique agricole spécifique et des politiques d'aménagement rural et de développement rural actives;

2) par contre, l'opposition villes-campagnes n'y a sans doute jamais été très tranchée. En conséquence, tout ce qui a été dit ci-dessus sur le corporatisme, avec sa double base territoriale et socio-professionnelle, s'applique mal, l'intégration du rural (et de l'agricole) à l'urbain est déjà faite. Il n'y a pas de fossé à combler et les réaménagements de l'organisation territoriale du pouvoir politique et l'ajustement des administrations centrales aux nouvelles tâches de gestion de ces espaces sont donc sans doute moins indispensables.

L'entrée dans l'Europe communautaire modifie et accroît sensiblement les contraintes auxquelles ces régions sont soumises, en faisant sauter

les verrous de protection nationaux. Inversement elle ouvre à ces régions les marchés européens pour les produits pour lesquels elles sont, ou peuvent être, compétitives. Ceci supposera éventuellement des transformations structurelles, techniques, sociales qui mettront en jeu, et reposeront sur, les caractéristiques sociologiques des sociétés locales, ainsi que celles des milieux naturels concernés, comme on l'a vu ci-dessus. Réussies, ces transformations donneront aux régions qui en bénéficieront une rente de situation au moins temporaire. En cas d'échec, les régions concernées iront vers une marginalisation du point de vue agricole.

Le cadre de référence dans lequel s'opèreront les redistributions dans les localisations de productions et des différentes formes d'utilisation de l'espace rural et des ressources naturelles cessant d'être national, la logique des phénomènes de spécialisation qui se produiront se situera au niveau européen: il peut en résulter des bouleversements sérieux dans les formes actuelles d'utilisation de l'espace et des ressources. Le changement d'échelle spatial que représente l'unification de l'Europe peut jouer dans le sens d'une contraction des espaces utilisés, cette contraction touchant en particulier les espaces les moins en mesure de prendre place dans le nouvel espace unifié, alors qu'ils trouvent tout naturellement leur place dans un espace national historiquement construit et actuellement pris en charge au nom de l'intégrité du territoire national.

Mais il existe déjà des spécialisations régionales qui découlent d'interdépendances entre pays (les zones touristiques internationales par ex.). Par ailleurs, la politique européenne et les phénomènes de mobilité qu'elle engendrera se heurteront à la réaction des sociétés nationales et des sociétés locales. C'est ce qu'il est précisément intéressant d'observer de près, avec le souci de ne pas s'enfermer dans une description monographique sans intérêt. C'est-peut être à cela que peuvent servir les considérations très générales qui constituent ce texte.

DEUXIEME PARTIE

*TRAVAIL AGRICOLE, EXPLOITATION FAMILIALE,
PLURIACTIVITE*

VINGT ANS DE MODERNISATIONS EN MESSARA CRETOISE

Guy BURGEL (Université de Paris X)

Pour le chercheur, revenir vingt ans après sur les lieux de ses premières amours est un risque. Risque de céder à la nostalgie de ce qui plus jamais ne sera, ... ou au contentement de sa propre durée et de la durée des choses. Risque d'admettre que l'on s'est trompé ou au contraire de célébrer sa clairvoyance. Risque enfin d'être déçu et de décevoir, parce que l'on sait moins bien - moindre fraîcheur ou plus grande pression de l'appareil technique - saisir les choses et les faire sentir. Ces risques, il faut les courir. C'est à ce prix que l'observation sociale prend sa valeur: la durée, la permanence, au moins l'itération, de la recherche, seuls repères du changement. Quand tout bouge, il faut accepter les points fixes, sans cesse répétés. C'est le parti pris en commun dans le programme "La Grèce revisitée"¹. C'est le motif du retour à Pobia².

Pobia 1964: le tournant silencieux

Quand je débarque en juillet 1964 à Pobia, je crois voir dans ce gros village de 1700 habitants, accroché à la bordure méridionale de la Messara, l'illustration parfaite de la communauté méditerranéenne classique: un bourg de piémont d'une plaine intérieure situé aux limites de trois terroirs complé-

mentaires. Au Sud, la montagne aride (600-700 m d'altitude), qui sépare la Messara de la mer libyenne, est pratiquement abandonnée et louée aux éleveurs transhumants des villages montagnards de la Crète centrale. Au centre, le versant - ou riza, littéralement la "racine" de la montagne -, où s'établit le village, est le domaine des cultures sèches: céréales sous oliviers dispersés. Enfin au Nord, la plaine bénéficie des eaux superficielles et souterraines du Léropotamos: c'est le siège des productions spéculatives, qui apportent les ressources commerciales à la communauté: huile d'olive et raisin sec (sultanine). Un forage, ouvert dans la plaine une vingtaine d'années auparavant sur crédits du Plan Marshall, est le véritable signe de modernisation agricole: pompe élévatrice, canaux cimentés de distribution de l'eau. L'habitat lui-même est à l'image de cette descente progressive des espaces cultivés. Dans une ambiance générale de très grande médiocrité (pas d'électrification, pas d'adduction d'eau), le village a basculé sur son site: abandon des maisons situées le plus haut sur le versant, étirement discontinu le long de la route qui descend vers la plaine et la petite ville proche de Mirès (5 kilomètres).

Pourtant, l'essentiel est ailleurs, que je saisis, mais sans comprendre que, par un hasard des histoires personnelle et globale, je suis au coeur d'un mouvement de rupture de la société rurale. La modernisation agricole naissante (motoculteurs, pompes individuelles, commercialisation meilleure de la récolte) bouleverse des équilibres sociaux et économiques précaires. A la médiocre stabilité des écarts de patrimoines fonciers (des pauvres et des moins pauvres, mais pas de réelles possibilités d'enrichissement), succèdent brutalement des potentialités d'accentuation des inégalités. Les riches - ou les plus entreprenants - achètent, avec un crédit généreusement distribué par la Banque Agricole, motopompes, motoculteurs, ou même tracteurs. Suréquipement évident, diront les économistes orthodoxes, eu égard à l'exiguïté et au morcellement de l'exploitation agricole. Oui, mais il faut savoir compter avec les mentalités et les pratiques sociales. On achète autant pour produire que pour montrer Et les plus démunis ne veulent pas être en reste du progrès technique: ils louent désormais aux possesseurs de matériel motorisé des heures d'utilisation, pour cultiver leurs vignes, labourer sous leurs oliviers, ou arroser leurs légumes à partir de leur propre puits. Car en ce pays d'irrigation récente, l'eau n'est pas comptée, mais la pompe pour la puiser. En tout cas, voilà inversés les rapports socio-techniques: les pauvres qui vendaient leur force

de travail aux plus riches leur achètent maintenant outillage et main-d'oeuvre. A ce rythme, la différence devient inégalité et les microfundiaires sont à terme condamnés.

Aussi, le diagnostic était-il pessimiste. Athènes, l'Allemagne ouvraient grandes les portes de l'exode rural dans une communauté qui avait été jusque là peu touchée par l'émigration transocéanique. On pouvait craindre le pire: l'hémorragie humaine, concomitante du progrès technique, sans pour autant amélioration fondamentale de l'économie agricole. Le jeune chercheur - idéaliste - esquissait un volontarisme modéré, sans croire au miracle: à la faveur de l'exode rural, restructurer des exploitations de taille suffisante - une dizaine d'hectares, beaucoup plus du double que la moyenne des exploitations d'alors - autour des exploitants les plus dynamiques et les moins âgés, faute de pouvoir intensifier les rendements et fixer les hommes sur un parcelaire minuscule et morcelé.

Pobia 1986: le retour de l'inattendu

Vingt deux ans plus tard, les premières visites, avant même d'inventorier les registres communaux et d'interroger les habitants, convainquent de l'exceptionnel: la vie est revenue au village et remontée sur le versant. Comme dans la plupart des villages grecs, les signes de modernisation et de consommation sont évidents: maisons reconstruites, et bien sûr électrifiées et dotées souvent de tous les équipements ménagers, y compris le magnétoscope, voitures individuelles ou semi-carrossées - l'"agrotiko"³ -, magasins mieux achalandés, même ceux qui ne paraissent pas de première nécessité dans un village de 1 300 habitants (porcelaines et verreries, ou pressing).

Mais le plus inattendu réside dans la recomposition de l'espace de production et des espaces de vie. La plaine, naguère terroir le plus riche, paraît s'enfoncer dans la torpeur poussiéreuse de l'été (gros oliviers, "chondréliès", sur sol craquelé par la sécheresse, vignes à demi-abandonnées), dans l'attente du renouveau espéré de la "troisième zone" de remembrement et d'irrigation de la Messara. C'est la riza, le versant, qui est redevenu l'espace des soins spéculatifs: serres sous plastique, où l'on pratique trois ou quatre récoltes par an

(concombres, tomates, pastèques, melons, fraises), variétés d'oliviers bas, à pousse rapide, irrigués et récoltés mécaniquement (psiléliès). Même la montagne, moins du côté de la Messara, que sur le versant de la mer libyenne, est redevenue par endroits terre de culture: en plein mois de juillet, sur des pentes très escarpées, défrichées sur la garrigue, on aligne les échelas pour recevoir les tomates primeurs de pleine terre, récoltées au mois de janvier.

Cette remontée inattendue des cultures, à contre-courant du mouvement séculaire des espaces méditerranéens, est à la conjonction de deux mécanismes, l'un local, l'autre global. Au début des années 70, sur le versant de Pobia, est installé un réseau d'irrigation par conduites souterraines d'eau sous pression, alimentées par d'immenses réservoirs qui surplombent le village. L'eau y est elle-même remontée par pompage à partir de forages profonds effectués en Messara. Cette opération technique importante s'est accompagnée d'un remembrement foncier limité au terroir irrigué de la riza, nécessité par le nouveau réseau de tuyaux, de vannes et de chemins vicinaux. Les conséquences de ces transformations techniques ont été amplifiées par le développement pris en Crète par les cultures spéculatives. L'accroissement de la flotte de camions frigorifiques, la multiplication des ferrys de fort tonnage, d'Iraklion au Pirée, puis de Patras à Ancône, mettent les primeurs crétoises à cinq jours des marchés de l'Europe occidentale, notamment de l'Allemagne Fédérale. Dès lors, dans la concurrence entre producteurs grecs, italiens, espagnols ou néerlandais, tout devient une question de coût de production, de qualité et de date d'arrivée sur le marché. A ce dernier jeu, favorisées par la latitude, les tomates et les fraises de Messara ne sont pas trop mal placées.

Finalement, c'est le plus irréaliste qui s'est réalisé. Car morcellement mis à part, et sous réserve d'une analyse plus approfondie des documents de la Banque Agricole, cette révolution agricole de la serre et de l'olivier irrigué s'est faite à structures foncières sensiblement égales. Il était vain d'espérer que - selon la technique de l'élastique détendu, que j'ai longtemps entendue vantée dans les années 60 - la pression sur la terre se résolve dans l'exode rural: les gens partent sans vendre, et ceux qui restent sont trop démunis pour acheter. Mais une chose est l'exigüité du lot foncier en système de polyculture extensive, une autre son maintien, avec d'ailleurs un regroupement même limité des parcelles, en régime d'intensification spéculative. Un demi-hectare de serres, deux hectares d'oliviers irrigués, surtout en période de subventions

européennes de toutes sortes, constituent un assez joli capital au soleil. Le seul problème - et les inquiétudes manifestées dès 1964 étaient justifiées - c'est que ce développement agricole survient sur une vitalité démographique atteinte depuis longtemps: fécondités basses, émigration intérieure et extérieure élevée jusqu'au début des années 70. Même si les retours s'amplifient, même si le solde naturel négatif diminue, il faudra encore longtemps pour parvenir à un hypothétique rééquilibre démographique. A ce rythme, les choix économiques et techniques sont souvent simples: les plus jeunes - et les plus rares à Pobia - se sont lancés dans les primeurs sous serre, ceux qui sont proches de la retraite, dans l'oléiculture irriguée, qui n'exige finalement que peu de soins, et peu de main-d'oeuvre. Une manière de voir venir, de garantir le capital, dans l'incertitude du retour des enfants. L'olivier, naguère fixateur de bras, est en train de devenir la culture absentéiste de la Grèce contemporaine.

Ces mutations des productions et de leurs implantations s'accompagnent d'ailleurs de transformations similaires des espaces de vie. Sans cesser de descendre sur la route de Mirès, l'habitat remonte désormais sur le versant. Les plus grandes maisons, les plus neuves et souvent les plus incongrues dans la silhouette du village, ont reconquis les sites anciens des vieilles bâtisses en ruines ou même des pentes rocheuses plus escarpées. C'est qu'il est désormais plus facile de niveler au bulldozer de larges terrasses, et d'y accéder ensuite en voiture, pour y jouir des avantages de la vue et d'une moindre promiscuité que dans le village. Battement cyclique de la nappe humaine, partout en Grèce, l'habitat reconquiert la pente. Dans le même temps, il est vrai, il se littoralise. Les Pobéiens, qui ne disposent pas sur leur finage d'accès ouvert à la mer, recolonisent, à coup de constructions illégales et plus ou moins précaires, les rivages de Kali Limenes, sur la mer libyenne, qu'ils ont eux-mêmes vendus aux termes d'accords douteux et controversés devant la justice, à l'armateur-pétrolier Vardinoyannis, pour y installer de gigantesques réservoirs d'hydrocarbures, destinés à alimenter les flottes américaine... et soviétique en Méditerranée. En fait, au-delà des grands intérêts et équilibres internationaux, c'est pour les habitants du village retrouver les vieilles traditions d'estive, qui les amenaient sur les rivages marins entre moisson et ven-

dange. Mais une chose était d'y aller pour quelques semaines au pas de l'homme et de l'âne, avec légumes et poulets, une autre de franchir en "agrotiko", pour quelques heures ou quelques jours, l'Astéroussia, au prix de quarante minutes de méchantes pistes. Car les espaces demeurent étrangement semblables, si les rythmes d'occupation changent.

La pluriactivité réinventée

Un des aspects les plus complexes de ces partages entre continuités et ruptures est sans conteste les formes multiples de la pluriactivité rurale. Il y a deux décennies, j'étudiais déjà les effets des prélèvements externes sur la production agricole⁴. A Pobia, en 1964, près de 40% des ménages - 50% si l'on y inclut les bénéficiaires de retraites extérieures, à cette époque où n'existaient pas les retraites agricoles - percevaient des revenus autres que ceux de l'exploitation de la terre. Le quart d'entre eux était artisans, un autre quart commerçants, un autre, petits fonctionnaires. Alliance des médiocrités. Chacun s'efforçait de lutter contre la misère en joignant de maigres ressources (un périptère - kiosque à tout vendre - un café, une charge de secrétaire de mairie) à la culture directe d'un petit patrimoine foncier. Juste réponse sociale, mais souvent insupportable pour les exploitants agricoles exclusifs, qui ressentaient plus encore la modestie de leurs revenus. En système d'agriculture traditionnelle, la pluriactivité est incitatrice d'exode rural: elle est insuffisante pour retenir durablement ceux qui la pratiquent, et constitue un obstacle pour l'agrandissement du lot foncier des vrais exploitants.

Les structures s'inversent aujourd'hui. Sans qu'on puisse encore mesurer l'importance statistique de la pluriactivité, sa gamme s'est étendue et ses effets se sont inversés. Les emplois tertiaires, dans l'administration et les services, publics et privés, se sont multipliés, aussi bien à Mirés qu'à Iraklion. Le mouvement de construction a lui-même engendré toute une série d'activités, depuis le bâtiment proprement dit, jusqu'aux fournitures de mobilier et d'appareils ménagers. Les transformations agricoles elles-mêmes ont entraîné des besoins nouveaux et variés: distribution de matériels, administration de l'irri-

gation, commercialisation des produits agricoles. Même le tourisme, pourtant absent de la commune, se fait sentir à Pobia: un jeune couple, revenu d'Afrique du Sud, exploite un hôtel à Matala, la plage renommée pour ses hippies en Crète du Sud, et vit au village, à dix kilomètres de là, dans une villa nouvellement construite, où le luxe le dispute au ridicule.

Car, là encore, les évolutions sociales et techniques ont fait le reste. Il ne s'agit plus d'un ménage entier se livrant à temps partiel à la pluriactivité, mais de membres d'un même ménage exerçant des professions principales différentes. La féminisation de l'emploi salarié à ici aussi favorisé les mutations, tandis que la rapidité des communications enrichissait encore les entrecroisements professionnels: il n'est plus impossible aujourd'hui d'exercer dans la fonction publique à Iraklion, de revenir deux fois par semaine, dont le week-end, à Pobia, pour y ouvrir les vannes d'irrigation de ses oliviers, et de prendre ses vacances à l'automne, pour en surveiller la récolte mécanisée, ou même la réaliser.

Sans cultiver le paradoxe, les résultats de cette pluriactivité réinterprétée apparaissent positifs. L'alliance des médiocrités est devenue complément de ressources. Ils contribuent - ce qui n'est pas forcément négligeable dans un pays encore en développement - à maintenir un niveau de rémunération relativement bas dans la fonction publique et les services. Et ils fixent - ou re-fixent - à la terre des couches sociales, que les stricts revenus agricoles ne parviendraient pas à séduire, malgré les multiples subventions du Marché Commun, au kilo d'huile d'olive, à la tête de bétail, etc... Antiéconomique aux yeux des orthodoxes, la pluriactivité est socialement nécessaire, et peut être le meilleur garant de la conservation des équilibres naturels en zone rurale. En tout cas, le miracle multiplié des couches moyennes grecques, qui consomment toujours plus qu'elles ne produisent, est à ce prix.

L'agro-urbain découvert

Une des conséquences les plus déconcertantes pour le chercheur de ces retournements et de ces continuités des espaces et des sociétés est la fluidité des rapports professionnels, des genres de vie, et finalement des délimi-

tations entre le rural et l'urbain. Il en résulte une suspicion légitime envers les catégories statistiques - grecques ou internationales - qui prétendent enfermer une réalité complexe dans des terminologies fermées insuffisamment critiquées. A cet égard, le plus grand tort du dernier recensement grec de 1981 réside certainement contrairement à ce qui est dit, moins dans la volonté des autorités nationales, locales, ou même des habitants, de surévaluer les zones rurales au détriment des grandes villes, au premier chef Athènes, que dans les difficultés de qualifier les populations, depuis leur statut professionnel, jusqu'à leur lieu de résidence permanente.

Jamais, l'exploitant agricole de Pobia ne fut à proprement parler un paysan, au sens occidental du terme. De longue date, la présence du Byzantin, du Vénitien, du Turc, l'avait habitué aux prélèvements externes sur la récolte d'autosubsistance, donc à la nécessité de ruser pour produire, de s'adapter aux nouvelles plantes spéculatives, pour sauvegarder les cultures vivrières, de se cacher aussi pour transformer la récolte (cf. les passionnantes études de Vallianos et de son équipe du Musée ethnographique de Vori, en Messara, sur le moulin à eau, qui, mieux que le moulin à vent, se dissimulait aux yeux du percepteur turc). En 1964, déjà, dans un village que tout semblait mettre sous le signe du retard, le producteur de sultanine était très attentif aux cours mondiaux de l'alcool et interrogeait le chercheur français sur la situation du Languedoc viticole. Cette sensibilité à la conjoncture, cette ouverture aux marchés, expliquent finalement plus que tout cette rapidité d'adaptations aux changements techniques et économiques: rustique dans ses moeurs, l'exploitant de Pobia est un farmer microfundiaire.

Mais cette permanence des mentalités ne justifie pas à elle seule la mobilité des hommes, leur mobilité géographique et leur mobilité sociale. Actuellement, entre Pobia, Mirès et Iraklion, se tisse toute une série de liens mêlés sur des distances de la cinquantaine de kilomètres: villageois en quête d'emplottes ou de formalités administratives, habitants du bourg voisin résidant au village, en raison de la tension sur le parc de logements urbains provoquée par le gonflement des services, plus rarement pour y cultiver des terres, car le marché foncier est lui-même très limité, fonctionnaires ou commerçants de la capitale départementale, originaires de Messara, alternant, selon les saisons et les jours de la semaine, domicile urbain et rural, occupations tertiaires et agricoles. L'extrême est atteint quand un directeur - en fin de car-

rière - de la préfecture de Khania, (150 kilomètres), revient chaque week-end s'occuper d'un vignoble à sultanines qu'il a reconstitué après le phylloxéra, a fortiori quand une jeune femme de Pobia, professeur à Parme, où elle est mariée, revient chaque été plusieurs mois à Pobia dans sa maison nouvellement construite, pendant que ses parents restés au village veillent à la sauvegarde de son patrimoine agricole. L'accélération des moyens de communications et de télécommunications, l'évolution des consciences face à la mobilité, que l'arrivée massive des touristes étrangers en Grèce n'a fait, avec l'émigration, qu'aviver, contribuent à expliquer ces indéterminations des catégories résidentielles et professionnelles. Les espaces habités en sont affectés: les délimitations des "localités" et des "agglomérations", les définitions de "rural" (moins de 2000 habitants), "semi-urbain" (2000-10000), "urbain" (plus de 10000), les discontinuités physiques elles-mêmes rendent bien mal compte de cette fusion en cours des genres de vie. Dans un pays comme la Grèce, où les racines campagnardes des populations urbaines ne sont jamais très loin, où l'exode rural ne s'était pas complètement résolu à l'heure du retournement des conjonctures économiques et sociales, les catégories occidentales de "périurbain" ou de "rurbain" sont singulièrement inadaptées. Les formes ont un air de ressemblance. Les mécanismes profonds et le vécu des gens sont différents. Une fois encore, la Grèce vit dans ces uniformisations des genres de vie, une véritable collision des phases historiques: la fin des campagnes bouscule plus qu'ailleurs l'éclatement de la ville.

Face à ces ambiguïtés de la modernité, la question se pose évidemment de leur processus d'émergence et de développement. On ne peut manquer de s'interroger sur l'universalité des modèles d'évolution des sociétés rurales méditerranéennes: banalisation de l'habitat confortable, motorisation des ménages, ouverture à l'information audio-visuelle mondialisée, progrès technologiques généralisés. En même temps, il faut songer aux spécificités des champs d'application grecs: exode rural inachevé, plus grande rapidité de l'innovation, plus large flexibilité des sociétés devant les mutations, pérennité mieux maintenue des traditions familiales. Mais il est rare que ces clefs passe-partout soient les meilleurs garants de la sécurité de l'explication. Pourquoi telle région est-elle plus progressive que telle autre? tel village plus évolué que le voisin? tel exploitant plus entreprenant que son proche? C'est bien le global qui provoque et entraîne le local et l'individuel, qui réagissent et finale-

ment décident. A Pobia, qui dira jamais en quoi d'avoir été à la fin du XIX^e siècle la patrie du général Korakas, héros des guerres d'indépendance crétoises, ou d'avoir accueilli dans les années 30 le premier collège - fondation d'évergète - de la Messara, a préparé aujourd'hui une modernité plus urbaine, moins riche aussi de spéculations agricoles que dans d'autres bourgades des environs? Au-delà des grands schémas explicatifs, qui gardent leur valeur, la compréhension du changement social passe aussi par le double système gigogne des études itératives et des comparaisons synchrones dans un même espace.

NOTES

1. Programme de Coopération franco-hellénique (1986-1989), entre le C.N.R.S., l'Université de Paris X et l'E.K.K.E. (Centre National de Recherches Sociales de Grèce).
2. Ce retour collectif ne prend tout son sens que par la permanence de certains regards - ma femme, Galia Burgel et moi-même -, la complémentarité des approches; aux géographes se sont joints des architectes de l'Ecole Polytechnique d'Athènes, sous la conduite de Theano Fotiou et Annie Vrychéa. Que toutes et tous soient ici remerciés.
3. Il faudra un jour écrire la révolution de l'"agrotiko": petit véhicule professionnel à plateforme arrière, donc importé sans taxe. Il a véritablement desenclavé la Grèce rurale, plus encore que le tracteur des années 60, en permettant un transport assez rapide des gens et des choses sur les pistes les plus mauvaises.
4. *Recherches rurales en Grèce*, Paris, C.N.R.S., Mémoires et Documents, 1972.

*L'OUVRIER PAYSAN: NOUVEAUTE ET CONTINUITE
DANS LE MODELE SOCIAL DES LANGHE, XVIIe - XXe
SIECLES.*

Lucia CARLE (I.U.E., Florence)

Une des particularités de l'Europe du sud réside dans la multiplicité des modèles qu'on peut y observer et dans le brassage culturel continu qui s'y produit.

On pourrait résumer cette potentialité d'analyse dans la phrase: *à sollicitations semblables réactions différentes*. L'Italie en constitue un bon exemple, car avec ses aspects multiples elle paraît être un excellent terrain d'observation. La multiplication d'enquêtes locales peut donc être considérée comme un bon fil conducteur pour arriver à répondre à certaines questions. Le fractionnement de la recherche ne doit pas signifier sa dispersion. Il faut garder comme référence des visions d'ensemble et spécialement: les processus d'intégration nationale vécus par les réalités régionales et locales (particulières à chaque pays); les échanges et les évolutions situés dans une optique supranationale. C'est le cas pour l'Italie, en raison de son rôle historique de pont avec l'Europe du nord et l'Europe centrale (par exemple les commerces avec les Flandres et le développement à vocation européenne du nord du pays), ainsi qu'avec l'Afrique du nord et le bassin méditerranéen en général (le rôle de plus en plus important de ses ports par exemple).

Seule la multiplication des données peut permettre des comparaisons véritables.

Dans ce contexte, le cas d'une région, telle les Langhe au sud-est du Piémont, n'a donc qu'une valeur indicative très relative.

Dans la description du modèle qui suit, et de son évolution, je vais me limiter à souligner les éléments qui, à mon avis, peuvent se révéler utiles dans le débat sur les modes de réaction d'une société rurale, lorsqu'elle est confrontée à une réalité industrielle naissante.

Dans l'Alta Langa, la terre appartient depuis des générations à ceux qui la travaillent. Le paysage, qui est constitué de myriades de *frazioni* et de *cascine* dispersées, suggère, d'ailleurs, à lui tout seul un fractionnement de la propriété. Ce fractionnement a pesé sur la constitution, ou au moins sur les caractéristiques et la continuité du modèle social.

En outre, cette situation de partage de la propriété est à situer dans un cadre géographique et historique précis. Après avoir été pendant des siècles terre de frontière entre le Piémont, l'Etat de Gênes et le Montferrat, cette région a été entièrement acquise à l'Etat de Savoie dans la première moitié du XVIIIe siècle. Le Piémont a résolu ainsi définitivement le problème des Fiefs impériaux des Langhe.

En portant à son terme une politique d'annexion de ce territoire commencée au XVe siècle, le Piémont se garantit, une fois pour toutes, le contrôle des itinéraires de l'arrière pays ligurien. Les changements politiques intervenus par la suite feront toutefois perdre leur importance, ou changer la direction, de ces itinéraires.

Au XIXe siècle, au moment de l'unité nationale italienne (1861), l'Alta Langa a derrière elle une histoire qui, depuis le XVIe siècle, a connu aussi bien des changements de frontières et de douanes internes que des passages répétés d'armées et des variations des itinéraires commerciaux.

Dans tous ces bouleversements un élément de continuité a tenu bon : une bonne partie de ces communautés ont gardé l'habitude d'une certaine autonomie locale vis à vis d'un pouvoir central éloigné. Il n'existe pas de vraies villes dans cette région : Cortemilia est devenue un gros bourg, après les catastrophes qui l'ont durement frappée au début du XVIIe siècle (les inondations, comme celle de 1584; la peste en 1630; le pillage par les Autrichiens en

1637;...). Les villes autour desquelles la région gravite pour ses commerces sont lointaines à cause de l'état des routes: Alba, Acqui, Asti, Mondovi.

Le XIXe siècle est un siècle de poussée démographique importante et généralisée, de défrichement intensif des bois, de travaux routiers importants. Et, aussi, de misère. Ce portrait reste valable *grossa modo* jusqu'à la deuxième guerre mondiale.

La petite propriété suffit de moins en moins à nourrir des familles qui s'agrandissent. On élimine progressivement une bonne partie des bois pour y substituer des vignes et des champs. Les routes tracées maintenant au fond des vallées et les nouveaux ponts permettent - fait nouveau - de circuler pendant à peu près toute l'année. L'émigration, surtout saisonnière et pratiquée par vagues, permet un équilibre de la population. A la fin du XIXe siècle on part aussi vers les Amériques. Souvent sans retour. Les guerres coloniales et les deux guerres mondiales déciment la population masculine. Enfin, pendant deux ans et deux hivers très rudes, la guerre partisane déchire le territoire.

Dans les *cascine* des années 50 les gens qui se reportent au passé trouvent que tout a changé. Les vieux, qui sont né dans la deuxième moitié du XIXe siècle, se retrouvent dans un autre monde. Les jeunes considèrent que cela ne fait que commencer.

Les nouveautés ont été nombreuses et, paraît-il, assez rapides: les machines ont changé le travail; la sécurité sociale (*il pensione ai contadini*) a changé la vie.

En vingt ans les villages sont abandonnés, les écoles sont fermées. Il n'y a plus de mariages. La terre redevient en friche, les bois gagnent du terrain. La vie des villes est tellement plus agréable et facile; des salaires stables et réguliers, des commodités qui manquent à la campagne (télévision, téléphone, routes goudronnées, magasins, médecins, écoles,...). Tout conduit à un processus qui semble irréversible.

Les articles de journaux décrivent la fin d'un monde. Un très beau livre, "Le monde des vaincus" de Nuto Revelli - qui a beaucoup de succès - retrace, à partir de centaines d'interviews, les restes d'un monde à jamais perdu.

Aujourd'hui le paysage a changé. Depuis quelques années, les villages reprennent vie ici et là; on recommence à bâtir; on goudronne et on élargit les

routes, suivant les anciens itinéraires en crête; partout il y a le téléphone et la télévision.

Des jeunes ménages s'installent: les jeunes ne quittent plus systématiquement le pays.

Cairo Montenotte est devenue maintenant une ville (ville située déjà à quelques kilomètres à l'intérieur de la Ligurie). Et même Cortemilia prend des allures urbaines.

Alba élargit ses horizons: ses projets d'urbanisme sont débattus au niveau international. Le niveau de vie y est nettement élevé.

Il n'est plus nécessaire d'aller à Savone, Turin et même à Alba pour acheter ce dont on a besoin: vêtements griffés, meubles de design, journaux internationaux, exotismes alimentaires. Les habitudes moyennes de vie révèlent une quête - même relativement exacerbée - de confort et de bien-être. Ceux qui étaient déjà des vieux juste après la dernière guerre sont morts aujourd'hui, mais la génération qui a maintenant 60-70 ans, et qui s'est plus ou moins adaptée à pas mal de nouveautés de tous les jours (du congélateur aux vacances d'été) partage le même avis: rien, absolument rien n'est plus pareil.

Les personnes de cette génération situent le moment du choc juste après la guerre: c'est l'industrialisation, les machines qui ont tout changé.

Car auparavant tout était différent. Et elles vous l'expliquent en analysant les nouveautés une par une: les tracteurs ont changé les rythmes de travail, les voitures et les roues ont modifié les distances; la télévision a ouvert sur le monde extérieur; les nouveaux appareils médicaux ont permis de vivre plus longtemps et à plus de personnes; les appareils électro-ménagers ont révolutionné la vie des femmes; des salaires réguliers enfin ont permis l'accès à tout cela.

Les gens bien sûr ont changé eux aussi. Les familles sont moins unies, les habitants moins solidaires.

Toutefois, ces mêmes personnes préfèrent - et souvent après avoir essayé la ville - rester vivre chez elles au village, à côté de leurs enfants, de leurs petits-enfants, de leurs parents.

Le modèle socio-culturel de cette société tel qu'on peut l'observer à partir du début du XVII^e siècle jusqu'au XIX^e est caractérisé par une conti-

nuité remarquable et une élasticité assez forte qui lui permet d'éviter les coups qui lui ont été portés et d'absorber les chocs successifs.

Le système de valeurs qui constitue la base de ce modèle est dominé par la conservation de la *casa*.

La *casa* comprend la *cascina* - l'unité familiale de production, maison, bêtes et terres - et l'unité familiale qui l'habite. Les patronymes qu'on peut retrouver dans un village sont considérés comme des véritables *familles* de référence: chacune d'entre elles compte plusieurs *case* selon les époques et les fortunes.

Dans un système de polyculture comme celui-ci (avec une place privilégiée pour le blé, la vigne et les châtaignes) les alliances représentent une nécessité immédiate et calculée. Le bon fonctionnement de l'unité famille-*cascina* sous-entend la possibilité de *contare* (faire confiance mais aussi compter) sur un bon nombre d'amis, indispensables soit tous les jours (dans les travaux agricoles), soit dans des circonstances extraordinaires: ainsi pendant les crises qui, comme nous l'apprend l'expérience, finissent par toucher tout le monde.

Dans un contexte où tout le monde a été obligé pendant des siècles de se mesurer avec la précarité de sa propre situation, chacun doit savoir sur qui "compter" en cas de besoin. "Précarité" ne signifie pas forcément "misère", mais plutôt le fait de savoir que, à la suite d'une série d'événements - "intérieurs" et "extérieurs" - tout peut changer, et surtout sa propre fortune matérielle.

Il ne serait donc pas prudent de se fier seulement à celle-ci. Dans ce type de réalité, la capacité de se faire des alliés (et de les conserver) équivaut à celle de savoir se procurer - d'une façon ou d'une autre - une *cascina*. Les alliances constituent un capital utilisable, une garantie de sécurité, comme la terre, la maison et l'argent.

Dans ce cadre, la continuité dont on parlait auparavant, est assurée en réalité à travers l'échelle des valeurs qui constitue la base du système même. Ce qui compte est pour l'essentiel la conservation du capital représenté par la terre et le prestige de sa *casa*. Les comportements qui visent à garantir cette conservation vont aussi subir des modifications si celles-ci se révèlent nécessaires à la poursuite du but principal.

Cette coexistence de continuité et d'ouverture sur l'innovation peut être observée sur une longue durée.

La polyculture est ainsi, par exemple, un principe permanent qui informe sur le mode de production de la *cascina*. Elle a ses propres hiérarchies, considérées comme étant relativement stables: le blé, la vigne, le foin et diverses cultures accessoires. Mais l'enquête historique révèle que ces hiérarchies ont subi des modifications successives. Par exemple, la place qu'occupait la vigne à la fin du XIXe siècle revenait en partie aux châtaigniers. Quant à l'usage des bovins, il s'est généralisé au XVIIIe siècle. Les modes de propriété de la terre ont subi eux aussi des changements: au XVe siècle, et encore dans la première moitié du XVIIe siècle, on trouve des frères qui possèdent collectivement l'héritage paternel plusieurs années après la mort de leur père. Au XVIIIe siècle on trouve encore des cousins ou des parents qui possèdent collectivement des instruments agricoles ou du bétail.

Mais la conscience sociale refuse l'existence de modifications. Tout le monde vous dira que les champs de blé et les vignes ont *toujours* dominé un paysage, où les boeufs ont été *constamment* présents, et que chacun s'est toujours occupé de *sa* terre et de *ses* bêtes... La conscience sociale affirme ainsi la continuité de son modèle socio-culturel.

L'histoire "politique" du village de Castelletto constitue un bon exemple, parmi d'autres, de cette continuité. Non seulement la continuité des "vieilles familles" de Castelletto est surprenante, mais elle a réussi également à garantir l'équilibre social interne de ce village pendant trois siècles; période pendant laquelle on ne voit intervenir aucun changement profond du modèle socio-culturel de référence de ces familles.

L'équilibre "familial" (ou plutôt lignager), qui garantit la continuité de la *casa* dans ses divers feux, devient ici à la fois synonyme et garant de l'équilibre social de la communauté toute entière, ce qui permet d'affronter avec succès des changements "politiques" importants. Et ceci en dépit du fait que les "noms" de ces familles aient parfois changé. Encore une fois la mémoire collective ignore cette donnée de fait: "les vieilles familles sont celles qui ont fondé le village!". Mais ce mensonge cache en même temps un contenu de fond. Même si elles changent de nom de temps à autre, les "vieilles familles" sont celles qui se transmettent depuis des siècles la propriété de la terre, et le prestige du rôle social et politique.

Un fois encore la conscience sociale, par l'affirmation de la continuité d'une donnée de fait, confirme en réalité celle d'une valeur.

Et le choc de l'après guerre? Le bouleversement de ce système a-t-il été vraiment si radical et irréversible?

Le phénomène nouveau le plus notable est l'apparition généralisée, dans le tissu social, d'une figure nouvelle: celle de l'ouvrier-paysan. A partir des années 70, cette figure se généralise et s'affirme, d'abord dans la Bassa, puis dans l'Alta Langa; mais l'ouvrier-paysan existe déjà depuis la décennie précédente.

Toute une série d'usines - alimentaires et textiles surtout - s'était implantée alors dans la région, en ordre dispersé; venant s'ajouter aux usines existantes - chimiques surtout - qui attiraient déjà, dans l'après-guerre, la main d'oeuvre journalière des *pendolari*.

Et ceux qui avaient 20/25 ans dans les années 60 et ne voulaient pas abandonner leurs "vieux", avaient essayé de devenir ouvriers à l'usine ou dans le bâtiment, sans changer de domicile, tout en restant paysans. Tout le monde n'avait donc pas quitté la terre.

A Alba, La Ferrero (premier groupe alimentaire italien et véritable holding international, aujourd'hui) et Miroglio (à présent un des premiers groupes européens du textile), par exemple, recrutaient donc non seulement toute une population ouvrière (composée aussi d'émigrés méridionaux) qui venait augmenter les dimensions de la ville, mais aussi une partie des paysans des environs proches.

La Ferrania de Cairo faisait de même pour l'Alta Langa.

L'amélioration progressive des routes (réalisée avec le concours de la main d'oeuvre locale et donc source d'occupation) permettait aux cars des usines d'arriver dans les villages les plus éloignés. Toute une population grandissante partait à l'aube et rentrait l'après-midi ou elle choisissait volontiers les équipes de nuit. Les journées de liberté, les congés d'été, les dimanches étaient consacrés aux travaux agricoles, avec l'aide croissante des machines. La politique des entreprises était d'ailleurs de faire coïncider les périodes de congé et les équipes de travail avec les temps des travaux agricoles.

A partir des années 70, les usines - de taille moyenne - vont s'établir de plus en plus souvent à la campagne. Ainsi, par exemple, le bourg de Cortemi-

lia compte trois usines de textile. La main d'oeuvre est féminine et masculine. Les communications s'améliorent; les commodités (écoles, services, commerces) augmentent. Quelques uns commencent à prendre leur retraite anticipée, dans les grandes villes (Turin, Gênes) où sévit la crise, avant de revenir au village. Il y a des foyers qui arrivent facilement à cumuler trois salaires tout en gardent leur jardin et quelques bêtes. On bâtit et on restaure "en famille", le manque de plans d'urbanisme aidant. Certains villages, comme ceux de la Vallée d'Uzzone ou de La Langa de Monesiglio, changent littéralement de visage, en redoublant le nombre des immeubles.

On achète des machines pour travailler la terre; on cultive "facile". Les enfants se marient au village.

Les nouvelles maisons - bâties avec peu de moyens et sur des modèles urbains - satisfont tout de même à une logique ancienne. Les frères bâtissent les uns à côté (ou au dessus) des autres; avec un appartement prévu pour les parents âgés. Les jeunes ménages ont des maisonnettes "indépendantes" juste à côté.

En dépit de ce que tout le monde déplore, il subsiste certaines formes d'entraide. Les grands-parents assurent la garde des petits-enfants et, souvent, il n'y a pas besoin de crèches. Toute une série d'échanges alimentaires et solidaires lie, en réalité, les familles: on se prête les outils; on s'entraide pour bâtir de nouvelles maisons; on échange des confitures et des conserves; on partage tâches et récoltes du jardin.

Il est légitime de se demander si la coupure présumée qui présupposerait la fin des relations d'entraide, n'est pas un choc parmi les autres - plus fort peut-être - auquel le système est en train de réagir de façon inattendue. Cela si l'on se place dans une perspective de longue durée, à partir du XVIIe siècle.

Pour les gens qui vivent cette coupure, pour les générations impliquées, il est vrai que "tout a changé". Mais ce qui compte, c'est la sauvegarde de la *casa*, entendue comme une unité économique et humaine liée à la terre, même si la forme a changé. Les patronymes sont les mêmes; les alliances ont l'air de suivre plus ou moins les mêmes logiques.

Il y a de quoi faire réfléchir sur l'hypothèse d'une coupure supposée et définitive.

Cette série d'observations et de remarques ne constitue pas une véritable analyse. Le processus est encore à ses débuts, car les effets de la "reconstruction" sont en place et en train de se généraliser depuis une dizaine d'années seulement. Le cas présenté ici sert plutôt de prétexte pour mettre en lumière certaines exigences d'investigation qui, à mon avis, se font jour à ce stade de la recherche dans ce domaine.

A côté des chiffres - sur les effets de l'industrialisation massive de l'après guerre et l'abandon conséquent des terres, d'une part, et sur la crise des années 70 et ses conséquences, de l'autre - il y a toute une série de données qui relèvent en partie de l'économie mais qui touchent largement aussi à l'univers des valeurs.

Il faudrait leur accorder un peu plus de place, tout en favorisant la multiplication des micro-analyses (indispensables, mais stériles prises isolément) et des études interdisciplinaires comparées, qui seules peuvent nous fournir des réponses dans le domaine qui nous intéresse.

LES EXPLOITATIONS AGRO-PASTORALES FAMILIALES DANS LE PROCESSUS D'INTEGRATION CAPITALISTE. LE CAS DES PYRENEES CENTRALES ESPAGNOLES.

Dolors COMAS d'ARGEMIR (Université de Barcelona)

1. - Introduction

La production fondée sur l'emploi de travailleurs salariés, qui constituait la forme de production dominante dans plusieurs villages des Pyrénées centrales espagnoles a été remplacée par la production domestique spécialisée au cours des dernières décennies. Deux phénomènes sont à l'origine de cette situation et ont contribué au déperissement des grandes entreprises d'élevage: tout d'abord la chute des prix de la laine et de la viande comme résultat de la concurrence du marché international, ensuite l'augmentation des salaires provoquée par l'émigration massive des journaliers. C'est à l'issue de ce processus que la persistance et la prédominance des exploitations domestiques ont apporté la preuve de leur supériorité conjoncturelle par rapport à la production fondée sur le travail salarié.

La persistance de la production domestique s'est manifestée dans plusieurs branches de la production capitaliste et ceci d'une manière si évidente que le fait a débordé le stade du simple objet d'intérêt théorique, tout parti-

culièrement dans le cadre de l'agriculture, où l'exploitation familiale semble être la forme "naturelle" de produire. Par ailleurs, la soumission de la paysannerie à la logique capitaliste est une question qui suscite encore bien des désaccords. Tandis que les héritiers de Chayanov insistent sur la spécificité de l'économie paysanne en faisant valoir, précisément, son organisation domestique, d'autres chercheurs parlent de la "post-paysannerie" et préfèrent se référer au contexte industrialisé qui sert de cadre à la production agricole (voir Shanin, 1971, ou bien Scott, 1978). En revanche, d'autres perspectives théoriques, de tradition marxiste, mettent l'accent sur le procès de prolétarianisation des paysans (Roseberry, 1978).

Un des aspects les plus notables de la théorie de Chayanov est à notre avis l'habileté avec laquelle il dévoile l'intersection entre aspects économiques et aspects démographiques au sein des entreprises paysannes familiales, ce qui a inspiré bon nombre de travaux, parmi lesquels je mentionnerai ceux de H. Medick (1976), de F. F. Mendels (1976), et de T. Shanin (1972). Malgré ce, quelques chercheurs, exclusivement préoccupés par l'analyse de la logique interne de l'exploitation paysanne, ne tiennent pas compte des conditions techniques et sociales de la production domestique et, par voie de conséquence, des facteurs mêmes qui déterminent sa propre existence.

Il existe, certes, des différences entre les exploitations domestiques et celles fondées sur le travail salarié, particulièrement en ce qui concerne leurs structures internes, leurs coûts de production respectifs, la forme de recrutement des travailleurs, les méthodes d'obtention des denrées de subsistance et, enfin, leur logique propre de reproduction, en tant qu'exploitations. Cependant, il est essentiel, nous semble-t-il, de parvenir à comprendre les mécanismes de cette logique reproductive, si l'on veut dégager la signification que ces formes de production revêtent dans un contexte déterminé, et par là même, de leurs articulations aux rapports de production dominants.

La combinaison de certaines conditions techniques et sociales de production peut expliquer l'émergence de la production domestique. Dans le cas de l'agriculture et de l'élevage, par exemple, la mécanisation du travail a permis l'accroissement de la productivité avec des unités de travail réduites, qui

bien souvent coïncident avec le groupe domestique. Autrement dit, dans le système capitaliste les unités d'exploitation familiales *peuvent* persister comme base de la production, mais à condition de *modifier* leur moyens de production afin de s'adapter efficacement aux techniques contemporaines. Cette capitalisation des exploitations familiales donne naissance à des rapports nouveaux au sein du capitalisme dominant, car c'est celui-ci qui leur fournit les bases matérielles (mécanisation, capital) nécessaires à leur existence, et qui domine ainsi leurs conditions de reproduction (Godelier, 1987). A cela s'ajoutent, à l'échelon national, les conditions qui régissent les coûts de production: elles constituent de fait un facteur essentiel pour l'analyse, dans un contexte social déterminé, de la logique reproductive des exploitations familiales.

C'est cette perspective que nous avons choisie pour analyser la transition au capitalisme des communautés villageoises pyrénéennes. Notre hypothèse principale consiste à faire la preuve de la capacité des groupes domestiques à s'adapter aux conditions nouvelles créées par l'expansion des rapports marchands. Mais cette adaptation montre au même temps, et c'est notre seconde hypothèse, l'incapacité de reproduction de ces groupes à partir seulement de leurs propres bases matérielles et sociales, et leur dépendance vis-à-vis des rapports dominants.

L'adaptation à la logique capitaliste des groupes domestiques paysans s'explique par les caractéristiques de la production familiale. A l'absence de nécessités structurales pour le profit s'ajoute une flexibilité de la consommation personnelle dans le cadre des modèles sociaux prévalents. De plus, la possibilité d'accroître le temps de travail (avec, comme conséquence, la diminution de la rémunération de chaque unité de temps investie dans la production) permet d'amortir la situation défavorable des exploitations domestiques vis-à-vis du marché (Painter, 1986). Tous ces facteurs constituent des avantages compétitifs indéniables par rapport à la production capitaliste, mais ils soulignent en même temps une contrainte: les conditions techniques doivent être telles qu'elles permettent la combinaison des moyens de production avec la quantité de force de travail disponible dans le ménage (Friedman,

1978; 563). Finalement, nous pouvons mentionner la possibilité qu'ont les membres des exploitations paysannes d'obtenir des revenus hors de l'exploitation; cette diversification des bases matérielles pour pourvoir aux besoins familiaux est une autre preuve de la capacité d'adaptation de ces groupes domestiques qui cherchent dans la pluriactivité la complémentarité d'une rente agricole insuffisante (Etxezarreta, 1985).

La seconde hypothèse repose sur le fait que les exploitations familiales dans le système capitaliste ne produisent pas les éléments matériels de leur existence. La vente de la production sur le marché, l'accès à de nouvelles techniques agricoles ou d'élevage, le besoin de crédits pour l'achat d'équipement, font tomber les exploitations paysannes dans des rapports de dépendance avec le capital commercial, industriel ou financier, rapports qui déterminent les bases matérielles du fonctionnement de l'exploitation. Les conditions de reproduction des unités d'exploitation familiales se subordonnent donc à la logique capitaliste (Godelier, 1987). Cette question nous semble fondamentale pour analyser, précisément, l'incidence du capitalisme sur les communautés villageoises de la Méditerranée, surtout dans les régions où la récente incorporation à la CEE produit une nouvelle poussée de la production marchande et, par conséquent, la création de nouveaux rapports de subordination de type international.

L'objectif de cet article est l'analyse des conséquences de ces procès pour le système économique et social des Pyrénées centrales espagnoles. Le propos est d'évaluer l'adaptation des exploitations d'élevage montagnardes au système capitaliste et d'analyser comment se sont modifiées les conditions de reproduction de son système agro-pastoral. Nous ferons la comparaison de deux collectivités villageoises pyrénéennes pour montrer différents types d'évolution face à la pénétration capitaliste. L'accent sera mis sur les changements économiques récents des exploitations familiales et sur la réstructuration des anciens rapports de production. Nous essaierons d'établir les causes de cette évolution différenciée à partir de la considération des contraintes (écologiques, foncières, mercantiles, démographiques) qui jouent pour chaque cas et de la classe d'incidence des rapports marchands sur les systèmes d'élevage respectifs.

2. Caractéristiques générales du processus de transformation de l'économie agro-pastorale.

La pénétration capitaliste n'est pas un fait nouveau dans les Pyrénées centrales espagnoles, en dépit des changements spectaculaires qu'on peut y apercevoir de nos jours. Cette affirmation contraste, bien sûr, avec la vision que folkloristes et romanciers transmettent du passé de la région et avec la perception qu'en ont les Pyrénéens eux-mêmes qui attribuent à un passé récent les changements survenus. (Comas d'Argemir et Pujadas, 1985). Pendant le XIXe siècle les Pyrénées étaient intégrées aux circuits marchands grâce à trois produits: le bois, les agneaux et la laine. La forêt appartenait à la communauté villageoise et les bénéfices de l'exploitation du bois étaient administrés soit par la mairie soit par les villageois organisés en conseil, selon les cas. Les institutions communautaires étaient très importantes et dans quelques villages, les biens collectifs (forêt, pâturages, prairies, terroirs, artigues) occupaient plus des trois-quarts de la superficie (entre 75% et 95%). La vente de la laine, des agneaux et des veaux fournissait les denrées indispensables à l'entretien des familles. Les troupeaux étaient propriété privée des éleveurs, comme les prairies de fauche, les terroirs de céréales, les jardins et les habitations. L'estivage se déroulait dans les pâturages communaux, tandis que l'hiver, le bétail descendait jusqu'aux rives de l'Ebre, le parcours étant de plus de 300 km. Toute la vie économique quotidienne s'organisait conformément à ces rapports marchands, bien que les institutions et les formes culturelles étaient héritées du passé et que l'organisation du travail se faisait selon des modèles extensifs, avec, comme résultat, de faibles rendements.

L'activité économique était fortement orientée vers l'autoconsommation. Bien qu'une part importante de cette activité consistait à se livrer au commerce des animaux ou des produits de l'élevage, l'autre partie servait à pourvoir aux besoins de la famille et de l'exploitation. Les cultures étaient diversifiées, pour couvrir les denrées de l'alimentation humaine et animale (céréales pour le pain, pommes de terre, légumes, vigne, pommes, luzerne, trèfle). La toile, la chanvre et la laine fournissaient les matières premières du

vêtement. Le porc, la volaille et le bétail assuraient le ravitaillement en viande et en laitage. La viande fraîche ne se consommait pas, parce que les agneaux et les veaux, en tant que produits pour le marché n'étaient abattus qu'exceptionnellement, en une sorte de dissociation fonctionnelle entre les produits de l'autoconsommation et ceux destinés à la vente. Les revenus de l'élevage permettaient l'achat des denrées indispensables, dont la production était impossible dans les vallées de la montagne (riz, huile, poisson, sucre). Bref, la monétarisation de l'économie était faible en raison de la place occupée par le secteur de l'autoconsommation.

L'histoire récente se caractérise par un approfondissement continu des rapports de subordination au système capitaliste. Ce procès prend la forme d'une spécialisation de la production pour le marché et d'un recul de l'autoconsommation. Il s'intensifie à partir de 1960, comme résultat de l'industrialisation, et de l'accroissement urbain, en provoquant une plus grande demande de viande de boucherie et de produits laitiers. Les principaux facteurs qui, à notre avis, ont eu des répercussions sur la structure des communautés pyrénéennes et de ces unités d'exploitation sont les suivants: en premier lieu, l'adaptation de la production au marché, en second lieu, l'incidence du tourisme, et enfin, l'émergence d'un procès d'industrialisation local. En effet, ces facteurs ont contribué à la transformation des unités sociales productives, des modèles de transmission des unités sociales productives, des modèles de transmission héréditaire et de résidence, et de la forme d'utilisation des biens collectifs et sont à l'origine d'attitudes personnelles, plus nettement individualistes (cf. Assier-Andrieu, 1981).

Les changements principaux du système agro-pastoral ont eu pour origine la demande d'une plus grande productivité, à un moment où, à cause de la forte émigration des montagnards, la force de travail des exploitations avait considérablement diminué. L'accroissement des rendements s'obtient grâce à la simplification des procès de travail, à l'intensification des cycles productifs et à la motorisation du travail agricole. Par ailleurs, les investissements en capital que de tels changements imposent ne peuvent être affrontés par les éleveurs les plus modestes, ce que constitue aujourd'hui le principal facteur de différenciation sociale parmi ces derniers.

On peut résumer les changements les plus importants du système agropastoral de la manière suivante:

- recul et quasi disparition de la transhumance,
- tendance à la monoproduction (spécialisation en un seul type de bétail),
- changement dans la composition des troupeaux (tendance à la substitution des brebis par le bétail bovin, recul des caprins et équidés),
- abandon des terroirs marginaux,
- motorisation du travail agricole,
- recul des cultures vivrières pour l'autoconsommation,
- spécialisation dans les cultures fourragères,
- développement limité de la production laitière,
- diminution du nombre des exploitations agropastorales.

Tableau 1. Evolution des effectifs du bétail

Village	Années	Ovins	Caprins	Bovins	Equidés	Nombre exploitat.
Ansó	1862	28.098	2.326	575	243	129
	1890	28.420	2.333	731	323	147
	1910	26.724	2.511	422	294	144
	1930	21.704	1.411	350	140	148
	1945	19.795	1.287	449	117	131
	1965	22.131	480	497	21	100
	1977	8.372	202	787	35	46
	1986	8.424	152	666	5	29
Hecho	1862	8.357	1.080	699	187	142
	1947	4.386	587	271	142	95
	1959	4.794	554	431	117	92
	1970	4.022	152	578	37	68
	1976	3.197	95	678	22	47
	1986	3.672	100	509	13	44

Source:

Recensement du bétail (Archives municipales d'Ansó et d'Hecho)

Le tableau 1 montre l'évolution des effectifs du bétail dans les villages d'Ansó et d'Hecho. On peut constater l'important dépérissement de l'agropastoralisme, ce qui se traduit par la diminution de tous les types de bétail, à l'exception des bovins. La diminution du bétail ovin s'explique à différentes raisons: l'augmentation des coûts de production fait que les rendements des petits troupeaux est très faible et que seuls les gros éleveurs peuvent en tirer des revenus importants. Les besoins en main d'oeuvre sont très importants et constants, sans parler des inconvénients liés à la vie des bergers, toujours éloignés de chez eux. En revanche, l'élevage des vaches donne une plus grande flexibilité à l'organisation du travail, et c'est cet aspect qui a contribué à son expansion: en effet, les éleveurs qui possèdent un petit troupeau peuvent se consacrer à des activités extra-agricoles et, de ce fait, augmenter leurs revenus. Chevaux et mulets, pour leur part, étaient vendus comme animaux de transport ou de labour. Le déclin de ce type d'élevage se produisit au moment où se généralisait en Espagne la motorisation de l'agriculture, rendant ce type de bétail inutile. Finalement, le recul des caprins s'explique par la difficulté à les intégrer aux circuits marchands et par les limitations que les propres institutions locales imposent à leur élevage du fait qu'ils dégradent les pâturages.

L'ensemble de cette évolution se traduit par une diminution spectaculaire du nombre d'exploitations agro-pastorales, ce qui souligne les difficultés inhérentes à leur procès de reproduction économique et sociale, telles que nous allons essayer de l'analyser dans les paragraphes suivants.

3. Le cadre social de l'activité agro-pastorale

Le processus de différenciation sociale a été marqué dans les Pyrénées centrales espagnoles par le recul de la grande propriété au profit de la propriété paysanne. Les gros éleveurs abandonnent ou vendent leurs domaines quand la rentabilité commence à en diminuer, ce qui provoque du même coup le départ massif vers les villes des familles modestes qui travaillaient pour ces grands propriétaires. Ce sont donc les exploitants moyens qui demeurent éleveurs, bien que, depuis une dizaine d'années, un nouveau procès de différenciation sociale en faveur des éleveurs plus aisés, semble s'esquisser (cf. Assier-Andrieu, 1985; Augustins et Bonnain, 1981, pour les Pyrénées françaises).

La figure 1 nous permet de relier des données concernant la composition du bétail avec le processus de différenciation sociale qui s'est produit chez les éleveurs des villages d'Ansó et d'Hecho. Pour l'élaboration de cette figure nous nous sommes servis des données relatives à la taille et à la composition des exploitations agro-pastorales. Nous avons choisi quatre moments, qui représentent les différentes phases de l'évolution du système agro-pastoral. Etudions premièrement la composition des troupeaux, dont l'évolution du nombre total d'effectifs a été présentée ci-dessus (voir tableau 1).

Une des conséquences de l'adaptation de la production au marché a été la tendance à la spécialisation dans l'élevage d'une seule catégorie de bétail, soit des brebis, soit des vaches. Cette orientation vers ce que nous appelons l'"élevage monoproduit" contraste avec la situation antérieure qui se maintient jusqu'au début du XXe siècle quand les troupeaux mixtes se composent de brebis, de chèvres, de vaches et d'équidés. Bien que les exploitations de ce type n'aient jamais constitué la catégorie la plus nombreuse, elles regroupaient en 1862 plus de la moitié des effectifs du cheptel.

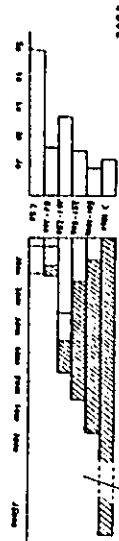
Actuellement, les troupeaux mixtes ont complètement disparu et avec eux, la prédominance des ovins. A Ansó ce déclin des ovins s'est accompagné en 1930 et en 1945 d'une plus grande répartition sociale du bétail entre les exploitations paysannes moyennes, tandis que l'évolution la plus récente (en 1986) se manifeste par une nouvelle concentration sociale, une minorité des gros éleveurs possédant en effet la majeure partie du cheptel. Le maintien du système transhumant explique l'importante diminution du nombre d'exploitations et le procès de sélection sociale en faveur des gros éleveurs de brebis. D'autre part, l'élevage de bovins passe d'une catégorie presque résiduelle à une alternative à l'élevage de brebis. Avant la seconde moitié du XXe siècle les vaches avaient des fonctions polyvalentes dans les exploitations agro-pastorales: travail de labour et transport, lait pour la consommation familiale, vente des veaux. Pour cette raison, presque tous les paysans, sans exception, en possédaient et ceux qui se spécialisaient dans l'élevage des petits troupeaux se réduisaient à ceux qui pouvaient obtenir de leurs prairies un fourrage suffisant. Les mulets et les chevaux avaient une fonction similaire, bien que, dans ce cas précis, c'étaient seulement les familles les plus aisées qui les élevaient.

ANSO

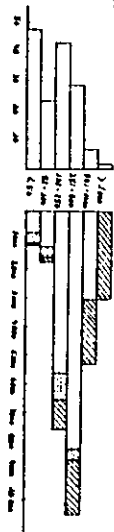
FIGURE 1
REPARTITION SOCIALE DU RETAIL

a) Earnings

b) Retail



1990



1995

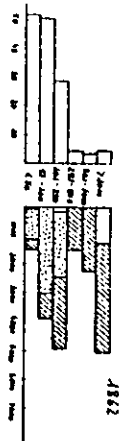


1982



a) Earnings

b) Retail

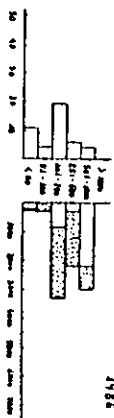


1982

1947



1982



a) Répartition des flux de valeur ajoutée
b) Répartition de la valeur ajoutée en détail, produits, autres catégories d'activités

Autres - services
 biens - matériels
 biens
 services

Indices de composition:
 1 total = 100
 2 biens = 100
 3 services = 100
 4 autres = 100
 5 autres = 100
 6 autres = 100
 7 autres = 100
 8 autres = 100
 9 autres = 100

Les bovins ont traditionnellement joué un rôle plus important dans la commune d'Hecho, plus riche en prairies et plus pauvre en pâturages qu'Ansó. En dépit de la présence à Hecho de quelques gros éleveurs, il y avait en 1862 une nette prédominance des petites et moyennes exploitations, dont la production agricole était une base de subsistance égale ou parfois plus importante que l'élevage. Cette prédominance s'est réaffirmée en 1947 et s'est poursuivie jusqu'à nos jours. Dès 1986, la monoproduction de bétail domine. La transhumance ne se pratique plus et les éleveurs essaient de garder un équilibre entre l'extension et la productivité de leurs terres et la taille de leur cheptel. D'autre part, comme le bétail est soumis au régime de stabulation pendant l'hiver, l'approvisionnement de fourrages par leurs propres moyens est la seule possibilité pour ces exploitations d'obtenir des rendements qui leurs soient profitables. On peut observer ici une légère tendance à la concentration du bétail parmi les quelques éleveurs mieux lotis que la masse des paysans.

Il est curieux de constater la correspondance qui semble exister entre une plus grande concentration de la richesse et l'élevage des ovins. Quant à la situation actuelle en d'autres endroits des Pyrénées, Max Daumas indique que l'élevage des ovins donne lieu à une double concentration, l'une sociale et l'autre géographique; d'une part, c'est une minorité de gros éleveurs qui s'y consacre, d'autre part les troupeaux se cantonnent de plus en plus dans quelques finages où il paraît difficile l'implantation d'autres activités (1976: 392). Cette double concentration prend une forme paradigmatique à Ansó, à l'issue d'un processus complexe de différenciation sociale dont nous allons essayer d'en déduire les traits principaux.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle il y avait à Ansó de gros éleveurs, réputés dans toute la montagne pour la taille et la qualité de leurs troupeaux (voir la figure 1). Ils possédaient de grands troupeaux mixtes, que les bergers conduisaient jusqu'aux pâturages des estives et les lieux de transhumance. Ils jouissaient également des meilleurs terroirs de la commune qui leur fournissaient les denrées nécessaires à l'entretien de leur famille et de leurs nombreux serviteurs: bergers, laboureurs, muletiers, domestiques et travailleurs des champs. A l'issue du Désamortissement les biens collectifs dont les montagnards possédaient le droit d'usage depuis le Moyen Age avaient été mis en vente: il s'agissait des terrains de parcours et des pâtures utilisés du-

rant l'hiver. Grâce à l'achat de ces terrains et au droit d'utiliser les vaines pâtures des estives, les grands propriétaires étaient devenus autosuffisants pendant le cycle complet de l'élevage, alors que la masse des éleveurs devait par contre louer les pâturages qu'auparavant utilisaient gratuitement. Ce fait accentua le procès de différenciation sociale, contribuant ainsi à améliorer le statut des éleveurs plus aisés et à rendre plus aléatoire la capacité de rendement économique des autres.

Les grandes exploitations fonctionnaient selon un modèle extensif: polyculture, troupeaux mixtes, utilisation de grandes étendues de pâturages et main d'oeuvre abondante dont les salaires se répartissaient partie en nature, partie en argent comptant, ce qui représentait des coûts très bas. Quand le départ vers les villes industrialisées commença à rendre difficile le recrutement de la force de travail et fit monter les salaires, une rupture se produisit dans l'équilibre de ces grandes exploitations dont les revenus commencèrent à baisser, au cours des premières décennies du XXe siècle. A cette époque, les gros éleveurs pratiquaient l'absentéisme en exerçant un autre métier en dehors de la montagne; c'est la raison pour laquelle ils se soucient peu d'entreprendre un effort d'organisation et d'investissement susceptible de favoriser d'adaptation de leurs exploitations aux nouvelles conditions économiques et démographiques.

A l'autre bout de l'échelle sociale, les bergers, les journaliers et les paysans les plus modestes vivaient pratiquement dans la misère. Quand ils avaient la chance de travailler pour un des gros éleveurs ils pouvaient assurer leur propre alimentation et avaient la garantie d'un petit salaire. En outre, ils avaient la possibilité de rajouter quelques brebis au troupeau de leur maître et d'emprunter ses mulets pour labourer leurs propres terres. Les produits du verger et les salaires obtenus par d'autres membres du groupe domestique complétaient leur modestes revenus et leur fournissaient le strict nécessaire dans le cadre d'une vie austère caractérisée par un bas niveau de consommation. Devenir le maître-berger des troupeaux était l'aspiration de ces serviteurs, dont la plupart travaillaient toute leur vie durant pour un seul propriétaire. Les tâches saisonnières ou temporaires étaient la seule solution pour tous ceux qui n'avaient pas réussi à obtenir un travail fixe. Pendant le XIXe siècle, les villages de la France méridionale offraient des occupations rémunérées soit pendant les vendanges, soit dans le service domestique, ou encore

l'exploitation forestière, les mines et le bâtiment; c'étaient les plus jeunes qui y travaillaient dans l'attente d'une possibilité éventuelle de travail dans leur village natal. Par la suite, au début du XXe siècle, le départ (dès lors, de caractère permanent) vers les villes catalanes industrialisées, provoquera une pénurie de main d'oeuvre au village. La vente ou l'abandon des grands domaines, dont nous avons déjà fait mention, laisse dans la pauvreté de nombreux travailleurs, qui abandonnent eux aussi la montagne. Ainsi le déclin des grandes propriétés correspond à l'émigration des plus pauvres et entraîne la disparition de la moitié, ou presque, des groupes domestiques résidant à Ansó.

Le nombre des exploitations moyennes, en revanche, s'accroît, ainsi que leur importance sociale jusqu'aux années soixante de notre siècle, moment où elles aussi commencent à présenter un recul important (se référer à la figure 1 pour comparer les années 1930 et 1945 avec 1862 d'une part, et avec 1986 d'autre part). Les éleveurs moyens utilisent la main d'oeuvre familiale pour mettre en valeur leurs domaines, ce qui donne une plus grande flexibilité à l'organisation du travail et une meilleure adaptation aux nouvelles conditions imposées par le marché. A la fin du XIXe siècle, les exploitations paysannes subissent la pression démographique de la famille, et doivent mettre en valeur des terroirs marginaux, de petite dimension, éloignés, de rendements très faibles, mais qui offraient la possibilité d'augmenter la production, grâce à l'utilisation de la force de travail disponible. Durant les étapes du cycle familial qui correspondaient au maximum de producteurs, le cheptel était augmenté, tandis que le rassemblement de différents troupeaux rendait possible la transhumance. Quand l'argent manquait, les garçons et les filles partaient pour chercher du travail ailleurs, toujours de façon saisonnière, afin de pouvoir participer durant l'été aux travaux de la récolte ou aux différentes tâches de l'exploitation domestique.

C'est ainsi que les exploitations moyennes deviennent prépondérantes à Ansó, tirant avantage des difficultés économiques des gros éleveurs, comme cela avait toujours été le cas à Hecho où elles avaient bénéficié d'une situation prépondérante. Cette paysannerie jouera un rôle majeur dans tous les changements économiques liés au dépérissement de l'activité agropastorale, tandis qu'un nouveau procès de différenciation sociale émerge en son sein. L'incidence des départs massifs du village se fait sentir aussi sur les membres

de ces exploitations et ce sont les jeunes qui partiront ailleurs pour faire des études ou travailler. Le célibat de ceux qui restent dans les villages menace aujourd'hui la permanence des maisons paysannes, qui ont subi un fort recul depuis l'année 1930 (voir figure 1). Capacité d'adaptation et difficultés de reproduction sont en somme les traits caractéristiques des exploitations familiales dans le procès de pénétration capitaliste.

4. Bilan des différents systèmes d'élevage

Je me propose à présent de faire l'analyse des rendements de cinq systèmes d'élevage, présentant des différences de capitalisation, de productivité et d'utilisation de main d'oeuvre, afin d'établir la nature des rapports de production dans lesquels s'inscrivent les familles paysannes. Le bilan de chaque système d'élevage s'est effectué à partir de l'étude de quelques comptabilités d'exploitation, complétées par des estimations concernant le coût des aliments pour le bétail, les salaires des bergers et les différentes charges de l'exploitation. Les données de l'année 1975, qui sont les plus complètes, seront notre point de référence pour l'analyse de la crise actuelle de reproduction des exploitations familiales. Les cinq systèmes se basent sur le travail familial; pour faciliter la comparaison, nous considérerons que les cinq groupes domestiques qui les représentent sont identiques en taille et en composition (un jeune couple, ses trois fils, le frère de l'époux et une femme âgée). La main d'oeuvre familiale comprend, donc, trois producteurs à temps complet (dont je néglige ici l'analyse du rôle de l'époux et de l'épouse), avec la participation de la femme âgée et l'aide occasionnelle des enfants, en âge scolaire.

a) Elevage ovin transhumant (troupeau de 800 brebis)

Cet élevage consiste en une modification de l'ancien système extensif. La rentabilité du troupeau a été améliorée par une production plus intensive avec deux agnelages par an. Cela requiert un grand investissement de capital, toute la famille doit s'y consacrer et cela, parfois, ne suffit même pas. Les coûts de production sont très élevés d'autant plus qu'il faut embaucher un

berger pendant les mois de la transhumance et qu'on doit compléter la nourriture des pâturages par l'achat d'aliments composés pour assurer une meilleure alimentation des brebis. Le profit annuel par brebis est inférieur au système B, mais la dimension plus grande du troupeau permet l'obtention de hauts revenus. Le bilan de ce système est le suivant:

Produit brut		Dépenses	
585 agneaux		Estivage	22.064
(premier agnelage)	1.433.250	Location des pâturages	380.000
228 agneaux		Achat de fourrage et	
(second agnelage)	524.400	d'aliments composés	345.525
65 brebis de réforme	227.500	Salaires et alimentation	
la laine	40.000	1 berger (7 mois)	260.000
		Tonte, Transport, vétér.	67.000
	<u>2.225.150</u>	80 brebis re-approvisionnement	196.000
			<u>1.270.589</u>

Marge brute: 954.561

Par brebis : 1.193

b) Elevage ovin semi-stabulé (troupeau de 150 brebis)

C'est ce système d'élevage ovin qui, aujourd'hui, prédomine à Hecho. La composition organique du capital est très faible en comparaison avec le système A. Le croît annuel s'obtient en un seul agnelage, ce qui permet de garder l'équilibre grâce à la production de fourrage par des moyens propres et de n'en acheter qu'un minimum, car dans ce système l'augmentation des coûts de production rendrait l'exploitation non viable. Les revenus de ce système sont les plus bas parmi les cinq types analysés, ce qui oblige la famille à cher-

cher d'autres sources de revenus hors de son activité principale. Mais étant donné que les troupeaux de brebis exigent des soins constants, il s'avère impossible d'exécuter, en permanence, d'autres travaux. Le bilan est le suivant:

Produit brut		Dépenses	
107 agneaux	262.150	Estivage	3.450
22 brebis de réforme	77.000	achat de fourrage et	
laine	7.500	d'aliments composés	83.610
	<hr/>	Tonte, vétérinaire	9.000
	346.650	20 brebis re-approvi-	
		sionnement	49.000
			<hr/>
			145.000

Marge brute: 201.590

Par brebis : 1.344

c) Elevage bovin transhumant (troupeau de 80 vaches)

Les bovins tendent à devenir la base à peu près unique de l'économie agro-pastorale. Mais l'élevage de bovins seuls dans des exploitations de grande taille (comme celle de l'exemple) est encore très minoritaire. Il s'agit d'un système extensif pour la production de veaux de boucherie, selon lequel les bovins paissent sur les pâturages de la commune en été, et de la montagne pré-pyrénéenne en hiver, et qui, par conséquent, ne dépend pas directement de la production agricole. C'est un système qui requiert une capitalisation éle-

vée, mais en contrepartie ne demande pas beaucoup de main d'oeuvre et donne des revenus substantiels. Le bilan de ce système est le suivant:

Produit brut		Dépenses	
59 veaux	1.711.000	Estivage	11.040
8 vaches de réforme	288.000	Locations de pâturages	120.000
	<u>1.999.000</u>	Fourrages et aliments composés	80.000
		Amortissement étable et Land Rover	170.000
		Transport, vétérinaire, Impôts et autres	95.000
		12 vaches re-approvi- sionnement	348.000
			<u>864.000</u>
Marge brute:	1.135.000		
Par vache :	14.187		

Dans les hautes vallées aragonaises ce système d'élevage est encore minoritaire. Il s'est imposé à Ansó comme une alternative à l'élevage ovin et par manque total de prairies de fauche. Les charges étant considérables à cause de la location de pâturages, de l'achat d'aliments complémentaires et des intérêts payés pour les installations indispensables aux animaux, le produit brut par vache reste inférieur aux systèmes D et E. Surtout les rendements sont bien moindres que ceux obtenus dans d'autres pays européens. Actuellement il y a des tentatives d'amélioration de la composition raciale du bétail aujourd'hui abâtardi, grâce à une sélection plus systématique dans le choix des croisements, par ailleurs on tente aussi d'obtenir un veau par vache et par an, grâce au maintien d'un état sanitaire et nutritif correct.

d) Elevage ovin semi-stabulé (troupeau de 10 vaches)

C'est le système majoritaire à Hecho et en général dans tous les villages pyrénéens qui disposent de prairies abondantes. La viabilité de ce système repose sur l'autosuffisance des exploitations pour l'obtention d'aliments pour le bétail, étant donné qu'en hiver les vaches restent dans les étables et sont nourries avec les réserves de foin. On profite au maximum donc des ressources offertes par les estives, et les prairies artificielles assurent l'essentiel de la nourriture au printemps et en automne. Le bilan de ce système est le suivant:

Produit brut		Dépenses	
8 veaux	232.000	Estivage	1.380
2 vaches de réforme	72.000	Fourrages et aliments	
		composés	9.000
	<u>304.000</u>	vétér., Impôts, autres	11.000
		2 vaches re-approvision.	58.000
			<u>79.380</u>
Marge brute:	224.620		
Par vache :	22.466		

Le moindre temps de travail qu'exige cet élevage est un avantage, car il permet de libérer une personne de la famille, qui peut alors s'adonner à d'autres occupations et ainsi augmenter les revenus familiaux grâce à son salaire. La plupart des éleveurs possèdent de 10 à 25 vaches, ce qui permet la pratique de la pluriactivité et, donc, l'amélioration de leur niveau de vie. Quel-

ques exploitants marginaux n'élevaient que trois ou quatre bovins; cette dernière catégorie était la plus courante avant 1960, mais demeure actuellement (en 1986) stationnaire.

e) Elevage bovin pour le lait (troupeau de 20 vaches laitières)

La production laitière n'a pas de tradition dans ces vallées des Pyrénées centrales espagnoles, car les vaches de ce pays, de race *pirenaica*, sont de piètres laitières. De plus, l'état des routes et l'éloignement des entreprises laitières en rendaient autrefois la commercialisation difficile. Mais l'amélioration du réseau routier ainsi que le ramassage assuré par quelques entreprises a permis l'expansion de ce système d'élevage, qui demeure malgré tout très minoritaire. Voyons en le bilan:

Produit brut		Dépenses	
65.280 l. lait	988.920	Pâturages	8.000
15 veaux	435.000	Fourrages et aliments	
3 vaches de réforme	108.000	composés	359.000
	<u>1.531.920</u>	Energies et amortis-	
		sement mécanisation	182.000
		Vétérinaire, Impôts	23.000
		3 vaches re-provision-	
		nement	87.000
			<u>729.000</u>
Marge brute:	802.920		
Par vache :	40.146		

Le produit brut par vache est plus élevé que dans la production exclusive de veaux, néanmoins il subsiste encore beaucoup de difficultés pour l'implantation d'une véritable économie laitière. L'effort de capitalisation est très grand, car il faut acheter des vaches laitières, en dehors de la région, aménager les étables et, quand cela est possible, mécaniser la traite. Les charges globales sont très lourdes, et les dépenses d'achat d'aliments complémentaires et d'équipement considérables, si bien que les profits globaux sont inférieurs à ceux que fournissent les veaux dans le système D. La quantité de travail étant très importante et constante, l'effort de toute la famille s'avère indispensable, ce qui l'empêche d'exercer d'autres activités hors de l'exploitation.

5. La reproduction subordonnée des exploitations agro-pastorales

La logique de fonctionnement des exploitations paysannes repose sur l'institution domestique, qui combine la production, la reproduction et la consommation (la *casa* dans les Pyrénées aragonaises). L'effort productif des familles, dont la composition est un facteur essentiel, varie selon les conditions externes de la production et les conditions internes de l'exploitation. La domination du capitalisme se fait selon le mécanisme général d'appropriation du surtravail engendré par l'exploitation du travail familial et aussi par la dépendance du marché, dont nous essaierons de présenter les traits principaux (cf. Gutelman, 1971; Roseberry, 1976).

Nous avons montré dans le cas d'Hecho et d'Ansó la prédominance des exploitations familiales comme le résultat de la dissolution de la grande propriété. Mais la productivité marginale de certaines familles ouvre un nouveau procès de différenciation sociale en faveur des exploitants les plus pourvus en capital, ce qui nous amène à considérer la situation différentielle de chaque type d'élevage vis-à-vis des rapports mercantiles.

Tableau 2

Rente Foncière Différentielle. Exploitations agro-pastorales familiales
(calculée en milliers de pesetas pour l'an 1975)

Catégorie d'exploitation	Frais de production	Profit	Prix de production	Production	Prix unité	Prix de vente	Prix total marché	Surprofit
A. Elevage ovin transhumant Troupeaux de 800 brebis	1.270	250	1.520	878 ovins	1,73	2,53	2.225	705
B. Elevage ovin semi-stabulé Troupeau de 150 brebis	145	250	395	129 ovins	3,06	2,68	348	- 49
C. Elevage bovin transhumant Troupeau de 80 vaches	884	250	1.114	67 vaches	16,62	29,83	1.999	885
D. Elevage bovin semi-stabulé Troupeau de 10 vaches	79	250	329	10 vaches	32,29	30,4	304	- 25
E. Elevage bovin de lait Troupeau de 20 vaches laitières	859	250	809	18 vaches	50,5	85,55	1.531	822

Le tableau 2 montre la rente différentielle des cinq systèmes d'élevage analysés auparavant. Nous avons ajouté ici une taxe de profit, calculée selon la quantité minimale nécessaire pour pourvoir aux besoins de la famille, et compte tenu de l'existence de cultures vivrières pour la consommation familiale. Le prix de production, résultat de la somme des dépenses de l'exploitation et de la taxe de profit, ne correspond pas au prix total du marché, de telle sorte que la dernière colonne montre le surprofit (positif ou négatif) de chaque système d'élevage. Les exploitations les plus pourvues en capital ont un surprofit élevé, que les familles utilisent pour faire de nouveaux investissements, améliorer leurs conditions de vie ou investir dans l'avenir de leurs enfants en leur faisant faire des études. En revanche, les exploitations à basse composition organique de capital perdent une partie de la taxe de profit. Leur niveau de vie (déjà très faible avec le profit-base calculé) ne peut que diminuer encore. Quand le niveau de subsistance se trouve menacé les paysans se voient obligés d'exécuter un travail marginal avec des rendements marginaux; dans ces conditions les groupes domestiques ne se limitent pas à la production agro-pastorale, la pluriactivité devient alors le moyen d'augmenter les revenus d'une rente insuffisante. Le cas échéant il y a une double extraction de surtravail, une en tant que paysans et l'autre en tant qu'ouvriers, ce qui est la condition même de leur reproduction comme paysans. Les faibles rendements obtenus pour chaque unité produite constituent un nouveau désavantage pour les exploitations moins capitalisées, que leur situation marginale amplifie, et, en conséquence, une quantité de leur propre surtravail leur échappe.

La dépendance par rapport au marché est l'autre dimension de la subordination au capitalisme, qui se réalise d'une façon complexe, par différents biais (c'est la double ou la triple subordination dont parle Godclier). Un facteur essentiel dans la reproduction économique des paysans est la commercialisation de leurs produits. C'est le rapport bien connu de dépendance des prix et des politiques des gouvernements (Contreras, 1978). Même les exploitations bien pourvues en capital peuvent chuter en raison des fluctuations des prix imposées par la demande ou par les décisions politiques (l'importation de viande, par exemple, qui se faisait en Espagne pendant les années cinquante affectait négativement les exploitations agro-pastorales pyrénéennes; son actuelle entrée dans la CEE menace les exploitations laitières). D'autre

part, les nouvelles techniques d'élevage et la mécanisation du travail agricole obligent à investir en équipements, bétail, terres. Cela signifie le recours à l'emprunt bancaire et la monétarisation d'une partie du procès de travail (on doit payer pour l'énergie, le combustible, les réparations). De plus, la spécialisation de la production et la croissance des rendements reposent sur l'achat de fourrages et d'aliments composés qui autrefois provenaient exclusivement de la propriété même; de la même façon le recul des cultures vivrières signifie l'achat de la plupart des denrées nécessaires à la consommation de la famille. Il se produit, donc, un transfert de capital vers les secteurs industriels, commerciaux et financiers, tandis que ces secteurs dominent les conditions de reproduction économique des exploitations agro-pastorales.

Dans ce processus de domination capitaliste les exploitations familiales se situent différemment vis-à-vis des mécanismes de reproduction économique. Les éleveurs les plus pourvus en capital tirent profit des prix supérieurs à ce qu'ils pourraient être si leur production était vendue à sa valeur réelle et ils tentent de maximaliser leurs gains en s'appuyant sur une main d'oeuvre familiale. En revanche, le petit producteur peu capitalisé sera plus vulnérable. A cause de la concurrence il est condamné soit à rester à la traîne du progrès technique et à se prolétarianiser, soit à entreprendre une course éperdue vers la mécanisation, qu'il payera par un endettement permanent (Gutelman, 1971: 127). En tout cas, il ne peut accumuler un capital; tout au contraire, avec son surtravail il crée un profit que s'approprient les institutions capitalistes (cf. tableau 2).

Les conjonctures du marché de travail local ou national ont des effets sur la pérennité des exploitations. En Espagne la décennie des années soixante voit intervenir un processus d'industrialisation rapide, concentrée dans les grandes villes. A partir de ce moment se produit dans les villages pyrénéens un processus de dépérissement progressif de l'agro-pastoralisme et une crise de reproduction de certaines exploitations paysannes. Les petits éleveurs marginaux, soumis à un travail considérable avec des faibles rendements, préfèrent vendre le bétail et abandonner les terroirs pour se déplacer là où les gains sont plus élevés et les conditions de vie plus favorables, selon les modèles culturels dominants. Mais, comme les modèles de maximalisation ne s'appliquent pas toujours de façon mécanique, il existe aussi des éleveurs qui s'accrochent à leur ferme, malgré des gains médiocres et l'exode de la

nouvelle génération qui pose un problème auquel ils doivent faire face. Le départ des jeunes, freiné aujourd'hui par le chômage en ville, constitue une sorte de point de non-retour qui affecte maintes exploitations agro-pastorales. Comme les conditions matérielles et d'opportunité extérieures sont supérieures à celles de la ferme, les enfants des éleveurs répugnent à y rester et partent à la ville. Donc, les exploitations subsistent pendant quelques années, jusqu'à la retraite ou la mort des propriétaires. En outre il existe encore un autre problème à la reproduction sociale des exploitations: la plupart des jeunes qui restent à la ferme ne se marient pas (cf. Bourdieu, 1962; Comas d'Argemir, 1987). Bien que le célibat soit répandu dans toutes les couches sociales, il est pourtant plus sensible à Ansó qu'à Hecho. Cela paraît logique si l'on considère le manque de perspectives d'avenir, compte tenu des difficultés d'introduction d'autres alternatives dans l'actuel système d'élevage transhumant et de la faible présence du tourisme.

* * *

Le procès de différenciation sociale que nous avons décrit dans le paragraphe 3 et les données du tableau 2 confirment la persistance des exploitations familiales et démontrent en même temps le changement des conditions économiques dans lesquelles elles se reproduisent. La taille des exploitations et le degré de capitalisation doivent changer pour devenir plus importantes qu'autrefois, compte tenu des techniques d'élevage contemporaines. La possibilité ou pas d'obtenir des exploitations de superficie minimale pour qu'elles soient viables avec les nouvelles techniques détermine l'actuel procès de différenciation sociale parmi les exploitations agricoles familiales.

La plupart des familles qui habitent actuellement à Hecho et à Ansó ne subsistent pas uniquement de l'élevage, mais de l'exploitation forestière et du tourisme. Toutefois il n'existe pas de rapports directs entre les attitudes traditionnelles et la classe d'activité. Dans le secteur agro-pastoral, par exemple, il y a de considérables efforts d'innovation de la part des nouvelles générations.

raisons, de même que de ceux qui s'orientent vers les activités touristiques. Ces attitudes impliquent une mentalité mercantile, qui cherche le gain avant la sûreté et la solidarité familiales. Dans le groupe domestique prennent place des conflits potentiels et des tensions, parce que l'ancien ordre familial a été bouleversé et que les plus jeunes deviennent les protagonistes des innovations et des changements dans les unités productives. Ce sont des mutations qui vont de pair avec une nouvelle logique reproductive.

NOTE

Je voudrais remercier Cynthia Wyatt, Danielle Provansal et Françoise Zonabend pour leur aide attentive à la revision de la version française de ce texte. Les données empiriques de cet article ont été obtenues durant le travail de terrain réalisé entre 1973 et 1978 et au cours de reactualisations successives. L'objectif de la recherche était l'étude des transformations de l'organisation économique et familiale dans différents villages des Pyrénées centrales espagnoles depuis la moitié du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

BIBLIOGRAPHIE

ASSIER-ANDRIEU, L., 1981, "Nature, persistance et dépréciation de la coutume domestique. La fonction successorale en Capcir et Cerdagne", *Etudes Rurales*, 84: 7-29; 1985, "Familles et pouvoirs au village. Filiation et stratification sociale dans les Pyrénées catalanes", *Droit et Cultures*, 9-10: 149-165.

- AUGUSTINS, G. et BONNAIN, R., 1981, *Maisons, mode de vie, société*. Les Baronniecs des Pyrénées. Anthropologie et histoire, permanences et changements. Sous la direction de I. Chiva et J. Goy, Paris, Editions EHESS.
- BOURDIEU, P., 1961, "Célibat et condition paysanne", *Etudes Rurales*, 5-6: 32-135.
- CHAYANOV, A. V. (1925), 1975, *La organización de la unidad económica campesina*, Buenos Aires, Nueva Visión.
- COMAS D'ARGEMIR, D. y PUJADAS, J. J., 1985, *Aladradas y gñiellas. Trabajo, sociedad y cultura en el Pirineo aragonés*, Barcelona, Anthropos.
- COMAS D'ARGEMIR, D., 1987 "Rural Crisis and the Reproduction of Family Systems, Celibacy as a Problem in the Aragonese Pyrenees", *Sociologia Ruralis*, XXVII(4): 263-277.
- CONTRERAS, J., 1978, "El campesinado español: transformación y dependencia", PONS, J. y otros, *Perspectivas de la Antropología española*, Madrid, Akal, págs. 227-236.
- DAUMAS, M., 1976, *La vie rurale dans l'Haut Aragon Oriental*, Huesca, C.S.I.C.
- ETXEZARRETA, M., 1985, *La agricultura insuficiente. La agricultura a tiempo parcial en España*, Madrid, Instituto de Estudios Agrarios, Pesqueros y Alimentarios.
- FRIEDMANN, H., 1978, "World Market, State and Family Farm: Social Bases of Household Production in the Era of Wage Labor", *Comparative Studies in Society and History*, 20(4): 545-586.

- GODELIER, M., 1987, "L'analyse des processus de transition", *Social Scienc. Information sur les Sciences Sociales*, 26(2): 265-284
- GUTELMAN, M., 1971, *Structures et réformes agraires. Instruments pour l'analyse*, Paris, Maspéro.
- MEDICK, H., 1976, "The Proto-industrial Family Economy: the Structural Function of Household and Family During the Transition from Peasant Society to Industrial capitalism", *Social History*, 3: 291-315.
- MENDELS, F. F. 1978, "La composition du ménage paysan en France au XIXe siècle; une analyse économique du mode de production domestique", *Annales, E.S.C.*, année 35e (4): 780-802.
- ROSEBERRY, W., 1978, "Peasants as Proletarians", *Critique of Anthropology*, 3: 3-18; 1976, "Rent Differentiation and the Development of Capitalism among Peasants", *American Anthropologist*, 78 (1): 45-58.
- PAINTER, M., 1986, "The Value of Peasant Labour Power in a Prolonged Transition to Capitalism", *The Journal of Peasant Studies*, XIII(4): 221-239.
- SCOTT, J. C. 1978, "Some Notes on Post-peasant Society", *Peasant Studies*, 7: 147-154.
- SHANIN, T., 1971 "Peasantry: Delineation of a Sociological Concept and a Field of Study", *European Journal of Sociology*, XII: 289-300; 1972, *The Awkward Class. Political Sociology of Peasantry in a Developing Society: Russia 1910-1925*, Oxford, Oxford University Press.

DEL MITO DEL DESARROLLO A LA CRISIS DEL MITO: VISIONES DEL CAMBIO SOCIAL EN LA SOCIEDAD RURAL ESPAÑOLA

Jesus CONTRERAS (Universidad de Barcelona)

Hasta la primera mitad de los años setenta, los estudiosos de la sociedad rural nos han presentado el cambio que se había producido en ésta encuadrándolo dentro de un proceso de "modernización", entendido éste, fundamentalmente, como un proceso de "racionalización" de las explotaciones agrícolas y de "urbanización" de las costumbres y pautas de comportamiento de los individuos. En un libro de artículos publicado en 1978, sus compiladores, Douglass y Aceves, decían:

La despoblación, el turismo, la creciente urbanización e industrialización, la mayor instrucción y acceso a los medios de comunicación de masas - especialmente la televisión - así como la introducción de nuevas técnicas agrícolas en el momento en que va declinando el prestigio de la agricultura como forma de vida, son factores todos que deben ser tenidos muy en cuenta cuando se trata de comprender los cambios en la España rural actual (Douglass y Aceves, 1978:16-17).

Estos cambios se concretaban, según las descripciones contenidas en los artículos del libro, así como en otros estudios, en una "sensible mejoría" de la dieta de los vecinos (por ejemplo: "...la mayoría tenía que mantenerse con pan, patatas, alubias y tocino y a veces un poco de morcilla, bacalao o arroz... Hoy, todos los vecinos pueden comer carne, pescado, huevos, así como pollo, queso, plátanos, flanes de sobre, frutas y verduras en conserva que antes

no estaban al alcance de los vecinos" (Brandes, 1978:44-45), adopción de costumbres ciudadanas para mantener una imagen positiva, acumulación de símbolos y aderezos de la vida urbana (por ejemplo: fiesta de bautismo, viaje de bodas, trajes "modernos", acortamiento del luto), mejoras "fantásticas" en las casas que expresarían una adopción de las "normas urbanas, como por ejemplo, la separación a rajatabla con relación a los animales (desaparición de puertas y pasillos comunes), la independencia de los distintos miembros familiares (habitaciones unidas unas a otras mediante un pasillo y no directamente), la disposición de la casa de manera que se reduzca al mínimo posible el trabajo de la limpieza, y... en la decoración y el menaje, incluyendo la difusión de los diversos utensilios (cámaras frigoríficas, lavadoras, televisores, etc.)" (Pérez Díaz, 1978:234-235).

Un ejemplo de como este cambio social o "modernización" podía medido o cuantificado nos lo proporcionaba Carmelo Lisón (1978, 637-688) en relación a Belmonte de los Caballeros, comparando 1960 con 1975. Estos eran los resultados de la comparación:

	1960	1975
Tractores	32	60
Cosechadoras	0	7
Conches		201
Camiones	68	208
Motocicletas		11
Televisores	0	todas las casas
Lavadoras		50
Teléfonos		145
Periódicos (recepción diaria)	62	82
Corresponsalías bancos	6	7
Casas con calefacc. central	0	30
Casas con piscina	0	10

Otros aspectos de la "modernización" local habrían sido los siguientes: las calles fueron pavimentadas; instalación de agua corriente en todas las casas; sustitución del fogón y de la cocina económica por la cocina de gas; renovación de la decoración interior de las casas; edificación de casas nuevas o reconstrucción de las viejas; sillones, tresillos y "librerías" para colocar la

televisión, libros y objetos de adorno; "copiaron" a los "ciudadanos" en sus diversiones y vacaciones, viajando al extranjero o veraneando en la playa; pudieron comprar ciertas mercancías por teléfono; los bares son similares a los de la ciudad; la programación de las fiestas fue mucho más densa y costosa en su vertiente profana; la iluminación de las calles fue más potente; el ayuntamiento proporcionó a los vecinos instalaciones deportivas; etc.

Este tipo de visiones del cambio social en la sociedad rural, sin embargo, no deja de ser algo ingenua y responde, en buena medida, a concepciones "urbanitas" que han puesto el acento sobre el bienestar material, expresado en el consumo de bienes industriales, y sobre determinadas formas de comportamiento individual. En realidad, estas concepciones del cambio social rural, que insisten en una "modernización" consistente en la adopción de "patrones de comportamiento urbanos", olvidan que un proceso de cambio similar se produjo en las "ciudades" durante los mismos años de los que hablan estos antropólogos y sociólogos para la sociedad rural. Por ejemplo, ¿cuántos televisores o cuántos automóviles existían en Madrid, Barcelona, Valencia, Valladolid o Sevilla en 1960 y cuántos en 1975? ¿Cuántas y cuáles fueron las modificaciones introducidas en las casas, en sus mobiliarios y decoración en esas mismas fechas? ¿No serían muy parecidos los porcentajes de incremento en esas ciudades y en los pueblos rurales estudiados? Si se habla de "modernización" o del cambio social en la sociedad rural? ¿Es que, acaso, entre 1960 y 1975, en las ciudades, no se experimentaron profundos cambios en las pautas de alimentación; y, acaso durante esos mismos años, no se acortó también la duración del luto y se generalizaron las vacaciones "en la playa", por ejemplo?

Por estas razones, en lugar de hablar de "urbanización" o de "modernización" para describir y explicar el cambio social en la sociedad rural, creemos que el proceso de cambio debe referirse a un proceso de carácter general y totalizador que es el de la progresiva expansión industrial de carácter capitalista. Como ya señalara Mira (1975, 218), si, en un principio, la industrialización y sus efectos empezaron siendo un fenómeno especialmente limitado, poco a poco, la necesidad exigió la integración progresiva de sectores de la sociedad no vinculados o poco vinculados a la economía industrial hasta llegar a absorberlos totalmente o a hacerlos desaparecer en cuanto tales.

En este sentido, es necesario tener en cuenta las transformaciones básicas que habrían afectado a la agricultura y que habrían caracterizado su pro-

ceso de "modernización" y de "racionalización". Desde un punto de vista económico, y de acuerdo con Miren Etxezarreta (1984, 19-21), habrían sido las siguientes:

- 1) La intensificación de la industrialización y la urbanización, que exige la provisión de alimentos abundantes y a buen precio;
- 2) La incorporación de la mecanización y de la química al sector agrario, marcando el paso de una agricultura que producía básicamente sobre una base de medios de producción obtenidos por ella misma (abonos orgánicos, semillas, tracción animal) y fundamentándose en el trabajo del campesino a otra que recurre a la industria para obtener la mayor parte de los medios de producción (semillas seleccionadas, productos fitosanitarios, abonos químicos, fuel, etc.);
- 3) El hecho que haga falta más capital para poder llegar a ser agricultor: más capital fijo y circulante para comprar los medios de producción. Así, los campesinos tendrán que dedicar una parte considerable de su trabajo para llegar a pagar los créditos de las entidades financieras, dependiendo cada vez más de las instituciones de crédito;
- 4) La agricultura pasa a depender cada vez más de los suministros industriales y del capital financiero, tanto para los proveedores de los medios de producción como de la comercialización de los productos;
- 5) La tecnología permite unos aumentos de producción considerables, pero el hecho de tener que invertir más facilita una especialización progresiva en productos, haciendo al campesino más dependiente de un único producto, de la climatología y del precio del producto;
- 6) Aumento de la producción y de los excedentes, que deprimen más los precios y hacen más inseguro el mercado;
- 7) El campesino deviene cada vez más dependiente de la agroindustria, de organizaciones mucho más poderosas que él;

8) El Estado ha de influir cada vez más sobre el sector agrario: ha de hacer que la población reciba alimentos baratos para no subir los salarios (estimulando la "eficiencia" de la agricultura) y ha de sostener la propia agricultura por razones estratégicas y políticas;

9) El aumento del nivel de vida en general, pidiendo productos de mayor calidad, diferentes de los productos tradicionales que pierden mercado; y

11) Los campesinos se plantean también la necesidad de unos ingresos más altos para alcanzar un nivel de vida equiparable con el resto de la población.

La consecuencia de todas estas transformaciones ha sido que todos los campesinos, tanto propietarios como aparceros y arrendatarios, se han visto obligados a tener que invertir constantemente en sus explotaciones agrícolas o ganaderas en vistas a conseguir una mayor intensificación, una "racionalización" de sus explotaciones y un aumento de la productividad, de acuerdo con los criterios de mercado establecidos. Esas inversiones, sin embargo, no tienen un resultado mínimamente garantizado y, además, se exige de las explotaciones campesinas una reestructuración casi permanente en función de las demandas coyunturales del mercado o en función de los intereses de las multinacionales de la agroindustria. De tal manera que todo ello provoca que los campesinos tengan que estar invirtiendo permanentemente. Pero, al mismo tiempo, para poder realizar esas inversiones es necesario que unos tengan el tamaño de la explotación adecuado (excepción hecha de la inversión en regadío) y el capital necesario para poder seguir intensificando y otros tengan que abandonar sus explotaciones ante la imposibilidad de realizar las inversiones exigidas. Ello permite pensar que la crisis actual de la agricultura, y por extensión la crisis de las zonas rurales, sea la crisis de una determinada concepción de la "eficiencia", basada exclusivamente en el incremento de los medios de producción empleados.

Por otra parte, y en un sentido distinto pero complementario con el anterior, tal como señala Andreu Peix (1982, 13), a medida que la población se ha ido concentrando en mayores aglomeraciones urbanas, amplias zonas agrícolas se ven cada vez más afectadas por el efecto distorsionador que produce

el fenómeno urbano. Una de las consecuencias es que peligra la supervivencia de la agricultura tanto en las zonas más densamente pobladas como en las más despobladas. En estas últimas, muchos agricultores han abandonado el campo, aunque sus explotaciones agrícolas o ganaderas fueran rentables, y ello como consecuencia de la progresiva degradación de unos servicios mínimos que se consideran imprescindibles (educación escolar, asistencia sanitaria, suministros de medios de producción, canales de comercialización, comunicaciones, falta de medios recreativos, etc.). Al producirse la pérdida del peso específico de la población agraria, por debajo de su "masa crítica", muchas explotaciones plenamente productivas han sido abandonadas. Todo ello ha contribuido a acelerar la "desestructuración" de las zonas rurales. Paradójicamente, nunca como ahora, cuando se ha hablado de modernización, cuando se han abierto numerosas carreteras nuevas y mejorado las ya existentes, cuando se ha incrementado abundantemente el número de automóviles, cuando se ha generalizado la línea telefónica, se han producido los grandes avances en el campo de la medicina, cuando se han liberalizado las costumbres, nunca como ahora, sin embargo, había existido una conciencia tan grande de marginación, de aislamiento y de desprotección entre los campesinos que habitan las zonas rurales más marginadas, que son, precisamente, las más apartadas de los centros urbanos de mayor tamaño. En efecto, es ahora cuando se han suprimido las centrales telefónicas locales, cuando se han concentrado las escuelas, obligando a los niños a desplazarse en autocar para asistir a ellas, cuando muchos pueblos han perdido su médico, cuando se han concentrado municipios y parroquias, y sus respectivos servicios, etc. Todo ello ha provocado, como digo, una sensación de aislamiento, antes inexistente, sobre todo en la población de mayor edad, que por otra parte es, ahora, la más abundante en estas zonas rurales.

Pero, también, en las zonas más densamente pobladas, se nota la desestructuración agraria como consecuencia de las implicaciones que conlleva el fenómeno urbano: expropiación del agua, ocupación de suelo agrario, especialmente para el desarrollo de las comunicaciones terrestres y los suministros urbanos (autopistas, carreteras, conducciones diversas tales como oleoductos, gasoductos, acueductos, desagüe, etc.), etc. A continuación reproducimos un cuadro sinóptico que sintetiza las agresiones contra el mundo rural protagonizadas por el desarrollo capitalista y sus fenómenos concomitantes, especialmente la concentración urbana de la población:

		1)	2)	3)	4)	5)	6)	7)	8)	9)	10)	11)	12)	13)	14)	15)	16)
Polygones industriels	A)	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X			
Urbanisations, campings	B)	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X			
Autoroutes et routes	C)	X	X	X	X	X	X	X									X
Conductions d'énergie	D)	X	X	X				X		X							X
Équipements urbains	E)	X	X	X	X	X	X	X			X						
Mines à ciel ouvert	F)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X			X
Déversoirs d'ordures	G)	X	X					X	X		X			X	X		
Barrages	H)	X	X	X												X	X
Thermiques et centrales nucléaires	I)	X	X	X				X	X			X	X		X	X	

- Perte d'espace agricole
- Occupation temporaire des terrains
- Création d'expectatives urbanistiques
- Détérioration des chemins ruraux
- Circulation humaine dispersée
- Roboteiros
- Danger d'incendies
- Poussière ambiante et contamination
- Bruit et/ou danger de crevasses
- Apparition d'animaux asylvestres et/ou nuisibles
- Problèmes de captation d'eau
- Déviation et/ou tamponnement de "acequias"
- Contamination des eaux
- Dispersion des résidus solides et/ou liquides
- Transformation du microclimat
- Servitude de pas

OBSERVATIONS: H) Spécialement ceux qui sont destinés au fournissement d'eau aux zones industrielles et urbaines. S'ils sont destinés à l'agriculture le problème doit être analysé plus profondément et de façon localisée en réalisant des études de coûts/bénéfices. C'est pareil ce qui arrive avec les transvasements. 2) Difficulté de nouvelles cultures. 3) Distorsion du prix de la terre et possible réqualification du sol dans la périphérie du polygone en une prochaine révision du Plan Général d'Ordonnance du Territoire. 5) Danger qu'on entre dans les cultures. 8) Dans certains cas, elle peut être dangereuse pour la santé, surtout si elle est chargée de soufre ou si elle vient de mines riches en uranium. 9) Son effet est surtout important au secteur de l'élevage et il se présente principalement pendant la phase de construction de l'œuvre. Toujours à côté des mines. 10) Les asylvestres sont les chiens abandonnés pas les villageois. Les "nuisibles" apparaissent quand y a des bourses dispersées (à côté des urbanisations, etc.). 14) Ordures. 15)... et danger d'insalubrité ambiante (contamination radioactive, etc.)

SOURCE: *La Terra*, n° 17 (1981)

Estas son las caracterizaciones del proceso de cambio que, de una manera general, se presentaban ya a finales de los años setenta. Ese proceso y la situación en que desembocaba era valorado de formas diferentes, incluso contradictorias, por los propios campesinos. Por una parte, se valoraban positivamente todas aquellas mejoras de las condiciones materiales y culturales de vida: el alivio que la mecanización permitía de algunas fases del trabajo agrícola, el aumento de los niveles de escolarización y la mejora de expectativas sociolaborales para sus hijos, etc. Al mismo tiempo, sin embargo, los mismos campesinos que valoraban positivamente estos aspectos, eran conscientes, y valoraban negativamente su situación de dependencia y de indefensión respecto de los sectores que regían el mercado. Algunas de las manifestaciones críticas, colectivas aunque sectoriales, más importantes fueron las que se produjeron en los primeros años de los setenta por ejemplo, las denominadas "guerras agrícolas" (del tomate, de la leche, del pimiento, de la patata, del melocotón, etc.), los conflictos por la mejora de las condiciones de vida en los pueblos o las luchas contra las centrales nucleares (Cf.: Aldomà, 1986; Alonso *et al.*, 1976; y Contreras, 1975) y la ya más generalizada, en 1977, "guerra de los tractores".

De alguna manera, podríamos pensar que la "guerra de los tractores" empezó a evidenciar una situación de crisis del mundo rural bastante generalizada, no sólo limitada a los aspectos más económicos, sino también sociales y culturales. Quizá éste sea el aspecto más relevante y más explicativo del cambio social en estos últimos diez años. Hasta mediados de los años setenta, la crisis del mundo rural se evidenciaba en la emigración, en la despoblación de pueblos de agricultores o ganaderos. Esa emigración, sin embargo, permitía o facilitaba, a sol que se quedaban, "racionalizar" "o modernizar" las explotaciones agrarias de acuerdo con los criterios capitalistas de eficiencia, productividad y viabilidad que se imponían, resultado, a su vez, de los mecanismos de mercado y de las políticas agrarias dominantes. Era una tesis comúnmente aceptada, incluso, que cuantos menos campesinos hubiera, más desarrollada estaría la agricultura y la sociedad en general. Así, los que emigraban lo hacían atraídos por un salario regular, fijo y por un trabajo mejor valorado que el trabajo agrícola. Los que se quedaban, por su parte, mejoraban sus condiciones materiales de vida, mecanizaban muchas de las tareas agrícolas y dieron lugar a un cambio de la imagen del campesino: del campe-

sino con traje de pana y con una explotación al borde de la subsistencia a la del agricultor con mono azul, tractor y considerado como un "empresario" agrícola. Incluso, podría hablarse, en los últimos años, de una revalorización del trabajo agrícola por parte de los campesinos, no necesariamente candidatos a la emigración, puesta de manifiesto por una de las reivindicaciones, por ejemplo, del sindicato campesino catalán "Unió de Pagesos": "Volem viure de la terra" (queremos vivir de la tierra). La frase expresa no un rechazo de la actividad agrícola, del modo de vida camapesino, sino una reivindicación de unas estructuras agrarias y de una política agraria que permita realizar ese trabajo.

Pero llegó la época de las vacas flacas, es decir, la crisis económica de los años setenta y su correlato, quizá el más importante, el aumento progresivo del desempleo. La "crisis" industrial es fundamental para explicar la crisis rural porque se han alterado profundamente los mecanismos que producían la emigración y que, como acabamos de ver, facilitaban a su vez, la adaptación de las explotaciones agrarias familiares a los requisitos del mercado y de las políticas agrarias. Ahora, sin embargo, como ha señalado Casal (1983, 26):

ha disminuido la oferta de puestos de trabajo en las áreas que han concentrado la industria y los servicios justo en el momento en que el potencial demográfico de los jóvenes es muy alto. Por una parte tenemos una presión demográfica altísima sobre el trabajo por parte de los jóvenes y por otra una recesión económica. Se han asentado, pues, las bases económicas y demográficas para frenar y, según cómo, invertir el flujo migratorio. Comienza a hablarse ya del retorno de parte de los inmigrados hacia su lugar de origen, con motivo de la proliferación de expedientes de regulación y de cierres de empresas.

Estamos en un momento, pues, caracterizado por el desajuste entre las expectativas que creó el desarrollismo y el bloqueo actual del mercado de trabajo. Este desajuste explica el desconcierto y desmoralización de la juventud rural que comprueba que sus "trayectorias escolares no les conducen ahora a parte alguna, sino que les devuelven desorientados al mismo campo que afanosamente trataron de abandonar" (González, De Lucas, y Ortí, 1985: 7). De este modo, durante los últimos años puede observarse un cierto fenómeno de repoblación rural que está ligado a la situación de paro juvenil y, también, a la ideología ecologista de algunos jóvenes de procedencia tanto rural como urbana.

Sin embargo, la instalación de jóvenes en el campo no es tarea fácil. La especulación en el precio de la tierra como consecuencia de que una parte de las tierras, sea por herencia o sea por inversión, va a parar a personas ajenas a la agricultura, dificulta la instalación de jóvenes agricultores pues les obliga a recomprar la tierra y a unos precios que no responden a la renta que se puede obtener de ella. Todo ello puede explicar la imagen que los jóvenes tienen de su sociedad rural, obtenida a través de una encuesta de alcance estatal realizada por González, De Lucas y Ortí (1985). Los jóvenes encuestados perciben en su sociedad la depresión económica y la marginalidad cultural y no ven un lugar satisfactorio para la mayoría de ellos, pues el bloqueo del mercado de trabajo les sitúa en un alto grado de dependencia respecto de la agricultura, en la que, a menudo, deben refugiarse en forma de paro más o menos encubierto pues no es fácil que puedan acceder a la categoría de agricultores independientes.

En efecto, al problema de la escasez de la tierra hay que añadir la consideración de que el carácter hereditario de la explotación agrícola es lo que determina el acceso a la profesión de agricultor. De tal manera que, como ha señalado Barthez (1982, 22), el acceso a "jefe de explotación" constituye un acontecimiento más de carácter familiar que profesional. Ello quiere decir que la actividad agrícola está sometida, más que a ningún otro factor, al propio ciclo de desarrollo del grupo doméstico o familiar. Y, en este sentido, la prolongación de la expectativa de vida que se ha producido en los últimos años ha transformado el calendario de las relaciones familiares, afectando, entre otras consecuencias, a las condiciones de la transmisión de los patrimonios (Cf. : Roussel, 1976; Champagne, 1979). Sin duda, esta es una de las razones que explican las diferencias generacionales en los últimos años y el recurso, cuando fue posible, a la estrategia del "chantaje de marcha" por parte de los hijos que aspiraban a una mayor participación en la toma de decisiones relativas a la empresa agrícola familiar.

En este sentido, debe recordarse una vez más la especificidad de la agricultura familiar en tanto que supone un modo de ocupación peculiar de la fuerza de trabajo: la "ayuda familiar". En efecto, mientras que en las clases asalariadas la entrada de los hijos en el mercado de trabajo no obliga a sus padres a la jubilación, entre los campesinos, para poderse convertir en jefes de explotación, deben conseguir, al menos parcialmente, la jubilación de sus pa-

dres. Así puede comprenderse la alta potencialidad de conflicto personal intergeneracional dentro de las familias agricultoras y ganaderas. Los hijos, o "ayudas familiares", han aspirado, y aspiran, no sólo a una autonomía financiera (posible mediante una ocupación asalariada) sino también a una autonomía de movimientos y de empleo del tiempo no siempre permitida por las exigencias del trabajo en la explotación familiar, sobre todo si es ganadera. Todas estas circunstancias también contribuyeron a incrementar la emigración del campo a la industria, incluso en aquellos casos en los que se trataba de explotaciones rentables y viables.

La dependencia familiar y el acceso a la explotación determinado por la herencia ha planteado otro tipo de problemas. Por ejemplo, la inseguridad del hijo o hija que, después de haber pasado muchos años trabajando con sus padres en la explotación familiar, se encuentra con que, en el momento de la muerte de sus padres, porque han muerto sin testar o porque así lo han dispuesto, ha de partir la hacienda con el resto de sus hermanos y hermanas que viven fuera y no han aportado nada a la explotación familiar, viéndose así sin compensación y, además, con el peligro de desintegrar la hacienda por tener que partir la herencia.

A estos tipos de problemas ha intentado dar salida la ley que regula el *Estatuto de la explotación familiar agraria y de los agricultores jóvenes*, promulgada el 24 de diciembre de 1981. Los objetivos explícitos de dicha ley son: 1) Constituir explotaciones agrarias viables, y mantener su integridad y continuidad como unidades empresariales, promoviendo su desarrollo y modernización para que consoliden o alcancen la viabilidad social y económica; 2) Estimular la incorporación progresiva a la dirección de las explotaciones familiares agrarias de los colaboradores que hayan de suceder profesionalmente en la titularidad de las mismas, y facilitar el acceso de los agricultores jóvenes a la propiedad de los medios de producción y a la sucesión de las explotaciones agrarias, mediante acuerdos de colaboración familiar y acceso a la propiedad; y 3) Facilitar la inscripción registral de los bienes y derechos que constituyen las explotaciones familiares agrarias.

Una de las posibles consecuencias inmediatas de la calificación de una explotación como "explotación familiar agraria" es la posibilidad de suscribir un acuerdo de colaboración entre el titular y el hijo, hija, u otro pariente, que trabaja en la explotación, regulándose así la figura del "colaborador de la ex-

plotación familiar agraria". Es requisito indispensable para establecer dicha figura del colaborador la suscripción de un convenio de colaboración que regulará "la participación de los colaboradores en los trabajos de la explotación y el modo de efectuar de manera ordenada su incorporación a las responsabilidades gerenciales, especificando las funciones y responsabilidades que en la explotación correspondan al colaborador, las obligaciones que éstos contraen con el titular y las retribuciones de presente y de futuro que por su trabajo y por otras aportaciones correspondan al colaborador, así como la indemnización que hayan de abonarle los sucesores en caso de no mantenerse el acuerdo de colaboración".

La ley de la explotación familiar agraria otorga, también, una serie de ventajas al sucesor de cara a la partición hereditaria; por ejemplo, la posibilidad de pagar en dinero la parte que pueda corresponder a los coherederos; la posibilidad de valorar la explotación en función de la renta media de los últimos cinco años; el establecimiento de un plazo de diez años para pagar a los otros coherederos; y la concesión de subvenciones y de créditos oficiales para facilitar al sucesor estos pagos.

Asimismo, esta ley establece una serie de ayudas para aquellos jóvenes, menores de 35 años, que "deseen transformar, mejorar o ampliar las explotaciones familiares a cuya titularidad hayan accedido como consecuencia de un acuerdo de colaboración" o bien que "tengan un grado de capacitación profesional suficiente, o se comprometan a adquirirla, y que proyecten instalarse directa y personalmente, estableciendo una explotación suficiente, ya sea de forma individual o asociativa de carácter cooperativo". Dichas ayudas pueden consistir en la adjudicación de tierras, ayudas económicas para adquirirlas, o ayudas económicas para la realización de mejoras, instalaciones, equipos, maquinaria, compra de ganado, adquisición o mejora de vivienda para uso propio. También se establecen créditos y subvenciones para posibilitar, preferentemente, las inversiones destinadas a mejorar la productividad de las explotaciones. Teóricamente, el desarrollo del crédito agrícola hace a los jóvenes agricultores menos dependientes de sus padres que de las Cajas de Ahorro.

Existen dudas (Cf.: Camós, 1983: 39) sobre la suficiencia de la ley de la explotación familiar agraria y de los agricultores jóvenes para evitar o solucionar las circunstancias, económicas, sociales y jurídicas, que afectaban a la

reproducción de las explotaciones familiares. En realidad, muchas de las disposiciones contenidas en esta ley, sobre todo las referidas a la asociación del futuro sucesor y a la protección de la integridad de la explotación, son muy similares a los contenidos que eran habituales en las capitulaciones matrimoniales acordadas tanto en Euskadi como en Cataluña. En efecto, la nueva figura del "colaborador", instituido sucesor de la explotación, es una réplica de la figura del *hereu* catalán o de la del *erederue* vasco, instituciones, por otra parte, que hace ya bastantes años han entrado en crisis como consecuencia, fundamentalmente, de razones sociológicas, una de cuyas manifestaciones más significativas ha sido y es la soltería de los herederos.

La soltería es un fenómeno importante e interesante que merece algunas consideraciones específicas. La soltería ha sido una alternativa recurrente dentro de las familias campesinas, junto con la emigración, sobre todo en épocas de crisis económica. Emigración y soltería han sido mecanismos que han ayudado a reproducir las explotaciones familiares, tanto en aquellas zonas en las que predominan la herencia indivisa como la herencia igualitaria. La emigración liberaba fuerza de trabajo excedentaria que, además, podía aportar ingresos líquidos a la propia explotación. La soltería evitaba la fragmentación del patrimonio o la pérdida de liquidez mediante el pago de dotes o legítimas. En cualquier caso, tradicionalmente, quienes emigraban o permanecían solteros no eran los herederos sino los segundones. Todo ello englobado dentro de un complejo de manifestaciones económicas y jurídicas, legitimado, a su vez, por la "ideología casal": la *casa* como razón última y fundamental de las decisiones adoptadas por sus miembros y a la cual todos deben supeditarse (Cf.: Bourdieu, 1962; Comas, e.p.). Si hoy la soltería constituye un problema a través del cual se expresa la crisis rural y, sobre todo, si no exclusivamente, la del campesinado, es porque el celibato no afecta a los segundones sino a los herederos y ello ya no es considerado normal, sino absurdo, en tanto que supone el fin de la explotación agrícola familiar.

El problema de la soltería saltó a la opinión pública gracias a la difusión que los medios de comunicación de masas hicieron del llamamiento colectivo de los solteros de los pueblos de Plan (Huesca) y Sort (Lérida), solicitando mujeres interesadas en establecer relaciones con ellos. El hecho sólo tiene de insólito y de anecdótico el que el llamamiento fuera colectivo, pues anuncios en la prensa solicitando esposa para un heredero había sido una

práctica recurrente en Euskadi a partir de los años sesenta. Esta solicitud, sin embargo, como señaló Dolores Comas en su momento (1985, 21):

ha de entenderse e interpretarse en el contexto en que se produce, el de una región de montaña, donde el trabajo agrícola y ganadero vincula estrechamente a los individuos con la tierra y donde casarse significa dar continuidad a unos patrimonios que sucesivas generaciones han ido forjando con su trabajo. En el Pirineo se ha dado durante siglos una coincidencia casi absoluta entre explotación agroganadera y unidad doméstica. Por ello, el tema implicado en el reclamo de los solteros de Plan y Sort no es sólo el del matrimonio; es también el de la herencia. No se trata, pues, únicamente de una cuestión afectiva, sino de la propia perduración del sistema económico y social.

La soltería es un problema muy importante, sobre todo, en las comarcas más desasistidas y peor comunicadas; pero no es exclusivo de ellas. La falta de esposas se explica, en parte, porque la emigración de las hijas de campesinos es mayor que la de los hijos y, además, las hijas de campesinos no quieren casarse con agricultores, menos todavía con ganaderos, porque, argumentan, la dureza del trabajo agrícola es todavía mayor para las mujeres que para los hombres. Independientemente de la región y de la especificidad de las actividades desarrolladas dentro de la explotación, el celibato de los agricultores es, en buena medida, un resultado de la precariedad de las condiciones materiales y de vida, al menos comparativamente con las de otros sectores de actividad. Y así, si la emigración femenina podía explicar la alta tasa de celibato entre los campesinos; luego fue la perspectiva del celibato la que explicaba la emigración masculina. Y, en este punto, otra vez, volvemos a la crisis económica de estos años. La emigración ha dejado de ser una puerta abierta y las perspectivas de futuro para los agricultores han de buscarse de nuevo en la agricultura. Los solteros de Plan y de Sort no han visto su alternativa tanto en la emigración, a causa del paro, como en asegurar el patrimonio y la ocupación por la vía matrimonial. Como señalaba Dolores Comas (1981, 21), hoy "ya no es posible resignarse o contemplar con indiferencia el desmoronamiento de un sistema social en que han de subsistir".

Ello puede explicar otro hecho, también insólito pero sólo aparentemente: la constitución de Asociaciones de Solteros y que estas asociaciones formen candidaturas para las elecciones municipales. La *Asociación de Sol-*

teros del Pallars, por ejemplo, que fue creada en 1984 como una forma de buscar soluciones para evitar la despoblación de la comarca como consecuencia de la falta de matrimonios, decidió presentar candidaturas para participar en las elecciones municipales de 1987, aunque luego se fundieran en otras listas de los partidos existentes en los quince municipios de la comarca del Pallars Sobirá, en la que viven 5.500 personas. La asociación cuenta con 500 afiliados, el 85% de los cuales aprobó dicha iniciativa. Dos puntos destacaban en su programa y ambos ponen de manifiesto dos problemas diferentes, pero complementarios, y que son las causas de la crisis de muchas de las zonas rurales en la actualidad: 1) la comarca carece de una infraestructura de servicios mínimos y ello hace que la despoblación siga siendo muy importante; y 2) la vía matrimonial es clave para evitar la desertización de la comarca.

Este tipo de planteamientos pone de manifiesto un interés y una cierta identificación con el medio rural y la ocupación agrícola que prácticamente habían desaparecido a finales de los años setenta. En este sentido, esta actitud que nosotros deducimos del programa de la Asociación de Solteros del Pallars coincide con la identificación moral del colectivo juvenil con el medio agrícola que González, De Lucas y Ortí (1985) han encontrado a nivel de todo el estado, si bien es cierto que la actitud de dicho colectivo frente a la agricultura familiar va a estar sujeta a dos tipos de consideraciones: "por la medida, por un lado, en que la existencia de alternativas laborales permite libertad de elección y de juicio, y por la medida, por otro, en que las transformaciones agrarias de los últimos veinte años hayan alcanzado a todas las comarcas y las explotaciones" (1985, 13). En realidad, la existencia o no de esas alternativas y la rentabilidad, tanto económica como social, de las transformaciones agrarias, y la expectativa de las consecuencias reestructuradoras de la entrada en el mercado común, van a marcar el futuro de la agricultura y de la sociedad rural en su conjunto.

REFERENCIAS

- ALDOMA, I., 1986, *La vaga dels tractors. Conflictes pagesos a l'Urgell, 1977-78*. Lleida, Editorial Virgili y Pagès.
- ALONSO, V.L. et al., 1976, *Crisis agrarias y luchas campesinas, 1970-1976*. Madrid, Ayuso.
- BARTHEZ, A., 1982, *Famille, travail et agriculture*. Paris, Économica.
- BOURDIEU, P., 1962, "Célibat et condition paysanne", *Etudes Rurales*, 5-6:32-135.
- BRANDES, S., 1978, "El impacto de la emigración en una aldea de los montes de Castilla", en DOUGLASS, W. y ACEVES, J. (Eds.): *Los aspectos cambiantes de la España rural*, pp. 31-58. Barcelona, Barral.
- CAMOS, M., 1983, "L'estatut de l'explotació familiar agrària i dels agricultors joves", en *La Terra*, números 18 y 21.
- CASAL, J., 1983, "Del poblet al cap de comarca", en *Papers de Joventut*, pp. 26-28. Barcelona, Edicions de Joventut i Societat.
- CHAMPAGNE, P., 1979, "Jeunes agriculteurs et vieux paysans. Crise de la succession et apparition du 'troisième âge'", *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 26-27.
- COMAS, D., 1985, "Soltería, crisis de valores y cambio de estructuras familiares", en *en País* (5-2-1985), p. 21.
- s.p. "Rural crisis and the family reproduction system: Bachelorhood as a problem", *Sociologia Ruralis*.

- CONTRERAS, J., 1975, "Las guerras agrícolas", en *Cuadernos para el Diálogo*, Extra XLV, pp. 84-88.
- DOUGLASS, W. y ACEVES, J. (Eds.), 1978, *Los aspectos cambiantes de la España rural*. Barcelona, Barral.
- ETXEZARRETA, M., 1984, "l'agricultura a temps parcial, la crisi econòmica i els joves", en *Els joves i el camp*, pp. 19-26. Barcelona, Diputació de Barcelon (Col. Materials de Juventut).
- GONZALEZ, J.J.: DE LUCAS, A.; ORTI, A., 1985, *Sociedad rural y juventud campesina. Estudio sociológico sobre la juventud rural, 1984*. Madrid, Ministerio da Agricultura, Pesca y Alimentación.
- LISON, C., 1978, "Aspectos del cambio socio-cultural en una comunidad rural", en *Homenaje a Julio Caro Baroja*, pp. 685-698. Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas.
- MIRA, J. F., 1975, "Sociedad rural y cambio social: notas para un planteamiento", en *Primera Reunión de Antropólogos Españoles*, pp. 211-223. Sevilla, Publicaciones de la Universidad de Sevilla.
- PEIX, A., 1982, "La crisi de l'explotación familiar agrària a Catalunya" en *Quaderns Agraris*, 2: 7-17.
- PEREZ DIAZ, V., 1978, "El proceso de cambio en la comunidades rurales castellanas", en DOUGLASS, W. y ACEVES, J. (Eds.): *Los aspectos cambiantes de la España rural*, pp. 215-247. Barcelona, Barral.
- ROUSSEL, L., 1976, *La famille après le mariage des enfants. Etude des relations entre générations*. Paris, P.U.F.

*REFLEXIONS SUR LE TRAVAIL AGRICOLE EN GRECE:
CATEGORIES STATISTIQUES ET OBSERVATION
SOCIOLOGIQUE*

Stathis DAMIANAKOS (C.N.R.S., Univ. de Paris X)

La notion du travail agricole pose, avec beaucoup plus d'acuité que les autres notions de la sociologie rurale, le problème du décalage entre catégories statistiques et observation sociologique. S'il est vrai que, selon un principe épistémologique bien connu¹, les systèmes d'explication apparaissent différents suivant le niveau où on se place, s'il est vrai aussi que l'analyse statistique ne fournit que des tendances générales dont il s'agit d'affiner l'interprétation par l'analyse locale, il convient de préciser que les deux démarches doivent, au moins, être complémentaires: les systèmes d'explication découlant de l'une ou de l'autre ne peuvent pas s'exclure réciproquement et les tendances statistiques ne doivent pas réfuter celles constatées par l'observation sociologique.

Or, dans une Grèce appelée à adapter son économie à celle des pays occidentaux, l'inadéquation entre instruments de mesure et phénomènes à mesurer devient de plus en plus flagrante ce qui explique, entre autre, l'absence remarquée de ce pays de la plupart des statistiques comparatives publiées par la Communauté Européenne ou les autres organismes internationaux. Certes, le constat des rapports plutôt difficiles qu'entretient l'investigation sociologique avec la statistique ne date pas d'hier et ne concerne pas seulement la Grèce; le champ notionnel de la statistique,

science dont les objectifs sont directement commandés par les besoins de l'administration, ne couvre que très approximativement la problématique sociologique. De surcroît, dans le domaine de la recherche rurale, on sait depuis A. Tchayanov et J. Tepicht que les catégories de la comptabilité économique classique (telles que, par exemple, la rentabilité, le profit, le salaire etc.) ne sont pas d'une grande utilité pour la compréhension de la logique du fonctionnement de l'exploitation familiale. Cependant, le problème devient autrement plus crucial pour le cas de la Grèce, pays dont les structures sociales sont parfois plus proches des formations traditionnelles que d'une société capitaliste moderne. Malgré les précautions prises par l'Office Statistique de Grèce, chaque fois qu'il s'agit de procéder à un recensement, d'adapter aux "particularités grecques" les directives de la C.E.E., l'écart reste trop grand pour que cet appareil statistique, valable en principe pour les pays capitalistes avancés, puisse donner des résultats satisfaisants.

Les multiples difficultés qui découlent de cet état de choses peuvent être repérées essentiellement à trois niveaux, non exclusifs les uns par rapport aux autres:

a) au niveau de *la collecte des données*. La fiabilité et la validité d'un dénombrement sont souvent mises à l'épreuve en raison soit de l'imprécision de la question posée ou des significations différentes qu'elle prend d'un milieu social à l'autre, soit de l'attitude des interviewés qui, poursuivent une stratégie sociale particulière, cherchent à fausser délibérément les résultats. Nous ne citons que deux exemples qui, sur ce point, illustrent de manière caractéristique l'opposition entre observation sociologique et données statistiques. Le premier est relatif à l'emploi des femmes en Grèce. Récemment encore, dans un article consacré à ce sujet, Charis Syméonidou s'étonnait de constater que, contrairement à ce qui se passe dans la plupart des pays européens, les données statistiques grecques montrent pour la période 1961-1981 une forte baisse de la population active féminine (de 33,5% elle passe à 22,7%)². En réalité, cette baisse est fallacieuse puisque, au cours de la même période, le pourcentage des femmes salariées dans la population globale augmente. Elle est due, en grande partie, à l'invisibilité du travail dans le secteur de l'économie dite parallèle, ainsi qu'à la sous-estimation du travail des aides-familiaux en agriculture où le travail féminin est "souvent considéré comme le pro-

longement de l'occupation domestique"³. Le deuxième exemple renvoie au dénombrement de la population des communes rurales: quelle crédibilité peut-on accorder à la tendance statistique faisant apparaître un recul de l'exode rural (ou même une reprise démographique rurale) dans certains départements au cours de la décennie 1971-81, quand on sait que le jour du recensement plusieurs centaines de citoyens débarquent, avec des autocars affrétés, dans leur village d'origine pour y être recensés? Des enquêtes locales montrent que l'écart entre population "recensée" et population résidente est parfois considérable pouvant aller, en particulier dans les villages de montagne, jusqu'à 60% de leurs effectifs démographiques réelles⁴.

b) Le deuxième niveau de repérage des difficultés inhérentes aux décalages en question, est celui de *l'interprétation des données recueillies*. Il s'agit, cette fois-ci, non pas d'un malentendu sur le sens de la catégorie statistique de la part des personnes interrogées, mais d'une incertitude quant à sa signification réelle pour l'analyse quantitative d'un phénomène social. Le propre d'un indicateur est de mesurer d'une manière rigoureusement univoque le phénomène observé, si l'instrument statistique dispose d'une flexibilité telle que le résultat de la mesure est chaque fois différent, ou si, à l'inverse, le phénomène à mesurer change de nature d'un contexte social à l'autre, il est évident que l'interprétation sera forcément fautive.

Or, dans maintes domaines de l'investigation statistique l'absence de rigueur des notions utilisées fait que le chercheur hésite entre plusieurs interprétations de son matériau chiffré. Le meilleur exemple ici nous est fourni par le traitement réservé à des catégories telles qu'"exploitation agricole", "travail agricole" ou "salariés permanents" et "salariés saisonniers" dont il est plus amplement question à la suite de cet exposé: les "Instructions" publiées par l'Office Statistique de Grèce à propos de l'enquête agricole de 1983⁵ laissent subsister, comme nous le verrons, de sérieuses lacunes quant à la définition exacte de ces termes.

Cependant, ce n'est pas toujours l'absence de rigueur dans la construction de la catégorie statistique qui est à l'origine des difficultés d'interprétation. Dans une société qui, comme la société néo-hellénique, n'a pas encore pleinement accompli sa transition vers le capitalisme, la fluidité des structures sociales, la non conformité de certains phénomènes aux modèles standardisés

proposés par la société capitaliste, rend extrêmement difficile leur mesure avec des outils statistiques habituels puisque le même phénomène social peut prendre des significations différentes selon le contexte. Sur ce point, un exemple qui illustre bien notre propos est le comportement électoral en Grèce et les difficultés de l'étudier à l'aide des méthodes usuelles de la Géographie et de la Sociologie électorale. Comme nous avons essayé de le démontrer dans un travail antérieur⁶, voter pour tel ou tel parti politique n'a pas le même sens d'une région à l'autre et ce sens est absolument différent si l'on passe du milieu urbain au milieu rural. Dans une grande partie de la Grèce, même aujourd'hui, le vote est à penser en termes non pas d'allégeance à un parti politique, mais de fidélités contractuelles personnelles.

c) Le troisième, enfin, niveau où l'inadéquation entre données statistiques et observation sociologique se fait sentir, est celui du *traitement quantitatif du matériau chiffré*. Ce qui est en cause ici, ce n'est plus la fiabilité d'un dénombrement ni son interprétation, mais le choix d'un niveau régional d'agrégation des données suffisamment crédible pour que les associations et les corrélations établies entre variables n'aboutissent pas à des résultats fallacieux. Déjà, établir une moyenne nationale (ou même départementale) dans un pays dont on connaît l'extrême diversité socio-culturelle des contextes régionaux, peut se révéler très aléatoire: quelle valeur peut-on accorder à une moyenne arithmétique sur laquelle l'observation locale nous apprend qu'elle couvre, en réalité, des disparités considérables? Comment choisir l'unité d'analyse et l'espace de référence de cette moyenne quand on sait que les unités administratives (éparchie, département, région, etc.) ne coïncident pas forcément avec les unités socio-historiques du pays?

Toutefois, si les moyennes arithmétiques, même dépourvues de sens, ne peuvent jamais être fausses statistiquement, leur jeu devient autrement plus redoutable lorsqu'on veut passer à l'analyse des relations causales et traiter non plus des moyennes descriptives mais des moyennes analytiques, telles que les coefficients de corrélation. Comme il a été magistralement démontré par D. Derivry et M. Dogan à propos d'une étude d'écologie électorale en France, "alors que la moyenne de valeurs élevées ne peut être qu'une valeur élevée, la corrélation globale de plusieurs corrélations parfaites peut en revanche être faible, voire nulle"⁷. En effet, l'analyse des relations causales en-

tre vote, appartenance de classe et pratique religieuse qu'ils ont menée dans 85 départements séparément, n'a pas simplement nuencé l'analyse au niveau national, elle l'a résolument invalidée. Ce qui est vrai pour l'analyse électorale peut l'être aussi pour d'autres analyses quantitatives quelque soit la nature des variables retenues. En Grèce, pays où les processus d'homogénéisation sociale fut beaucoup plus lent et incomplet qu'en France, combien d'analyses similaires ne risqueraient-elles pas de se révéler fausses si l'on passait du niveau national au niveau départemental, du niveau départemental à celui de l'éparchie ou de la commune?

L'hybridation croissante des formes du travail en agriculture

Toutes ces questions qu'on vient d'évoquer brièvement au sujet de l'écart entre observation sociologique et données statistiques, se retrouvent à propos du travail agricole, domaine où la difficulté de l'approche quantitative n'a son équivalent que dans l'incertitude théorique qui entoure la notion. Questionnaires mal formulés, réponses trompeuses, catégories statistiques incertaines, phénomènes sociaux rebelles aux catégories usuelles ou choix d'unités spatiales non pertinentes pour le traitement quantitatif des données, cumulent ici leurs effets pour faire de l'écart initial un fossé infranchissable. A ces difficultés il faut ajouter celles provenant de l'absence de documentation statistique (ou d'une documentation incomplète) sur plusieurs aspects essentiels de l'activité agricole et conduisant le chercheur à recourir à des données de substitution souvent inadéquates par rapport à l'analyse poursuivie, attitude qui fait penser à cet ivrogne de l'histoire qui, ayant perdu ses clés au cours d'une nuit sombre, ne les cherchait que que près du réverbère sous prétexte que c'était là le seul endroit éclairé.

Le processus de socialisation du travail en agriculture, malgré son importance pour l'élucidation des modalités selon lesquelles le capitalisme pénètre dans le secteur agricole, ainsi que pour la compréhension des conflits sociaux qui traversent la société rurale actuelle, n'a pas fait l'objet (à part quelques exceptions qui confirment la règle⁸) d'analyses particulières. En

Grèce, le réveil des sciences sociales est trop récent pour qu'on puisse parler d'études poussées sur des sujets aussi ponctuels. En Europe occidentale et notamment en France, l'intérêt des ruralistes fut plutôt orienté vers des problèmes tels que la transformation de l'exploitation agricole, les attitudes des agriculteurs face à leur "métier" ou les mobilisations syndicales et professionnelles, orientations qui, si elles touchent de près le thème de la force de travail en agriculture, n'en esquivent pas moins la question centrale qu'on se pose à son propos, à savoir l'origine et les modalités de son exploitation par le capital. La discipline qui, par sa vocation même devrait s'y pencher, c'est-à-dire la sociologie du travail, a, dès le début, exclu ce sujet de son champ d'investigation, dans la mesure où le travail agricole, en raison de sa fameuse spécificité, cadrerait mal avec son modèle théorique façonné sur le travail industriel⁹.

Cette spécificité est double; du point de vue du procès technique du travail, l'activité agricole peut prendre des formes aussi bien artisanales qu'industrielles, tandis que, du point de vue de la division sociale du travail, elle peut s'exercer aussi bien dans le cadre de l'exploitation familiale traditionnelle que dans celui de l'entreprise capitaliste et, donc, participer à plusieurs rapports de production à la fois. Dans ces conditions qui, d'ailleurs, ne font qu'exprimer les particularités de l'insertion de l'agriculture au mode de production capitaliste, les formes du travail agricole empiriquement observables ne sont presque jamais "pures": d'une exploitation à l'autre, mais aussi, souvent, au sein d'une même exploitation, on remarque la présence simultanée d'éléments divers, parfois contradictoires, qui relèvent tantôt de l'agriculture de subsistance, tantôt de la production petite-marchande, tantôt de la sous-traitance (agriculture contractuelle) et tantôt du rapport salarial, tout en témoignant de la coexistence de plusieurs procès techniques de production, depuis le travail exclusivement manuel et artisanal, jusqu'à une mécanisation et une parcellisation très poussées des tâches agricoles.

La recherche sur le terrain met en évidence le caractère extrêmement hybride du travail en agriculture et montre aussi que cette hybridation croît de plus en plus au fur et à mesure qu'aux formes traditionnelles du travail (qui ne disparaissent pas) viennent s'ajouter de nouvelles, conséquence des nouveaux rapports de production qui pénètrent dans les campagnes. La situation se complique davantage si l'on fait intervenir les emplois extra-agricoles du

chef de ménage ou des aides familiaux, emplois dont la tendance est, elle aussi, à l'expansion.

La notion du travail agricole ne couvrant donc pas (ou ne couvrant plus depuis la révolution technologique de l'agriculture et le recul de l'opposition, jadis radicale, entre villes et campagnes) une réalité sociale homogène, la question qui se pose est celle de l'identification, d'abord, de ses formes hybrides actuelles, ensuite de l'évaluation de l'importance de chacun de ses éléments constitutifs pour l'ensemble du processus de production agricole, enfin de la définition de son statut théorique dans le cadre d'une analyse menée en termes des relations entre forces et rapports de production.

Depuis vingt ans l'agriculture grecque s'est engagée dans un processus d'évolution extrêmement diversifiée: pluriactivité (aussi bien agricole qu'extra-agricole) presque généralisée, modernisation fulgurante de certaines exploitations et conservation parallèle d'une poussière de petites exploitations traditionnelles, urbanisation accélérée des genres de vie dans les campagnes, progrès notables de l'irrigation et des nouvelles cultures intensives conduisant une partie des exploitations à l'intégration "verticale" dans une firme agro-alimentaire, tandis qu'une autre partie continue à pratiquer des cultures extensives et à partager sa production entre le marché et l'autoconsommation, concentration de la terre consécutive au développement du fermage mais, aussi, maintien des anciennes formes de faire-valoir, accentuation des inégalités entre exploitations (en terre, en eau ou en machines), nouvelle répartition des tâches (hommes-femmes, jeunes-vieux) à l'intérieur comme à l'extérieur de l'exploitation.

Cette rapide énumération des caractéristiques majeures de l'agriculture grecque suffit à montrer la complexité des voies qu'emprunte actuellement la socialisation du travail agricole. Pour n'en donner que quelques exemples, glanés au hasard de l'observation monographique:

. Le gros exploitant puissamment mécanisé qui, dans tel village de la Chalcidique¹⁰, travaille chaque année pendant plusieurs semaines avec son tracteur ou sa moissonneuse-batteuse chez des agriculteurs non mécanisés contre paiement en argent ou en nature, est-il un entrepreneur capitaliste

soucieux d'amortir son capital investi dans les machines ou un salarié au service des petits paysans?

. Le petit agriculteur qui, dans tel autre village de la région de Veroia¹¹ pratique la polyculture-élevage et réserve une partie de sa production au marché libre, une autre partie à l'autoconsommation et la troisième partie à l'industrie laitière de Platy avec laquelle il a signé un contrat, est-il un paysan petit-marchand ou un travailleur "à façon"?

. Le gros fermier installé dans telle région hautement industrialisée de la Béotie¹² et s'adonnant simultanément à l'agriculture intensive, à la transformation et au commerce de ses produits, est-il un agriculteur capitaliste, un petit entrepreneur industriel ou un commerçant?

. Enfin, le petit propriétaire de la montagne de Naxos¹³ qui loue une partie de son lopin à un éleveur contre paiement en nature et partage son activité entre la polyculture-élevage traditionnelle et le travail salarié en tant qu'ouvrier agricole saisonnier ou ouvrier du bâtiment occasionnel, tout en possédant un certain nombre de "parts" dans la mine d'extraction d'émeri voisine ("parts" dont il négocie chaque année le prix de concession aux mineurs selon la conjoncture du marché local) est-il un rentier, un paysan vivant dans une économie de subsistance et de troc traditionnelle, un agriculteur prolétarisé, un ouvrier ou un petit porteur, spéculateur dans une bourse de valeurs informelle?

Les catégories statistiques de l'O.S.G.

Face à cet écheveau inextricable des formes que prend actuellement le travail dans les campagnes et à l'effort qu'il exige pour en démêler les fils, quels renseignements peut-on tirer des données statistiques disponibles? Si l'on examine la dernière en date des enquêtes agricoles d'une certaine ampleur qui ont été organisées en Grèce, celle de 1983, on constate que la plus

grande partie des activités en question sont soit invisibles, passant entre les mailles des catégories statistiques établies, soit noyées dans des catégories plus larges et que, pour une autre partie, les renseignements que nous pouvons avoir à leur égard sont faux, ou risquent d'être faux, soit parce que la question est mal posée (ou mal perçue par l'intéressé), soit parce que la catégorie statistique est imprécise.

Nous avons déjà vu, à propos du travail des femmes, que le danger de sous-estimation du travail agricole est bien réel pour toute une catégorie de la population dont on sait par ailleurs que c'est sur elle que repose souvent l'essentiel des travaux en agriculture. La même observation est valable pour les enfants dont le travail d'appoint, parfois considérable (surtout en période de pointe des travaux agricoles), peut être édulcoré en raison des considérations éthiques. Ces problèmes sont liés à la formulation de la question posée et à sa perception, une autre manière de procéder réussirait peut-être à cerner de plus près l'information recherchée. Mais, pour évoquer un exemple bien caractéristique, que dire des instructions données aux enquêteurs par l'Office Statistique concernant le calcul du temps de travail consacré à l'exploitation agricole par les salariés ou les membres du ménage agricole? Ces instructions, si elles recommandent, pour l'estimation d'une journée de travail (de huit heures) d'additionner les heures de travail que l'agriculteur a passées, au cours de plusieurs jours, sur son exploitation dans le cas où sa journée n'atteint pas huit heures, en revanche elles interdisent expressément de comptabiliser les heures passées au delà de la journée de huit heures: "si le travailleur travaille plus de huit heures dans la journée, les heures de travail au delà de huit heures ne sont pas prises en considération"¹⁴. Cette recommandation, par ailleurs incompréhensible, fausse les données du problème d'autant que, comme tout le monde sait, la nature du travail en agriculture impose au travailleur de dépasser très souvent les huit heures de la journée de travail standardisée et que les formes actuelles de la soumission de l'agriculture au capital passent par l'intensification du travail agricole, intensification qui n'apparaît que si l'on considère l'ensemble du temps réellement consommé.

Pendant, la difficulté la plus grave à laquelle le sociologue rural doit faire face à propos des données statistiques vient de l'imprécision des catégories utilisées. Qu'il s'agisse de la distinction entre salarié permanent et salarié

saisonnier, de la notion du travail agricole ou de celle de l'exploitation agricole, l'incertitude quant à leur interprétation de la part aussi bien de l'enquêteur chargé de remplir les questionnaires, que du chercheur désirant mener une analyse à ce sujet, pèse lourdement sur la fiabilité des résultats.

En ce qui concerne la distinction entre salariés permanents et salariés saisonniers, celle-ci est mal établie dans la mesure où font aussi partie des premiers les ouvriers qui en raison des "conditions particulières de production" n'ont pas pu travailler à l'exploitation tout au long de l'année, critère qui les confond avec les ouvriers saisonniers dont le travail est "intermittent" et s'exerce "selon les besoins de l'exploitation"¹⁵.

La définition du travail agricole n'est guère plus claire: conformément à la liste des tâches agricoles fournie par l'O.S.G. "à titre indicatif", en fait partie toute activité qui "contribue à la production des produits agricoles ou d'élevage", telle que "l'entretien des machines et des bâtiments", ou "le stockage, l'élaboration et la préparation (emballages) pour la vente du produit", etc. En revanche sont expressément exclus de cette liste tous travaux visant à la fabrication de fromage ou à la production et vinification du moût. Ces derniers sont rejetés pêle-mêle avec une multitude d'activités variées dans la rubrique "autre activité lucrative"¹⁶. Mais quelle est la frontière entre "élaboration" et "transformation" d'un produit agricole, où commence et où finit la "production agricole"? la question et de taille car de son élucidation dépend non seulement la possibilité d'avoir une vision claire du processus de "grignotement" que subissent actuellement des tâches qui ont toujours fait partie du travail agricole traditionnel de la part des industries agro-alimentaires, mais aussi celle de formuler une définition dépourvue d'ambiguïtés de la notion de la pluriactivité agricole.

Le sens précis de cette dernière, dont A. Moysidis, il y a quelque temps, soulignait, à juste titre, l'importance pour l'agriculture grecque (surtout en ce qui concerne la loi de la valeur du travail agricole ainsi que l'évacuation du surtravail)¹⁷, est loin de faire l'unanimité parmi les spécialistes: si l'on choisit le critère de la séparation travail agricole - travail extra-agricole, cela revient à exclure de la pluriactivité les exploitants qui exécutent des travaux agricoles chez d'autres agriculteurs, si l'on adopte celui du travail dans l'exploitation et en dehors de l'exploitation, ne sont pas, à leur tour, considé-

rés comme des pluriactifs ceux qui pratiquent une autre activité lucrative sur leur exploitation, tel que le tourisme ou l'artisanat.

Il n'y a guère qu'une combinaison des deux critères qui pourrait résoudre le problème, à condition toutefois qu'on sache ce qu'est exactement le travail agricole, ce qu'est exactement une exploitation familiale¹⁸. Nous avons vu précédemment quelles sont les incertitudes qui entourent la première de ces notions. Quant à la seconde, les choses ne sont pas plus simples dans la mesure où la philosophie qui semble guider l'enquête statistique dans ce domaine est inspirée d'un modèle sans grande prise sur la réalité sociale grecque. Selon ce modèle, l'exploitation agricole est une "entreprise" qui fait vivre l'agriculteur et sa famille et où il y a coïncidence entre une résidence, une propriété, une famille, un emploi et un revenu. C'est dans le cadre de cette logique que les "instructions" de l'enquête de 1983 recommandent par exemple que seuls les exploitants qui "résident en permanence sur la surface choisie" doivent être pris en considération (unité exploitation - résidence)¹⁹. De même, la référence à la possession d'un stremma minimum de terre cultivée comme condition pour être compris dans l'échantillon, laisse penser que les exploitants qui louent la totalité de leurs terres en sont exclus (unité exploitation - propriété)²⁰.

La logique en question est encore plus manifeste sur le plan de l'unité, supposée, entre exploitation, famille, emploi et revenu: la rubrique "autre activité lucrative" est complétée uniquement pour ceux parmi les membres du ménage agricole qui réalisent "au moins une journée de travail sur l'exploitation agricole"²¹. Cette disposition exclut donc de la pluriactivité les membres de la famille dont le travail est entièrement en dehors de l'exploitation familiale, ce qui, entre autre, revient à éluder la tendance, constatée par l'observation sociologique, d'un passage des formes individuelles aux formes familiales de pluriactivité²².

Considérer l'exploitation familiale comme une "entreprise" (même comme une "entreprise sui generis" selon la convention adoptée pour les agricultures occidentales, puisqu'elle ne fait pas de profit) est une pure fiction pour le cas de la Grèce, lorsqu'on sait que la grande majorité des exploitations dans ce pays ne répond pas aux critères minimaux de revenu et d'orientation technico-économique qui définissent l'exploitation moyenne occidentale. Il suffit pour s'en convaincre de citer les chiffres fournis par le

programme RICA pour la Grèce: lors de sa première application, en 1981, seulement 347.830 exploitations agricoles sur un total de 957.040, (soit 36%,) ont été jugées dignes de ce nom et ont été incluses dans le champ d'observation comparative²³.

La plupart des difficultés évoquées au cours de cet exposé sont loin d'être propres à la seule approche statistique du problème. Les écueils sur lesquels bute cette dernière ne sont que le simple révélateur d'un malaise épistémologique plus général dû à l'absence d'un cadre théorique adéquat à l'étude du travail agricole. Repérer et recenser les formes actuellement dominantes de celui-ci est insuffisant, voire pratiquement impossible sans une compréhension globale de son évolution en tant que partie intégrante du travail social régie par les mêmes règles qui gouvernent ce dernier. Cette compréhension implique la prise en compte de la perspective historique en même temps que le recours à une théorie appropriée qui saurait faire la part des modalités particulières que chacune de ces formes inscrit dans le processus général de l'évacuation du sur-travail agricole en dehors de l'exploitation, théorie qui reste à définir.

NOTES

1. M. Duverger, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, PUF, 1961.
2. Ch. Syméonidou, "L'évolution de la population féminine économiquement active en Grèce: 1961-1981", *The Greek Review of Social Research*, 63, 1986 (pp. 293-317), en grec.
3. Op. cit., p. 301.

4. C'est le cas des villages épirotes étudiés depuis deux ans par une équipe de chercheurs sous la direction d'Henri Mendras et de Stathis Damianakos, dans le cadre du projet franco-hellénique "La Grèce revisitée, analyses localisées du changement social" (CNRS - EKKE grec). Une première étude sur l'évolution socio-démographique de ces localités paraîtra prochainement dans la revue de l'EKKE.
5. Office Statistique de Grèce, *Enquête par échantillonnage sur la structuration des exploitations agricoles et l'emploi de la population agricole de l'année 1983. Instructions à l'intention des inspecteurs et sous-inspecteurs sur la manière de préparer, organiser et réaliser l'enquête*, Athènes, Juillet 1983 (p. 56, doc. multigr.), en grec.
6. St. Damianakos, "Les fiefs électoraux en Epire", *The Greek Review of Social Research*, N° spécial "Aspects du changement social dans la campagne grecque" (sous la direction de St. Damianakos, EKKE, 1981, pp. 49-92). Traduction grecque in *Diadicassies koinonikou metaschimatismou stin agrotiki Hellada*, St. Damianakos (ed.), EKKE, 1987, (pp. 111-196).
7. D. Derivry, M. Dogan, "Religion, classe et politique en France", *R.F.S.P.*, Vol 36, N° 2, Avril 1986 (pp. 157-181).
8. Cf. les ouvrages de A. Lacroix, *Transformation du procès de travail agricole*, Grenoble, INRA - IREP, Oct. 1981; C. Faure, *Agriculture et capitalisme*, Paris, Anthropos, 1978; J. Cavailles et H. Ossard, *Le développement du capitalisme et la décomposition de la paysannerie*, INRA, 1977; A. Mollard, *Paysans exploités*, Grenoble, PUG, 1977.

9. M. Jollivet, "Le problème des relations de travail en milieu rural, introduction et définition de la problématique", *L'Année Sociologique*, Vol. 22, 1971 (pp. 565-567).
10. R. Buhagiar, "Un village de la Chalcidique, pluriactif et rapports de production", in Actes du Colloque *Pluriactivité et développement agricole*, Ministère Grec de l'Agriculture, Athènes, 1986, (pp. 80-85), en grec.
11. St. Damianakos, E. Nicolakopoulos, D. Psycholyios, "Vergina, modernisation agricole et changement social dans un village de la Macédoine Centrale", *The Greek Review of Social Research*, EKKE, 33-34, 1978 (pp. 432-478), en grec.
12. B. Kassimis, "Un village de la Béotie, caractéristiques structurelles des exploitations agricoles et formes d'emploi", in *Pluriactivité et développement agricole*, op. cit., pp. 65-79, en grec.
13. E. Zacopoulou, *Localité et relations de clientèle en Grèce: le cas d'un village naxiot (Apiranthos) et de ses immigrants à Athènes*, Thèse de 3ème Cycle, Université de Paris X, Nanterre, Paris 1986 (p. 305, Annexes).
14. Office Statistique de Grèce, op. cit., p. 40 et 43.
15. Op. cit., p. 39 et 40.
16. Op. cit., p. 39, 41 et 45.

17. A. Moysidis "L'activité extra-agricole dans l'agriculture grecque, une première approche", *Revue d'Etudes Rurales*, T. 1, N° 2, 1985 (pp. 71-93) en grec.
18. Sur les problèmes posés par la définition de la pluriactivité voir aussi, St. Damianakos "Un village de la région de Veroia, approche typologique de la pluriactivité dans une économie locale en expansion", in *Pluriactivité et développement agricole*, op. cit., pp. 47-59, et "Formes de pluriactivité dans la campagne grecque", op. cit. pp. 86-89.
19. O.S.G., op. cit., p. 13.
20. Op. cit., p. 13 et 19. L'ambiguïté vient de l'emploi du verbe "avoir" (de la terre) qui peut signifier aussi bien "être propriétaire" que "disposer".
21. Op. cit., p. 43 et 45.
22. St. Damianakos "Un village...", op. cit.
23. Voir K. Papadopoulos "L'application en Grèce du Réseau Communautaire d'Information sur la Comptabilité Agricole", *Agrotikos Synergismos*, 40 (11), 64-67, Nov. 1986 (en grec).

**LA STAGNATION AGRICOLE COMME PROCESSUS
D'ADAPTATION ET DE TRANSFORMATION
DES SYSTEMES DE PRODUCTION. L'EFFONDREMENT
DE L'ECONOMIE PAYSANNE AU PORTUGAL.**

Fernando MEDEIROS (Université de Paris X)

Au regard des normes utilisées dans les comparaisons internationales, l'agriculture portugaise connaît depuis plus de dix ans une évolution atypique qui l'éloigne des performances obtenues par celles des autres pays de l'Europe du sud. L'explication encore largement admise de ce retard continue à mettre en exergue les conditions naturelles peu favorables, auxquelles viendraient s'ajouter les effets cummulatifs d'une série bien connue de facteurs structurels décourageants. Parmi ceux-ci, outre la mauvaise utilisation des facteurs de production, on souligne le caractère obsolète des infrastructures et l'enclavement de la quasi-totalité de l'arrière-pays. En ce qui concerne l'environnement socio-économique de l'agriculture portugaise, la désorganisation chronique des marchés est tenue pour la principale cause des échecs répétés des politiques agricoles élaborées depuis la fin des années '50. Il est désormais établi que c'est plutôt le caractère contradictoire de celles-ci qui constituait le principal goulet d'étranglement du développement agricole et industriel du pays¹.

Aussi le faisceau des causes que l'on peut dégager des analyses économiques formulées en termes de dysfonctionnement converge vers une constante mise en évidence du caractère archaïque d'un régime de propriété et d'un système d'exploitation générateurs d'un immobilisme quasi-séculaire. L'atomisation des unités de production encore largement tournées vers les

marchés locaux et l'économie domestique dans le nord et une partie du centre du pays, opposée à la concentration de grandes exploitations dans le sud semi-aride, constituent dans les interprétations courantes du sous-développement rural portugais, les deux principaux obstacles structurels sur lesquels la réforme agraire de 1975 n'aurait eu que des effets contre-productifs.

Fondé sur de tels postulats le diagnostic ne peut que confirmer l'idée fort répandue d'une involution générale, attestée de prime abord, il est vrai, par la simple confrontation de deux ratios et de quelques indicateurs économiques. Ainsi, du début des années '70 au milieu des années '80 la proportion des actifs dans l'agriculture et la part du secteur dans le PIB passaient de 32% et 17% respectivement à 23,5% et 9,2%, ce qui équivaut à une baisse des rendements agricoles de plus d'un tiers sur des taux qui ne dépassent guère la moitié de ceux obtenues dans la plupart des autres agricultures européennes. Mais c'est surtout l'évolution du taux de couverture des importations de produits agricoles par les exportations de cette même classe de produits qu'exprime le mieux la tendance régressive puisque pour la période en observation il passe de 85% à 50%. Une autre indication souvent évoquée fait état de l'importance du déficit agricole et de la manière dont il grève le déficit commercial total². Etant donné l'accroissement constant des importations de produits protéiques et de produits énergétiques destinés à la consommation intermédiaire du secteur, on pourrait cependant nuancer ce diagnostic, mais c'est là un travail pour les économistes sur lequel je n'anticiperais pas. En revanche si par une telle présentation de la stagnation de l'agriculture portugaise on veut signifier que celle-ci peut être tenue pour un des principaux facteurs responsables du retard socio-économique du pays, lecture qui apparaît en filigrane dans maintes analyses, on conviendra, au terme des considérations proposées ici, qu'il en va tout autrement.

La conjoncture d'un changement structurel

En admettant que cet effet de blocage induit par les distorsions du système agraire puisse être isolé et situé au début des années '70, la crise de l'agriculture identifiée à partir des indicateurs évoqués plus haut ne se déclare qu'à partir du premier choc pétrolier (1973/74) auquel s'enchaîne une série impressionnante d'évènements et de changements endogènes. Quoique ces

événements soient encore bien en mémoire, il importe de retracer l'exceptionnelle conjoncture portugaise du milieu des années '70. Le processus de décolonisation et le mouvement social des ouvriers agricoles dans les régions latifundiaires du sud seront à considérer comme les éléments clé du virage historique de 1974. Tout d'abord la remise en cause radical du régime de propriété et du statut des fermages a eu pour effet inattendu, une diminution draconienne des remises en argent frais de l'émigration qui couvraient près de 50% du déficit de la balance des transactions courantes et représentaient à cette époque 15% environ du revenu national, soit l'équivalent du Produit agricole brut. L'inversion des flux migratoires internationaux et le rapatriement de plus de 600.000 ressortissants nationaux des anciennes colonies, dont la plupart ont dû se replier sur l'économie rurale, constituent les deux faits majeurs d'une conjoncture qui viendrait bouleverser de fond en comble le déroulement du processus d'intégration des économies paysanne et urbaine.

Sous le choc de ce double bouleversement c'est peu dire que l'agriculture subit une crise dès lors que l'on observe l'effondrement de tout un système social semi-périphérique dans lequel l'espace rural remplissait des fonctions sociales, économiques et politiques précises, souvent réparties entre régions fort contrastées tant du point de vue biogéographique que socio-morphologique. Pour mieux mesurer l'impact des deux facteurs considérés il importe de rappeler qu'en 1981, date du dernier recensement général de la population, la population rurale *stricto sensu* (localités de 2.000 ha au plus) représentait 56,9% du total de la population résidente contre un taux d'urbanisation de 29,7% si l'on fait abstraction des 13,4% formant la population des bourgs de 2.000 à 10.000 habitants. Comparativement, la Grèce et l'Espagne présentent des taux d'urbanisation nettement supérieurs avec 59,5% et 74,1% respectivement (données ONU, 1984). Le contraste, surtout avec l'Espagne toute proche, est à ce point saisissant qu'il manque rarement de produire un réflexe d'incrédulité. Cependant cette différence structurelle est confirmée par la différence du simple au double entre les revenus par tête des deux pays, à ceci près, toutefois, que cette dernière différence apparaît comme étant moins que proportionnelle par rapport à la première. En d'autres termes, la correspondance souvent admise entre urbanisation et niveau de développement économique semble infirmée par ces données élémentaires, ce qui montre par ailleurs le peu de consistance des inférences calculées à partir de mé-

thodes comparatistes mal maîtrisées. De ce point de vue les sociétés pluri-spatiales de l'Europe du sud présentent des éléments structurels et des caractères socioculturels dont le nombre et l'hétérogénéité rendent particulièrement difficile toute entreprise comparatiste. Ici, plus que partout ailleurs en Europe occidentale, on constate non seulement des effets dissemblables produits par des causes identiques, phénomène qui est à rattacher à l'extrême fragmentation de l'espace euro-méditerranéen et à la diversité des modalités d'appropriation et d'interprétation de la nature, mais aussi la primauté de facteurs historiques et culturels distincts pour chacun de ces sociétés, susceptibles de générer des structurations et des évolutions différentes dans chaque cas³.

Un premier élément de réponse aux questions soulevées par la caractère rural anormalement accusé de la société portugaise doit être cherché dans l'inconsistance du premier échelon des réseaux urbains, attestée par le faible pourcentage (13,4%) de la population de l'ensemble des localités intermédiaires de moins de 10.000 habitants. Alors qu'à première vue cette caractéristique semble corroborer la vision d'une société en marge de la civilisation urbaine, la réalité est bien différente si l'on tient compte de deux autres aspects tout aussi remarquables de la morphologie sociale de cette société. Le premier concerne la "litoralisation" très accentuée de la distribution territoriale de la population résidente, laquelle se concentre à plus de 70% sur une étroite bande du littoral centre et nord⁴ correspondant à moins du quart de la superficie continentale du pays, soit l'équivalent, en étendue, de trois départements moyens français, par exemple. Or une telle configuration socio-territoriale, caractérisée par un semis semi-dispersé de l'habitat et présentant par endroits des densités de peuplement parmi les plus élevées d'Europe, pose d'emblé toute une série de problèmes de conceptualisation de la séparation du rural et de l'urbain. Le deuxième aspect remarquable concerne l'ampleur exceptionnelle de l'émigration portugaise, actuellement estimée à près de 30% de la population résidente. Un tiers environ de ce flux migratoire, soit un million de personnes, sont des citoyens de première et de deuxième générations installés dans différentes métropoles européennes relativement proches des régions émétrices ce qui permet à beaucoup de ces migrants de préserver de solides liens avec leurs "pays" d'origine. A cela s'ajoutent les incessants mouvements d'aller-retour de toute la population émigrée, ce qui confère aux rapports ville/campagne dans la société portugaise des structures atypiques

dans le contexte européen. A partir de ces éléments il ne serait pas exagéré d'estimer à près de 50% de la population résidente l'ensemble de la population qui présente des caractéristiques urbaines, dont une partie ressort du phénomène de la périurbanisation polarisée par les deux grandes villes du pays, Lisbonne et Porto. L'industrialisation diffuse des campagnes du littoral, le quasi-abandon d'un vaste arrière pays enclavé et la forte croissance urbaine recensée ces dernières années contribuent à faire du littoral centre et nord du pays une vaste région proto-urbaine⁵, mi-rurale / mi-urbaine, mi-agricole / mi-industrielle, qui n'a pas d'équivalent, à cette échelle, en aucun autre pays européen.

C'est donc à cet espace hybride en constante expansion dès les origines de l'industrialisation du pays, qu'il faut faire référence pour saisir les contours et les fonctions d'un l'espace rural que l'on a trop souvent tendance à présenter comme l'archétype d'une société traditionnelle réduite à une sorte d'état végétatif, croupissant sous les pesanteurs du minifundisme dominant. Le phénomène de la multiactivité des propriétaires-exploitants et de leurs familles revêt ici les formes les plus diverses, aussi bien dans les modalités bien connues de la double activité du chef d'exploitation que dans celles moins bien étudiées des autres membres de la famille. Le caractère hétéroclite des types d'agriculture pratiqués, la diversité des catégories socio-professionnelles impliquées dans l'usage productif ou spéculatif des sols les plus riches ainsi que les formes multiples de l'interpénétration du rural et de l'urbain justifient l'adoption d'une notion différente de celle qui nous servait à décrire la double activité du chef d'exploitation et la formation du revenu familial des paysans-ouvriers. Dans le cas portugais, comme vraisemblablement dans ceux d'autres pays de l'Europe méridionale, la notion de *multiactivité familiale*⁶ offre l'avantage d'englober le contenu traditionnel de la notion de pluriactivité et de rappeler la polyvalence très accentuée du travail agricole dans les anciens systèmes de culture méditerranéens à laquelle s'associent des modalités complexes de division et d'organisation du travail familial et salarié.

La société familiale traditionnelle à l'épreuve de la démocratisation

Après ces quelques rappels, on voudrait souligner les significations sociologiques des caractères originaux des processus de déruralisation et de ré-

traction de la production agricole marchande dans les zones du littoral où se concentrent près des trois quarts des exploitations agricoles familiales du pays.

Au regard des changements sociaux des années '70 il en est deux qui se détachent nettement, autant par leurs implications directes que par les ruptures qu'ils signalent dans un système social où le paysannat constituait une ressource stratégique. Le plus visible fut la rapide conversion à la démocratie politique d'une société dont les structures et l'histoire sous-tendaient l'emprise d'un pouvoir oligarchique patrimonialiste. L'autre changement, qui explique en large mesure le précédent, a trait au dérèglement de tout un ensemble de micro-mécanismes de régulation des différents sous-systèmes sociaux locaux qui composaient la société traditionnelle portugaise, en particulier ceux qui conféraient aux relations patron/client les caractéristiques d'une institution réglant de manière normative les conduites et les attentes individuelles.

Considérons tout d'abord le processus de décomposition de ce type de relations sociales dont on sait qu'il est largement répandu dans les sociétés rurales de l'Europe du sud. A partir des travaux disponibles sur les formes de structuration sociale qui singularisent ces sociétés à espaces multiples⁷, on peut établir qu'une des fonctions primordiales des relations sociales fondées sur les relations de parenté, dans lesquelles on englobe la parenté par alliance et la parenté symbolique, consiste à faire de chaque société locale une entité sociale hiérarchisée par la répartition des droits de propriété et d'usage des ressources économiques stratégiques, la terre et l'eau. Le principe inégalitaire qui préside à une telle distribution des ressources vitales ne peut être légitimé que par un esprit de citadelle assiégée, hérité d'un ordre guerrier lointain dont il est souvent le vestige archéologique, et que l'on retrouve encore à l'oeuvre dans la guerre des intérêts économiques que se livrent entre eux les différents systèmes sociaux territorialisés et, à l'intérieur de ceux-ci, les groupes domestiques constitués en unités de production et de consommation concurrentes. Les fragmentations multiples qui caractérisent l'espace et le milieu méditerranéens fournissent une des clés d'explication de la pérennité de ces réseaux à base familialiste et/ou clientélaire car non seulement elles conditionnent la structure productive d'un des systèmes de culture traditionnelle les plus répandus dans cette partie de l'Europe rurale (le fameux triptyque plaines/piémont/alpage) mais déterminent aussi, à une échelle pluriré-

gionale, les relations de complémentarité entre les différents systèmes de culture qui composent ces ruralités. Et comme à cela s'ajoutent diverses formes d'interpénétration du rural et de l'urbain, reliées aux différents types d'agriculture pratiqués, on aperçoit l'importance extrême que revêtent ici les enjeux patrimoniaux et les conflits intra-familiaux.

A partir de ces multiples imbrications de l'espace et des sociétés, on conçoit que ces groupements d'intérêts composites ayant à gérer un difficile équilibre entre le niveau des ressources, les capitalisations et l'entretien/maintien de la main-d'oeuvre familiale, ne puissent y parvenir sans trop de dommages pour leur cohésion interne que par l'utilisation des opportunités offertes par les sociétés englobantes via l'émigration, facteur de régulation du cycle de vie domestique⁸. En d'autres termes, le semi-nomadisme et le "travail mercenaire" qui caractérisent certains courants migratoires de la société rurale portugaise, expriment l'acharnement indicible des luttes pour l'accès à la terre dans un type de sociabilité centré sur les relations de parenté et d'alliance. Le système de la "maison" en tant que référent identitaire des individus, réactualise ce même esprit de citadelle assiégée évoqué précédemment dans lequel on peut voir la marque de la guerre économique sans merci, quoique travestie ou occultée, que se livrent les groupes domestiques et/ou les parentèles⁹.

Le processus de décomposition des relations patron/client suit de près celui de la différenciation sociale et de la diversification économique, avec tout ce que celui-ci entraîne sur le plan de la restructuration de l'espace agricole. Au Portugal le phénomène est patent dès la fin du XIX^e siècle comme l'attestent les premières suppressions de communaux ("baldios"), mais jusqu'aux années '60 ce mouvement général s'y déroule à un rythme très lent¹⁰. L'accélération décisive survient seulement lorsque l'hémorragie démographique de l'émigration intra-européenne (1960-1974) accomplit l'exode rural que le retard industriel du pays rendait improbable. Plus récemment (1975), la réinsertion des 600.000 rappatriés des anciennes colonies dans un espace social peu différencié contribue à l'expansion du salariat dans l'industrie et les services, minant par là même les loyautés propres aux relations de patronage. C'est surtout cet énorme chassé-croisé de populations qui présentent des caractères socio-économiques et culturels distincts¹¹ qu'il convient de retenir pour expliquer la désagrégation des modèles de conduite et des relations sociales traditionnelles du littoral centre et nord.

Tandis que l'émigration intra-européenne créait virtuellement les conditions requises pour la modernisation de l'agriculture, en dégageant des surplus financiers importants (remises de devises), en libérant des terres et en supprimant presque les trois quarts du prolétariat agricole, les rappatriements des anciennes colonies soumettent ces régions à une logique de développement différente, récupérant en partie les anciennes structures de l'économie domestique pour les intégrer à un mode de vie urbain et à un tissu économique de plus en plus diversifié. Certains auteurs évoquent cette mutation en signalant l'émergence d'une "société providence"¹² servant de palliatif aux carences de l'Etat social portugais. Si l'on entend signifier par là le retour spectaculaire aux formes de production agricole non marchande et le développement très rapide de l'économie informelle (souterraine) enregistré ces dernières années, l'expression peut prêter à confusion car il n'est nullement prouvé que de tels phénomènes soient imputables à la pérennité de la sociabilité traditionnelle fondée les relations de parenté comme semble suggérer l'article cité. Ces deux phénomènes dérivent en fait du redéploiement industriel induit par les chocs pétroliers, par l'indépendance des colonies et par les avantages sociaux et salariaux acquis après 1974 par les salariés des principaux centres urbains. Le nouvel essor de l'industrialisation diffuse des campagnes du littoral centre et nord, auquel participent les rappatriés d'outre-mer, exprime l'intégration au salariat des dernières réserves de force de travail d'origine paysanne désormais privées du traditionnel recours à l'émigration à travers l'émergence de nouvelles formes de production (la sous-traitance et le taylorisme) sous l'impulsion du marché international.

Compte tenu de ces éléments, il n'est pas exagéré de dire que la conversion du paysannat au salariat est un processus qui atteint au Portugal sa phase ultime du fait de l'épuisement des avantages économiques et sociaux du modèle de développement fondé sur l'articulation des industries de main-d'oeuvre (*capital-saving*) et l'économie paysanne. Les meilleures preuves du caractère obsolète de ces formes de production sont le recours de plus en plus large au travail infantile clandestin d'une part, et l'effondrement de la productivité dans le secteur agricole, d'autre part. Ceci est confirmé par le fait qu'une des fonctions primordiales de l'espace minifundiaire est celle de l'habitation comme l'attestent des travaux récents¹³, ce qui explique, entre autres phénomènes, la très faible diminution du nombre des exploitations agricoles enregistrés entre 1968 et 1979. Selon ces deux derniers recensements

agricoles, les 787.937 exploitations recensées en 1979 présentent une diminution de 2,9% par rapport au nombre de 1968, compte non tenu des 167.202 micro-exploitations de moins de 0.05 ha recensées en 1979 dont on ignore le nombre pour 1968. Mais peut-on parler d'exploitations agricoles quand on sait que plus de 80% de ces "fermettes" de moins de 4 ha (cf. Annexe 1) ne fournissent qu'une partie, parfois négligeable, du revenu disponible des familles exploitantes¹⁴? En revanche l'accroissement sensible d'un recensement à l'autre¹⁵ de la catégorie "travailleurs familiaux non rémunérés" atteste l'importance croissante de cette fonction habitationnelle dans une période pendant laquelle la population résidente totale du pays a augmenté de plus de 10%.

En bref, du point de vue socio-rural l'évènement décisif pour expliquer l'effondrement de l'agriculture portugaise n'est autre que l'accroissement considérable de la pression démographique exercée sur le partie du territoire où se concentraient près des trois quarts des exploitations familiales. Dans ce contexte tout à fait exceptionnel dans l'Europe contemporaine, ce sont les mêmes mécanismes étudiés par Esther Boserup sur les transformations des systèmes de culture¹⁶ que l'on voit encore à l'oeuvre, ce qui en dit long sur l'archaïsme social et culturel légué par l'ancien système oligarchique. Dans cette perspective la stagnation agricole, mesurée en termes de production marchande, ne fait que traduire la déstructuration du système de culture minifundiaire et celle des formes de production qu'il sous-tend, dont on a vu à quel point elles dépendaient d'une intense mobilisation du travail familial pour l'obtention du plus grand excédent de revenu possible au-delà du minimum vital¹⁷. Au Portugal cette fonction de l'économie paysanne a pris très tôt la forme de la "production" d'un surplus démographique investi dans les différents circuits des multiples réseaux d'une émigration multiséculaire. Quand bien même la semi-prolétarianisation paysanne puisse être envisagée comme un substitut fonctionnel de cet investissement exogène, il est non moins évident que l'élément structurant de l'organisation socio-économique du pays est désormais celui de l'activité industrielle avec laquelle la paysannerie ne peut pas composer durablement pour préserver sa propre reproduction.

ANNEXE 1

EXPLOITATIONS AGRICOLES AU PORTUGAL CONTINENTAL EN 1968 ET 1979 SELON LES RECENSEMENTS AGRICOLES

Dimensions	Nombre d'exploitations		Pourcentages		Superficies 1979	Pourcentages	
	1968	1979	1968	1979		1968	1979
De 0,05 à 0,99 ha	313.775	325.404	38,8 %	41,5 %	171.797ha	2,5 %	3,3 %
De 1 à 3,99 ha.	314.855	307.618	38,9 %	39,2 %	610.050	12,4 %	11,7 %
De 4 à 19,99 ha.	153.225	127.155	18,9 %	18,2 %	987.878	23,8 %	19,0 %
De 20 à 49,99 ha.	17.718	14.282	2,2 %	1,8 %	419.472	10,1 %	8,0 %
De 50 à 99,99 ha.	4.494	4.080	0,8 %	0,5 %	278.432	6,0 %	5,3 %
100 à 199,99 ha.	2.102	2.328	0,3 %	0,2 %	321.943	5,7 %	6,2 %
200 à 499,99 ha.	1.497	1.914	0,2 %	0,2 %	595.588	9,2 %	11,4 %
Plus de 500 ha.	1.140	1.163	0,1 %	0,1 %	1.797.749	30,3 %	34,6 %
Total.....	808.804	783.944	100,0 %	100,0 %	5.182.907	100,0 %	100,0 %
Expl. sans terre	2.852	3.993					
Quest. simplifié (de 0,02 à 0,05)		non recensé 167.202					

ANNEXE 2

**SUPERFICIE ET DENSITE DE LA POPULATION
PAR REGIONS (1960, 1981)**

Cf. représentation cartographique ci-après.

	SUPERFICIE km ²	D E N S I T E	
		1960	1981
N. LITORAL	6339.66	198.0	227.8
N. C. INTER.	28003.19	58.6	48.9
C. LITORAL	17667.44	110.3	115.7
ALENTEJO	27059.86	28.5	21.6
ALGARVE	5071.60	62.1	63.8
A. M. PORTO	803.21	1040.7	1391.8
A. M. LISBOA	3548.50	429.9	706.6
R. A. MADEIRA	754.04	356.7	335.3
R. A. AÇORES	2892.28	113.2	84.2
PAIS	92139.78	96.5	106.7

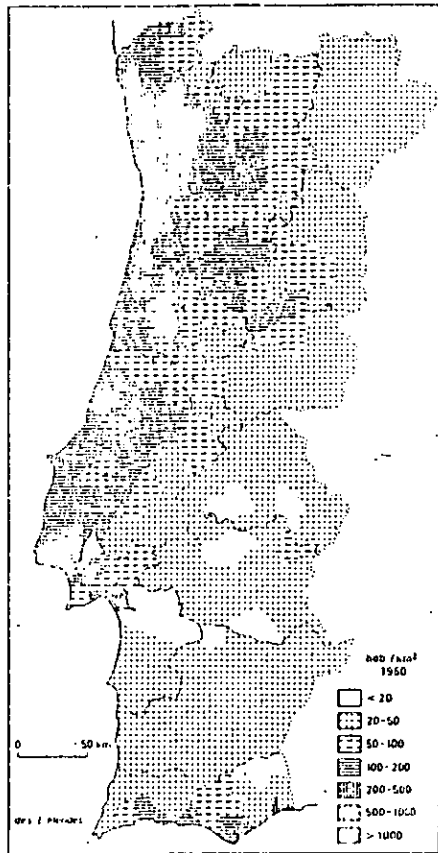


Fig. 1: Densité de population par "concelhos", 1960

Source: Jorge GASPAR, A Ocupação e a organização do território, Lisbonne, 1987

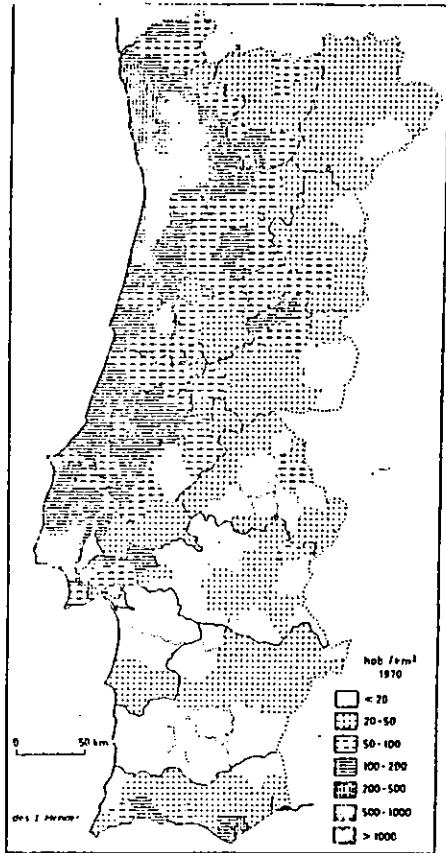


Fig. 2: Densité de population par "concelhos", 1970

Source: Jorge GASPARG, A Ocupação e a organização do território, Lisbonne, 1987

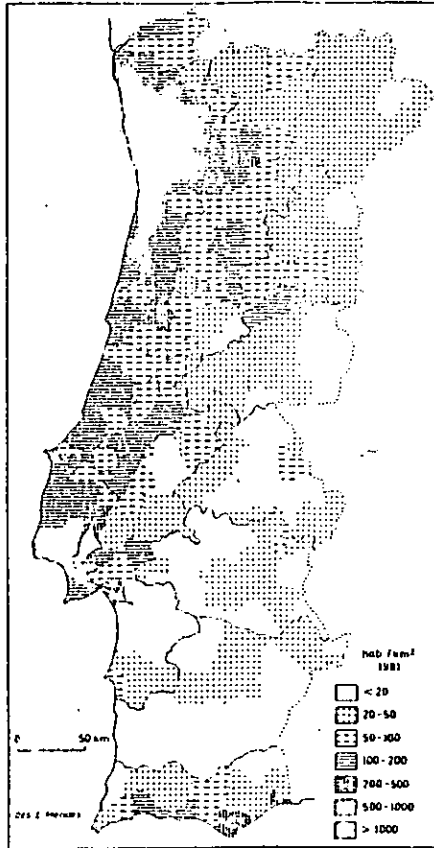


Fig. 3: Densité de population par "concelhos", 1981

Source: Jorge GASPARG, A Ocupação e a organização do território, Lisbonne, 1987

NOTES

1. Manuel Belo Moreira, "L'agriculture Portugaise: une présentation" in *Aspects du Portugal Rural*, Sociedade Portuguesa de estudos Rurais, Braga, 1986.
2. Edgar Rocha "Evolução do défice externo agrícola, particularmente no domínio alimentar, e suas causas", in *Análise Social*, vol. XV (60) N° 4, 1979 Lisbonne.
3. C'est la variabilité intrinsèque des éléments structurels et culturels des sociétés sud-européennes qui constitue leur dénominateur commun. En considérant ce côté polymorphe des systèmes sociaux de l'Europe méridionale, la méthode comparative peut se révéler particulièrement utile pour construire un cadre conceptuel plus approprié à l'étude de ces sociétés à espaces multiples.
4. Districts de Lisbonne, Porto, Coimbra, Leiria, Aveiro, Braga, et V. Castelo.
5. La notion de proto-urbanisation que j'ai inférée de celle de proto-industrialisation utilisée par les historiens sert à décrire les types d'habitat qui accompagnent l'industrialisation diffuse des campagnes et, dans certains cas, l'exurbanisation.
6. Philippe Lacombe et Bernard Delord, "La multiactivité des agriculteurs, conjoncture ou structure" in *Pluriactivité dans les familles agricoles*, A.R.F., Paris, 1984.
7. Cf. F. Medeiros, "Espaces ruraux et dynamiques sociales en Europe du sud. Un système social à espaces multiples", Communication au XIII^e Congrès Européen de Sociologie Rurale, Braga, 1986 (dans la Revue *Annales*, n° 5, Paris, 1988). L'approche comparative adoptée dans cette étude permet de saisir l'importance des relations de complémen-

tarité et d'interdépendance entre les différents systèmes sociaux locaux qui composent ces sociétés d'une part, et de souligner les similitudes structurelles qui les distinguent d'autres formes d'organisation sociale européennes.

8. L'émigration peut être vue, dans cette optique, comme une friche sociale qui aurait pour équivalent fonctionnel dans le cadre conceptuel de Tchaianov les terres agricoles disponibles. En tant qu'élément de l'économie paysanne, elle tend à prouver la validité universelle de ce concept.
9. Pour vérifier l'échange inégal qui s'opère sous couvert des relations d'entraide et de réciprocité, voir Brian J. O'Neill: *Proprietários, Lavradores e Jornalheiros. Desigualdade Social numa aldeia Transmontana, 1870-1978*, Lisboa, 1984.
10. Cf. Ana Alice F. N. Nobre, *Evolution du mode de mise en valeur du village de Lamas*, Université de Paris X (ronéotypé), 1981.
11. Maria José Maranhão et Rui Pena Pires, "Os enigmas e impactos do repatriamento", Communication au *Ier Congrès Portugais de Sociologie*, Lisbonne, janv. 1988.
12. Boaventura de Sousa Santos, "Estado e Sociedade na periferia do Sistema mundial; o caso português", *Análise Social*, nº 87/88/89, Lisboa, 1985.
13. Alvaro Domingues e Teresa Marques, "Produção industrial, Reprodução social e Território. Materiais para uma tentativa de abordagem do Médio Ave", *Revista Crítica de Ciências Sociais*, 22, Coimbra, 1987.
14. Aida Valadas de Lima, "Modalidades de trabalho na agricultura: o caso do distrito deo Porto", I.C.S., 1987.

15. On en dénombreait 519.000 en 1968, 624.000 en 1976 et 605.000 en 1979.
16. Esther Boscrup, *Pression démographique et évolution agraire*, Paris, 1966.
17. Brunslaw Galeski, *Sociologia del campesinado*, Barcelona, 1977.

L'EXPLOITATION AGRICOLE EN GRECE: UN EXEMPLE EN EPIRE

*Michel SIVIGNON (Univ. de Paris X Nanterre)
Pierre-Yves PECHOUX (Univ. de Toulouse Le Mirail)*

I - Considérations Générales

Il est malaisé d'avoir une idée juste du nombre des exploitations agricoles. Rappelons qu'en France, on a recensé au Recensement Général Agricole de 1979 1.262.000 exploitations agricoles, mais que sur ce nombre, seulement 865.000 avaient au moins une unité de travail annuel (UTA), c'est-à-dire, une personne employée à temps complet (40 h par semaine), soit 68,5% de l'ensemble. Le tiers restant des exploitations était composé d'exploitations à temps partiel.

Cette situation est le fruit d'une évolution qui a mené le nombre des exploitations agricoles de 4 millions en 1929 à 2.285.000 au recensement de 1955, 1.553.000 en 1970 et finalement 1.260.000 en 1978 dont 865.000 à temps complet.

Il est tentant de comparer à cette évolution en France l'évolution des exploitations agricoles en Grèce. En 1929, on a recensé 953.000 exploitations agricoles. La surface totale de ces exploitations s'élevait alors à 38.800.000 stremmes (soit 46 str. par exploitation), ou 3.880.000 ha.

En 1950, on passe à 1.000.000 exploitations, dont la superficie moyenne n'est plus que de 35,8 str. (10 str = 1 ha).

En 1961, le chiffre des exploitations est plus élevé: 1.156.172. Il s'est accru de 13,9% depuis 1950. La superficie moyenne des exploitations est alors de 31,7 str. Jusqu'à cette date donc, le nombre des exploitations n'a cessé de s'accroître et la surface moyenne n'a cessé de diminuer (remarquons que la surface totale des exploitations s'est un peu accrue entre 1950 et 1961).

L'enquête de 1977/78 révèle pour la première fois une diminution du nombre des exploitations agricoles: elles ne sont plus que 957.800: la chute est donc de 17,2% depuis 1961. La superficie des exploitations est passée à 36,1 str. Notons qu'ont été considérées comme exploitations agricoles celles dont la surface dépasse 1 stremme soit 1.000 m². Mais la terre effectivement cultivée est seulement de 32,274.000 str., si bien, que la superficie cultivée par exploitation est de 33,7 str. Depuis 1929, il n'y a donc pas d'augmentation de la surface des exploitations, qu'il s'agisse de la surface totale ou de la surface cultivée. On peut voir là un effet du décalage dans son évolution de la Grèce par rapport à l'Europe occidentale et simplement, par rapport à la France.

En matière de main d'œuvre agricole, les choses ne sont cependant pas aussi simples. Rappelons que si l'on définit par une UTA (Unité de travail agricole) la quantité de travail d'un homme qui travaille 280 jours par an sur son exploitation (norme acceptée à l'échelle européenne), 1.872.000 UTA travaillaient sur 1.262.000 exploitations en France en 1979, ce qui donne 1,48 UTA par exploitation et 1 UTA pour 15,7 ha cultivés. Il est malaisé d'extraire une comparaison des données statistiques grecques. L'essentiel provient du tableau ci-dessous dans lequel on a la surprise de constater que seulement 11% de la population agricole est employée à plein temps (c'est-à-dire 280 jours par an) dans les exploitations. Un traitement statistique classique permet d'avoir une idée approchée du nombre total d'unités de travail agricole (UTA) dans l'agriculture grecque.

Nombre d'actifs agricoles travaillant

Moins de 70j/an	70 à 139 jours	140 à 210 jours	210 à 279 jours	280 j et au-dessous	total des actifs agricoles
708.250	463.540	386.790	266.680	229.010	2054.270

Il apparaît que 957.000 exploitations agricoles utilisent 965.000 UTA, soit environ 1 UTA par exploitation agricole, ou encore 1 UTA pour 33 stremmes. Rappelons qu'au recensement général agricole de 1979, on a recensé en France 1,48 UTA par exploitation, soit 1 UTA pour 15,7 ha (ou si l'on préfère 157 stremmes).

La disposition même des catégories de travailleurs agricoles telle qu'elle apparaît sur la tableau ci-dessus met en évidence le développement considérable de la pluriactivité dans la main d'oeuvre agricole grecque.

Malheureusement les autres données de l'enquête ne permettent guère, à notre sens, de préciser les données. En effet, une grande partie du questionnaire porte sur la semaine précédant la visite de l'enquêteur et il est à notre sens difficile d'extrapoler à partir de ces données.

Revelons tout de même quelques chiffres. Il y avait 268.000 chefs d'exploitations qui ont un emploi en dehors de l'agriculture, auxquels s'ajoutent 104.000 chefs d'exploitation qui travaillent également dans d'autres exploitations agricoles. Au total 373.000 chefs d'exploitation pratiqueraient la pluriactivité soit 39% du total. Rapprochons ce chiffre de ceux de la France où 32% des exploitants pratiquent cette profession en tant que profession secondaire.

Dans le cas de la Grèce la faible taille de l'exploitation explique le caractère fréquent de la pluriactivité des chefs de famille et bien entendu des membres des ménages agricoles. L'exploitation agricole est donc vraisemblablement pour beaucoup une sorte de ressource d'appoint.

Rappelons par ailleurs que l'Organisme des Assurances Agricoles (O.G.A.) verse une retraite à tous les agriculteurs et à toutes les femmes d'agriculteurs de plus de 60 ans, sans obligation pour eux de cesser leur activité: Le montant de cette retraite est au demeurant très modeste (7.000 drachmes par mois, soit 300 FF). Par conséquent, un nombre important d'exploitations est composé d'exploitations de retraités!

D'ailleurs, l'enquête indique que sur 957.040 chefs d'exploitation qui travaillent exclusivement ou principalement dans l'agriculture-élevage, 285.500 soit 30% ont 65 ans ou plus et sont donc des retraités.

L'enquête a considéré comme faisant partie de l'exploitation toutes les terres, indépendamment de leur statut foncier (terres en pleine propriété, en fermage, en métayage). Naturellement, étant donné l'histoire foncière de la Grèce, presque toutes les exploitations comportent des terres appartenant au

chef d'exploitation (939.000 sur un total de 957.000), mais si la superficie totale de ces exploitations est de 34.160.000 str, seulement 28.005.890 str. représentent la propriété du chef d'exploitation. Le reste, soit 8,2% n'est pas possédé par le chef d'exploitation (ou par un membre de sa famille). Le statut de ce reste n'est pas précisé, ce qui donne une des limites de fiabilité de l'enquête.

Une seconde catégorie d'exploitations se compose d'exploitations comportant des terres louées. Cette seconde catégorie recouvre d'ailleurs partiellement la première. Elle comporte 182.000 exploitations qui cultivent 12.261.000 str.) dont environ la moitié (6.065.000 str.) est louée. En revanche les exploitations en métayage (messiaki) sont très minoritaires (28.000) et les terres en métayage représentent 477.000 stremmes.

A vrai dire la lecture de ces tableaux n'est pas simple et il est malaisé d'en trouver la cohérence: la totalité des exploitations qui ont des terres en location ont également des terres qui appartiennent au chef d'exploitation.

On peut retenir que 17 % des terres cultivées seraient en location et que pour les exploitations qui ont des terres en location, ces terres en location re présentent environ la moitié de ce qu'elles cultivent. En réalité tout travail sur le terrain en Grèce montre que les choses ne sont pas simples et qu'elles échappent à l'analyse statistique.

C'est qu'en effet l'exode rural depuis 1960 a amené la multiplication des terres cultivées en faire valoir indirect. Mais la location se fait de gré à gré. Elle n'est pas astreinte à un cadre juridique particulier et son statut est éminemment variable.

Une réflexion sur les exploitations agricoles en Grèce peut partir d'un certain nombre d'hypothèses. Une première hypothèse consiste à opposer les campagnes françaises précocement dépeuplées, où on ne retrouve en 1979 que le quart des exploitations recensées en 1929 aux campagnes grecques où la population rurale s'est accrue pendant beaucoup plus longtemps et où on retrouve aujourd'hui, après une légère chute, le nombre des exploitations de 1929. Toutes les observations sur le terrain montrent que les choses sont moins simples.

Il nous semble que la réforme agraire de Venizelos d'une part, le rôle de quelques institutions d'autre part, au premier rang desquelles la Banque Agricole, ont contribué à fossiliser la structure foncière du pays, mais non pas

à empêcher complètement un mouvement de concentration des exploitations qui est en complète discordance avec la théorie égalitaire issue de la réforme agraire.

II - L'exemple de Margariti (Thesprotie)

Margariti (Thesprotie) donne un exemple de l'évolution des structures foncières et des exploitations agricoles à partir duquel il est sans doute excessif de généraliser mais qui présente des traits intéressants.

La plaine de Margariti constitue un ensemble de terroirs très particuliers. C'est un bassin fermé, d'origine karstique, dont l'écoulement se fait souterrainement, probablement directement vers la Mer Ionienne. La plaine et son environnement montagneux sont bien arrosés (plus de 1000mm, très probablement) mais l'écoulement superficiel est inexistant. Quelques sources peu abondantes jalonnent la périphérie du bassin. L'eau pluviale s'écoule par l'intermédiaire de plusieurs katavothres, dont les deux principaux sont situés sur le bord occidental du bassin. Les katavothres ont été entretenus et aménagés dans une période ancienne: des murs de protection soigneusement construits en protégeaient les abords pour éviter que les fissures ne soient bouchées. L'entretien de ces katavothres n'a cependant jamais été suffisant pour empêcher l'extension d'un véritable lac en hiver et au printemps, lac qui est ordinairement asséché en été. La présence de ces inondations régulières interdit sur la plus grande partie du bassin de semer en automne et réduit d'autant la période d'utilisation agricole des terres. La proximité plus ou moins grande des katavothres introduit dans les terres cultivables un élément majeur de différenciation: les terres les plus proches des katavothres, qui sont recouvertes d'eau le plus longtemps sont les moins intéressantes. Les vergers d'oliviers ne prennent place qu'en bordure de la plaine, sur les premières pentes des montagnes encadrantes.

A Margariti, la structure foncière a été stabilisée très tardivement à l'issue d'une distribution officielle de terres qui a été effectuée en 1957. La situation y était en effet passablement compliquée. Avant 1912, la population

était partagée entre une majorité de Musulmans albanophones, que les Grecs appelaient Tourcotsamidès dénomination qui par l'intermédiaire de l'adjectif tourcos prenait en charge leur appartenance religieuse, le Tsamidès désignant une des grandes divisions ethniques du peuple albanais, celle que les Albanais eux mêmes appellent Cam (et Camurja la région qu'ils habitaient). Dans le village même de Margariti les Tsamidès étaient majoritaires jusqu'en 1940. Ils étaient les seuls habitants de la commune actuelle de Katavothra qui fit partie de Margariti jusqu'en 1964. Les Tourcotsamidès possédaient jusqu'à la réforme agraire de Venizelos de grandes propriétés, moins dans la plaine de Margariti que dans le delta de l'Acheron (plaine qu'on appelle localement Fanari)). Tous les Tourcotsamidès n'étaient pas de grands propriétaires terriens, mais tous les grands propriétaires terriens étaient Tourcotsamidès. A côté des Tourcotsamidès une cinquantaine de familles de chrétiens habitaient le village: ils étaient artisans et commerçants. La réforme agraire de Venizelos ne laissa aux Tourcotsamidès que le maximum réglementaire et leurs terres furent partagées entre des paysans sans terre des villages voisins (comme Eleftheri), d'autres venus de l'Épire du Nord, d'autres enfin, ethniquement séparés du reste de la population, qu'on nommait Noirs ou Tsiganes et qui travaillaient comme métayers chez les grands propriétaires. Les Tourcotsamidès n'acceptèrent jamais la réforme venizeliste et présentèrent même leurs protestations à la Société des Nations. Mais il ne fut jamais question de les inclure dans les échanges de population qui suivirent la Première Guerre Mondiale.

Durant la Seconde Guerre Mondiale les Italiens virent dans la présence de ces Tourcotsamidès mécontents un moyen de s'assurer une clientèle. Ils abolirent donc à leur intention les effets de la réforme agraire, dépouillèrent les bénéficiaires de cette réforme des terres qui leur avaient été attribuées et les rétrocédèrent aux Tourcotsamidès. Il n'est donc pas étonnant que la situation soit devenue intenable en 1944 pour les Tourcotsamidès lorsqu'il devint évident que les Italiens allaient perdre la guerre: ils s'étaient trop compromis avec l'occupant en particulier dans la lutte contre la résistance grecque pour pouvoir rester sur place après le départ des Italiens. 18.000 Tourcotsamidès partirent donc en quelques jours de Margariti mais aussi de toute la Thesprotie. Leur départ créa un vide considérable que des nouveaux venus s'empressèrent de combler.

Ces nouveaux venus étaient d'abord les anciens bénéficiaires de la réforme de Vénizelos à qui les Tourcosamidès avaient repris leurs terres, mais c'étaient aussi de pauvres gens sans terre provenant des montagnes du Souli, des pasteurs Valaques ou Sarakatsanes, des réfugiés de l'Épire du Nord. Chacun s'attribua des terres dans la plaine, et quelques pieds d'olivier sur le pourtour de celle-ci.

B. Kayser qui a étudié la situation de Margariti en 1962, a parlé de *colonisation spontanée* pour désigner l'afflux brutal survenu après le départ des Tourcosamidès. Ce mouvement de squatters a été ratifié et organisé selon des étapes qu'on se bornera ici à rappeler: en 1952 les terres des Tourcosamidès sont officiellement proclamées vacantes par le gouvernement et les squatters voient leur occupation de faite reconnue en droit. Une commission départementale distribue les lots et à Margariti le lot familial pour cinq personnes est fixé à 20 stremmes et 32 oliviers. Mais il est moins élevé pour ceux qui possédaient déjà quelques terres. La distribution de terres a intéressé 233 familles. Lorsque Kayser réalise son étude en 1962, l'évolution est très limitée, puisque la distribution a eu lieu depuis simplement 5 ans. Toutefois, on remarque déjà ce que Kayser appelle un regroupement de terres (il y a exploitation commune des lots attribués à divers membres).

Vingt cinq après l'évolution est limitée du point de vue de la propriété foncière, mais elle est importante du point de vue des exploitations.

L'événement majeur est celui du développement de l'émigration. En 1962 cette dernière était tout à fait restreinte. L'accord avec l'Allemagne au sujet de l'importation en République Fédérale de travailleurs grecs n'avait pris effet que depuis 1960: en 1962 on dénombrait une cinquantaine d'émigrés en Allemagne Fédérale. En 1987, le chiffre relevé dans les deux communes de Margariti et de Katavothra est de 533 personnes: le nombre en a décuplé, alors que le chiffre total de la population s'est nettement réduit entre les deux recensements de 1961 et 1981.

Communes	1961	1981	Evolution en %
Margariti	1146	996	- 13,0%
Katavothra	396	348	- 12,1%

Le chiffre de 500 personnes à l'étranger indique que toutes les familles sont touchées. Davantage: un nombre important de ceux qui ont été recensés en 1981 à Margariti ont passé une part de leur vie en Allemagne ou en Suède. Plutôt que d'opposer ceux qui partent et ceux qui restent il convient d'analyser les biographies: ce sont souvent des départs successifs entrecoupés de retours, si bien que parmi les habitants de Margariti recensés au village en 1981 nombreux sont ceux qui ont passé quelques années en Allemagne ou en Suède et rares ceux qui, dans la population active, n'ont eu aucune expérience de l'émigration. Les courbes comparées des départs et des retours à Margariti et à Katavothra montrent qu'il y a eu des retours même dans la première période et que depuis quelques années ici comme dans le reste de la Grèce, les départs sont équilibrés par les retours.

Bien entendu cette vague considérable d'émigration a pesé sur la situation foncière et sur la situation des exploitations.

D'une part l'abondance beaucoup plus grande de l'argent, la monétarisation de l'économie ont amené un accroissement du prix de la terre, mais les mutations foncières sont demeurées rares. Les bénéficiaires de la distribution de 1957 n'ont pas vendu, ou peu, à cause de l'attachement général pour *kliros*, le lot qui leur a été attribué et aussi parce que en l'absence de travaux d'hydraulique qui pourraient valoriser les terres, celles-ci ne peuvent fournir un revenu significatif. En outre, le développement de l'émigration a fait diminuer la demande de terre, parce qu'il n'y a plus grand monde pour la cultiver et parce que le profit qu'on peut attendre du travail de quelques stremmes de terre est sans comparaison avec l'argent que l'on gagne comme ouvrier en Europe occidentale.

C'est pourquoi nous n'avons pas trouvé d'exemple d'habitant de Margariti qui ait acheté plus de 20 str. de terre grâce aux revenus de l'émigration. Toutefois, cette affirmation est à nuancer car elle est uniquement fondée sur les déclarations des intéressés et non pas des documents officiels. En tout cas, il n'existe pas de gros domaine foncier qui se soit constitué depuis la distribution de terres de 1957. Le seul domaine dont tout le monde parle dans l'ensemble de la plaine est celui d'un industriel athénien (de la chaussure) qui a réussi à acquérir il y a quelques années 350 stremmes (pour la plupart situés sur l'actuelle commune de Katavothra). Au moment de l'achat, l'industriel avait expliqué que le terrain était destiné à un futur bâtiment industriel et qu'il

y avait priorité pour l'embauche pour les villageois et singulièrement pour les familles de ceux qui lui avaient cédé leur terrain. En fait, aucune usine n'a été construite. Mais l'industriel grâce à un forage à 120m de profondeur peut irriguer au goutte à goutte 120 stremmes de melons et pastèques, qui se sont bien vendus en 1986, beaucoup moins bien en 1987. Sur le reste du terrain, il a planté des peupliers qui ne sont pas tous de belle venue. Cette expérience est à ce jour la seule de ce type et elle n'est pas véritablement concluante. Comme on le voit d'ailleurs, elle n'a pas de lien avec le mouvement d'émigration.

La transformation importante se trouve ailleurs, dans le fonctionnement de l'exploitation agricole en liaison avec le type dominant de culture. En 1962, B. Kayser avait fait un constat tout à fait sombre: "une terre riche porte des récoltes souvent médiocres, sur des parcelles désordonnées, envahies de mauvaises herbes et de chardons". On peut reprendre terme pour terme ce constat, en ajoutant que l'agriculture est encore plus extensive aujourd'hui qu'en 1962. Les séries statistiques dont nous disposons sont difficiles à comparer avec celles de 1961. Mais quelques grands faits sont évidents. En 1961 la plaine cultivait des céréales (en particulier le blé et l'avoine). Le blé a totalement disparu et il y a 20 stremmes d'avoine au lieu de 1600. Le maïs s'est maintenu (430 stremmes) pour le bétail. Le coton qui était déjà en voie de disparition n'est plus qu'un souvenir. Si l'on exclut la tentative de retour aux melons et pastèques qu'on a évoquée (250 str.), il n'y a plus que des fourrages qui sont devenus une sorte de monoculture de la plaine (avec le maïs irrigué dans le village voisin de Eleftheri) et se sont complètement substitués aux céréales. Il s'agit pour une part de luzerne, semée chaque année au printemps et qui donne selon le climat, et selon la position du champ dans la plaine ou selon que la luzerne est irriguée ou non, de 2 à 6 coupes dans l'année. Pour une autre part il s'agit plus simplement de foin, lui aussi coupé 2 fois au minimum. Les cultures fourragères occupent une part considérable de la surface effectivement cultivée. Un recensement effectué pour l'ensemble de la plaine (et non pas seulement pour la partie qui appartient aux deux villages de Margariti et Katavothra) estime que les prairies de coupe (*khortolivada*) occupent 80% du total et la luzerne 16%. A notre sens une part importante de ce qui a été recensé sous forme de prairie de coupe est composée de luzerne. Si on ajoute le maïs (4%) il ne reste plus que 1% de la surface pour les autres cul-

tures. En l'espace de 25 ans, la plaine, qui était largement céréalière, est devenue un terroir à fourrage exploité extensivement: la surface irriguée, toujours selon la même enquête (étude préparatoire à la mise en valeur de la région des marais de Margariti de Thesprotie) représente seulement 5% du total. Il y a donc eu une simplification extrême du système de cultures.

Ajoutons encore que pour une part non négligeable de la plaine, c'est par abus de langage qu'on peut parler de système de culture. Une surface importante mais difficile à déterminer est proche de l'abandon, couverte de chardons et même d'arbustes. L'abandon est même total dans la partie septentrionale, qui produisait autrefois le blé, étant à l'abri des inondations. Les labours sont désormais limités aux zones semées en maïs et en luzerne. Or en l'absence d'eau pour l'irrigation, ces cultures ne progressent pas.

L'irrigation, qui permet d'arroser 600 stremmes, se fait selon deux procédés. 80% des terres irriguées sont situées dans la partie sud de la plaine. Les eaux des marais de Kalodiki, emprisonnées dans un poljé annexe de celui de Margariti sont situées un peu plus haut que la surface du poljé de Margariti. Elles s'écoulent par des canaux de drainage en direction des katavothres qui les absorbent et sur leur passage sont pompées par les paysans de Eleftheri et Livadari. Par ailleurs, depuis quelques années, des exploitants de Margariti et de Katavothra ont tenté avec des fortunes diverses des forages profonds. On a dit plus haut le succès relatif de l'industriel qui s'est lancé dans la culture des melons et des pastèques. Quelques autres exploitants arrosent quelques stremmes à partir de nappes superficielles peu productives. L'opinion des hydrogéologues est plutôt pessimiste quant à la probabilité de trouver de l'eau en abondance dans les alluvions de la plaine de Margariti. D'après eux en effet, le massif karstique de l'Est envoie ses eaux vers l'Achéron et les hauteurs qui dominent Margariti correspondent à pli chevauchant qui joue un rôle de barrage vis à vis des eaux qui s'infiltrent dans le massif. Quant au massif calcaire de l'Est, il envoie vraisemblablement ses eaux en direction du Sud-Est, directement vers la Mer Ionienne, par l'intermédiaire de sources sous-marines. Il ne reste pour alimenter la plaine que les eaux de ruissellement et celles qui alimentent quelques sources sur le flanc oriental du bassin, autour de Margariti, sources qui drainent les collines de flysch emprisonnées à la base du pli couché qu'on vient de signaler. Toutes ces eaux ne sont pas assez abondantes pour irriguer la plaine.

Il faut donc, en l'absence de grands travaux qui permettraient de drainer hors du bassin l'eau hivernale en excédent et d'irriguer en été à partir de ressources aquifères extérieures au bassin, se contenter d'une agriculture très extensive.

Stagnation du régime foncier et agriculture extensive: on peut avoir au premier abord l'impression d'une immobilité absolue des structures agraires. Le tableau des exploitations agricoles classées par ordre de taille apparaît directement issu de la distribution des terres de 1957. Un seul exploitant exploite plus de 100 stremmes et la catégorie la mieux représentée reste celle des exploitations de 10 à 30 stremmes, c'est-à-dire précisément celle du *kliros* moyen de la distribution de 1957.

Communes	Taille de l'exploitation									
	- de 10 str.		10 à 30		30 à 50		50 à 100		+ de 100	
	Nbre Surf. str.		Nbre Surf. str.		Nbre Surf. str.		Nbre Surf. str.		Nbre Surf. str.	
Margariti	70	560	131	3520	30	1350	7	560		
Elefthéri	3	24	42	1134	30	1347	15	1195		
Katavothra	5	40	52	1404	18	810	15	1146		
Livadori	1	8	4	108	6	270	20	1794	1	120
total	79	632	229	6176	84	3777	57	5695	1	120

Mais le tableau issu de l'enquête mentionnée confond probablement propriétés et exploitations. Confusion admissible il y a quelques années et qui ne l'est plus aujourd'hui.

D'une manière tout à fait extraordinaire le rapport précise que "aujourd'hui dans la zone de l'étude, la presque totalité des terres est cultivée par

les propriétaires et le pourcentage des surfaces louées à des tiers est voisin de zéro".

Toutes les observations sur le terrain vont à l'encontre de cette vision des choses.

D'un côté comme on l'a noté plus haut, des propriétés nombreuses sont totalement ou presque totalement abandonnées. Dans ce cas, le propriétaire cède, moyennant finance si le locataire n'est pas membre de sa famille, le droit de pacage à un berger. C'est cette possibilité qui a permis - avec l'usage des communaux - de maintenir des exploitations d'élevage avec des troupeaux relativement importants.

Second cas: la location des terres à des exploitants qui sont équipés de tracteurs et d'instruments aratoires. Le cas est devenu fréquent. A Margariti par exemple plusieurs exploitants possèdent en propre 20 stremmes et en louent 150.

Troisième cas: le recours à des entrepreneurs de travaux agricoles. C'est le cas absolument général. Lorsqu'un propriétaire déclare travailler lui-même ses champs, cela signifie qu'il loue les services d'un entrepreneur pour semer sa luzerne, pour toutes les façons culturales et pour la récolte. Parfois, mais pas toujours, il assure lui-même le transport de la récolte jusqu'à une remise où il s'occupe de la vente.

Dans l'ensemble du bassin de Margariti (4 communes de Margariti, Katavothra, Eleftheri et Livadari) on a recensé 21 tracteurs de plus de 18 chevaux-vapeur. Ces 21 tracteurs font l'essentiel des travaux de la zone cultivée. En outre, d'autres entrepreneurs viennent éventuellement leur prêter main forte, en provenance du Fanari, c'est-à-dire du delta de l'Achéron.

Tout se passe donc comme si, pour la majorité des exploitants, la terre ne constituait plus qu'une rente foncière, et non plus un instrument de travail. On la garde, comme on nous l'a déclaré, même lorsque la majorité de la famille est en Allemagne parce que le système des travaux à façon effectués par les entrepreneurs permet d'exploiter de loin le lot familial et aussi parce qu'on veut garder pour les enfants un bien qui dans l'hypothèse d'un développement de l'irrigation dans la plaine serait fortement valorisé.

Dès lors on peut s'interroger sur le rôle que joue le minifundium qui, d'ailleurs, n'a jamais permis à personne de vivre décemment, même dans les années cinquante, alors que la terre était exploitée beaucoup plus intensivement que de nos jours. A l'abri d'une répartition relativement égalitaire de la

propriété foncière, une nouvelle redistribution des fortunes agricoles s'est opérée, d'une part à travers l'élevage, et d'autre part à travers la mécanisation.

Dans le domaine de l'élevage, des fortunes relativement importantes se sont constituées d'une part à travers les lots d'éleveurs (*ktinotrofikos kliros*), d'autre part à travers la location de pâturages, et enfin à travers la pratique des migrations saisonnières. On sait que le partage égalitaire des terres pratiqué lors de la réforme agraire a réservé un sort particulier aux terrains de parcours. Ceux-ci sont restés dans le domaine de l'état, mais les bénéficiaires traditionnels d'un droit de pacage sont confirmés dans leurs droits. Ce droit est un droit d'usage qui théoriquement ne permet pas de cultiver, mais seulement de paître. A Margariti, les seuls à bénéficier d'un *ktinotrofikos kliros* sont un groupe de Valaques installés à Kalodiki, en bordure des marais du même nom: la présence de l'eau garantit un pâturage en toute saison.

L'ensemble du groupe comprend 3 frères qui ont ensemble 13 enfants, mariés et chargés de famille. Le groupe dispose de 1200 stremmes qui pour la plus grande part restent en terrains de parcours, mais pour une part sont cultivés. Par exemple un des 13 enfants qui est resté sur place cultive 280 stremmes, sans titre de propriété ni droit de construire (ce qui ne les empêche pas d'avoir tous des maisons). Il a planté 250 pieds d'oliviers, et cultive de la luzerne en bordure du marais de Kalodiki, ce qui lui permet d'arroser avec une pompe. Il a 125 moutons qu'il garde toute l'année à Kalodiki.

Une autre branche de la famille a gardé davantage les traditions pastorales: un ensemble de trois frères possède 350 moutons et se déplace toujours en été au Mont Grammos sur la frontière albanaise.

Il s'agit de toute évidence de vrais exploitants agricoles, qui possèdent du matériel: pas de tracteur, mais un système d'arrosage et une voiture dite "agrotiko", camionnette à usage professionnel.

La relative prospérité de la famille vient de la conjonction de plusieurs facteurs: pour une partie de ses membres l'émigration en Allemagne a permis de s'équiper (surtout en articles d'équipement ménager) et surtout l'usage de superficies étendues de terrains de parcours, la possibilité de les exploiter pour l'agriculture (même à titre précaire) a permis de nourrir des troupeaux nombreux.

L'exemple de ce groupe est exceptionnel par sa masse et sa cohérence et parce que c'est à Margariti un exemple unique de *ktinotrofikos kliros*. D'au-

tre part, à partir du moment où le lot n'est pas utilisé uniquement comme terrains de parcours, mais détourné pour des cultures annuelles ou pour des plantations d'oliviers, son bénéficiaire s'expose aux réclamations des voisins et à des poursuites: les relations du groupe, isolé à quelques kilomètres de Margariti, avec les autres villageois ne sont pas toujours bonnes: conflits de bornage et de droit de passage. En outre la commune est en conflit à propos de limites de ses communaux avec un gros propriétaire Valaque. Par ailleurs un des membres du groupe de Kalodiki a acheté 510 str. de terrains de parcours à ce gros propriétaire. On mesure ici, le flou qui sépare la propriété de l'usufruit et les chicanes qui en résultent.

On développera ici un autre exemple de capitalisation en agriculture par l'intermédiaire de l'élevage. Un habitant de Katavothra a travaillé en Suisse pendant 25 ans. Il avait un lot de 50 stremmes. Avec l'argent amassé en émigration il a acheté 150 stremmes. Un de ses fils est installé à Paris dans la restauration; deux autres fils sont éleveurs et ont ensemble un troupeau de 200 vaches. Le père leur a acheté 100 vaches avec l'argent de l'émigration. Ils ne peuvent nourrir un troupeau aussi important qu'en utilisant les pacages communaux de Katavothra (ils n'ont pas de *ktinotrofikos kliros* n'étant pas éleveurs de tradition). Mais ils doivent transhumer au Mont Grammos en été. D'une manière tout à fait remarquable, ces éleveurs sont devenus transhumants (ou semi-nomades) à cause de l'importance de leur troupeau acquis grâce aux fonds de l'émigration.

Dans ce cas, comme dans le cas des Valaques de Kalodiki, le troupeau est l'élément moteur de la capitalisation. C'est pour le troupeau qu'on tente d'agrandir la surface de l'exploitation. En amont toutefois, le rôle des revenus de l'émigration est important, tout comme celui des subventions officielles qui encouragent l'élevage pour la viande.

On a souligné plus haut que l'élevage est un moyen de différenciation sociale et la mécanisation un autre.

On assiste depuis quelques années à la naissance d'une catégorie sociale d'entrepreneurs de culture qui sont les seuls avec les éleveurs à tenir des exploitations agricoles viables. Ils sont environ une quinzaine (possédant en 1986 21 tracteurs comme on l'a vu) qui font l'essentiel des façons culturales sur les 13.000 stremmes de la plaine de Margariti.

Il est difficile sur un petit nombre de cas comme celui-ci d'avoir une idée générale de l'origine de leur fortune et sur l'évolution de leur exploitation.

Voici, à titre d'exemple une famille de Margariti. Le père est venu du Souli où il est né en 1906. Il a eu 8 enfants. Tous ces enfants ont effectué un séjour ou sont encore en RFA. Des quatre filles, toutes mariées, l'une est retraitée d'Allemagne, et les trois autres y sont encore. Les quatre fils sont restés. L'aîné, qui a tenu un restaurant à Hanovre, a ouvert un hôtel sur la côte entre Parga et Igoumenisa. Les trois autres fils sont installés dans l'agriculture et travaillent ensemble. L'exploitation n'est pas tellement remarquable par sa surface: le père avait reçu un lot minuscule de 12 stremmes; il a acheté 20 stremmes et aussi 500 pieds d'oliviers. Les fils louent en outre 150 stremmes avec un bail de 5 ans. Ils ont 70 moutons et chèvres. Mais ils ont surtout deux tracteurs lourds avec tout leur équipement, un moulin à huile, de vastes entrepôts. Durs à la tâche, ils proclament être en mesure de cultiver toutes les terres du village.

Leurs revenus proviennent des services qu'ils offrent et il est évident que leurs capitaux de départ proviennent de l'argent accumulé en Allemagne. Leur puissance est liée à la cohésion de la famille, et aux liens étroits qu'ils entretiennent avec leurs beaux-frères.

Le cas de cette famille de Margariti n'est pas isolé: dans chacun des villages de la plaine on rencontre quelques familles de ce type.

III - Emergence d'une nouvelle catégorie sociale

On pourrait supposer que l'émergence de cette catégorie sociale est liée au retard même de l'agriculture dans la plaine de Margariti et que les entrepreneurs de cultures ont occupé une place laissée vide par les autres cultivateurs. Ces derniers possédant des domaines très exigus, incapables de nourrir une famille, ont une attitude rationnelle en plaçant dans les objets de consommation (la maison et son équipement) les revenus que leur a procuré l'émigration en Allemagne. Ils ne vendent pas parce qu'ils ne tireraient qu'un capital très faible de la vente, et parce qu'ils espèrent toujours une mise en va-

leur de la plaine par des travaux d'irrigation qui valoriseraient leurs fonds et permettraient peut-être à leurs enfants de vivre de l'agriculture.

Mais il semble bien que le phénomène soit très répandu, y compris dans les zones récemment irriguées. Dans le delta du Kalamas, au Nord d'Igoumenitsa où l'irrigation et le drainage ont amené une remarquable prospérité, les entrepreneurs de culture traitent jusqu'à 1000 stremmes de maïs. Sans doute est-ce plus facile avec des plantes annuelles comme le maïs ou la luzerne qu'avec des plantations d'arbres fruitiers.

Citons pour terminer ce cas très différent dans le vignoble de Mésogée. A Koropi voici un viticulteur installé depuis plusieurs générations. Il vinifiait à la maison, livrant à une petite clientèle de tavernes athéniennes. Le viticulteur a accru sa surface au temps de l'exode rural. Il exploite aujourd'hui 150 stremmes en propre et 150 stremmes loués. Grâce à des installations de pressurage et de cuveries modernes il vinifie aussi la récolte de petits, parfois de très petits producteurs. A ce stade il est, comme l'entrepreneur de cultures de Margariti un prestataire de services. Chacun apporte sa petite vendange et remporte quelques bidons de moût qu'il va vinifier dans sa maison d'Athènes. Le plus jeune des fils est passé par des instituts d'œnologie en France. Il voudrait emprunter pour passer à l'embouteillage sous le nom familial.

Tous ces exemples vont dans le même sens: l'ossification de la structure foncière des campagnes grecques réalisée par la réforme agraire et par le statut des terres de pâturage que cette réforme a fixé, a sans doute évité la constitution de vastes propriétés et même de vastes exploitations. Mais dans la période actuelle, après un exode rural qui n'est sans doute pas terminé, se constitue une catégorie sociale d'exploitants qui utilisent l'émiettement foncier persistant en proposant aux propriétaires incapables de se moderniser une gamme de services: façons culturales, transformation des produits. On connaît depuis longtemps la faiblesse des exploitants dans le domaine de la commercialisation des produits agricoles. On connaît moins ces progrès des entreprises de services qui paradoxalement creusent la différence avec les systèmes de l'Europe Occidentale où l'exploitation familiale moyenne est la règle et ne sont pas sans rappeler quelques traits de l'agriculture américaine.

*LE MODELE AGRICOLE DE L'EUROPE
DU NORD-OUEST ET LES AGRICULTURES
MERIDIONALES, CONTRASTES ET CONVERGENCES(*)*

Claude SERVOLIN (I.N.R.A.-Paris)

(*) Ce texte est la transcription, réalisée par l'auteur lui-même, de l'exposé principal ainsi que d'une partie des conclusions générales qu'il a prononcés devant le Colloque et qui ont été enregistrés sur bande magnétique. Nos interventions ayant été limitées au strict nécessaire (ponctuation, répétitions etc...), la rédaction conserve donc le style et la vivacité du discours oral. (N.D.L.R.)

Mon sujet, je le comprends comme une question qui est peut-être un des thèmes dominants de ce colloque: "Est-ce que le modèle agricole de l'Europe du Nord, le modèle d'intégration de l'agriculture au développement capitaliste a une signification pour les pays méditerranéens en général et la Grèce en particulier"?

Cette question peut se poser à plusieurs niveaux. Elle peut se poser par exemple au niveaux scientifique: "Est-ce que les agricultures méditerranéens relèvent des mêmes analyses théoriques que les agricultures de l'Europe du Nord-Ouest"?

Mais elle se pose aussi de façon beaucoup plus pratique: "Est-ce que les agricultures méditerranéennes relèvent des mêmes politiques que les agricultures de l'Europe du Nord-Ouest"?

Et cette question prend bien sûr une signification d'autant plus importante et d'autant plus urgente que les pays méditerranéens font aujourd'hui une entrée en force dans la politique agricole commune. Or la C.E.E., très influencée par ses origines "nordiques", tend tout naturellement à vouloir leur

appliquer ses méthodes traditionnelles de politique agricole qui sont réputées avoir bien réussi à l'Europe de l'Ouest. Si bien qu'on se retrouve devant un nouveau problème: les pays méditerranéens de la côte Nord sont loin d'être à l'écart du capitalisme. Ils ont connu, surtout dans le dernier quart de siècle, une poussée extrêmement forte de développement capitaliste et déjà leur agriculture a joué un rôle dans ce processus. Mais on a l'impression, et je crois que le colloque le montre, que pour l'instant, au moins en ce qui concerne la Grèce, cette première phase d'intégration capitaliste a laissé relativement intactes les structures traditionnelles de l'agriculture.

Si on considère que l'adhésion à la Communauté économique constitue pour les pays méditerranéens un saut dans une nouvelle phase qualitative, une intégration plus complète et plus profonde dans le capitalisme mondial, est-ce que cette fois-ci il va falloir que l'agriculture elle-même passe par une restructuration? Et si oui, quelle forme cette restructuration va-t-elle prendre? Est-ce qu'elle va aboutir, comme c'est l'hypothèse implicite des autorités européennes, à créer partout en Méditerranée et en Grèce une agriculture centrée autour de ce type d'exploitation qui a permis l'absorption de l'agriculture dans le capitalisme en France, en Allemagne, en Hollande? Cette exploitation individuelle, familiale, moyenne, *intensive, marchande*, enserrée dans cette structure institutionnelle complexe qu'on appelle la politique agricole moderne?

Il n'est même pas sûr que les autorités européennes, l'opinion dominante de la C.E.E., aient une véritable conscience du problème. Les pays les plus nordiques, dominés par la tradition anglo-saxonne, sont très pénétrés d'idéologie libéraliste. Dans ces pays, on se refuse tout simplement à considérer qu'il puisse exister une discontinuité qualitative quelconque entre la plus petite des exploitations individuelles et une firme capitaliste multinationale.

Du même coup, la politique agricole est considérée comme un ensemble d'expédients, de mesures temporaires qui en fait sont censées préluder un retour, tôt ou tard, au marché libre, à la *fin* de la politique agricole.

Il est vrai qu'en France nous avons une meilleure conscience de ce type de problèmes en raison peut-être, de l'influence du marxisme qui a eu, comme on le sait, beaucoup d'impact dans *les sciences sociales* françaises et aussi, c'est peut-être moins connu, du fait d'une conscience précoce chez nous de l'importance des structures corporatives, des professions organisées et de leur

rôle dans la mécanique sociale. D'ailleurs c'est probablement par là que dans les pays anglo-saxons on va prendre mieux conscience du type de problèmes qui se posent parce qu'on assiste curieusement à l'émergence récente dans ces pays d'une école néo-corporative qui est très sensible à ce type de problèmes: l'inter-médiation corporative.

L'exploitation agricole individuelle moderne, comme on le sait, a fait l'objet de quantité de débats sur le point de savoir si elle était le dernier témoin d'un mode de production pré-capitaliste, si elle constituait encore dans le monde dominé par le capitalisme où nous vivons un mode de production indépendant, subordonné et articulé.... Cette problématique est connue, je crois qu'il n'y a pas besoin d'y revenir. Il est vrai qu'il s'agit d'un être qui a une origine historique dans les formes de décomposition de la féodalité ouest-européenne, qu'elle est la figure de la libération de la production agricole au moment de l'émergence de la bourgeoisie et qu'elle a été adéquate au début du capitalisme puisqu'elle a permis la destruction de la classe des propriétaires fonciers qui est apparue très vite à la bourgeoisie comme parasite. Elle a permis aussi, un peu plus tard, l'exclusion de la production agricole vivrière du mécanisme central de l'accumulation du fait du sentiment très vif dans la bourgeoisie que le prix de l'alimentation doit être le plus bas possible puisqu'il est à la base de la valeur de la force de travail, du taux des salaires et finalement du taux de profit. Si bien, qu'on doit certainement prendre notre bonne vieille exploitation familiale comme un être sorti de notre histoire; mais elle a subi une telle reformulation de la part du capital, sa prédominance est tellement récente sous sa forme actuelle, que je pense qu'il est préférable de renoncer à des théories de la survivance et de la considérer comme un être social construit par le capitalisme lui-même. Sa généralisation et son développement à l'époque contemporaine dans nos sociétés résulte d'un choix. Le système social a choisi cette forme de production de préférence à d'autres.

Le capitalisme l'a choisie plusieurs fois, dans plusieurs pays de manière tout à fait explicite. Il l'a choisie d'abord de préférence au modèle anglais qui a été délibérément sacrifié dans le dernier tiers du XIX siècle: il y a eu un débat qu'illustre le nom de Ricardo, il y a eu la suppression des Corn Laws, c'est un choix politique explicite qui a été fait. Comme nous allons le voir par la suite il y a eu un choix parfaitement conscient des classes dirigeantes danoises pour mettre au point le modèle idéal de cette agriculture

qui a été ensuite imité, on peut dire consciemment, par d'autres pays. Enfin, beaucoup plus tard, c'est-à-dire après la seconde guerre mondiale, des pays comme la France, l'Allemagne et l'Angleterre ont aussi à leur tour fait un choix explicite écrit, médité, d'adoption de cette forme.

En choisissant cette forme, le capital lui a donné consciemment les moyens de déployer ses vertus de produire l'alimentation à bon compte, tout en la soulageant de ses handicaps. Pour la rendre capable d'approvisionner les marchés de métropoles par une production alimentaire marchande de masse et pour cela lui permettre de développer ce que Marx appelle des forces productives sociales (l'accumulation de moyens de production efficaces par l'application de la science à la production), il a fallu lever préalablement un certain nombre de handicaps et c'est la mise au point du système de l'exploitation moderne. C'est au Danemark qu'on a eu une invention parfaitement consciente de la politique agricole moderne. Un choix politique a été fait explicitement et un ensemble de mesures ont été mises au point pour lever les obstacles qui entravaient le développement de cette forme de production. Les premiers ordres de mesure concernaient la terre. Très tôt on a mis au point des systèmes de fermage, de crédit foncier (la première banque de crédit foncier au Danemark date des dernières années du 18^e siècle), le statut du fermage aussi - le statut du fermage moderne -, tout cela pour assurer un accès facile à la terre sous la forme très nouvelle de *constitution* d'un marché foncier qui réalise dans une large mesure une circulation permanente des terres. Les terres au lieu d'être fixées, captées par des familles, enserrés dans des structures extrêmement contraignantes, se mettent à circuler et cette circulation a eu pour effet très rapidement (au Danemark et ensuite dans les autres pays européens) de donner le contrôle de la terre à la paysannerie. Cela a progressivement éliminé l'agri-propriété de la propriété non agricole. Deuxième ordre de mesures: la formation et l'enseignement technique, très important bien sûr. Enfin, troisième ordre de mesures, qui est lui aussi extrêmement décisif, l'organisation d'un système de crédit à la production, crédit qui a des caractéristiques tout à fait spécifiques qu'on retrouve dans tous les pays.

Alors, s'il y a un point très important dans cette évolution qui a permis, nécessité, hâté la construction de ce type d'agriculture c'est l'option exportatrice qui a été prise très tôt par le Danemark. Le Danemark s'est transformé

en un pourvoyeur de denrées alimentaires pour les grandes métropoles allemandes, puis anglaises, et cette option exportatrice a eu un effet extrêmement important qui est à la base de la constitution de ce type d'agriculture: l'unification du marché par opposition aux marchés agricoles traditionnels qui sont cloisonnés, localisés. On se trouve brusquement, avec l'option exportatrice, devant un marché qui est complètement unifié mais qui est en même temps complètement hors de portée du producteur de base. Du coup apparaît la nécessité d'une organisation générale extrêmement contraignante prenant tous les aspects de la production des échanges, parce que il faut que le produit de l'exploitation individuelle arrive à sa destination qui est Londres, Francfort etc. D'où le développement extrêmement précoce de la coopération et d'organisation de filières. C'est là qu'on voit apparaître les premières laiteries industrielles, les premières marques commerciales agricoles, les premiers labels de qualité qui permettent la circulation à distance du produit (on peut commander le produit à distance parce que ses caractéristiques qualitatives sont parfaitement déterminées, elles sont imposées par l'organisation au producteur). Si bien que la décennie de 1890 voit naître un type d'organisation entièrement nouveau, entièrement lié au développement du capital et entièrement marchand. C'est ce qui, à mon avis, règle définitivement le problème du caractère archaïque, du caractère de survivance de l'exploitation agricole individuelle moderne: si elle a perdu un des attributs fondamentaux de ce qu'on peut appeler les formes de production artisanales, c'est parce qu'elle est devenue entièrement marchande au sens où elle a perdu cette caractéristique du marché artisanal qui est un marché connu du producteur, un marché préalable. Jusqu'alors le producteur connaissait son débouché, il travaillait quasiment sur commande dans un marché qui lui était parfaitement connu, tandis que pour la première fois l'exploitation agricole danoise de 1890 travaille pour un marché inconnu ou un marché qui n'existe pas préalablement et qui n'a pas de limite pour elle.

Du même coup elle ne peut pas accéder seule à ce marché, elle a besoin d'un certain nombre d'intermédiaires et c'est là qu'on voit apparaître justement que cet intermédiaire sera l'Etat, cette opération d'exportation se déroulant bien entendu comme une politique étatique. C'est donc l'Etat qui va organiser l'orientation, la régulation de la production, la stabilisation des prix et des marchés par l'intermédiaire d'une structure professionnelle, d'organi-

sations professionnelles agricoles, de syndicats de coopératives et d'industries alimentaires diverses. La coopération avait été jugée au cours de cette époque comme le type idéal de l'encadrement industriel de la production agricole, ce qui fait que dans un pays comme le Danemark (et plus tard en Hollande qui a adopté un système très proche du système danois mais avec quelques décennies de retard), encore aujourd'hui, la quasi-totalité des industries agricoles et alimentaires liées à l'agriculture a la forme coopérative.

Alors, dès la fin du 19^e siècle on voit tous les pays capitalistes s'orienter lentement vers des *productions* du même genre et on peut dire que la décision peut être datée d'une certaine manière par le fait de la fondation d'un crédit agricole spécifique. Ce crédit agricole a été fondé à des dates différentes suivant les pays en fonction de l'urgence ressentie d'une modernisation de l'agriculture et a toujours pris la forme d'un crédit mutuel coopératif solidement doté par l'Etat et fonctionnant dans des conditions anormales du point de vue du marché financier: il s'agit d'un crédit qui est presque toujours soit à très faible taux d'intérêt, soit gratuit, voire à intérêt négatif puisque dans les périodes d'inflation le taux d'intérêt a été très fréquemment (en France c'est tout à fait vrai) inférieur au taux d'inflation.

Après la seconde guerre mondiale, des pays comme la France, l'Angleterre ou l'Allemagne qui avaient suivi le modèle danois avec un certain laxisme en laissant subsister une agriculture assez variée et peu rigoureusement gérée, ont été obligés (du fait de la perte de leur position impériale) de se lancer progressivement dans la construction accélérée d'une telle agriculture. Ces pays vont très rapidement mettre en place et favoriser le développement d'un système qui est extrêmement proche du système danois mais sur des bases sensiblement différentes.

A l'option exportatrice qui avait donné cette avance au Danemark et aussi à la Hollande correspond, dans un pays comme la France ou l'Allemagne, la saturation des marchés. Après la guerre ont été laissées se développer, pendant longtemps, toutes les formes de productions, elles ont été encouragées même, car il y avait un besoin urgent d'auto-suffisance alimentaire. Quand les marchés ont tendu à être saturés, c'est-à-dire quand la production a commencé à dépasser chroniquement les besoins, nous avons eu la réalisation de cette espèce d'unification instantanée du marché. C'est parce qu'il a

fallu le gérer comme un espace unifié et le gérant de cet espace du marché, c'est l'Etat.

L'Etat devient le garant de l'écoulement des produits agricoles, c'est-à-dire, en somme, c'est lui qui réalise ce que dans la théorie marxiste on appelle la validation du travail agricole: c'est lui qui dit si le produit agricole a été produit de manière à être commercialisable, transformable en un revenu.

Cela exige une gestion beaucoup plus rigoureuse du marché et c'est à ce moment là qu'on retrouve un rôle de régulation beaucoup plus important qui est celui de l'élimination, la sélection-élimination des agriculteurs. On sélectionne ceux qu'on juge aptes à fournir des exploitants agricoles modernes et on se donne les moyens d'éliminer les autres parce que le marché ne réalise pas cette élimination de manière suffisamment rapide, suffisamment indolore. Cette élimination se fait donc par des moyens institutionnels et c'est à ce moment là qu'on voit à quel point l'encadrement d'organisations professionnelles, syndicales etc. est utile et nécessaire pour réaliser cette espèce d'auto-sélection.

La politique agricole moderne remet aux organisations professionnelles le soin de sélectionner une élite et de régler doucement et confortablement, aussi doucement que possible l'élimination du travail superflu en agriculture.

Pour conclure, je voudrais en venir à la question que nous nous posons tous: quel est l'avenir des agricultures méditerranéennes? Question redoutable à la quelle je n'ose guère répondre. Une hypothèse, très générale, qu'on peut faire c'est que il y a toutes les raisons de penser que les formes typiquement grecques ou typiquement portugaises ou typiquement espagnoles sont en voie d'être redéfinies, restructurées, utilisées d'une certaine manière par la nouvelle politique économique, par la nouvelle agriculture capitaliste à son propre profit. L'agriculture grecque ne sera jamais l'agriculture de la France du Nord. L'histoire est complètement différente, il n'y a jamais eu ce qu'on a appelé en Europe de l'Ouest la révolution agricole. Cette espèce de symbiose entre les élevages et les cultures qui caractérise de manière très profonde les agricultures dans les pays de l'Europe "humide". Ici les activités sont pratiquées d'autres manières, avec d'autres rapports sociaux, dans d'autres types de propriété de la terre. Mais rien n'empêche que des rapports qui pour nous sont un peu exotiques, je ne le cache pas, soient très bien transformés en ins-

trument même d'intégration de l'agriculture grecque dans les formes intensives modernes.

J'en vois un exemple dans l'exposé que nous avons eu sur ce type de concentration des exploitations qui se fait autour des propriétaires de machines. Voilà quelque chose qui n'a jamais eu lieu en France. Par contre, je l'ai vu dans les pays du Maghreb, en Tunisie, au Maroc et on sait bien qu'il y a des analogies non négligeables entre les agricultures du sud et du nord de la méditerranée.

Cet exemple peut nous servir à imaginer ce qui pourrait se passer: la concentration foncière passe par la possession d'une moissonneuse batteuse et, pourquoi pas, par le travail à l'entreprise. Le résultat sera finalement acquis.

RESUMOS DOS ARTIGOS / RESUMES DES ARTICLES

Gilles BAZIN, Crise de l'activité agricole et régression de la mise en valeur dans les Alpes du Sud (France)

Ce texte a pour objet d'analyser les causes socio-économiques de l'*abandon de l'activité agricole* et de la *régression de l'utilisation du territoire* dans une zone de montagne méditerranéenne française, les Alpes du Sud. Après avoir retracé le fonctionnement du système agro-pastoral ancien au 19^{ème} siècle, cet article étudie les conséquences des crises successives qui touchent les principales productions régionales (céréales, laine, fruits...). Il présente les efforts des exploitants *pour développer des productions compétitives* comme la *lavande* et la *viande ovine* et les difficultés économiques auxquelles ils se trouvent aujourd'hui confrontés. L'activité agricole et la mise en valeur du territoire poursuivent leur régression sans que l'on discerne actuellement des alternatives productives viables. L'élevage abandonne les pentes et l'agriculture se replie sur les quelques fonds de vallée mécanisables et irrigables. Les terres plates deviennent un enjeu essentiel au maintien de l'agriculture régionale alors même que la concurrence foncière touristique et résidentielle s'amplifie. Le déclin de l'agriculture, les conflits d'intérêt qui divisent la paysannerie, le poids des non agriculteurs dans les municipalités et des non résidents dans l'économie foncière, bloquent la réalisation des infrastructures (remembrement, irrigation...) nécessaire à la relance agricole. *L'activité agricole pourrait-elle se maintenir sur ces territoires marginalisés?*

Gilles BAZIN, Crise de l'activité agricole et régression de la mise en valeur dans les Alpes du Sud (France)

Este texto tem por objectivo analisar as causas socio-económicas do abandono da actividade agrícola e da regressão da utilização do território, numa zona de montanha mediterrânica francesa, os Alpes do Sul. Depois de ter descrito o funcionamento do sistema agro-pastoral antigo, no século dezanove, este artigo estuda as consequências das crises sucessivas relacionadas com as principais produções regionais (cereais, lã, fruta etc.). Refere os esforços feitos pelos agricultores para desenvolver produções competitivas como a lavanda e a carne ovina e as dificuldades económicas com que se encontram hoje confrontados. A actividade agrícola e a valorização do território continuam a regredir, sem que se descirnam, actualmente, alternativas produtivas viáveis. A pecuária abandona as encostas e a agricultura limita-se a alguns fundos de vale mecanizáveis e irrigáveis. As terras planas tomam uma importância essencial para a manutenção da agricultura regional, ao mesmo tempo que a concorrência fundiária turística e residencial aumenta. O declínio da agricultura, os conflitos de interesses que dividem o campesinato, o peso dos não agricultores na economia fundiária, bloqueiam a realização das infraestruturas (ordenamento, irrigação, etc.), necessárias ao reviver da agricultura. Nestas condições, a actividade agrícola poderá manter-se nestes territórios agrícolas?

Rudi BUHAGIAR, Les locations foncières dans l'agriculture grecque: évolution générale et remarques sur une enquête locale

L'examen de l'évolution des pratiques de location de terres agricoles en Grèce dans la période 1950-1983 fait apparaître des tendances et des rythmes différenciés selon les régions. Bien que les évolutions observées peuvent être interprétées comme des phénomènes communs de soumission de l'agriculture au capitalisme, elles signifient en même temps une différenci-

tion de plus en plus marquée dans l'espace des rapports sociaux de production; rapports qui régissent l'usage du sol agricole localement, dans une société rurale paysanne, base foncière des exploitations agricoles.

L'extension des locations de terres, et notamment du fermage, marque l'apparition sur la scène agricole d'un nouveau groupe de petits propriétaires bailleurs lesquels, s'ils ne peuvent aujourd'hui être caractérisés comme une classe sociale homogène, disposent d'une part croissante du sol agricole et font valoir leur droit à prélever une fraction importante du surproduit de l'agriculture en l'absence d'une réelle réglementation des baux ruraux. Le phénomène du fermage révèle également le développement de rapports marchands internes aux collectivités rurales et constitue un des mécanismes de la concentration foncière et de la différenciation sociale des agriculteurs.

Le cas d'une commune céréalière de Chalcidique offre un exemple des pratiques qui accompagnent le développement du fermage et permet de situer les protagonistes de la concurrence foncière dans le cadre de la structure sociale locale.

Rudi BUHAGIAR, Les locations foncières dans l'agriculture grecque: évolution générale et remarques sur une enquête locale

O exame da evolução das práticas de arrendamentos das terras agrícolas na Grécia, durante o período 1950-1983, mostra tendências e ritmos diferenciados segundo as regiões. Se bem que as evoluções observadas possam ser interpretadas como fenómenos comuns de submissão da agricultura ao capitalismo, significam, ao mesmo tempo, uma diferenciação, cada vez mais marcada no espaço, das relações sociais de produção; relações que regem o uso do solo agrícola localmente, numa sociedade camponesa, base fundiária das explorações agrícolas.

A extensão da locação de terras e, em particular, o arrendamento, assinalam a aparição na cena agrícola de um novo grupo de pequenos proprietários arrendatários que, se hoje não podem ser caracterizados como uma classe social homogénea, dispõem de uma parte crescente do solo agrícola e

fazem valer o seu direito ao levantamento de uma fracção importante do produto excedentário da agricultura, na ausência de uma real regulamentação dos arrendamentos rurais. O fenómeno do arrendamento revela, igualmente, o desenvolvimento de relações mercantis internas das colectividades rurais e constitui um dos mecanismos da concentração fundiária e da diferenciação social dos agricultores.

O caso de uma comuna cercalífera da Calcídica oferece um exemplo das práticas que acompanham o desenvolvimento do arrendamento e permite situar os protagonistas da concorrência fundiária no quadro da estrutura social local.

Pierre COULOMB, Quel espace agricole pour demain?

Plus de vingt pour cent des terres agricoles - un hectare sur cinq - pourrait être d'ici l'an 2000 abandonnées par l'agriculture. L'exode agricole depuis quarante ans avait vidé des villages et bouleversé la société rurale désormais plus ouvrière ou même "urbaine" que paysanne. Mais dans le même temps on se disputait la terre, on aménageait les friches de l'Est ou celles des collines de l'Adour, on se battait pour le Larzac. Le paysage pouvait être modifié par la modernisation agricole et le remembrement: mais partout ou presque, il était cultivé. Aujourd'hui entre-t-on dans une nouvelle phase où cette fois-ci c'est le paysage cultivé et non plus seulement les villages qui sera abandonné, retournant ainsi à la friche?

Rien n'est bien sûr inéluctable. Ni forcément dramatique: *d'autres* usages de l'espace sont concevables y compris pour d'autres formes de développement agricole. Mais il faut d'abord comprendre *pourquoi* l'agriculture d'aujourd'hui semble ne plus avoir besoin de ces terres. Ces raisons s'organisent dans les effets conjugués d'une double crise: une crise démographique d'abord, une crise économique agricole ensuite.

Pierre COULOMB, Quel espace agricole pour demain?

Mais de vinte por cento das terras agrícolas - um hectare em cada cinco - poderão ser, até ao ano 2000, abandonadas pela agricultura. Desde há quarenta anos, que o exodo agrícola vinha esvaziando as aldeias e transformando a sociedade rural por todo o lado ou quase, a partir de então mais operária, ou mesmo urbana, que camponesa. Ao mesmo tempo, lutava-se pela terra, desbravavam-se os baldios de Leste e as colinas do Adour, lutava-se pelo Larzac. A paisagem podia ser modificada pela modernização agrícola e o ordenamento, mas em todo o lado, ou quase, era cultivada. Entra-se, hoje, numa nova fase em que desta vez, a paisagem cultivada, e não somente as aldeias, será abandonada, voltando, assim, ao estado de baldio?

Nada é, evidentemente, inelutável, nem forçosamente dramático: outras utilizações do espaço são concebíveis, incluindo outras formas de desenvolvimento agrícola. Mas, antes de tudo, é necessário compreender as *razões* que levam a agricultura de hoje a parecer já não ter necessidade dessas terras. Estas razões organizam-se nos efeitos conjugados de uma dupla crise: uma crise demográfica em primeiro lugar, em seguida uma crise económica.

Bertrand HERVIEU, Le désert du capital: interrogation sur l'intégration capitaliste des zones désertifiées méridionales françaises

A s'en tenir au cas de la France, le processus d'intégration capitaliste des zones rurales méditerranéennes semble bien avoir été différent de ce qu'il a été dans les régions septentrionales.

1 - Du "désert" aux "zones fragiles".

Avant d'être intégrées au développement du capitalisme, les zones rurales méditerranéennes ont d'abord été vidées par celui-ci. Exode agricole, exode rural, appauvrissement économique ont d'abord marqué ces régions durant un siècle: un siècle qui sépare la période du maximum de population

de ces régions de la période de reprise démographique constatée aujourd'hui; un siècle marqué par la révolution industrielle et par la modernisation de l'agriculture.

2 - Est-ce à dire pour autant que ces régions n'ont connu que des rapports en creux avec le développement capitaliste?

Le "désert" et c'est ainsi que l'on a parlé de ces régions a été, depuis vingt ans et plus, un lieu d'investissement symbolique considérable qui c'est manifesté de diverses manières: d'abord en étant le lieu par excellence de mise en oeuvre du mouvement du "retour à la nature", en étant ensuite ou simultanément l'objet de politiques publiques ou privées d'aménagement du territoire qui ont abouti parfois à relancer certaines activités de ces régions.

3 - Zones marginales ou populations marginales?

La création de parcs naturels régionaux et nationaux, la mise en place de programmes de développement du tourisme et la relance de l'artisanat ont eu souvent pour caractéristiques de délocaliser les centres de décision propres à ces régions et de s'appuyer sur des couches sociales nouvellement installées. Les marginaux de ces régions ne sont pas nécessairement ceux qui étaient appelés ainsi dans les années 1970.

Maintien d'un cadre "naturel" / dissolution d'une société? Marginalisation d'une couche sociale paysanne autochtone / intégration d'un espace?

Telles sont peut être les voies propres empruntées par le capitalisme pour "pénétrer" les zones rurales méditerranéennes.

Bertrand HERVIEU, Le désert du capital: interrogation sur l'intégration capitaliste des zones désertifiées méridionales françaises

A atermo-nos ao caso da França, o processo de integração capitalista das zonas rurais mediterrânicas parece ter sido diferente do das regiões setentrionais.

1 - Do "deserto" às "zonas frágeis".

Antes de serem integradas no desenvolvimento capitalista, as zonas rurais mediterrânicas foram esvaziadas por este. Êxodo agrícola, êxodo rural, empobrecimento económico marcaram, antes de tudo, estas regiões, durante um século: um século que separa o período do máximo de população destas regiões, do período de recrudescência demográfica constatada hoje; um século marcado pela revolução industrial e pela modernização da agricultura.

2 - Poderá dizer-se, no entanto, que estas regiões só conheceram relações vãs com o desenvolvimento capitalista?

O "deserto" e foi assim que se falou destas regiões, foi, desde há mais de vinte anos, um lugar de investimento simbólico considerável que se manifestou de diversas maneiras: antes de tudo, ao ser lugar por excelência da organização do movimento "voltar à natureza", para ser, em seguida, ou, simultaneamente, objecto de políticas públicas ou privadas de ordenamento do território que levaram, por vezes, ao retomar de certas actividades nestas regiões.

3 - Zonas marginais ou populações marginais?

A criação de parques naturais regionais e nacionais, a organização de programas de desenvolvimento do turismo e o retomar do artesanato quase sempre se caracterizaram pelo facto de deslocarem os centros de decisão e de se apoiarem em camadas sociais recentemente instaladas. Os marginais destas regiões não são, necessariamente, os que eram assim designados nos anos 70.

Manutenção de um quadro "natural"/dissolução de uma sociedade?
Marginalização de uma camada social camponesa autóctone/integração de um espaço?

Talvez sejam estas as vias escolhidas pelo capitalismo para "penetrar" as zonas rurais mediterrânicas.

Marcel JOLLIVET, Sociétés nationales, sociétés locales et utilisation de l'espace

Les sociétés rurales européennes - comme celles du reste du monde d'ailleurs - ont établi leurs *rappports avec leur environnement naturel* dans des conditions historiques bien précises, à travers l'utilisation qu'elles en ont fait et les modalités d'utilisation qu'elles ont adoptées. On peut distinguer dans ce processus trois grandes étapes:

- a) celle de la "colonisation" initiale.
- b) celle de l'"autarcie" locale.
- c) celle de l'"intégration" aux échanges marchands et aux formations sociales "nationales".

A chacune de ces trois étapes, des facteurs externes aux sociétés locales, variables selon les époques, ont joué un rôle déterminant: des remaniements constants des sociétés locales et de leurs rapports avec leur environnement naturel en ont résulté. *Chaque période hérite les résultats des remaniements antérieurs et parvient plus ou moins à les adapter au nouveau contexte*; les sociétés rurales ont leur inertie, mais aussi leurs logiques d'évolution propres et diverses. Leur situation actuelle est le produit d'une phase historique dominée depuis un siècle ou deux, selon les pays, par le *processus d'intégration aux formations sociales nationales*. Or aujourd'hui elles subissent une *double pression: économique* (avec l'internationalisation des échanges marchands agricoles), *politique* (avec l'intégration européenne). La question qui se pose est celle de savoir *dans quelle mesure et à travers quelles modalités elles vont être amenées à échanger et à remanier une nouvelle fois leurs rapports avec le milieu naturel anthropisé tel qu'elles l'héritent de leur histoire*. L'auteur essaie de formuler quelques premiers éléments d'une problématique concernant cette question en examinant à la fois les facteurs externes et les facteurs internes aux sociétés rurales, qu'il convient de prendre en compte pour analyser les évolutions en cours ou possibles.

Marcel JOLLIVET, Sociétés nationales, sociétés locales et utilisation de l'espace

As sociedades rurais europeias - como, aliás, as do resto do mundo - estabeleceram as suas *relações com o seu espaço natural envolvente* em condições históricas bem precisas, através da utilização que dele faziam e das modalidades de utilização que adoptaram. Neste processo podem distinguir-se três grandes etapas:

- a) a "colonização" inicial
- b) a "autarquia" local
- c) a "integração" nas trocas comerciais e nas formações sociais "nacionais".

Em cada uma destas três etapas, factores externos às sociedades locais, variáveis segundo as épocas, tiveram um papel determinante: modificações constantes nas sociedades locais e nas suas relações com o seu espaço natural foram o resultado. *Cada período herda os resultados das modificações anteriores e consegue adaptá-los ao novo contexto*; as sociedades rurais têm a sua inércia, mas também as suas lógicas de evolução específicas e diversas. A sua situação actual é produto de uma fase histórica dominada, desde há um século ou dois, segundo os países, pelo *processo de integração nas formações sociais nacionais*. Hoje, *sofrem uma dupla pressão: económica com a internacionalização das trocas comerciais agrícolas), política)com a integração europeia*). A questão que se coloca é de saber *em que medida e através de que modalidades vão ser levadas a trocar e a modificar novamente as suas relações com o meio natural antropizado que herdaram da sua história*. O autor tenta formular alguns primeiros elementos desta problemática, ao mesmo tempo que examina os factores externos e os factores internos das sociedades rurais que convém tomar em conta, para analisar as evoluções em curso, ou possíveis.

Guy BURGEL, Vingt ans de modernisation en Messara crétoise (Grèce)

Le réexamen systématique d'un village de la Messara crétoise, inventorié dans les années 60 (Pobia), permet de s'interroger sur les processus de modernisation et d'intégration aux types de sociétés occidentales. *Tout semble partagé entre forces de continuité et de rupture:*

- recomposition de l'espace de production et des espaces de vie,
- maintien des structures foncières et bouleversement des systèmes de cultures,
- transformations et modernisations de la polyactivité traditionnelle des campagnes grecques,
- rapports variés entre genres de vie urbains et ruraux.

Face à cette *ambiguïté de la modernité*, on ne peut manquer de s'interroger sur les modèles d'évolution des sociétés rurales méditerranéennes: universalité des processus (banalisation de l'habitat confortable, motorisation des ménages, ouverture à l'information audio-visuelle mondialisée) et/ou spécificité des champs d'application (moindre exode rural, plus grande rapidité de l'innovation, plus large flexibilité des sociétés, pérennité).

Guy BURGEL, Vingt ans de modernisations en Messara Crétoise (Grèce)

O reexame sistemático de uma aldeia da Messara cretense, inventariada nos anos 60 (Pobia), permite a interrogação sobre os processos de modernização e de integração nos tipos de sociedades ocidentais. *Tudo parece dividido entre forças de continuidade e de ruptura:*

- recomposição do espaço de produção e dos espaços de vida,
- manutenção das estruturas fundiárias e perturbação dos sistemas de cultivo,
- transformações e modernizações da poliactividade tradicional dos campos gregos,
- relações várias entre géneros de vida urbanos e rurais.

Face a esta *ambigüidade da modernidade*, é difícil não colocar a questão dos modelos de evolução das sociedades rurais mediterrânicas: universalidade dos processos (banalização do habitat confortável, motorização doméstica, interesse pela informação audio-visual mundializada) e/ou especificidade dos campos de aplicação (menor êxodo rural, maior rapidez de inovação, maior flexibilidade das sociedades, perenidade).

Lucia CARLE, L'ouvrier paysan: nouveauté et continuité dans le modèle social des Langhe, XVIIe - XXe siècles.

Une des particularités de l'Europe du sud réside dans la multiplicité de modèles qu'on peut y observer et dans le brassage culturel continu qui s'y produit. On pourrait résumer cette potentialité d'analyse dans la phrase: *à sollicitations semblables réactions différentes*.

L'Italie en constitue un bon exemple car, avec ses aspects multiples elle apparaît comme un excellent terrain d'observation. La multiplication des enquêtes locales peut donc être une bonne piste pour arriver à répondre à certaines questions.

La figure de l'*ouvrier-paysan* s'installe dans certaines régions d'Italie à partir des années 60. Dans les Langhe, cette figure peut être interprétée em réaction à certains changements de l'après-guerre comme l'aboutissement d'une évolution qui commence avec l'abandon des terres par les paysans dans les années 50.

Comment cette "nouveauté, supposée", se situe-t-elle par rapport à des constantes qu'on peut observer sûr plus de quatre siècles, telles que: la *pro-*

priété de la terre, l'autonomie locale vis à vis d'un pouvoir étatique éloigné, la conscience de la nécessité d'être solidaire et de s'auto-conserver ?

Dans les Langhe, la figure de *l'ouvrier-paysan* s'introduit dans un *contexte de continuité* du modèle socio-économique. Depuis plusieurs siècles (à partir du XVIe siècle au moins) la *casa* représente l'unité sociale de référence.

Il s'agit d'abord de considérer la continuité dans le changement, et, en particulier, d'observer ce qui se passe dans l'équilibre de cette unité socio-économique au moment de l'apparition de certaines "nouveautés" typiques d'un état moderne et industrialisé.

La seconde partie de l'article essaie de répondre, au moins en partie, à ces questions.

Lucia CARLE, L'ouvrier paysan: nouveauté et continuité dans le modèle social des Langhe, XVIIe - XXe siècles.

Uma das particularidades da Europa do sul consiste na multiplicidade de modelos que podem observar-se e na mistura cultural contínua que ali se produz. Poderia resumir-se esta potencialidade de análise na frase: *para solicitações semelhantes reacções diferentes*.

A Itália constitui disso um bom exemplo, porque, com os seus aspectos múltiplos, é um excelente terreno de observação. A multiplicação dos inquéritos locais pode, portanto, ser uma boa pista para conseguir responder a certas questões.

A figura do operário-camponês instala-se em certas regiões da Itália *a partir dos anos 60*. Nas Langhe, esta figura pode ser interpretada como uma reacção a certas mudanças do pós-guerra que começam com o abandono das terras pelos camponeses nos anos 50.

De que forma esta "novedade, suposta" se situa em relação a constantes que podem observar-se em mais de quatro séculos: a *propriedade da terra*, a *autonomia local* em relação a um poder de estado distante, a consciência da necessidade de solidariedade e de auto-conservação?

Nas Langhe, a figura do operário-camponês surge num *contexto de continuidade* do modelo sócio-económico. Há já vários séculos (a partir do século XVI, pelo menos) que a *casa* representa a unidade social de referência.

Trata-se, em primeiro lugar, de considerar a continuidade na mudança e, em particular, observar o que se passa no equilíbrio desta unidade sócio-económica no momento do surgimento de certas "novidades" típicas de um estado moderno e industrializado.

A segunda parte do artigo tenta responder, em parte, pelo menos, a estas questões.

Dolors COMAS d'ARGEMIR, Les exploitations agro-pastorales familiales dans le processus d'intégration capitaliste: le cas des Pyrénées centrales espagnoles.

L'objectif de cet article est de comparer quelques collectivités villageoises *pyrénéennes* pour montrer différents types d'évolution face à la pénétration capitaliste. L'accent est mis sur les changements économiques récents des *exploitations familiales* et sur la restructuration des *anciens rapports de production*. Les causes de cette évolution différenciée sont recherchées à partir des *contraintes* qui jouent dans chaque cas (écologiques, foncières, mercantiles, démographiques, etc.) et de l'incidence des *rapports marchands* (système de marché, capitalisme industriel, capitalisme touristique).

Le point de vue analytique ne consiste pas à faire une simple énumération des changements, mais de les situer dans *une logique plus large*. L'hypothèse principale est de montrer la capacité des groupes domestiques et des communautés villageoises de *s'adapter* à des nouvelles conditions créées par l'expansion des rapports marchands. Mais cette adaptation montre au même temps l'incapacité de reproduction de ces groupes en s'appuyant sur leurs propres bases matérielles et sociales; de telle sorte qu'est institutionnalisée la dépendance avec les rapports dominants. A partir de cette perspective, l'auteur essaye d'analyser dans la région étudiée:

- a) les processus de différenciation sociale qui se sont produits avec le dépérissement de l'agro-pastoralisme: l'enrichissement des familles les plus aisées (les grands propriétaires fonciers) et l'appauvrissement des plus pauvres (bergers, journaliers), tandis que les exploitations familiales persistent grâce à la pluri-activité et à l'auto-exploitation du travail familial.
- b) la crise dans la reproduction des exploitations agricoles familiales: dépeuplement des campagnes et non renouvellement *dans le ménage paysan* (émigration des jeunes ou célibat de ceux qui restent).

Dolors COMAS d'ARGEMIR, Les exploitations agro-pastorales familiales dans le processus d'intégration capitaliste: le cas des Pyrénées centrales espagnoles.

O objectivo deste artigo é comparar algumas colectividades aldeãs *pirenaicas* para mostrar diferentes tipos de evolução, face à penetração capitalista. Dá-se particular importância às mudanças económicas recentes das *explorações familiares* e à reestruturação das *antigas relações de produção*. As causas desta evolução diferenciada são procuradas a partir dos constrangimentos que agem em cada caso (ecológicos, fundiários, mercantis, demográficos etc.) e da incidência das *relações mercantis* (sistema de mercado, capitalismo industrial, capitalismo turístico).

O ponto de vista analítico não consiste em fazer uma simples enumeração das mudanças, mas situá-las numa *lógica mais larga*. A hipótese principal é mostrar a capacidade dos grupos domésticos e das comunidades aldeãs em *adaptar-se* a novas condições criadas pela expansão das relações mercantis. Mas esta adaptação mostra, ao mesmo tempo, a incapacidade de reprodução destes grupos com o apoio das suas próprias bases materiais e sociais; de tal modo, que se institucionaliza a dependência com as relações dominantes. A partir desta perspectiva, o autor tenta analisar na região estudada:

a) os processos de diferenciação social que se produziram com o enfraquecimento da agro-pastorícia: enriquecimento das famílias mais abastadas (os grandes proprietários fundiários) e empobrecimento dos mais pobres (pastores, jornaleiros); enquanto que as explorações familiares persistem graças à pluri-actividade e à auto-exploração do trabalho familiar.

b) a crise na reprodução das explorações agrícolas familiares: despovoamento dos campos e não renovação das gerações na casa camponesa (emigração dos jovens ou celibato dos que ficam).

Jesus CONTRERAS, Del mito del desarrollo a la crisis del mito: visiones del cambio social en la sociedad rural española

Dans le présent article sont présentées certaines façons dont les chercheurs ont perçu les processus de changement social, qui ce sont produits dans la société rurale espagnole. Ces perceptions ce sont caractérisées, jusqu'au milieu des années 70, par le fait de considérer le changement social dans la société rurale comme un processus de *modernisation* au sens de la *rationnalisation* des exploitations agricoles et de *l'urbanisation* des coutumes et des comportements. Ainsi, ces conceptions du changement social étaient en accord avec l'idéologie du développement qui prévalait en Espagne durant cette première moitié des années 70.

Dans la deuxième partie de l'article, l'auteur met en avant l'inadéquation de cette vision du problème en essayant de démontrer qu'elle n'a pas pris en compte la conflictualité et la dépendance nouvelles qu'un tel processus introduisait dans la campagne espagnole. L'auteur y met en évidence le fait que la société rurale espagnole se caractérise par un fort décalage entre les expectatives qui a créé le "développement" et le blocage actuel du marché du travail et ce qui résulte de désorganisation et de démoralisation de la jeunesse rurale.

Jesus CONTRERAS, Del mito del desarrollo a la crisis del mito: visiones del cambio social en la sociedad rural española

Este artigo apresenta algumas formas de como foram vistos os processos de mudança social na sociedade rural espanhola, pelos investigadores sociais. Estas perspectivas caracterizaram-se, até meados dos anos 70, pelo facto de considerarem a mudança social na sociedade rural como um processo de "modernização", no sentido da *racionalização* das explorações agrícolas, da *urbanização* dos costumes e dos comportamentos. Assim, estas concepções da mudança social estavam de acordo com a ideologia do desenvolvimento que prevalecia em Espanha na primeira meia década de 70.

Na segunda parte do artigo, o autor evidencia a inadequação desta visão do problema tentando demonstrar que não foi tomada em conta a conflitualidade e a dependência que um processo destes introduzia no campo espanhol. O autor acentua o facto da sociedade rural espanhola se caracterizar por uma forte diferença entre as expectativas que o "desenvolvimento" criou e o bloqueio actual do mercado de trabalho, além da consequente desorganização e desmoralização da juventude rural.

Stathis DAMIANAKOS, Réflexions sur le travail agricole en Grèce: catégories statistiques et observation sociologique

A partir d'une rapide énumération des principaux cas d'espèce qui, dans la recherche rurale, témoignent du décalage permanent existant entre catégories statistiques et observation sociologique, ce texte propose une réflexion sur l'exercice du travail agricole en Grèce, objet dont les difficultés d'approche quantitative n'égalent que l'incertitude théorique qui entoure la notion. Les signes du décalage en question sont repérés essentiellement dans trois domaines: celui de la fiabilité et de la validité des données collectées, celui de leur interprétation - rendue aléatoire en raison de l'absence de rigueur des indicateurs utilisés ou de la flexibilité inhérente à certains phénomènes à

mesurer -; celui, enfin, du traitement quantitatif du matériau statistique, traitement impliquant le choix d'un niveau régional d'agrégation des données dont la définition n'est pas évidente, compte tenu de la forte diversité de la société rurale grecque.

La construction des catégories statistiques en matière rurale semble obéir à un principe implicite selon lequel il y a coïncidence entre une exploitation agricole (vue comme "entreprise"), une résidence, une propriété, une famille, un emploi et un revenu. L'acceptation de cette logique efface les spécificités propres au travail agricole (multiplicité des procès techniques, coexistence de plusieurs rapports de production au sein de la même activité). Elle occulte l'hybridation croissante de ses formes, que nous révèle la recherche empirique, et rend inopérante toute comparaison entre tendances globales et observation localisée du processus de la pénétration capitaliste en agriculture.

Stathis DAMIANAKOS, Réflexions sur le travail agricole en Grèce: catégories statistiques et observation sociologique

A partir de uma rápida enumeração dos principais casos de espécie que, na investigação rural, testemunham a diferença permanente que existe entre categorias estatísticas e observação sociológica, este texto propõe uma reflexão sobre a prática do trabalho agrícola na Grécia, objecto cujas dificuldades de abordagem quantitativa só igualam a incerteza teórica que envolve a noção. Os sinais de diferença em questão são indicados, essencialmente, em três domínios: a fiabilidade e a validade dos dados colectados; a sua interpretação - tornada aleatória devido à ausência de rigor dos indicadores utilizados ou da flexibilidade inerente a certos fenómenos a medir -; enfim, o tratamento quantitativo do material estatístico, tratamento que implica a escolha do nível regional de agregação dos dados cuja definição não é evidente, dada a forte diversidade da sociedade rural grega.

A construção das categorias estatísticas em matéria rural parece obedecer a um princípio implícito segundo o qual há coincidência entre uma ex-

ploração agrícola (vista como "empresa"), uma residência, uma propriedade, uma família, um emprego e um rendimento. A aceitação desta lógica apaga as especificidades próprias do trabalho agrícola (multiplicidade dos processos técnicos, coexistência de várias relações de produção no seio da mesma actividade). Ela oculta a hibridação crescente das suas formas, que nos revela a investigação empírica e torna inoperante qualquer comparação entre tendências globais e observação localizada do processo da penetração capitalista na agricultura.

Fernando MEDEIROS, La stagnation agricole comme processus d'adaptation et de transformation des systèmes de production. L'effondrement de l'économie paysanne au Portugal.

Au Portugal l'intégration accrue de l'agriculture familiale paysanne au marché constitue, pour les deux dernières décennies, un des traits les plus marquants de l'évolution du secteur agricole. Et partant - eu égard l'importance de ce secteur dans la structure sociale -, elle constitue un facteur non négligeable des transformations enregistrées pendant la même période aux différents échelons de l'organisation sociale. Dans cet article, les modalités très diverses de cette intégration font l'objet d'une présentation rapide qui permet d'établir les relations entre la dynamique du processus de désintégration de la paysannerie traditionnelle et la crise d'une agriculture qui se révèle *de moins en moins capable de répondre aux besoins croissants et plus diversifiés du système social*. L'objectif principal est de montrer comment et jusqu'à quel point *le peu de flexibilité et d'adaptabilité caractéristique* des différents systèmes de culture actionnés par le paysannat pourront être considérés comme autant de *facteurs explicatifs de la proto-urbanisation* observable dans la société portugaise, phénomène qui tend à reléguer des pans entiers de l'agriculture familiale au statut *d'activité complémentaire*. Au terme de l'analyse sont esquissées les principales incidences d'un cheminement original de *"dépaysonisation/déruralisation"*, réalisation dont l'aboutissement logique reste à déchiffrer.

Fernando MEDEIROS, La stagnation agricole comme processus d'adaptation et de transformation des systèmes de production. L'effondrement de l'économie paysanne au Portugal.

Em Portugal, a integração crescente da agricultura familiar camponesa no mercado constituiu, nas duas últimas décadas, um dos acontecimentos mais marcantes da evolução do sector agrícola. E, tendo em conta a importância deste sector na estrutura social, esta integração constitui um factor não negligenciável das transformações registadas durante o mesmo período, nos diferentes escalões da organização social. Neste artigo, as modalidades muito diversas desta integração são objecto de uma apresentação rápida que permite estabelecer as relações entre a dinâmica do processo de desintegração do campesinato tradicional e a crise de uma agricultura que se revela *cada vez menos capaz de responder às necessidades crescentes e mais diversificadas do sistema social*. O objectivo principal é mostrar como e até que ponto, *a escassez de flexibilidade e de adaptabilidade característico* dos diferentes sistemas de cultura, accionados pelo campesinato, poderão ser considerados como tantos outros *factores explicativos da proto-urbanização* observável na sociedade portuguesa. Fenómeno que tem tendência para confinar partes importantes da agricultura familiar no estatuto *de actividade complementar*. No final da análise, são esboçadas as principais incidências de um percurso original de *"descamponização"/"desruralização"* cujo fim lógico ainda falta explicar.

Michel SIVIGNON et Pierre-Yves PECHOUR, L'exploitation agricole en Grèce: un exemple en Epire

D'une manière générale, la situation de l'exploitation agricole en Grèce est paradoxale: le nombre des exploitations agricoles en Grèce est le même qu'en 1929. Entre-temps, ce nombre est passé par un maximum en 1961. Mais sa décroissance est très lente. Or cette *stabilité* s'explique par le

*caractère fictif d'un bon nombre d'exploitations agricoles. L'attachement à la terre est tel qu'on vend difficilement l'exploitation familiale, même si on ne l'exploite plus. Le développement de l'émigration à destination de l'Europe Occidentale n'a pas amené de diminution sensible du nombre théorique des exploitants. Toutefois, la pratique de la location s'est développée ainsi que celle des travaux agricoles donnés à façon à des entrepreneurs. Par ailleurs, un certain nombre d'avantages sont attachés à la condition d'exploitant agricole, en matière de crédit (par l'intermédiaire de la Banque Agricole) ou en matière de dérogation fiscale (automobiles à usage professionnel). Cette fiction de l'exploitation agricole, reflétée par les statistiques, rend difficile une étude de la réalité des exploitants. Dans le cas de *Margariti en Epire*, où la propriété familiale est petite (2 à 5 ha) et morcelée, l'émigration généralisée vers l'Allemagne et la Suède amène la disparition de fait de la majorité des exploitations: ne restent plus que les entrepreneurs de travaux agricoles et les grands éleveurs qui louent les terres de ceux qui sont partis. La possession de la terre n'assure qu'une rente minime qui ne correspond plus à un travail agricole.*

Michel SIVIGNON et Pierre-Yves PECHOUR, L'exploitation agricole en Grèce: un exemple en Epire

De uma forma geral, a situação da exploração agrícola na Grécia é paradoxal: o número de explorações agrícolas é idêntico ao de 1929. Entretanto, este número passou por um máximo em 1961. Mas o seu decréscimo é muito lento. Ora, esta estabilidade explica-se pelo carácter fictício de um bom número de explorações agrícolas. O apego à terra é tão forte que dificilmente se vende a exploração familiar, mesmo quando já não é explorada. O desenvolvimento da emigração com destino à Europa ocidental não levou à diminuição sensível do número teórico dos exploradores. Contudo, a prática de arrendamento desenvolveu-se, assim como a dos trabalhos agrícolas dados a empresários que fornecem a mão-de-obra. Por outro lado, um certo número de vantagens estão ligadas à condição de explorador agrícola, em matéria de crédito (por intermédio do Banco Agrícola), ou em matéria de derrogação

fiscal (automóveis para uso profissional). Esta ficção da exploração agrícola, reflectida pelas estatísticas, torna difícil um estudo da realidade dos exploradores. No caso de *Margariti no Epiro*, onde a propriedade familiar é pequena (2 a 5 hect.) e desmembrada, a emigração generalizada para a Alemanha e Suécia leva ao *desaparecimento de facto da maioria* das explorações: só ficam os *empresários agrícolas* e os *grandes criadores de gado arrendatários das terras dos que partiram*. A posse da terra não assegura mais que uma *renda mínima* que deixou de corresponder a um trabalho agrícola.

Claude SERVOLIN, Le modèle agricole de l'Europe du Nord-ouest et les agricultures méridionales, contrastes et convergences

Les études de ce que l'auteur a appelé "l'absorption" de l'agriculture dans le développement du capitalisme, ont été menées en France à partir de l'exemple de la *petite production "nordique"*.

Ces études ont mis en valeur certains thèmes:

- la genèse de cette forme de production lors de la décomposition du féodalisme et de l'apparition du capitalisme dans l'Europe de l'Ouest.
- les raisons qui font que l'exploitation individuelle reste adéquate comme forme de production dans les pays capitalistes:
- la production agricole a été depuis longtemps exclue du champ d'expansion du capital.
- le travail agricole garde des caractéristiques propres qui le rendent inapte à une division du travail sur le mode industriel.
- les modes propres de socialisation du travail qui exigent l'intervention de l'Etat et la médiation d'organisations professionnelles agricoles, agissant comme quasi appareils d'Etat.

Aujourd'hui, les pays méditerranéens qui ont connu une phase de développement capitaliste intense, gardent en général un secteur agricole imparfaitement intégré à ce processus. La question se pose pour eux de savoir si les mécanismes d'intégration de l'agriculture qui ont agi dans les pays de l'Europe de l'Ouest "humide" peuvent aussi se développer chez eux, où les

formes de la production agricole sont très différentes à beaucoup de points de vue: origines historiques, articulation des productions animales et végétales, rapports des classes dominantes avec l'agriculture etc.

Cette question se pose de manière d'autant plus naturelle que ces pays ont adhéré à la CEE et à la PAC, ou sont directement influencés par elles. Leur politique agricole doit-elle volontairement tenter d'adopter le "modèle" ouest-européen? Y a-t-il place chez eux pour un syndicalisme agricole passant de la pure revendication à la co-gestion? L'exemple de l'Italie et de la France du Sud peut-il profiter à d'autres pays méditerranéens? Tels sont les thèmes de réflexion qui sont abordés dans le présent article.

Claude SERVOLIN, Le modèle agricole de l'Europe du Nord-ouest et les agricultures méridionales, contrastes et convergences

Os estudos sobre o que o autor chamou "a absorção" da agricultura pelo desenvolvimento capitalista, foram realizados em França, a partir do exemplo da *pequena produção "nórdica"*.

Estes estudos valorizaram certos temas:

- a génese desta forma de produção aquando da decomposição do feudalismo e do aparecimento do capitalismo na Europa do Oeste,
- as razões que fazem com que a exploração individual continue adequada à forma de produção nos países capitalistas:
- a produção agrícola foi há muito tempo excluída do campo de expansão do capital,
- o trabalho agrícola conserva características próprias que o tornam inapto para uma divisão do trabalho segundo o modelo industrial,
- os modos próprios de socialização do trabalho que exigem a intervenção do Estado e a mediação de organizações profissionais agrícolas, agindo quase como aparelhos de Estado.

Hoje, os países mediterrânicos que conheceram uma fase de desenvolvimento capitalista intenso, conservam, em geral, um sector agrícola imperfeitamente integrado neste processo. A questão coloca-se, para eles, em sa-

ber se os mecanismos de integração da agricultura que agiram nos países da Europa do Oeste "húmida" podem, também, desenvolver-se no seu caso, onde as formas da produção agrícola são muito diferentes sob vários pontos de vista: origens históricas, articulação das produções animais e vegetais, relações das classes dominantes com a agricultura etc.

Esta questão põe-se de forma tanto mais natural já que estes países aderiram à CEE e à PAC, ou são directamente influenciados por elas. A sua política agrícola deverá, voluntariamente, adaptar-se ao "modelo" oeste-europeu? Haverá lugar para um sidicalismo agrícola, passando da reivindicação pura para a co-gestão? O exemplo da Itália e da França do Sul pode ser proveitoso para outros países mediterrânicos? São estes os temas de reflexão abordados no presente artigo.

